

UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE STRASBOURG

Pierre ROUSSOT

Marianne, Aryamehr et l'ayatollah : la diplomatie française en Iran de 1969 à 1979



Mémoire de quatrième année de l'IEP de Strasbourg

Juin 2016

Sous la direction de Maurice Carrez

Photo de couverture : le couple présidentiel français en visite officielle en Iran, octobre 1976. De droit à gauche : Farah Pahlavi, Mohammed Reza Shah Pahlavi, Valéry Giscard d'Estaing, Anne-Aymone Giscard d'Estaing.

Source : *www.lefigaro.fr*

Remerciements

Je remercie l'IEP de Strasbourg de m'offrir la possibilité de réaliser un mémoire de quatrième année.

Je souhaite également remercier M. Carrez d'avoir accepté de diriger ce travail. J'ai beaucoup apprécié sa disponibilité, ses exigences et son franc-parler.

Mes remerciements s'adressent enfin à mon ami et camarade de promotion Jean-Marie Maléfant, pour son soutien permanent et ses nombreuses suggestions.

Sommaire

**Introduction p.
9**

**I) De la « fente » et des « potentiels de situation » en Iran : contexte, atouts et perspectives de la diplomatie française en Iran à la fin des années 1960 p.
16**

1. La culture française, un atout majeur et bien exploité en Iran

2. Des coopérations variées mais quelque peu dispersées

3. Certains domaines de coopération demeurent marginaux

4. Les Iraniens ont une perception positive des activités françaises en Iran

5. Les menaces planant sur la diplomatie française en Iran à la fin des années 1960 du point de vue des diplomates français

6. Les diplomates français considèrent que le développement de l'Iran crée des opportunités

7. Le modèle de développement crisogène de l'Iran interroge la viabilité de la diplomatie française

II) 1969–1974 : le développement modéré des relations franco-iraniennes dans les domaines culturel, économique et nucléaire, malgré les signes manifestes de déliquescence du régime du Shah p. 35

1. La diplomatie du président Pompidou de 1969 à 1973 : une autre vision de la détente qui ne fait pas obstacle au développement des relations franco-iraniennes

2. Les politiques étrangère et intérieure menées par le Shah : un "gendarme du Golfe" dépecé par les puissances internationales

3. Un événement majeur dans les relations franco-iraniennes: la célébration des 2500 ans de la monarchie perse

4. La poursuite des relations culturelles et des collaborations techniques

5. La mise en place d'une collaboration importante dans le domaine du nucléaire civil

6. Les événements de l'année 1973 provoquent une accélération des échanges entre la France et l'Iran

7. L'accroissement des échanges économiques et commerciaux

III) 1974 - 1978 : La France développe ses acquis en Iran en dépit d'un contexte national incertain. Les paradoxes de la diplomatie française en Iran p. 54

1. La « rupture » de 1973-1974 : dynamique et conséquences

2. Les conséquences du changement de président en France

3. Le développement à grande vitesse des échanges commerciaux et de la coopération dans le domaine nucléaire

4. L'abandon du régime du Shah par les États-Unis ?

5. La position de la France sur la situation en Iran

IV) 1978 – 1979 : la révolution iranienne, les 118 jours de l'ayatollah Khomeiny en France et le départ du Shah d'Iran. Les ambiguïtés éclatantes de la diplomatie française en Iran p. 81

1. L'Iran s'embrase à partir de janvier 1978

2. La France discerne tardivement les événements en Iran et tente de maintenir ses activités

3. Les 112 jours de l'ayatollah Khomeiny en France : un opportunisme français ?

4. Le rapport Poniatowski permet une réelle prise de conscience des autorités françaises

5. La France au sommet de la Guadeloupe : ni le Shah, ni Khomeiny ?

6. La diplomatie française à l'égard de la jeune république islamique d'Iran

Conclusion **p.**

104

« Mais, Sire, vous êtes en train de fabriquer une révolution ! »

Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, Paris, Le Livre de Poche, 1988, p.103.

(Discussion avec le Shah d'Iran)

Introduction

En Occident, il est coutume d'analyser les révolutions comme des ruptures dans le cours plus ou moins paisible des choses. Au mieux les considère-t-on comme les conséquences de quelques événements antérieurs : on identifie un faisceau de causes puissantes dont la conjonction aurait provoqué, à un moment précis, le basculement. Mais l'idée de révolution comme point de rupture et apogée de la tension demeure profondément ancrée dans l'esprit de l'historien occidental.

À rebours de cette vision, les stratèges de l'antiquité chinoise nous enseignent qu'il n'est pas de rupture pour celui qui sait observer :

« Tout son art (...) est de détecter au plus tôt les moindres tendances qui sont portées à se déployer : en les décelant, à peine elles commencent à orienter, en secret, le cours ininterrompu des choses; avant donc qu'elles aient eu le temps d'émerger et de manifester leurs effets, il est en mesure de prévoir à quoi elles conduisent. (...) La mise en mouvement qui s'amorce à peine, mais comme telle est déjà critique, évolue du subtil au manifeste ; aussi le stratège clairvoyant est-il celui qui l'appréhende à ce stade initial, alors qu'elle n'a pas encore offert de signe patent et n'est pas actualisée. À ce stade (...) le déclenchement de la crise [est] encore secret. (...) Cette réflexion a trouvé à s'illustrer sous l'angle de la fissuration (...). D'abord, la moindre fissure présente des signes avant-coureurs qui, à titre à la fois d'indices et de prodromes, permettent à l'œil attentif de la détecter ; d'autre part, à moins qu'on ne la bouche aussitôt, la moindre fissure est portée d'elle-même à se déployer : à la fois elle s'ouvre et se creuse – elle devient successivement fente, faille, crevasse. De la fissure à la brèche, le devenir est prévisible puisqu'il est impliqué, la modification est d'ores et déjà annoncée, il suffit de laisser le temps jouer. »¹

Encore faut-il comprendre la notion de « potentiel de situation » pour s'imprégner de cette démarche

¹ François Jullien, *Traité de l'efficacité*, Paris, Le Livre de Poche, 2002, pp. 114-115.

étrangère à nos schémas de pensée :

« Car cet empire que je prends sur l'autre n'est pas dû à mes efforts, ni non plus à la chance (les deux d'ailleurs y échoueraient), mais simplement à la façon dont je sais tirer parti du processus engagé : je m'appuie sur les facteurs porteurs que j'ai su déceler dans la situation pour les laisser jouer en ma faveur. (...) Il faut instaurer un potentiel de situation pour gérer les choses. (...) Et, pour instaurer celui-ci, il convient d'abord (...) d'évaluer le plus précisément la situation (en contexte diplomatique : examiner quels sont ses partisans [de l'ennemi], distinguer qui est de son avis et qui ne l'est pas, voir ce qui est dit dedans et ce qui est dit dehors, etc.). De ce potentiel de situation, accumulé au cours de son évolution, résultera finalement, de la façon la plus tranchée, qu'on puisse exercer le plus grand ascendant, au lieu d'être défait (...). »¹

Ce paradigme est particulièrement fécond lorsqu'il est appliqué au cas de l'Iran impérial. D'ailleurs, Abdolhassan Bani Sadr, 1^{er} président de la République islamique d'Iran et ancien opposant au Shah, le dit sans ambages dans un entretien :

« En 1971, la révolution s'est mise en marche. »²

Peut-on adopter la vision d'un stratège chinois sur les événements qui surviennent en Iran dans les années 1970 ? Il s'agirait alors de considérer la révolution iranienne de 1979 comme un moment parmi d'autres, un instant nécessaire, la conséquence prévisible du cours des choses, en se détachant des réactions disproportionnées qui ont suivi cet événement³. Ce parti pris, certes assez déterministe, présente des vertus heuristiques étonnantes.

Ce paradigme adapté du point de vue de la diplomatie française en Iran permet d'en observer les inflexions avec une acuité accrue. Cela paraît d'autant plus nécessaire qu'aucun travail de recherche important n'a été encore consacré à ce sujet⁴ ni avec cette approche.⁵ Aussi la diplomatie est-elle ici entendue au sens le plus large, c'est-à-dire à la fois comme l'art de concilier des intérêts

1 *Ibid.*, p 51-52.

2 L'entretien a été reproduit en page 31 dans les annexes.

3 Bernard Hourcade, « Géographie de la révolution iranienne », *Hérodote*, n°18, 1980, p. 16-45. L'auteur parle de « réactions passionnées mêmes fanatiques » dans les médias et les cercles politiques.

4 À l'exception des recherches de Shokat Khan Shaghagi-Cohen, « La langue française en Iran : histoire, situation actuelle et perspectives d'avenir » (Thèse, Université de Paris 3, 2003) et le considérable ouvrage de Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : Quatre cents ans de dialogue*, Paris : Association pour l'avancement des Études iraniennes, 2008, nous n'avons pas trouvé d'ouvrage qui abordât ne serait-ce qu'une parcelle du sujet de ce mémoire.

5 Les analystes peuvent même exploiter, avec une certaine confusion, les deux approches. Voir Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*. Paris, Perrin, 2015, 576 p. Si les auteurs évoquent à plusieurs reprises le caractère processuel des événements de 1978-1979, ils adoptent une approche occidentale dès les premières pages : « Comment et pourquoi le régime du Chah d'Iran, qualifié en janvier 1978 d' "île de stabilité " par le président Carter, s'est-il brusquement effondré, un an plus tard ? » (p. 12)

divergents, l'ensemble des règles et des usages des rapports entre les États, les représentations des intérêts d'un État chez un autre, le corps de diplomates d'un État, et enfin la politique étrangère d'un pays.

Il importe de souligner les grandes lignes de la politique étrangère de la France depuis 1945 pour comprendre la politique menée vis-à-vis de l'Iran. Frédéric Bozo dégage les constantes de l'action extérieure française après la Seconde Guerre mondiale en ces termes :

« (...) la quête du rang, mais aussi et de manière indissociable, la poursuite de la construction européenne et la recherche d'un ordre mondial, qui en sont les deux autres fils rouges (...), seul un système international stable et équilibré peut garantir les intérêts de la France et de l'Europe. (...) La politique étrangère française [est] tiraillée entre projet national, ambition européenne, appartenance occidentale et idéaux universalistes. »¹

Car la France qui tente de se trouver une place en Iran dans les années 1970 n'est plus une puissance mondiale de premier plan. Elle ne jouit plus d'un rang qui lui aurait sans doute permis de développer une diplomatie autrement imposante dans ce pays. Ainsi donc, la compréhension de cette diplomatie ne saurait faire l'économie d'une présentation du contexte général dans lequel agit la France depuis 1945.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de nombreuses dynamiques internationales et nationales pèsent sur la diplomatie française en Iran et l'empêchent de prétendre à quelque rôle d'envergure. De toute évidence, la France ne remplit plus pleinement les critères classiques de la puissance mondiale. L'après-guerre marque son déclassement et son ancrage dans le dispositif de puissance américain. La position secondaire de la France en Iran n'est, au fond, qu'un révélateur de sa position d'acteur de rang moyen dans les Relations internationales. La diplomatie gaullienne, qui revêt surtout une dimension verbale, ne peut infléchir cette tendance. Elle l'incorpore dans ses principes à bien des égards. Ainsi, en dehors du continent africain, la France ne joue pas de rôle directeur dans la Guerre froide (même si elle peut jouer le trublion) :

« (...) la problématique de la politique étrangère française depuis plus d'un demi-siècle : réconcilier l'aspiration à un grand rôle international avec la mesure réelle des moyens. »²

La diplomatie française s'exerce dans les mêmes conditions en Iran.

Elle doit tout d'abord composer avec la politique étrangère des États-Unis. La mainmise des

1 Frédéric Bozo, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Éditions Flammarion, 2012, p.8.

2 *Ibid.*, p.8.

États-Unis sur l'Iran qui s'exerce depuis août 1953 en a fait un pays très difficilement ouvert à d'autres influences. Le renversement du Premier ministre Mossadegh, le 19 août 1953, fut orchestré, -sinon approuvé par les États-Unis. La présence américaine confina alors à l'ingérence dans tous les domaines : économie, culture, politique, défense, etc. L'armée du Shah, pilier du régime, était dépendante des forces américaines à travers le *Military Assistance Advisory Group* (MAAG), les États-Unis privilégiant la collaboration bilatérale au Moyen-Orient. La situation de dépendance technique dans laquelle les États-Unis maintinrent l'armée iranienne en faisait un outil au service des intérêts américains. La SAVAK, police secrète d'État, devait également beaucoup au concours américain. Pour Bernard Hourcade,

« Rien ne pouvait être décidé sans l'aval du souverain et des conseillers américains du MAAG (...). »¹

Une façon de dire dans quelle mesure la politique intérieure et extérieure du Shah se trouvait soumise aux volontés américaines.

La France doit également considérer les influences soviétiques qui s'exercent en Iran. Quoique les Parti communistes soient faibles dans la région, l'URSS dispose en effet de leviers d'action importants : propagande, influence des musulmans de l'URSS, exaltation des nationalismes locaux, infiltration dans les régions limitrophes... . Cet interventionnisme ne cesse pas à la suite du coup d'État d'août 1953. Certes, la position Iran face à URSS avait évolué dans une direction beaucoup moins favorable à cette dernière après la signature du Pacte de Bagdad, organisation militaire que rejoint l'Iran en octobre 1955. Il n'en reste pas moins que le Shah partage 2500 kilomètres de frontières avec son homologue moscovite. En outre, le refroidissement des relations entre l'Iran et URSS, puis l'insistance et la véhémence de Moscou pendant cette période, démontrent à quel point l'Iran est un enjeu sérieux de la Guerre froide pour les soviétiques.

À cet égard, la rivalité entre les États-Unis et URSS en Iran prolonge la dynamique du « Grand jeu » en vigueur depuis le XIX^e siècle dans la région, cette rivalité entre puissances russe et britannique sur un espace s'étendant du Caucase à l'Asie centrale en passant par le plateau tibétain, sans que cela ne débouche sur un affrontement direct entre les deux empires.² La substitution des États-Unis au Royaume-Uni après 1945 ne changeait fondamentalement pas les données du problème :

1 Bernard Hourcade, *Géopolitique de l'Iran*, Paris, Armand Collin, 2010, p.104.

2 Jean-Paul Burdy « Le grand jeu, de la Perse au Tibet »[en ligne], <https://sites.google.com/site/questionsdorient/les-mots-de-l-iran-lexique/grand-jeu> , consulté le 15 janvier 2016. Pour une étude approfondie, on pourra se reporter à l'ouvrage de Jacques Piatigorsky et Jacques Sapir (dir.), *Le Grand Jeu*, Éditions Autrement, collection « Mémoires/Histoire », 2009, 256 p.

« Qu'après la Seconde Guerre mondiale les États-Unis aient pris la place de l'Angleterre dans les forces en présence au Moyen-Orient ne change guère les données du problème pour l'Iran : il s'agit toujours de manœuvres entre deux grandes puissances qui s'opposent sur ce terrain privilégié. »¹

Dans une moindre mesure, l'Allemagne entretient aussi de bonnes relations avec l'Iran des Pahlavi. Cette amitié entre la République Démocratique d'Allemagne (RDA) et le régime du Shah concerne essentiellement les domaines commerciaux et économiques depuis que les relations diplomatiques ont été rétablies en 1952. Par la suite, ces relations s'étendent aux questions nucléaires civiles.² La consultation d'archives révèle aussi la mise en œuvre d'une diplomatie culturelle, bien que celle-ci reste fort modeste.³

Si l'Iran intéresse tant les puissances occidentales et Moscou, c'est parce qu'il est un pays carrefour dont la position géographique lui confère un intérêt géopolitique majeur dans la cadre de la Guerre froide. Outre les ressources en hydrocarbures, il importe d'identifier les « facteurs porteurs » (François Jullien) de l'Iran.

L'Iran occupe depuis longtemps une position stratégique au Moyen-Orient.⁴

D'une part, le pays jouit d'une situation géographique particulièrement avantageuse. Avec un territoire de 1 648 000 km² (trois fois la France), le Shah partage des frontières maritimes ou terrestres avec une dizaine d'États, ce qui lui offre la possibilité de déployer sa politique étrangère dans toutes les directions. Situé au carrefour des mondes arabe, turc, indien et russe, cette position en fait une porte de sortie pour l'Afghanistan et les Républiques d'Asie centrale. Point de rencontre entre le Moyen-Orient, l'Asie centrale, le Caucase, le sous-continent indien et le Golfe Persique, l'Iran est un pays d'une importance géostratégique majeure, à la fois inclus et exclu du *Heartland* cher aux géopoliticiens américains.⁵ L'Iran possède une influence notable à l'échelle régionale en tant que centre du « monde iranien », cet ensemble territorial, historique et culturel qui permet

1 Hélène Carrère d'Encausse, « L'Iran en quête d'un équilibre », *Revue française de science politique*, 17^e année, n°2, 1967, p. 215.

2 Jean-Paul Burdy, « L'Iran et l'Allemagne »[en ligne], <https://sites.google.com/site/questionsdorient/les-mots-de-l-iran-lexique/allemanne>, consulté le 10 février 2016.

3 Il s'agit des archives diplomatiques consultées à Nantes mais dont la reproduction ne figure pas dans les annexes.

4 Pour ce qui suit, voir *Questions internationales*, « Iran, le retour », n°77, janvier-février 2016, La documentation française.

5 La distinction est empruntée aux théories de John Mackinder et Nicolas Spykman. Le recouplement des cartes correspondant à ces deux espaces géopolitiques révèle un Iran coupé en deux.

échanges et ouvertures. Il contrôle également le détroit d'Ormuz avec Oman, voie essentielle pour le transit du pétrole. Enfin, le milieu naturel de l'Iran, entouré de montagnes et de citadelles, lui donne un statut de citadelle quasi-imprenable.

D'autre part, le poids démographique de l'Iran en fait un État dynamique, avec une diaspora qui comprend le Golfe persique, l'Irak, l'Inde, les États-Unis, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, etc.

Enfin, l'Iran sait mettre en valeur les capacités techniques et scientifiques de son élite. La précellence la science iranienne par rapport à ses voisins est depuis longtemps attestée. La politique d'éducation de masse lancée par le Shah a contribué à la formation de chercheurs reconnus, issus d'établissements réputés.

Le journaliste Marcel Barang résume ainsi la situation :

« C'est que l'Iran occupe une position stratégique cruciale. Pays de monts et de déserts pierreux, bordé à l'est par le Pakistan et l'Afghanistan, à l'ouest par la Turquie et l'Irak, le pays a plus d'un millier de kilomètres de frontière commune, au nord, avec l'Union soviétique, et il surplombe, au sud, les émirats du Golfe et l'ensemble de la péninsule Arabique. La Perse antique était la voie de passage obligée entre l'Occident et l'Extrême-Orient (...). C'est l'or noir qui donne à l'Iran son importance stratégique actuelle. 85 % du brut du monde non communiste actuellement exploité proviennent de la périphérie du Golfe, le lac du Shah, selon l'expression d'un diplomate américain. »¹

Notons que cet intérêt pour l'Iran n'est pas forcément rationnel. De 1925 à 1979, l'Iran est, dans les consciences occidentales, un pays surévalué, un objet de fascination. En 1979, Bernard Hourcade note à ce sujet que :

« (...) l'opinion occidentale - influencée en partie par une ancienne et intense campagne de presse en faveur du régime - considère l'Iran comme faisant partie intégrante de l'Occident (...). Au sein du monde occidental, l'Iran n'est pas seulement un pays dominé mais fait également partie du centre. »²

En effet, l'Iran des Pahlavi reste un pays sous-développé au rayonnement international limité :

« L'Iran est un pays de la périphérie, dominé par l'impérialisme, confronté à de graves problèmes intérieurs. (...) L'Iran dominé par les pays industrialisés, relais de la politique occidentale au Moyen-Orient, pays encore pauvre -

1 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n°254, mai 1975, pp. 19-23.

2 Bernard Hourcade, « Géographie de la révolution iranienne », *Hérodote*, n°18, 1980, p. 16-45. Par ailleurs, l'auteur compare la perception occidentale à celle des pays du Tiers monde : « Dans les pays du Tiers Monde (...) l'Iran est en effet un pays riche, l'ancien gendarme du Golfe, une grande puissance potentielle à l'échelle du Moyen-Orient ou du monde islamique (...). L'Iran est un relais du centre parmi les pays du Tiers Monde. »

trois aspects d'un même sous-développement. »¹

Ceci dit, la place secondaire occupée par la France dans cet Iran au développement fantasmé ne la rend-elle pas justement plus digne d'intérêt ? Étudier la diplomatie que met en œuvre un pays de second rang dans un État comme l'Iran invite à analyser des modalités d'influence subtiles, loin des pratiques américaines d'imposition par la dépendance ou la force.

En reprenant quelques instants la longue-vue du stratège chinois, il est possible de se demander si, en encourageant le développement à marche forcée selon un modèle occidental à un pays sous-développé, les États-Unis font la « fissure » en Iran, comment la France exploite-t-elle à son avantage le « potentiel de situation » que celle-ci et le contexte international induisent ? Il s'agirait alors d'étudier comment la diplomatie française, peut-être conformément à une vision claire de l'action à mener au Moyen-Orient et en Iran, tente d'optimiser ce qui peut l'être en tenant compte de ses moyens et de son statut secondaire.

Cette perspective à la fois globale (puisqu'il faut s'attacher à chaque aspect de la diplomatie en question) et particulière de l'activité diplomatique soulève un certain nombre de questions intéressantes. On peut notamment se demander si la France était consciente des possibilités de déclenchement d'une révolution d'ampleur en Iran. On peut même croire à un certain aveuglement de la France au regard de la presse de l'époque. Si le président Giscard d'Estaing évoque les inquiétudes qui l'animaient au cours d'une discussion avec le Shah², les ambassadeurs en poste à Téhéran ne partageaient pas tous ce scepticisme.³ Il faut appréhender les écrits des journalistes marginaux de la presse spécialisée pour voir s'esquisser des analyses qui, indirectement, questionnent la viabilité de la diplomatie française en Iran.⁴³

Le chercheur intéressé par l'Iran impérial trouvera d'ailleurs peu de sources officielles faisant mention d'un effondrement inéluctable du régime. Il constatera plutôt l'intensification des relations, dans tous les domaines, à mesure que le régime se fissurait. Les rapports franco-iraniens ne sont pas pour autant dépourvus d'ambiguïtés, l'exemple le plus symbolique étant l'accueil par la France de nombreux opposants au Shah. Fondamentalement, la France a toujours poli son image de « patrie

1 *Ibid*, p.17-18.

2 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir et la vie*, Paris, Le Livre de Proche, 1988, p. 100-104. Le président français conclut le passage en ces termes : « Il n'y a pas grand-chose à ajouter. Je comprends sa lutte contre le temps, mais l'évolution d'un peuple ne se soumet pas aux exigences d'un calendrier individuel. Ce qu'il veut faire est irréalisable. Et dans le ton, dans l'atmosphère, la dangereuse irréalité a déjà pris le pas sur le réel ».

3 Il faut attendre le rapport de l'émissaire Michel Poniatowski, en décembre 1978, pour convaincre Valéry Giscard d'Estaing, la grande majorité des diplomates français n'ayant pas anticipé les événements.

4 Ces analyses et leurs auteurs sont indiqués dans les annexes, parmi les sources.

des droits de l'homme », tandis que le Shah d'Iran ne prenait guère la peine de maquiller la réalité de son pouvoir autoritaire. Sur le plan culturel, les documents d'époque valorisent des liens séculaires et une amitié éternelle entre la France et l'Iran, ancienne Perse. Il existe bien une tension permanente et irrésolue dans les relations franco-iraniennes. La France et l'Iran sont, certes, des pays aux liens anciens¹⁴, mais leurs conceptions politiques s'avèrent inconciliables. Pourtant, chacun doit composer avec les contraintes internationales de l'époque et satisfaire ses intérêts : pétrole, économie, militaire, nucléaire... . Et l'histoire de la diplomatie française en Iran pendant les années 1970 n'est peut-être finalement que celle d'un jeu d'équilibriste pour maintenir de bons rapports avec un Shah nécessaire, maître d'un pays stable représentant un marché considérable pour la France, celle-ci prenant soin de ne pas tendre vers une ingérence qui remettrait en cause son influence culturelle séculaire en Iran, gage de non-ingérence dans l'esprit des Iraniens. Ainsi se déploie la « faille » en Iran.

Comment la France agit donc compte tenu de la progressive déliquescence du régime du Shah d'Iran, cet autocrate ambitieux autoproclamé « Lumière des Aryens » (*Aryamehr*) ? Quelle était la stratégie mise en œuvre pour défendre les intérêts définis par l'exécutif français, et par quelles visions cette diplomatie était-elle soutenue ? Quelle était la perception française des événements qui agitent l'Iran pendant les années 1970 ? À supposer qu'elle perçoive la « faille », comment en tient-elle compte dans son action ? Peut-on dégager des lignes de cohérence, voire une diplomatie spécifique en direction de l'Iran ? Telles seront les questions subsidiaires que seront traitées dans les développements.

Esquisser une réponse à cette problématique présuppose de revenir dans un premier temps sur les « potentiels de situation » présents en Iran dans les années 1960 (I). Cet état des lieux met en évidence les atouts et les opportunités dont peut jouer la France en Iran, éléments presque tous liés à la culture. Ceci dit, les développements timides de la diplomatie française en Iran au début des

1 Florence Hellot-Bellier, *op. cit.* La chercheuse dit à ce sujet : « La dialogue établi au XVII^e siècle entre représentants de France et de Perse ne fut que la reprise d'un dialogue amorcé plusieurs siècles auparavant, dans le cadre de protocoles bien établis » (p.28). L'auteur fait remonter les premiers contacts au califat abbasside, période où « Charlemagne (...) avait reçu en 807 (...) un ambassadeur du calife Haroun al-Rachid (786-809) d'origine perse » (p. 28). Elle indique ensuite que « le premier échange d'*ambassades itinérantes* entre la France et la Perse eut lieu entre 1705 et 1715 » (p.35). Après un temps d'uniformisation des protocoles, Napoléon Bonaparte décida d'établir une légation à Téhéran : « Prosper Bourrée ouvrit en 1855 la longue lignée des *ministres et ambassadeurs résidents, envoyés extraordinaires et ministres plénipotentiaires* en Perse/ Iran » (p. 39). Ainsi, « les éléments constitutifs des relations franco-iraniennes se mirent en place : échange de missions militaires, affectation de médecins français à la personne du chah (...), ouverture d'écoles à Tabriz et Ispahan, envoi d'étudiants iraniens en France » (p.39). Le dialogue entre la Perse et la France était institutionnalisé.

années 1970 s'expliquent assez aisément (II). Paradoxalement, la « crise » de 1973-1974 crée des opportunités nouvelles mais dangereuses pour la France : la coopération se renforce et se diversifie malgré les manifestations perceptibles de déliquescence du régime du Shah (III). Enfin, les contradictions de la diplomatie française en Iran apparaissent avec éclat pendant la « révolution » iranienne de 1978–1979 (IV). Elles sont résolues avec l'installation de la République islamique d'Iran à la fin de l'année 1979.

Outre les ouvrages et articles spécialisés, les archives diplomatiques constituent le matériau attendu d'un mémoire sur la diplomatie.

Les documents du Centre des Archives Diplomatiques de Paris n'ont pu être consultés, l'autorisation de consulter ayant été donnée trop tardivement.

En revanche, le Centre des Archives de Nantes a fourni des archives ayant trait à la diplomatie culturelle en Iran. L'auteur de ce mémoire espère avoir su extraire le substantifique moelle de ces précieux documents, échanges de lettres, traités et conventions, rapports d'activités et brochures. Le détail de ces documents figure en annexes.

Un entretien avec l'ancien président de la République islamique d'Iran a aussi été exploité pour ce travail. La reproduction de cet entretien figure dans les annexes.

I) De la « fente » et des « potentiels de situation » en Iran : contexte, atouts et perspectives de la diplomatie française en Iran à la fin des années 1960

Il importe d'identifier les ressources dont dispose la France en Iran et qu'elle doit protéger ou mettre en valeur à la fin des années 1960. L'exploitation de ces ressources est tributaire d'un contexte national incertain qu'il convient également d'expliquer.

Il a été dit en introduction que la diplomatie française en Iran a toujours été secondaire. Ce constat mérite d'être tempéré en matière de culture. Sans doute, d'autres domaines de coopération ont été ouverts avant 1969, mais ils restent balbutiants ou peu significatifs. L'essentiel de l'action française en Iran tourne autour de la mise en valeur de la culture française.

Selon le rapport d'activité de l'ambassadeur de France en Iran François Charles-Roux, en 1969, la France possède en Iran un capital de sympathie que l'évolution rapide du pays menace¹. Ce capital peut être conservé et augmenté, dans la mesure où il dépend de la gestion des courants d'influence existants. Le rapport suggère aussi que l'action de la France en Iran répond surtout aux attentes d'une élite francophone, nombreuse et encore bien placée, mais dont l'influence décline au fur et à mesure de la montée en puissance de la culture anglo-saxonne.

Toutefois, l'auteur du rapport omet les dynamiques de développement contradictoires qui affectent l'Iran et qui menacent gravement la diplomatie menée dans ce pays. Ces tendances font l'objet d'analyses précises dans la presse spécialisée.

1. La culture française, un atout majeur et bien exploité en Iran

Un état des lieux s'impose en matière d'influence culturelle française en Iran à la fin des

¹ Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

années 1960. Cette présence se manifeste à travers différents dispositifs.

a) Une influence spirituelle ancienne

En termes intellectuels, la France est fortement présente parmi les élites iraniennes et les cadres iraniens :

« Une partie des hommes au pouvoir sont encore de formation française et demeurent soucieux de réserver une place à notre action. (...) Les cadres d'expression française restent nombreux dans les administrations, à l'Organisation du Plan, à l'Institut d'Études Sociales de Téhéran, dans certaines universités. En province même, les notables, médecins, ingénieurs, administrateurs et juristes, constituent un corps de francophiles qui maintient un courant d'intérêt et de curiosité pour notre pays. »¹

C'est là un atout considérable qui, outre la bienveillance qui en résulte à l'égard des autorités françaises, favorise le dialogue et facilite la mise en place de coopérations.

La francophilie se retrouve au sommet de la politique et de l'administration, le Shah favorisant la nomination de personnages ayant bien souvent reçu une éducation française imprégnée d'un certain rationalisme : Amir Abbas Hoveyda, Chahpour Bakhtiar, Hussein Fardoust, etc.² Cette élite est d'ailleurs à l'origine d'une littérature abondante, en français, sur la dynastie des Pahlavi.

b) Des établissements prestigieux

L'Institut Français de Téhéran est un pilier de ce dispositif d'influence culturelle³. Créé en 1946, il a pour mission de diffuser la langue et la culture françaises en dehors du cadre scolaire. L'Institut propose des cours de langue aux étudiants et organise des manifestations culturelles (cinéma, théâtre, expositions, téléthèque, tables rondes, concerts...). Les cours de français constituent l'activité principale de l'Institut.

Le Lycée Razi est l'autre pilier cette politique de promotion de la culture française⁴. A l'origine Mission Laïque Française fondée en 1929 à Téhéran, le « Lycée franco-persan » prend, en 1950, le nom de Lycée Razi. La première pierre d'un nouveau bâtiment est posée par le président

1 *Ibid*, p. 10.

2 Pierre Pahlavi et Christian Pahlavi, *Le marécage des ayatollahs...*, *op.cit.* .

3 Note sur l'Institut Français de Téhéran, date et auteur non indiqués, CADN, fonds Service culturel, B3.

4 Note sur le Lycée Razi de Téhéran, Téhéran, 9 septembre 1976, auteur non indiqué, CADN, fonds Service culturel, B6.

De Gaulle en 1963.

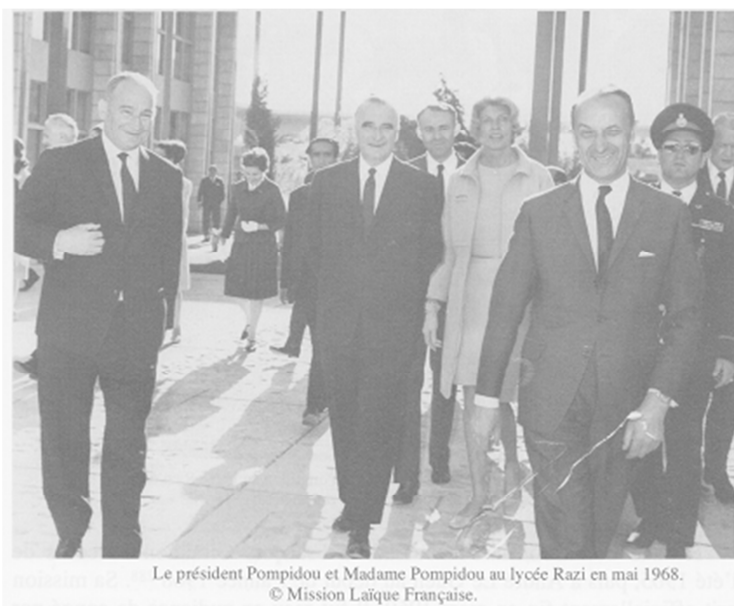


Présentation de la maquette du lycée Razi au général de Gaulle et à Renaud Sivan par M. Letia lors de la pose de la première pierre du nouveau lycée, 20 octobre 1963. © Mission Laïque Française.

Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

L'inauguration du nouveau Lycée a lieu en 1966. En 1966, accueillant 900 élèves de la maternelle à la terminale, il comprend deux sections distinctes : une section française fréquentée presque exclusivement par des Français ; une section franco-iranienne réservée aux Iraniens.

Le lycée Razi est géré par la Mission Laïque Française dans le cadre d'une convention signée avec le Ministère iranien de l'Éducation en 1962.



Le président Pompidou et Madame Pompidou au lycée Razi en mai 1968.
© Mission Laïque Française.

Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

De son côté, le régime des Pahlavi s'est toujours montré attaché au Lycée Razi. Le ministre de l'Éducation Nationale iranien souligne d'ailleurs son rôle dans la propagation de la culture française dans un courrier confidentiel adressé à l'ambassadeur Raoul Delaye et datant probablement de la fin de l'année 1978.¹



Le président Pompidou et Madame Pompidou au lycée Razi en mai 1968.
© Mission Laïque Française.

Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

En outre, d'autres établissements d'enseignement français sont très présents en Iran : Lycée Razi, Pères Lazaristes, Filles de la Charité, Alliance Israélite universelle, Collège Jeanne d'Arc de Téhéran. Ces établissements jouissent d'une excellente réputation liée à la perception positive des méthodes d'éducation françaises².

c) Le journal de Téhéran menacé ?

Enfin, le *Journal de Téhéran*, fondé en 1937, permet de communiquer, en français, sur les principaux événements survenant en France et en Iran.

Il est notable que le journal accuse un déficit avant 1969. Aussi les ambassadeurs de France

1 Courrier confidentiel du Ministère de l'Éducation Nationale d'Iran Manoutchehr Gandji à son excellence Monsieur Raoul Delaye, date et lieu non indiqués, CADN, fonds Service culturel, B6.

2 Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

en Iran Robert de Souza et François Charles-Roux expriment-ils à plusieurs reprises leur préoccupation à ce sujet¹. La disparition éventuelle de ce quotidien est décrite comme un signe évident de dégradation de la présence française en Iran, le gouvernement français subventionnant directement le journal.

Le maintien de ce quotidien semble donc de première importance pour la diplomatie française en Iran.

2. Des coopérations variées mais quelque peu dispersées

En dehors du domaine culturel, la France a tenté de diversifier les coopérations dès les années 1960, mais de manière difficilement lisible et peu efficace. Parmi les collaborations amorcées, on constate la prédominance des accords culturels, scientifiques et techniques.

a) La prolifération des accords de coopération scientifique et technique

On observe tout d'abord la prévalence d'une pléiade d'accords de coopération scientifique et technique depuis les années 1960² :

- accord de coopération scientifique et technique du 27 décembre 1967, étendu aux accords de coopération technique déjà en vigueur ;

- accords de coopération technique médicale universitaire signés le 21 juillet 1961 entre le Directeur Général des Affaires Culturelles et Techniques du ministère des Affaires Étrangères de la République Française et les universités de Téhéran, Méched et Tabriz ;

- accord de coopération technique agricole signé le 23 janvier 1962 entre le Directeur Général des Affaires Culturelles et Techniques du ministère des Affaires Étrangères de la République Française et l'Université de Tabriz ;

- accord de coopération technique signé le 3 mai 1961 entre le Directeur Général des Affaires Culturelles et Techniques du ministère des Affaires Étrangères de la République Française,

1 Courrier n° 685 DC/E/3 intitulé « Diffusion du Journal de Téhéran » de l'ambassadeur Robert de Souza, 2 mai 1974, Téhéran, CADN, fonds Service culturel,

2 Liste des accords particuliers de coopération technique désignés à l'article 1^{er} (deuxième alinéa) de l'accord de coopération scientifique et technique du 27 décembre 1967, Téhéran, 27 décembre 1967, CADN, fonds Service culturel, B13.

le ministre de l'Éducation Nationale du Gouvernement Impérial de l'Iran et le Directeur Général de l'Organisation Internationale du Travail, ayant pour objet la formation professionnelle.

b) Les coopérations amorcées sont le fruit d'initiatives lancées par l'Iran

Ces coopérations répondent à une demande iranienne consciente d'un savoir-faire français. L'ambassadeur Charles-Roux donne même l'impression que l'Iran forcerait quelque peu la main à son partenaire français¹. La pénurie de cadres moyens qui affecte l'Iran, notamment dans le domaine du machinisme agricole, explique encore cette dynamique. La création envisagée d'Instituts de technologie vise à pallier ce déficit.

Pour mettre en œuvre ces coopérations, la France envoie ses spécialistes en mission afin de réaliser de la prospection : M. Butez au Ministère des Sciences et de l'Enseignement Supérieur, Yves Laurent pour l'agriculture, etc.

c) Les coopérations fructueuses ou prometteuses

Le rapport d'activité de la mission de coopération technique de 1969² précise que, dans l'agriculture, les efforts sont orientés vers la création de Centres de formation de cadres moyens (à Kaboutarabad pour l'Agriculture) et autres Instituts de technologie, le développement de la production cotonnière locale (par une aide à la recherche cotonnière et à la vulgarisation des méthodes modernes de culture du coton) ainsi que l'aménagement du périmètre rural de Behkadeh.

En outre, une coopération aux résultats assez satisfaisants avec les établissements d'enseignement supérieur se poursuit : École Polytechnique, Institut des Sciences et technologies de l'eau, Faculté vétérinaire...

Il est intéressant de noter l'existence du Département d'Iranologie, fondé en 1954 par Pierre Corbin, et de la Délégation archéologique française active depuis 1840.

Enfin, il existe une coopération dans le domaine de la santé publique. Bien qu'elle n'ait pas été particulièrement fructueuse pour l'instant, l'ambassadeur français recommandant de l'abandonner telle qu'elle existe, l'Institut Pasteur de Téhéran et l'Institut Razi d'Hessarack bénéficient d'une certaine notoriété.

1 Rapport d'activités de la mission de coopération technique en Iran pour l'année 1969, auteur et date non indiqués, CADN, fonds Service culturel, B13.

2 *Ibid.*

3. Certains domaines de coopération demeurent marginaux

a) Les coopérations ne font que commencer

Si l'ensemble des coopérations mentionnées contribue à donner à la France une image de pays amical, cela en fait aussi un pays à la marge dans l'évolution de la situation en Iran. Car la dynamique de prolifération des accords en tous genres n'est pas nécessairement à la mesure de leur importance :

« Dans la pratique, nos interventions se sont limitées aux secteurs traditionnels d'une présence scientifique conforme aux conceptions du XIX^e siècle. »¹

L'auteur du rapport évoque ailleurs une « esquisse de coopération scientifique »².

Si de nombreuses voies ont été ouvertes à la coopération franco-iranienne, il ne faut cependant pas oublier combien ces collaborations sont réduites comparées à celles que mettent en œuvre les États-Unis ou la Grande-Bretagne.³

L'ambassadeur de France en Iran François Charles-Roux reconnaît que le caractère dispersé de la coopération technique franco-iranienne est une preuve que l'implantation française n'en est qu'à ses balbutiements :

« La dispersion qui caractérise notre action reflète les tentatives d'implantation du début. »⁴

b) Les établissements français connaissent un succès fort modeste

La qualité perçue d'une culture n'emportant pas pour conséquence une adhésion massive à sa diffusion, les effectifs des établissements français en Iran restent faibles, voire bientôt nuls du fait du tarissement des vocations religieuses. Seulement cinq mille personnes apprennent le français en Iran en 1969. À peu près onze mille sont initiées au français au niveau primaire et secondaire dans les établissements franco-iraniens. Certes,

1 Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

2 *Ibid.* p. 11.

3 *Ibid.*

4 *Ibid.*

« (...) ces élèves appartiennent à une classe privilégiée et seront appelés à occuper des postes de responsabilité dans l'Iran de demain. Leur faiblesse numérique se trouve, de ce fait, en partie compensée par leur qualité sociale. »¹

Il n'en reste pas moins que les chiffres sont décevants dans le domaine de la scolarisation, les écoles iraniennes ne favorisant pas particulièrement l'enseignement du français. Les résultats sont d'autant plus modestes que les coûts des établissements restent importants. Le tableau suivant met en exergue la disparité de ces coûts pour l'année 1969 :

	Nombre d'étudiants	Coût total (en Francs)	Coût moyen d'un étudiant (en Francs)	Source :
Etablissements gérés par le Département				CADN, fonds Service culturel
Institut Français de Téhéran	2.749	(1) 870.000	328,42	B13, p. 13.
Centre culturel de Tabriz	338	(2) 280.000	828,40	
Lycée Razi de Téhéran	1.536	(3) 1.240.000	807,29	
Etablissements aidés par le Département				De surcroît,
Etablissements privés primaires et secon- daires subventionnés Téhéran - Province	9.887	(4) 280.000	28,32	la coopéra tion
Universités et grandes Ecoles où exercent des lecteurs français	2.027	(5) 450.000	222,—	dans le domain e

- (1)- Traitements, bibliothèque, matériel pédagogique, amortissements. universi
taire se
révèle
peu
efficace
- (2)- Traitements, subvention, bibliothèque, matériel pédagogique.
- (3)- Traitements, matériel pédagogique, amortissements.
- (4)- Traitements, subventions, bibliothèque, matériel pédagogique.

. Cela provient notamment du fait que les universités sont des foyers nationalistes résistants à l'intrusion des cultures occidentales.

¹ Ibid. p. 12.

4. Les Iraniens ont une perception positive des activités françaises en Iran

a) La France présente un visage amène à son public iranien

Il faut cependant admettre que cette présence discrète profite à l'image de la France en Iran.

L'élite francophone de Téhéran voit d'un bon œil la culture française qu'elle associe à de la non-ingérence, à contre-courant des modalités d'influence américaines ou britanniques. Cette image est fondée sur des liens historiques anciens :

« Notre pays a longtemps bénéficié en Iran d'une position privilégiée. Dépourvue de responsabilités politiques directes, qu'assumaient la Grande-Bretagne et la Russie, ne jouant sur le plan des échanges commerciaux et du développement industriel qu'un rôle secondaire, la France exerçait, en revanche, dans le domaine culturel, une sorte d'influence tutélaire. Elle attirait dans ses écoles et ses universités l'essentiel de l'élite iranienne, francophone dans sa grande majorité. La reconnaissance spontanée du génie français se doublait d'un tribut de gratitude envers nos orientalistes, hommes de lettres et voyageurs, qui avaient contribué à mieux faire connaître l'Iran à travers le monde. (...) Les relations culturelles anciennes entre la France et la Perse nous valent ici un capital de sympathie vivant et qu'on aurait tort de négliger (...). À la différence des entreprises russe, anglaise, américaine, chargées de desseins politiques ou économiques, la nôtre se présente sous une forme désintéressée, bien faite pour séduire un peuple de vieille civilisation. »¹

En effet, après la Seconde Guerre mondiale, la France ne signe pas d'accord dans des domaines sensibles susceptibles de ternir son image de pays amical, tels que l'armement, la défense, le nucléaire, la sécurité intérieure, etc. La culture française peut alors tout à fait se diffuser en Iran : il suffit de consulter les registres de nombre de livres vendus ou prêtés (1 500 000 francs de livres vendus en 1968, à quoi s'ajoute la notoriété des expositions de la Librairie Larousse en Iran), de films, de disques... L'ambassadeur ajoute :

« Comme il arrive dans maints pays étrangers, la connaissance passive de notre langue est, en Iran, supérieure à la connaissance active qu'en ont les Iraniens. (...) près de 5 000 adultes, étudiants et fonctionnaires pour la plupart, éprouvent le besoin d'apprendre notre langue. L'enseignement leur en est dispensé à la fois dans les centres créés par la France et dans les Universités iraniennes grâce à la présence de lecteurs français. »²

La culture française dispose d'un public restreint mais fidèle en 1969. Sur les antennes et à la radio, les programmes français de l'O.R.T.F reçoivent un accueil favorable. En outre, les

1 Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

2 *Ibid.* p. 14.

manifestations artistiques assurées par des Français trouvent un certain écho en Iran : le Biennale de Téhéran et le Festival des Arts de Chiraz l'illustrent bien. Ces événements sont considérés essentiels par le Shah qui cherche à présenter son pays comme un foyer culturel. Les responsables de la politique culturelle en Iran multiplient les festivals, les artistes français sont convoités.

b) La France et l'Iran peuvent facilement développer leurs relations dans certains domaines

Dans le domaine technique, la coopération est importante entre les deux pays : l'Iran fut le premier pays à faire de la coopération technique française, en 1957 avec l'École des Cadres d'Ispahan pour l'industrie textile ; l'Iran est le premier pays dans lequel la France créa un poste de conseiller de coopération technique (1961). C'est dire si, en la matière, la France peut s'appuyer sur des fondamentaux solides pour développer des collaborations.

En somme, l'Iran demeure bien ouvert à l'influence technique française. Des réalisations à succès sont là pour en témoigner : le Centre des cadres moyens pour l'agriculture de Kaboutarabad, l'École Polytechnique de Téhéran, le Centre de formation pour les métiers de l'électricité de Téhéran, le Centre Behkadeh. Il est aussi à noter des initiatives remarquables : la mission de recherche l'IRCT, la mission de vulgarisation de la CFDT... .

5. Les menaces planant sur la diplomatie française en Iran à la fin des années 1960 du point de vue des diplomates

a) La prééminence de la culture anglo-saxonne

La culture française reste pourtant dans une situation précaire à la fin des années 1960, notamment du fait de l'invasion de la culture anglo-saxonne et de la politique d'iranisation menée par le Shah¹. L'attractivité exercée par les États-Unis nuit en effet à la perception du français parmi les jeunes iraniens.

« L'attraction des États-Unis se révèle irrésistible, en effet, lorsqu'elle s'exerce sur des jeunes que leur ignorance du français incite à appréhender le monde moderne à travers la civilisation anglo-saxonne »²

1 Sur ce point et pour ce qui suit : Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

2 *Ibid.*

C'est en quelque sorte une compétition ouverte entre pays développés pour s'accaparer les potentialités offertes par le développement prodigieux de l'Iran.

Or, comme le rappelle plus loin ce même ambassadeur, culture, science et éducation sont trois éléments indissociables de la diplomatie. Dans l'ensemble, le processus d'occidentalisation de l'Iran aggrave cette menace et ne profite pas nécessairement à la France.

b) Les résistances au développement des relations franco-iraniennes

En sus, la diplomatie franco-iranienne connaît des blocages pour l'approfondissement des relations.

Les difficultés rencontrées par les diplomates français sont nombreuses :

- insuffisance des moyens consacrés aux projets de coopération ;
- existence d'une dualité dans les services de coopération, notamment entre le quai d'Orsay et le quai Branly, ce qui rend les regroupements difficiles ;
- comportement nationaliste des Iraniens, ces derniers confinant les experts internationaux, dont les Français, aux tâches d'exécution ;
- absence d'interlocuteurs avec lesquels mettre en œuvre des programmes rationnels et dont on peut suivre l'exécution. Ce problème rejoint celui de l'existence d'administrations-écrans dans lesquelles se fourvoient les Français.

En conséquence, l'ambassadeur François Charles-Roux n'hésite pas à caractériser les résultats de la coopération technique de « variables ».

6. Les diplomates français considèrent que le développement de l'Iran crée des opportunités

Le développement économique de l'Iran engendre des possibilités nouvelles pour la politique de coopération franco-iranienne.

a) L'Iran apparaît comme un partenaire appelé à devenir incontournable au Moyen-Orient

L'ambassadeur François Charles-Roux décrit avec ferveur l'expansion économique de l'Iran, cohérente et indépendante, même s'il reconnaît le caractère autoritaire du régime :

« À l'opposé de la plupart des pays du Tiers-Monde, l'Iran connaît, depuis plusieurs années, une expansion économique spectaculaire qui est le fruit d'une action politique réfléchie, continue et cohérente. (...) Quoique fondé sur un centralisme autoritaire et policier, le régime n'en a pas moins su mettre en œuvre une politique de rénovation sociale, conduite avec audace sur le plan agraire notamment, et une politique économique active, qui s'est traduite par un développement industriel digne d'attention. L'accroissement rapide des ressources provenant du pétrole, dont la valeur a triplé en dix ans, a, d'autre part, fourni à la monarchie iranienne les bases de son action. Ces recettes, aujourd'hui, sont affectées, pour l'essentiel, à la réalisation d'un programme, planifié, de développement. La politique "d'indépendance nationale", enfin, amorcée il y a dix ans, a soustrait la Perse à la tutelle de ses protecteurs traditionnels et lui a permis d'associer, sans exclusive, l'ensemble des pays industrialisés à son oeuvre de développement. (...) [Elle] a intensifié (...) ses relations commerciales avec le monde occidental dont les fournitures de bien qu'équipement et les facilités financières ont permis la création d'une industrie de transformation qui a réduit la dépendance du pays à l'égard de l'étranger. (...) L'Iran apparaît ainsi, aux yeux de l'observateur occidental, comme un pays qui, bien qu'en retard, tend à échapper, peu à peu, à la condition du sous-développement. »¹

François Charles-Roux souligne ensuite l'élargissement de la classe moyenne et l'ascension d'une aristocratie accoutumée aux codes occidentaux comme des manifestations visibles de la demande croissante de manifestations artistiques. C'est là une opportunité à saisir, car cette aristocratie et cette classe moyenne montante s'intéressent à la France.

Tenant compte du rythme du rattrapage de la société iranienne, l'ambassadeur français évoque l'amorce d'une coopération scientifique moderne : centre d'Études atomiques de Téhéran (avec deux tiers de chercheurs francophones sur 150 spécialistes iraniens), secteur agronomique (actions sur le terrain et en laboratoire), éducation française de médecins d'origine iranienne, projets de recherche géographique (en particulier la prospection du désert de Lout), etc.

b) Les mutations de l'Iran induisent une adaptation de la diplomatie française

Si la France est un pays traditionnellement attaché aux aspects humanitaires, il lui faut s'adapter à une nouvelle génération d'Iraniens toujours plus attirée par le progrès matériel :

« L'accession progressive de l'Iran à la civilisation industrielle nous oblige à adapter nos efforts aux exigences qui découlent des mutations en cours. Nous devons, sans renoncer aux aspects humanitaires de notre action, répondre à l'attente d'une génération beaucoup plus tournée que les précédentes vers le progrès technique et scientifique. »²

Considérant la concurrence féroce née des potentialités offertes par le développement

1 Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

2 *Ibid.*

spectaculaire de l'Iran, l'ambassadeur se veut alerte et enjoint le Quai d'Orsay à adapter la diplomatie française à un Iran moderne :

« Il n'en demeure pas moins que dans la mesure même où l'Iran s'ouvre à la coopération étrangère, la concurrence entre les puissances industrielles se fait plus vive. Les débouchés qu'offre le développement de l'économie iranienne les incitent à accroître leur aide, en sorte que nos programmes, pour l'emporter, doivent répondre, de manière de plus en plus fidèle, aux préoccupations et aux besoins de ce pays. »¹

Pour François Charles-Roux, l'heure est donc à la valorisation de l'atout linguistique au service du rayonnement scientifique et administratif.

L'ambassadeur français propose ainsi de :

- renforcer les établissements laïques et confessionnels ;
- ouvrir des centres culturels en province sur le modèle du Centre de Tabriz ;
- créer une université française à Téhéran ;
- prospector sérieusement les possibilités pour une coopération dans le domaine scientifique
- concentrer la coopération technique sur un nombre réduit de secteurs prioritaires (Centres de formations de cadres moyens, Centre de formation de la Télévision, Centre d'animation pour lépreux de Behkadeh), d'où l'abandon et la réduction de certaines opérations (mission de recherche de l'IRCT, mission de vulgarisation de la CFDT) ;
- approfondir la collaboration amorcée par l'accord de 1968 (accord sur la prospection et l'extraction de l'uranium) en matière de recherche nucléaire

7. Le modèle de développement crisogène de l'Iran

Contrairement aux apparences, l'essor de l'Iran n'est peut-être pas une opportunité viable pour la diplomatie française.

a) Un modèle de développement mimétique apprécié par les grandes puissances

Faut-il croire à un aveuglement de l'ambassadeur de France en Iran ? En effet, une analyse approfondie de la situation interne en Iran ne porte pas à l'optimisme. Si le Shah peut se targuer de

¹ Annexe à la lettre n° 2162 / DG du 12 décembre 1969 de l'ambassadeur François Charles-Roux, Téhéran, 12 décembre 1969, CADN, fonds Service culturel, B13.

conduire son pays vers le « développement », cette ambition n'entre pas en résonance avec les espoirs de la majorité de la population iranienne. En réalité, le Shah, cherchant à « brûler les étapes », met en marche une machine qu'il ne peut plus arrêter.

Ces illusions françaises ne sont pas spécifiques aux diplomates, mais participent d'un consensus général sur l'avenir radieux de l'Iran :

« Voici un pays en plein essor. Les villes ont poussé comme des morilles au lendemain d'orage. Partout des chantiers, des routes en éclosion. Des immeubles de quinze étages cernent le cœur de la capitale ; depuis longtemps, villas et pavillons ont recouvert les pentes autrefois aristocratiques de Shemirân (...). Sans égaler Téhéran, les autres villes d'Iran se développent à un rythme rapide. (...) Partout les boutiques sont bien garnies, les passants convenablement vêtus. Le niveau de vie ne cesse de monter ; la croissance industrielle suit un taux dépassé seulement par le Japon (...) Je n'ai plus revu de ces inconditionnels qui, autrefois, faisaient à toute occasion le procès du régime. J'ai même rencontré des Iraniens heureux.»¹

En effet, après avoir obtenu la démission d'un Premier ministre qui aurait pu lui faire de l'ombre (Ali Amini) en juillet 1962, le Shah s'employa à coordonner, sous le nom de « Révolution blanche », un train de réformes. Six principes furent énoncés² :

- distribution des terres cultivables ;
- nationalisation des forêts et des pâturages ;
- réforme de la loi électorale pour accorder le droit de vote aux femmes ;
- participation des travailleurs aux bénéfices ;
- création d'une « armée du savoir », c'est-à-dire de conscrits chargés d'alphabétiser villages.

D'autres réformes s'y ajoutèrent au cours de l'année 1964 :

- nationalisation des ressources en eau ;
- élimination des bidonvilles ;
- décentralisation accrue ;
- création d'une « armée de l'hygiène » ;
- développement du secteur bancaire ;
- ouverture aux investissements étrangers.

1 Édouard Sablier, « L'Iran, Perse éternelle », *Atlas*, n° 15, novembre 1967, p. 13-32.

2 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard, *L'Iran aux XX^e siècle : entre nationalisme, islam et mondialisation*, Paris, Fayard, 2007, coll. « LITT.GENE », 498 pages, p. 124.

Ces mesures furent imposées à l'Iran par l'administration Kennedy :

« Lorsque Kennedy arrive à la Maison Blanche en 1961, il esquisse une nouvelle politique à l'égard de l'Iran. Rompant avec celle qui était en vigueur durant le mandat d'Eisenhower – un appui inconditionnel au pouvoir monarchique absolu militarisé, à une économie féodale, sous-développée et structurellement inégalitaire – le nouveau président pousse à une libéralisation de la vie politique iranienne. Toutefois, celle-ci doit aller de pair avec une réorganisation de l'économie nationale qui a pour but d'intégrer l'Iran au marché mondial. »¹

De fait, le Shah peut réaliser ses ambitions de « Grande civilisation » moderne avec l'approbation des Américains. Ce rêve s'incarne dans un modèle de développement exogène et compétitif que le Shah cherche à substituer aux structures traditionnelles.

Cette ingérence américaine dans les orientations de développement de l'Iran commence en 1957, lorsque des consultants de l'Université de Harvard participent à la définition du III^e Plan (1962-1968). La domination des technocrates américains était surtout visible au cœur de l'administration et le gouvernement de Ali Amini. Ces technocrates maintinrent leur présence par la suite, lors de la mise en œuvre du V^e Plan (1968 -1972).²

Il est indéniable que cette politique contribua au développement et à la croissance économique en Iran. Behrouz Montazami en tire un bilan en 1978 :

« Au cours de l'année qui suit le coup d'État de 1953, la rente pétrolière ne représente que 15 % des ressources externes du pays. Elle a atteint 70 % en 1962-1963, véritable époque charnière dans la phase de développement. Au cours de cette même période, les revenus de l'État se chiffrent à quelques 13 556 millions de dollars, soit en moyenne 55,7 % du total des ressources externes du pays. Dans le même temps, la part des prêts et capitaux étrangers (423,1 millions de dollars) représente 17,4 % des ressources externes, le reste (655,7 millions de dollars) étant constitué par les exportations non pétrolières. Le capital privé étranger, pour sa part, s'oriente principalement vers le secteur bancaire, où il prend des participations dans sept des quatorze banques créées entre 1956 et 1959. »³

b) La montée en puissance irrésistible de la contestation au Shah

Cette « Révolution blanche » est aussi l'élément déclencheur de la révolution qui survint en 1978-1979.

C'est à travers ces mesures, qui déstructurent les systèmes de production traditionnels et ne

1 Ahmad Faroughy, « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère », *Le Monde diplomatique*, n°293, juillet 1978

2 Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran aux XX^e siècle...*, op.cit., p.144.

3 Behrouz Montazami, « L'Iran du refus », *Le Monde diplomatique*, n°297, décembre 1978.

profitent guère aux paysans, que le Shah achève de rendre son pays tributaire des puissances internationales¹. Il insère ainsi son pays dans un circuit d'échanges absurde compte tenu des potentialités endogènes de l'Iran, à tel point que le pays est bientôt obligé d'augmenter considérablement ses importations alimentaires. Les exploitations modernisées, sensiblement moins productives que les anciennes, font les affaires de Firmes Multi Nationales (FMN) dont le Shah encourage l'installation en Iran. Le système ainsi mis en place favorise l'exode rural, alimentant la spéculation immobilière et ouvrant la voie à une urbanisation anarchique.²

Si la « réforme blanche » a permis au Shah d'accroître le pouvoir central dans les campagnes, elle n'a convaincu ni les paysans, ni les marchands du bazar (remplacés par une classe choyée d'importateurs de biens de consommation), ni la bourgeoisie traditionnelle. Le Shah ne s'en rend pas compte, mais il vient, sous la coupole des États-Unis, de déclencher la révolution qui le renverserait une dizaine d'années plus tard.

De toute évidence, ces réformes induisaient une véritable révolution des pratiques et des mentalités. Le Shah en était conscient, mais faisait le pari de mater l'agitation sociale par le progrès matériel :

« Mais, en 1971, ces réactions n'inquiètent pas le roi ; il les juge normales dans un pays en pleine mutation et il parie sur les fruits du progrès pour débloquer la société, satisfaire les attentes et réconcilier les extrêmes. »³

Or, ces réformes brisaient les structures traditionnelles sans pour autant leur substituer un cadre véritablement mobilisateur :

« (...) il y eut un mouvement de la société iranienne. D'abord, la population augmentait, donc rajeunissait. La réforme agraire a conduit les gens des villages vers les villes, se détachant des structures sociales traditionnelles, sans pour autant trouver de refuge. Or, compte tenu de la dictature, les partis politiques n'existent pratiquement pas. Quel est alors le refuge pour les urbains ? La mosquée. C'est le premier bouleversement important de cette époque-là. Quant au

1 Abdolhassan Bani Sadr dit à ce sujet : « (...) c'est un budget qui ne vient pas du revenu national, mais du pétrole, c'est-à-dire que l'économie extérieure exploite un pétrole qui est exporté vers l'Iran. C'est la même chose aujourd'hui en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe persique, où les revenus ne proviennent des richesses, mais de la production. (...) c'est un Etat indépendant de sa société mais économiquement dépendant de l'extérieur. (...) L'augmentation des prix du pétrole a permis à ce rapport import-export de se multiplier, ce qui a abouti à économie urbaine absolument dépendante des usines de montage. Dans les zones que je suis allée visiter en Iran dans les mois qui ont suivi la révolution, il y avait treize ou quatorze montages d'automobiles, autant de radios et télévisions, etc. Etant donné que le capital était dispersé, on ne pouvait pas développer les entreprises pour qu'elles deviennent des industries complètes ». Voir Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles. La retranscription de l'entretien figure en page 31 des annexes.

2 On pourra se reporter aux articles suivants pour une analyse exhaustive de la situation : Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975 ; Ahmad Farougy, « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère », *Le Monde diplomatique*, n°293, juillet 1978 ; Claude Jullien, « Illusions iraniennes », *Le Monde diplomatique*, n° 294.

3 Farah Pahlavi, *Mémoires*, Paris, Xo Editions, 2003, coll. « J'ai lu », p. 209.

Shah, c'est un régime qui, au début, se légitimait par la modernité. Mais, en même temps, le pouvoir vidait cette modernité de son contenu. Le Shah s'est ainsi vu obliger de redonner un contenu à cette modernité. Il a donc parlé de sa " Révolution blanche ". Ces principes-là aussi se sont vidés. Il voulait une grande civilisation (...). En fait, il ne s'agissait pas de développer l'Iran, mais de développer l'économie dominante en Iran, ce qui est différent. »¹

En dépit de l'organisation d'un référendum en janvier 1963, le manque d'adhésion populaire aux projets du Shah était flagrant ; les réformes furent entérinées dans un contexte de répression sévère de l'opposition (via la SAVAK et le MAAG)², des émeutes eurent lieu à Téhéran et Chiraz où la loi martiale fut proclamée, etc. Le clergé chiite s'inquiétait de la perte de ses vastes domaines fonciers, sources majeures de revenus pour les fondations pieuses, tandis que les activités traditionnelles du bazar, force structurante de la société iranienne, déclinaient.

À cela s'ajoute les conséquences économiques désastreuses de la réforme blanche et des nombreux Plans :

« Les gaspillages, l'accentuation de la corruption, des inégalités sociales et la montée des problèmes urbains ne semblaient pas entamer la détermination de Mohammad Reza Pahlavi qui entendait mener sa propre politique, en privilégiant l'économie pétrolière et l'armée. Personne ne semblait prendre la mesure des blocages. »³

Il faudrait encore ajouter l'inflation, la fuite des cerveaux, les spéculations immobilières, les insuffisances persistantes dans l'éducation des masses...⁴

Le clergé chiite iranien est l'acteur central dans le conflit qui s'ouvre entre le Shah et son peuple. Il s'agit d'un affrontement de longue date entre, d'une part, les ulémas et les ayatollahs, et, d'autre part, la dynastie Pahlavi et ses affidés.⁵

« Le Shah et, avant lui, son père ont voulu réduire l'influence du clergé chiite dans la vie sociale, économique

1 Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles. La retranscription de l'entretien figure en page 31 des annexes.

2 Pour plus de détails sur le rôle de ces deux piliers du régime : Ahmad Farouhy, « Derrière le paravent du trône, l'armée iranienne garante de la dépendance », *Le Monde Diplomatique*, n°295, octobre 1978.

3 Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran aux XX^e siècle... op. cit.*, , p. 145.

4 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975. L'auteur de l'article fournit des chiffres significatifs sur la fuite des cerveaux : « Entre 1966 et 1970, le nombre de médecins iraniens qui ont émigré aux Etats-Unis est passé de quatre-vingts à cent trente par an, soit environ le quart des promotions sortant des facultés iraniennes (...). »

5 Nikki Keddie, « Un cas particulier et un rôle d'une importance exceptionnelle. Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique », *Le Monde diplomatique*, n°280, août 1977. Pour une compréhension plus complète des liens entre shahs et religieux : Houchang Nahavandi et Yves Bomati, *Les grandes figures de l'Iran*, Paris, Perrin, 2015, 350 p.

et politique du pays. Mais ils sont tombés dans l'éternel piège des luttes entre pouvoir spirituel et pouvoir temporel. »¹

Un piège dont la mécanique s'accéléra au cours des années 1960².

Déjà le jeune ayatollah Rouhollah Khomeiny, célèbre dans les milieux mosaddeqistes qui l'avaient choisi comme guide religieux, s'oppose en bloc à « Révolution blanche ». Il est finalement libéré et promet de s'abstenir de déclarations publiques, bien qu'il bénéficie d'une immunité du fait de sa reconnaissance comme éventuel guide religieux suprême par quelques grands ayatollahs. Il prêche à Qom et ne sort de sa réserve qu'en octobre 1964, ce qui lui vaut l'expulsion vers la Turquie d'où il gagne la ville sainte de Nadjaf, en Irak.

La répression de l'opposition religieuse alimentant la résistance vis-à-vis du Shah, Khomeiny, l'exilé martyr, devient invincible. Il symbolise la lutte contre le sionisme et l'hégémonie coloniale incarnée, en Iran, à travers un modèle particulier de développement, deux thématiques fédératrices de la révolution de 1979.

Il faut dire que le Shah ne fait rien pour développer les libertés politiques, qui restent quasi nulles. Le *Mouvement pour la liberté*, tendance laïque du *Front national* a l'approbation, bien souvent tacite, d'une part croissante de la population. La systématisation de l'emprisonnement démontre l'impasse des luttes parlementaires contre l'autocratie du Shah, les détentions mettent au contact des militants de toutes obédiences : radicaux, marxistes, islamistes, nationalistes, etc. Parmi les résistants, la branche islamiste du mouvement mosaddeqiste a engendré et nourri une opposition prérévolutionnaire influencée par l'islam. Cette nouvelle génération de militants ne rejetait ni le marxisme ni l'islam. Ali Shariati et Abdolhassan Bani Sadr appartiennent à cette génération de militants. Nés dans un milieu clérical en période de laïcisation, marqués par les luttes nationalistes des années 1950, ayant fait des études modernes en Iran et à Paris, ces deux personnages ont pris conscience de la dimension internationale, anti-impérialiste, culturelle et religieuse de la lutte contre le Shah. D'autres intellectuels opposants proches de Khomeiny comme Ebrahim Yazdi, Sadeq Qotbzade et Chamrân se chargent de conférer une légitimité internationale à la résistance contre le Shah, légitimité qui fait défaut au clergé chiite iranien. Tous ces personnages jouent un rôle capital au cours de la révolution islamique. Ils promeuvent un islam « moderne » enrichi par le vocabulaire des luttes tiers-mondistes. Leur fondation, celle de l'*Hoseyniye Ershad*, joue un rôle de catalyseur des luttes et profite de son statut indépendant du clergé traditionnel.

Marcel Barang explique comment cette opposition religieuse, force fondamentale de la révolution de 1979, se radicalise au cours des années 1960 :

1 Claude Van Engeland, « Puissance et ambiguïtés du mouvement religieux », *Le Monde diplomatique*, décembre 1978.

2 Pour les éléments qui suivent : Bernard Bernard, Yann Richard et Jean-Pierre Digard, *L'Iran au XX^e siècle...*, *op. cit.*, p. 124-131.

« Dans les années 1960, le début de processus de désagrégation du bazar, la militarisation de la société, l'intervention de l'État dans les villages et l'occidentalisation accélérée des couches dirigeantes poussent le clergé, menacé, à radicaliser son opposition. Il se rapproche du mouvement contre la dictature. En même temps, la communauté se donne un nouveau chef, l'ayatollah Khomeiny, jeune et dynamique, qui va jouir d'un grand prestige. »¹

Le Shah peut-il mater cette opposition encore longtemps à la fin des années 1960 ? La question d'une « révolution islamique » se pose en réalité depuis cette période si l'on considère le rôle traditionnellement endossé par les religieux chiites en Iran :

« Le rôle de la religion dans l'Iran contemporain est, dans une certaine mesure, unique, en ce sens que ses chefs ont fréquemment joué, depuis le dix-neuvième siècle, un rôle d'opposition qui ne peut être simplement qualifié de réactionnaire. »²

c) L'armée et la police, piliers ultimes du régime, sont-ils vraiment solides ?

Il ne fait aucun doute que le Shah dispose d'un appareil de répression efficace avec la SAVAK, le MAAG, l'Inspection impériale (chargée d'enquêter dans les administrations), le comité d'action anti-subversive... . Toutefois, l'usage de cet appareil peut aisément lui échapper, tant il dépend des intérêts américains.

Marcel Barang décrit avec justesse le système politique qui prévalait alors.³ Dans cette architecture pyramidale, tout gravite officiellement autour du Shah et de l'exécutif. D'où le caractère friable du régime :

« L'édifice est d'autant plus à la merci d'un accident que tout repose, en dernière analyse, sur la personne du souverain. »⁴

Dans les faits, ce sont les États-Unis qui, depuis août 1953, à travers leur participation au fonctionnement de l'armée impériale, président aux destinées de l'Iran. C'est en favorisant l'achat d'armes par l'Iran, sous prétexte de menace soviétique, et en énonçant la doctrine Nixon en 1969, que les États-Unis ont créé des liens économiques et militaires devenus trop importants pour être

1 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975

2 Nikki Keddie, « Un cas particulier et un rôle d'une importance exceptionnelle. Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique », *Le Monde Diplomatique*, n°280, août 1977. Sur le rôle des religieux dans l'histoire de l'Iran, on pourra se reporter à Houchang Nahavandi et Yves Bomati, *Les grandes figures...*, *op. cit.*

3 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975

4 *Ibid.*

rompus. La dépendance de l'Iran s'accroît même quand, à partir de 1969, il faut faire appel aux conseillers américains pour entretenir et former le matériel ainsi que l'armée iranienne équipée des meilleures technologies militaires.

Pour l'auteur de l'article, il est certain que le premier intérêt des États-Unis dans l'affaire est la sécurisation des approvisionnements pétroliers à travers la création d'une armée capable de protéger les champs pétrolifères.

En somme, comme le conclut l'article de Ahmad Farouhy, la stratégie des États-Unis peut se résumer comme suit : ne pas contrôler le Shah, mais créer un appareil militaire d'État lié aux États-Unis afin d'orienter le régime iranien en fonction des intérêts américains :

« Les États-Unis ont toujours visé à ne pas avoir à orienter l'Iran par le sommet, uniquement à travers l'autorité du monarque, mais à s'assurer que le régime de ce pays évolue automatiquement dans la direction la plus favorable à leurs intérêts. Il fallait pour cela que soit créé un appareil d'État tentaculaire et omnipotent qui leur soit organiquement lié [l'armée impériale]. »¹

Tous ces éléments nous amènent à tempérer l'optimisme dont fait preuve l'ambassadeur français François Charles-Roux. On peut même s'interroger quant à la viabilité d'une diplomatie française en Iran : à quoi bon ouvrir des coopérations tous azimuts si le régime peut s'effondrer rapidement, voire brutalement, et si la « croissance miraculeuse » ne saurait durer plus longtemps ? Cette croissance n'est-elle pas « malsaine » à bien des égards ? Est-ce là une authentique opportunité pour ouvrir des coopérations, compte tenu du fait que le système entier puisse imploser ? La France, inconsciente de la révolution en germe, semble plutôt désireuse de suivre la dynamique de développement amorcée et entend bien tirer son épingle du jeu.

II) 1969–1974 : le développement modéré des relations franco-iraniennes dans les domaines culturel, économique et nucléaire, malgré les signes manifestes de déliquescence du régime du Shah

La première partie de ce travail a permis de présenter les éléments structurants de la diplomatie française en Iran à la fin des années 1960.

¹ Ahmad Farouhy, « Derrière le paravent du trône, l'armée iranienne garante de la dépendance », *Le Monde Diplomatique*, n°295, octobre 1978.

À partir de 1969, le palais de l'Élysée est habité par un nouvel homme, Georges Pompidou, personnage en principe gaulliste mais qui doit agir dans un contexte international sensiblement différent. Les conséquences de ces changements se font sentir sur la diplomatie française en Iran. Celle-ci évolue dans le sens de l'approfondissement des liens culturels et économiques, ainsi que de l'élargissement de la coopération au domaine nucléaire.

Ainsi donc, si l'édifice bâti par le Shah continue de présenter des signes de déliquescence, la « brèche » ouverte par la « Révolution blanche » devenant progressivement « faille », la France estime pourtant bon de poursuivre, à un rythme modéré jusqu'en 1973, la coopération avec l'Iran.

1. La diplomatie du Président Pompidou de 1969 à 1973 : une autre vision de la détente qui ne fait pas obstacle au développement des relations franco-iraniennes

a) La question du gaullisme dans la politique du Président Pompidou

Le retrait du président De Gaulle en avril 1969 pose la question du prolongement de sa politique étrangère, attendu qu'aucun prétendant n'a sa stature ni son prestige. La définition de la politique extérieure du nouveau président peut aider à comprendre dans quelle mesure les relations se poursuivent sans accroc avec l'Iran.

Georges Pompidou est élu président de la république française en juin 1969. Serge Berstein et Pierre Milza le présentent comme un fidèle notoire de De Gaulle, mais qui s'adapte et pratique une certaine politique d'ouverture en refusant la diplomatie de rupture et de coups d'éclat¹. Ainsi, sans De Gaulle, la France cherche plus à convaincre qu'à s'affirmer. En outre, Georges Pompidou développe une conception pragmatique de l'indépendance nationale, qui, selon lui, doit aussi passer par le règlement des problèmes économiques et sociaux nationaux comme le choc de l'année 1968 ou la dévaluation surprise du franc en août 1969.

Le président français entend par conséquent placer son mandat sous le double signe de la continuité (domination des gaullistes à l'Assemblée nationale et dans les personnels politiques) et de l'ouverture (aux centristes et aux modérés). Il se présente d'ailleurs comme libéral et européen. Le Premier ministre Jacques Chaban-Delmas illustre cette continuité, tout comme les figures de Michel Debré et Robert Schumann au gouvernement. Mais le président inclut aussi des centristes comme Jacques Duhamel, Joseph Fontanet et René Pleven. La présence de Valéry Giscard d'Estaing au

1 Frédéric Bozo, « Le choix de la continuité », *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Flammarion, Paris, 2012, coll. « Champs Histoire », pp. 119-120. Pour une étude complète de la politique étrangère de Georges Pompidou : Thierno Diallo, *La politique étrangère de Georges Pompidou*, LGDJ/Montchrestien, 1998, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », 271 p.

gouvernement symbolise l'ouverture aux milieux libéraux proches de l'orthodoxie économique. Ces choix, sans remettre en cause la prédominance de présidence de la République, témoignent d'un respect plus grand du Parlement et de l'opposition qu'à l'époque de De Gaulle. Cela dit, la politique étrangère continue de se décider à l'Élysée.

En termes de politique étrangère, Georges Pompidou et son équipe restent fidèles aux deux grandes orientations fixées par le premier président de la V^e République : indépendance nationale et refus de l'alignement sur les États-Unis. Mais le style se veut moins abrupt et ombrageux dans la mise en œuvre de cette politique étrangère.

b) La politique étrangère du Président Pompidou

Le nouveau Président bénéficie d'abord d'un contexte international favorable. La France qu'il représente possède alors une industrie et une monnaie fortes. De plus, la détente dans la Guerre froide libère des marges de manœuvre¹. Dans un second temps, la crise monétaire de 1971 et les événements de 1973 vinrent restreindre ces marges de manœuvre.

Il n'est pas inutile de brosser à grands traits les principaux dossiers de la diplomatie du Président Pompidou. Cet état des lieux permet de comprendre la relative atonie des rapports franco-iraniens entre 1969 et 1974.²

Il faut d'abord préciser que la seule inflexion apparente entre le président De Gaulle et son successeur concerne la construction européenne. Pour le président Pompidou, celle-ci constitue la condition même de la puissance française. Cette idée se traduit à travers la relance de la construction européenne et l'intégration du Royaume-Uni à la CEE. Par ricochet, le facteur européen devient ainsi une donnée essentielle dans les rapports franco-américains.

D'un autre côté, Georges Pompidou poursuit une politique de bonne entente avec l'URSS qui est alors vue comme nécessaire à la sécurité et au rayonnement de la France. Georges Pompidou et Leonid Brejnev convergent notamment sur les questions du Proche-Orient et du Vietnam. Le président français marque toutefois les limites de cette politique en refusant un traité d'amitié proposé par l'URSS.

Fondamentalement, le président Pompidou ne partage pas la vision Gaullienne de la détente. Il considère que celle-ci doit être processus progressif visant à reconfigurer l'ordre des blocs. D'une part, il entretient l'embellie des relations franco-américaines entre 1969 et 1972 qui est visible avec

1 Jean-Pierre Teyssier, « L'année 1973 dans la politique étrangère du président Pompidou », *Politique étrangère*, n°4-5, 1974, pp. 476-477.

2 Les analyses qui suivent sont tirées de l'ouvrage de Frédéric Bozo, *La politique étrangère...*, *op. cit.*, pp. 119-142.

le règlement de la crise monétaire et la coopération dans le domaine de la force nucléaire française. C'est aussi pourquoi, d'autre part, le président français se rallie à la proposition soviétique de création d'une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe en octobre 1969, en imposant toutefois que soient discutés les aspects humains et culturels dans les échanges Est-Ouest, afin de desserrer l'étau soviétique en Europe de l'Est. Il s'oppose également au principe d'une négociation sur la réduction équitable des forces entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN, y voyant le risque d'une consolidation des blocs militaires et une menace pour l'indépendance française. De même, sur le plan allemand, Pompidou surveille l'*Ostpolitik* afin de l'encadrer et d'éviter une dérive vers l'Est.

Au Proche et Moyen-Orient, le président Pompidou poursuit la politique du général De Gaulle : rester attentif aux vues arabes sans pour autant s'aliéner Israël, même si les relations franco-israéliennes se révèlent de plus en plus difficiles, en raison notamment de l'approche française du conflit israélo-palestinien. En parallèle, Georges Pompidou mène une politique arabe, sous influence de Michel Jobert et de Philippe De Saint-Robert, en capitalisant le prestige acquis par De Gaulle en 1967. L'Irak affranchi de l'influence britannique est mis à l'honneur par Paris avec la visite de Saddam Hussein en France en juin 1972. Paris préserve ainsi ses intérêts pétroliers malgré les nationalisations décidées par Bagdad. La France se tourne également vers les pays du Golfe, avec la visite du Roy d'Arabie Saoudite Fayçal en mai 1973. La politique étrangère française au Moyen-Orient, et par la même occasion en Iran, est donc en place : garantir les approvisionnements pétroliers, exporter des armes, essayer de jouer un grand rôle dans la région. Cette ligne diplomatique repose sur l'idée que la France peut offrir aux pays de cet espace une alternative crédible à l'alignement sur les deux grandes puissances de la Guerre froide.

Il est enfin à noter que le président français est convaincu de la nécessité de développer une grande politique méditerranéenne pour renouer les liens avec le Maghreb et inscrire plus concrètement la logique de coopération avec le tiers monde dans un cadre géographique proche et essentiel. D'où la vente d'armes à la Lybie, où Khadafi s'est emparé peu auparavant du pouvoir, en décembre 1969.

Compte tenu de ces éléments de politique étrangère et du contexte international, il est compréhensible que la priorité ne soit pas donnée au Moyen-Orient et à l'Iran. La diplomatie française à l'égard de ce pays ne peut donc aller au-delà du développement des coopérations déjà amorcées.

Avant d'abord ces aspects de politique extérieure, il convient d'examiner les changements de politique interne et externe en Iran depuis 1969.

2. Les politiques étrangère et intérieure menées par le Shah : un « gendarme du Golfe » dépecé par les puissances internationales

a) La poursuite d'un modèle de développement mimétique aux conséquences irréversibles

Les dynamiques à l'œuvre entre 1969 et 1973-1974 ne font qu'amplifier celles qui prévalaient depuis la mise en place de la « Révolution blanche ».

Un article du journaliste Marcel Barang dresse un tableau précis et complet de la situation¹.

Il est possible d'identifier clairement les éléments suivants dans la politique économique du Shah à partir des années 1970 : priorité aux exportations, investissements massifs du secteur public dans l'économie, formidable développement du secteur bancaire, importance du recours à l'épargne publique pour l'investissement, libéralisation tous azimuts, mise en valeur par l'État du système de « joint-venture ». Tout cela fait de l'Iran un pays aux perspectives économiques séduisantes pour les investisseurs étrangers en quête de marchés faciles mais lucratifs. Marcel Barang fournit des exemples emblématiques :

« "Savez-vous, monsieur, quel bénéfice net je réalise ici ?" nous demande, à brûle-pourpoint, à l'heure du premier whisky, un représentant français qui "place" des usines de fabrication de produits plastiques : 55 %. Je dis bien net, monsieur." Un démarcheur britannique confirmera : "Je fais 40 % de mieux ici qu'en Grande-Bretagne." (...) Quand plusieurs industriels étrangers se rencontrent, une des premières questions qu'ils se posent réciproquement est : "Combien leur faites-vous ?" Les pourcentages varient. "Quatre pour cent pour le signataire du contrat et jusqu'à 25 % d'un bout à l'autre de la ligne", nous assure-t-on. »²

D'ailleurs, il ne paraît pas absurde de caractériser cette situation de « dépeçage économique de l'Iran ». La France participe à ce jeu :

« Ce n'est d'ailleurs là qu'un aspect mineur du détournement de la richesse nationale au profit d'une minorité, beaucoup plus grave est l'orientation massive donnée aux investissements d'intérêt national, appuyé par une armada de mercenaires en cols blancs américains, britanniques, allemands et français (...). »³

Ces « mercenaires en cols blancs », qui encouragent le Shah à investir dans des projets somptueux et improductifs pour l'Iran, sont accompagnés par les ingénieurs français, dans le cadre des programmes de coopération technique ou scientifique. Ils contribuent à un système d'échange

1 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975.

2 *Ibid.*

3 Thierry Brun, « Regain d'agitation populaire en Iran, les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime », *Le Monde diplomatique*, n° 293, juillet 1978.

inégal par lequel le Shah singe les pays capitalistes et se rend intégralement dépendant de l'étranger, sous couvert d'une politique d'indépendance nationale :

« La politique suivie va dans le sens d'une interdépendance au sein du système capitaliste international, bien plus que de la création des bases d'une indépendance nationale dont se réclame le régime. L'Iran ne remet nullement en cause le mode de croissance occidental : il se contente d'essayer d'en brûler les étapes. De fait, le régime n'a pas intérêt à saper un système au sein duquel il espère bien un jour se trouver en position de force (...) »¹

Cette politique économique extravertie implique des coûts importants pour le Shah. Dans un contexte international mouvant, la fluctuation du taux de change à l'international alimente l'inflation (que Marcel Barang estime à 20-25 % pour la période de mars 1973 à mars 1974²) et augmente le coût de la vie des Iraniens appartenant à la « troisième demande », cette part de la population ni privilégiée ni pauvre. C'est aussi une perte de devises notable pour l'Iran qui doit alors puiser dans sa rente pétrolière. Pour combien de temps encore ? Les bourgeois, les paysans, les intellectuels et les étudiants sont de plus en plus insatisfaits. Le problème des inégalités sociales n'est certainement pas résolu :

« Les chiffres révèlent l'existence d'une "aristocratie" ouvrière : si, pour plus de la moitié des familles, le revenu hebdomadaire par tête est inférieur à 100 rials, 34,5 % d'entre elles ont à leur disposition plus de 501 rials par personne. Ces moyennes cachent d'énormes disparités régionales ainsi que d'importantes différences par secteur d'activité. Dans les provinces les plus reculées, les dépenses moyennes correspondent au tiers seulement du minimum vital légal, alors qu'elles sont à peu près équivalentes au minimum légal en vigueur à Téhéran. »³

De même, les carences persistent au sein du système éducatif :

« Ce qui choque peut-être le plus, toutefois, ce sont les perspectives concernant l'éducation, "parent pauvre" du V^e Plan, alors que, compte tenu de la volonté de développement de l'Iran, ce secteur eût dû avoir la priorité. (...) beaucoup d'étudiants, à la sortie, sont happés dans des secteurs qui ne répondent pas toujours à leurs qualifications mais où on leur fait des "ponts d'or". (...) les salaires payés dans le privé sont cinq fois supérieurs en moyenne à ceux du public (...). Les capacités d'accueil, là [à l'Université] comme ailleurs, sont encore insuffisantes. »⁴

Les étudiants rentrent dans l'opposition et se révoltent contre le caractère impérialiste du régime du Shah, tandis que les organisations terroristes essaient dans un dispositif politique qui

1 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975.

2 *Ibidem.*

3 *Ibidem.*

4 *Ibidem.*

demeure verouillé :

« De 1963 à l'arrivée de M. James Carter à la présidence des États-Unis en 1977, la police politique fait régner un climat de violence et de terreur. Les emprisonnements d'opposants ou de quiconque désigné comme tel (...), les déplorables conditions de détention, les tortures systématiques pratiquées sur les détenus, les tribunaux militaires qui condamnent en violation de la législation, les centaines d'exécution (...) provoquent l'indignation unanime des organisations humanitaires amenées à enquêter en Iran. »¹

Le pouvoir, ayant reculé un temps en acceptant la libération d'un membre des *Fedayines du Peuple* à Siyahksal puis leur chasse par la police en 1971, avait convaincu les militants qu'il était possible mettre en difficulté la puissante armée impériale, même si, en réaction, la fondation de l'*Hoseynie Ershad* fut fermée par la police en novembre 1972². Toutefois, de violents affrontements éclatèrent à Téhéran en 1972, et la crainte de chaos s'installait définitivement parmi les dirigeants. Les *Mojahiddines du Peuple* poursuivaient leurs campagnes de terreur malgré l'exécution de leurs dirigeants. Si la démocratisation semblait être une solution, le Shah s'y opposait résolument. D'un autre côté, il lui était difficile de dialoguer avec une opposition encore trop divisée entre communistes, traditionnalistes et islamistes³.

Ce n'est donc pas dans un Iran en proie à la stabilité que la France agit dans les années 1970. Paradoxalement, nul document officiel ne fait mention des troubles qui agitent le pays et qui, à terme, ne peuvent manquer de menacer les intérêts français en Iran. Cela s'explique probablement par les assurances données par le gouvernement iranien :

« S'ils veulent bien reconnaître qu'il puisse y avoir des problèmes, les responsables iraniens ne semblent le faire que pour mieux affirmer qu'ils les ont repérés et que la solution est affaire de patience... et de conviction. "Nous avons rompus, voilà douze ans [1963, réforme blanche], l'équilibre social pratiquement immuable, nous a dit l'un deux. Il est normal qu'il y ait des distorsions dans cette phase de réadaptation. Dans dix ans, peut-être dans cinq, la plupart des problèmes que nous évoquons maintenant seront révolus. »⁴

b) La doctrine Nixon et ses conséquences en Iran

1 Ahmad Faroughy, « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère », *Le Monde diplomatique*, n°293, juillet 1978

2 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard, *L'Iran au XX^e...*, *op. cit.*, pp. 124-131.

3 Jean-Paul Roux, « La décadence des temps modernes », *Histoire de l'Iran et des Iraniens*, Fayard, Paris, 2006, coll. « LITT.GENE », p. 430.

4 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975.

À partir de l'année 1969, la doctrine Nixon détermine l'orientation de la politique intérieure et extérieure du Shah¹. Cette doctrine stipule que les États-Unis doivent aider les pays alliés à s'équiper militairement pour prendre en main leur destin et lutter contre les communistes. Une idée qui, en Iran, se justifie d'autant plus que le Shah partage ses frontières avec le géant soviétique. Du reste, selon les dires de sa femme, le Shah entretenait de bonnes relations avec Nixon, ce dernier pouvant comprendre la nécessité d'établir un pouvoir fort en Iran :

« Le roi avait entretenu des relations étroites (...) en particulier avec Richard Nixon, qui était demeuré un ami. Il avait le sentiment que l'administration républicaine comprenait les immenses difficultés qu'il rencontrait pour sortir l'Iran du sous-développement et qu'elle admettait que cela ne pût se faire sans une certaine autorité. »²

La doctrine Nixon correspondait aux ambitions du Shah : il deviendrait le « gendarme du Golfe persique », défenseur de ses intérêts et, par-là même, de ceux des Américains, soucieux de l'approvisionnement énergétique de l'Occident. Le Shah étendit ensuite son ambition aux pays non-alignés, au Tiers Monde (Inde, Chine, Indonésie, Afrique du Sud) et à des pays de moindre importance (Sénégal) ou d'Amérique Latine (Vénézuéla). Les relations avec les pays musulmans voisins restaient paradoxalement assez minimales. En réalité, le réseau diplomatique de l'Iran était peu actif : seules les ambassades de Washington, Beyrouth (pour contrôler les relations entre les religieux chiites libanais et iraniens), Bonn (pour surveiller les étudiants à l'étranger), Berne et Genève (pour les affaires discrètes de la famille royale et de la cour) comptaient vraiment³.

Ainsi, par ses commandes toujours plus importantes de matériel militaire, le Shah accroissait la dépendance de son pays vis-à-vis des États-Unis. Il achetait les matériels les plus sophistiqués aux Américains en ponctionnant une part immense du budget de l'État, budget essentiellement issu de la rente pétrolière.⁴ Le journaliste Marcel Barang décrit la situation en ces termes :

« Le pays se couvre d'installations militaires (...). Une trentaine de bases et de centres logistiques sont disséminés le long des côtes iraniennes, du golfe Arabo-Persique à l'océan Indien (...). La marine de guerre iranienne (quelque douze mille hommes) est d'ores et déjà la plus puissante du Proche-Orient (...). Mais c'est pour l'aviation (quarante mille hommes) que l'effort d'équipement est le plus spectaculaire et le plus onéreux (...). Téhéran aurait passé pour 4 milliards de dollars de commandes à l'industrie militaire américaine en 1973.»⁵

1 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard , *L'Iran au XX^e...*, *op.cit.*, p. 138.

2 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 259-260.

3 Bernard Hourcade, *Géopolitique de l'Iran*, *op. cit.*

4 *Ibid.*

5 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975, p. 19.

Aux yeux des stratèges américains, il s'agit bien de permettre au Shah de contrôler la « cinquième armée du monde », rempart contre l'URSS et protectrice des espaces pétrolifères.

3. Un événement majeur des relations franco-iraniennes: la célébration des 2500 ans de la monarchie Perse

a) Une célébration exogène à la société iranienne

Au point de vue des relations franco-iraniennes, l'événement le plus important du mandat de Georges Pompidou fut le fameux « Vingt-cinquième centenaire de la Fondation l'Empire et de la Proclamation des Droits de l'Homme par Cyrus le Grand », qui se tint du 12 au 16 octobre 1971 sur les sites de Persépolis et de Pasargades. Tous les chefs d'États avec lesquels l'Iran avait des relations diplomatiques étaient invités, soit une soixantaine de personnalités, à cette fête grandiose à la mémoire de Cyrus le Grand¹.

La France occupa une place centrale dans les préparatifs de l'événement, preuve de l'estime des autorités iraniennes pour la culture française. Le Shah et sa femme tenaient à ce que soient sollicités les savoir-faire français². Pour Bani Sadr, cette participation étrangère confina à l'humiliation :

« (...) une cérémonie dans laquelle rien ne venait d'Iran, absolument rien, c'est-à-dire que les tentes, les vases, les repas, venaient de France. Même les barbes pour les figurants ! »³

La Shahbanou regrette aussi le caractère exogène et excessif de l'événement :

« (...) Ce que je découvre heurte ma sensibilité d'Iranienne : on a déjà sollicité d'innombrables fournisseurs étrangers, parmi les plus luxueux, quand nous aurions peut-être pu nous adresser à des Iraniens dans certains domaines... (...) Quelle est donc cette monarchie qui s'habille chez *Lanvin* et mange chez *Maxim's* quand son peuple

1 Pour un récit détaillé de son existence et de sa symbolique en 1971 : Houchang Nahavandi et Yves Bomati, « Cyrus le Grand, le rêve de l'empire universel », *Les grandes figures de l'Iran*, Perrin, 2015, 350 pages.

2 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 691. L'auteur raconte que « de nombreuses maisons françaises furent sollicitées pour fournir matériaux, objets et services. Les Iraniens délèguèrent à Paris le sénateur et Président du Conseil Djavad Bouchehri-Dehdachti, ancien ministre et président du Comité des Fêtes du 2 500^e anniversaire, proche de la princesse Achraf ». C'est dire si l'intégration de la France aux préparatifs importait aux Pahlavi.

3 Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles. La retranscription de l'entretien figure en page 31 des annexes.

manque encore parfois de pain et d'écoles ? »¹

Selon Abdolhassan Bani Sadr, cet événement consomma la rupture entre le peuple et le Shah d'Iran :

« Historiquement, avant les 2 500 ans de la dynastie, il y avait une dynastie. Pourquoi avoir choisi 2 500 ans ? Pour commencer par le premier fondateur de la dynastie Achéménides. Mais, avant, il y avait la dynastie des Mèdes, c'est-à-dire des Kurdes actuels. Ces grandes entités se sont unies pour fonder l'Iran. La première capitale était Hamadan. La première dynastie était kurde. Ainsi donc, le Shah a supprimé une partie de l'histoire de l'Iran. En Iran, les Iraniens avaient dit qu'il ne voulait pas commencer à la date de Cyrus, estimant que le Shah se référait à la date des Juifs. Il a donc falsifié l'histoire. Cela ne pouvait pas être accepté par une grande partie de l'Iran, parce que le Shah n'avait pas présidé à la création de l'Iran ! Les Iraniens n'ont pas accepté qu'il veuille rendre hommage à Cyrus. (...). De plus, dans un tel pays, le Shah avait invité un groupe français pour présenter une pièce de théâtre dans la ville où les cérémonies eurent lieu. Une pièce qui, peut-être, en France, n'était pas choquante. Mais, en Iran, c'était très choquant. Les Iraniens la considéraient comme un outrage à la pudeur et qui venait de la cour Pahlavi. Ils considéraient les Pahlavi comme une famille envoyée par l'étranger pour détruire ce qui fait l'Iran, sa morale, son histoire, sa culture et sa dignité. C'est à partir de là, de cette cérémonie des 2 500 ans, que la rupture entre le régime Pahlavi et la population est devenue totale. La révolution s'est alors mise en marche... »²

b) L'absence de Georges Pompidou incommode les autorités iraniennes

Malgré la mise à l'honneur de la France, cette célébration causa un refroidissement dans les rapports franco-iraniens, le président Pompidou ayant refusé d'y participer (il y délégua le Premier ministre Chaban-Delmas). Le Shah et l'ambassadeur d'Iran en France Pakravan furent émus par la non-participation française aux cérémonies de Persépolis. Les raisons de cette absence restent indéterminées. Plusieurs hypothèses circulent en fonction de la position des témoins de l'époque : le désir du président français de ne pas se démarquer des chefs d'État peu enclins à venir « communier à la mémoire de Cyrus », la volonté de manifester sa désapprobation d'un régime qui réprimait toujours plus ses opposants politiques (conjecture qui fait sens puisque la France continuait d'accueillir des étudiants iraniens qui fuyaient la répression) ou encore la réprobation d'une fête dispendieuse à laquelle la population n'était pas associée³. Abdolhassan Bani Sadr confirme ces hypothèses :

1 Farah Pahlavi, *Mémoires, op.cit.* , p. 211.

2 Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles. La retranscription de l'entretien figure en page 31 des annexes.

3 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran... , op. cit.* ,p. 359.

« Il [Georges Pompidou] voulait aller en Iran. Il avait été invité. Nous [Abdolhassan et son entourage d'opposants iraniens au Shah] voulions lui faire comprendre que ce n'était pas digne de lui d'y participer. Je suis allé voir un ami de Pompidou [Chaban-Delmas] et je lui ai parlé de la situation, de la corruption, de la dictature (...). Il m'a demandé de préparer un dossier et s'est engagé à en discuter avec le président. Je lui ai donc préparé un dossier. Puis il m'a téléphoné un jour pour me dire qu'il avait persuadé le président Pompidou, et que ce dernier n'irait donc pas en Iran. »¹

L'ambassadeur Amir Aslan Afshar propose une vision plus anecdotique mais moins crédible de l'événement : Pompidou ne vint pas aux fêtes de Persépolis parce qu'il ne voulait pas être moins bien placé que tel roi d'un pays qui avait été jadis une colonie de la France. Après cette défection, l'ambassadeur de France à Washington aurait reçu l'ordre d'inviter à dîner son homologue iranien pour se justifier de l'absence de Georges Pompidou. Abordé après le dîner, le problème fut, selon Afshar, évacué avec humour.²

Quoiqu'il en soit, l'irritation du Shah jeta l'ombre sur les relations franco-iraniennes et perdura jusqu'au passage du président Pompidou en Iran en septembre 1973. Cette relative tension compliqua la mission de l'ambassadeur François Charles-Roux et explique en partie la relative inertie des coopérations pendant cette période. Son successeur, Robert de Souza, n'eut de cesse de rétablir la confiance entre le président français et le souverain iranien. D'ailleurs, Georges Pompidou nomma Robert de Souza ambassadeur de France dans ce but, comme il le dit lui-même :

« La première tâche de l'ambassadeur fut de restaurer un meilleur climat entre Paris et Téhéran, climat sérieusement dégradé du fait du dédit du président Pompidou pour les fêtes de Persépolis (...). Ma nomination (...) visait à détendre les relations. (...) les rapports se détendirent petit à petit. »³

Ce fut essentiellement le 17 septembre 1973, lors d'une halte dîner à Téhéran de Pompidou, que les relations se rétablirent véritablement⁴. Lors de cette rencontre, Georges Pompidou invita le Shah et son épouse à effectuer un voyage d'État en France au printemps 1974.

4. La poursuite des relations culturelles et des collaborations techniques

En termes d'accords et de partenariats, le mandat de Georges Pompidou n'est pas une période

1 Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles. La retranscription de l'entretien figure en page 31 des annexes.

2 Afshar Aslan Amir, *Mémoires d'Iran : complots et trahisons*, Mareuil Editions, Paris, 2015, coll. « HISTOIRE ET POL », p.222

3 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran ...*, op. cit., p. 363.

4 *Ibid.* p. 363.

particulièrement faste pour la diplomatie culturelle française en Iran.

a) La possibilité de nouveaux accords d'assistance et d'une université franco-iranienne à Hamadan

Le Premier ministre iranien Hoveyda se rendit en France en janvier 1971, accompagné du ministre des Affaires étrangères iranien Zahedi. Georges Pompidou et Maurice Schuman les reçurent. La conversation porta sur la possibilité d'un nouvel accord d'assistance technique.¹

Il importe aussi de souligner le rôle joué par l'ambassadeur d'Iran en France, le général Pakravan, qui s'efforça de rencontrer les journalistes et de faciliter la mission d'Ali-Akbar Etemad, directeur de l'Institut de recherche et de Planification pour la science et l'éducation au ministère de l'Éducation Nationale, venu jeter les bases d'un accord intergouvernemental pour la réalisation de l'université franco-iranienne Avicenne à Hamadan, en juin 1972². Ce projet d'Université occupa d'ailleurs une place centrale dans la correspondance des années 1971 – 1972. L'idée avait été évoquée en avril 1971 entre Jean de Lipkowski et le président de l'Université Paris-Nord Jean Saurel. Ils furent bientôt soutenus par diverses personnalités du monde de l'enseignement. Deux accords furent signés au cours de l'été 1972 :

« (...) ils étaient destinés à réintroduire l'étude du français dans l'enseignement secondaire iranien et à permettre d'offrir des stages de langues, français et iranienne, aux enseignants. L'université qui devait être dirigée par une équipe franco-iranienne et ouvrir ses portes en 1974, était envisagée comme un établissement de prestige. »³

Enfin, le projet de convention fut discuté en juillet 1972 à Téhéran, entre le ministre des Sciences et de l'Enseignement supérieur, Madjid Rahnama, et le ministre français de l'Éducation Nationale, Olivier Guichard.⁴

b) L'accord culturel du 7 novembre 1973

L'accord le plus remarquable fut l'accord culturel conclu entre le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial de l'Iran, signé le 7 novembre 1973 à Téhéran⁵. Comme le suggère le préambule et l'article 1, cet accord s'inscrit dans une logique de consolidation

1 *Ibid.* p. 357.

2 *Ibid.*, p. 690.

3 *Ibid.* p. 359.

4 *Ibid.* p. 690.

5 Accord culturel entre le gouvernement de la République française et le gouvernement impérial de l'Iran, Téhéran 7 novembre 1973, CADN, fonds Service culturel, B6.

et d'approfondissement des échanges culturels entre les deux pays.

Ainsi sont concernés les collaborations scientifiques, universitaires, techniques, artistiques et scolaires. Les parties prenantes de l'accord conviennent de favoriser davantage leur collaboration culturelle par la création de postes de lecteurs, d'assistants et de professeurs de leurs langues dans les universités, écoles supérieures, lycées et collèges.

L'article 5 énonce précisément les secteurs de coopération qui doivent faire l'objet d'une coopération accrue. Les parties proposent :

- une collaboration plus étroite entre les établissements culturels, universitaires et scientifiques des deux pays
- la facilitation du travail des chercheurs français et iraniens dans chacun des pays ;
- l'échange de documentations sur les réalisations culturelles (enseignement, science, technique, art) des deux parties ;
- le soutien à l'envoi ou l'échange de professeurs, de missions ou de manifestations à caractère culturel, scientifique ou artistique ;
- l'échange, la traduction et la publication des productions culturelles de chacun des deux pays ;
- l'aide à la collaboration entre les médias et cinémas des deux pays ;
- le développement des coopérations dans le domaine du tourisme, du sport et de l'éducation populaire.

Le gouvernement impérial s'engage aussi à répandre l'enseignement du français dans les établissements publics (écoles, collèges, lycées) et les centres d'enseignement (techniques, industriels, commerciaux).

Signe de la bonne volonté iranienne, un Centre de Documentation Pédagogique est créé dans le cadre de l'Institut français de Téhéran. Il a pour mission d'organiser des stages pour les professeurs et l'envoi de missions d'études.

Enfin, il est instauré une commission mixte franco-iranienne pour la mise en oeuvre et l'évaluation des progrès dans la mise en application de l'accord. Cette commission se réunit tous les deux ans et se voit présidée alternativement par un Français à Paris et un Iranien à Téhéran.



Nouveaux bâtiments du lycée Razi en 1973. © Mission Laïque Française.

Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

5. La mise en place d'une collaboration importante dans le domaine du nucléaire civil

a) Des contacts anciens pour préparer une collaboration dans le domaine nucléaire

Il convient de qualifier l'atonie des relations franco-iraniennes entre 1969 et 1974 seulement de relative, en ce que la France parvint tout de même à se faire une place de choix auprès de l'Iran sur les questions nucléaires. En effet, même si elle prit des proportions autrement plus importantes sous le mandat du président Giscard d'Estaing, la collaboration franco-iraniennne en matière nucléaire commença véritablement pendant le règne de Georges Pompidou.

Un télégramme du conseiller technique à Téhéran, Jean François-Poncet, en date du 12 mars 1969, suggère que la possibilité d'une coopération fut discutée au cours de l'année 1969¹. Le Premier ministre Hoveyda, écartant les propositions russes et américaines, sollicitait l'aide de la France pour la recherche et la formation de techniciens iraniens. Le conseiller ajoute que cette coopération serait orientée principalement vers la recherche universitaire

« (...) M. Hirsch attire l'attention de son interlocuteur [M. Hoveyda] sur l'intérêt qu'il y aurait à donner à cette coopération un tour concret et à l'orienter vers la technologie plutôt que vers la recherche universitaire. M. Hoveyda a indiqué que ses conceptions rejoignent les siennes. Pour l'Iran, dont le développement était relativement peu avancé, le problème des applications industrielles ou agricoles de l'énergie nucléaire l'emportait de loin sur l'innovation scientifique. »²

C'est donc un rôle de premier plan que la France est invitée à jouer. De plus, un courrier du

1 Télégramme n° 154/155 de Jean François-Poncet, Téhéran, 12 mars 1969, CADN, fonds Service culture, B14.

2 *Ibidem.*

ministère des Affaires étrangères du 25 août 1971 mentionne l'existence d'un accord conclu le 11 mars 1969 avec les autorités iraniennes, pour l'envoi, en Iran, d'une équipe de prospection issue du *Commissariat à l'Énergie Atomique* :

« Les recherches de celle-ci se sont révélées infructueuses. En accord avec les responsables iraniens, avec qui des relations étroites ont été maintenues depuis l'arrivée de cette mission, le CEA a décidé d'arrêter les travaux à partir de ce mois. (...) Le CEA a indiqué qu'il regrettait d'être contraint de mettre fin à son action dans ce domaine ; d'autant plus que celle-ci s'est déroulée dans un climat de confiance et d'amitié. »¹

Le résultat le plus important de ces initiatives et discussions semble être la mise en place d'un climat favorable à la coopération entre mars 1969 et 1972.

b) Des progrès remarquables dans la coopération nucléaire apparaissent à partir de 1972

Par la suite, un courrier de l'ambassadeur François Charles-Roux du 24 février 1972 fait état de l'avancement de la collaboration franco-iranienne, avec le montage prévu d'un accélérateur Van de Graaf au Centre d'études nucléaires de l'Université de Téhéran². L'Iran ayant fait un appel d'offre pour le montage de cet accélérateur, la France, malgré sa position d'interlocuteur privilégié dans ce domaine, se trouvait en concurrence avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. Elle obtint finalement le contrat, puisque le même ambassadeur se réjouit de la visite par le Premier ministre Hoveida des installations du Centre d'études nucléaires de l'Université de Téhéran. La remise en état et l'installation de l'accélérateur Van de Graaf (acquis par l'Iran aux États-Unis en 1956) est l'œuvre du français Delaunay qui y travaillait depuis la fin de l'année 1970. L'ambassadeur insiste encore sur la reconnaissance dont a fait montre l'Iran vis-à-vis de la France, présage de futures collaborations :

« (...) l'occasion pour le Premier ministre (...) de me témoigner la reconnaissance des autorités iraniennes pour l'oeuvre réalisée par notre compatriote. Le Département trouvera, dans la lettre ci-jointe (...), un témoignage particulièrement chaleureux de cette reconnaissance en même temps qu'une pertinente esquisse de doctrine dans le domaine de la coopération scientifique franco-étrangère. »³

Une évolution sémantique vaut la peine d'être relevée : le passage d'une collaboration à une

1 *Ibidem.*

2 Courrier de l'ambassadeur de France en Iran François Charles-Roux au ministre des Affaires étrangères, Téhéran, 24 février 1972, CADN, fonds Service culturel, B14.

3 *Ibid.*

« doctrine » en matière de coopération scientifique. C'est dire si la coopération nucléaire franco-iranienne jouait un rôle dans le développement des relations franco-iraniennes, en dépit même du refroidissement des rapports entre Georges Pompidou et le Shah. N'est-ce pas là un signe d'autonomisation d'un domaine de coopération que, plus tard, tenta de reprendre en main le président Giscard d'Estaing ?

Les États-Unis donnèrent leur feu vert à l'Iran pour cette coopération. Le réacteur de recherche de Téhéran ayant reçu de l'uranium enrichi et du plutonium en 1967 dans le cadre du programme *Atom for Peace*, cela intervint probablement dans les années 1960. La signature par l'Iran du Traité de Non-Prolifération Nucléaire (TNP), en 1968, conforta sa position d'utilisateur pacifique de l'atome aux yeux des États-Unis¹. Par conséquent, la collaboration franco-iranienne dans ce domaine ne menaçait pas fondamentalement les intérêts américains. Paris pouvait agir.

Au reste, après ces premiers temps d'enthousiasme, il faut attendre le premier choc pétrolier de 1973-1974 pour voir la coopération se relancer. L'ambassadeur d'Iran en France, Amir Chilaty-Fard, participa à première réunion de la Commission mixte gouvernementale franco-iranienne, destinée à établir une stratégie commune, en janvier 1974, à Paris. On examina les domaines susceptibles de donner lieu à une coopération approfondie entre la France et l'Iran, notamment en matière nucléaire, étant à préciser qu'Akbar Etemad dirigeait alors *l'Organisation de l'Énergie atomique d'Iran* (OEAI), créée en mars 1974².

6. Les événements de l'année 1973 provoquent une accélération des échanges entre la France et l'Iran

L'augmentation des prix du baril de pétrole ainsi que la réduction de la production décidées par les pays arabes de l'Organisation des Pays Arabes Exportateurs de Pétrole (OPAEP) et défendue par le Shah en décembre 1973, dans le contexte de la guerre du Kippour, aggrava le déficit de la balance commerciale française. À l'origine de ce retournement de la conjoncture économique se trouve un fait politique : la guerre du Kippour (6-25 octobre 1973). La hausse du prix du baril consécutive au conflit se poursuivit dans les mois qui suivirent..

Le gouvernement français chercha alors à combler son déséquilibre commercial grâce à une politique de relance des exportations à destination de l'Iran³. Quant aux Iraniens, ils évaluèrent les atouts que pouvait faire valoir la France. Une certaine complémentarité des intérêts fut trouvée,

1 Bernard Hourcade, *Géopolitique de l'Iran*, op. cit., pp. 125-126.

2 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, op. cit., p. 365.

3 *Ibid.* p. 364.

entente qui déboucha sur la signature d'une série d'accords à partir de 1973, dynamique qui culmina entre 1974 et 1977. Tous ces accords concrétisaient les initiatives passées de l'ambassadeur François Charles-Roux. Ils furent favorisés par la visite du ministre du Développement Jean Charbonnel en Iran en septembre 1973.

Mais il faut attendre le mandat de Valéry Giscard d'Estaing pour voir se développer une réelle politique d'exportation à destination de l'Iran. Les conséquences de cette crise de 1973 seront davantage expliquées ultérieurement.

7. L'accroissement des échanges économiques et commerciaux

a) Le facteur économique devient prépondérant dans la diplomatie française

Il est intéressant de noter combien les décideurs français de cette époque attendaient des diplomates qu'ils favorisassent les investissements français en Iran. L'économie dictait la politique étrangère. André Fontaine fait remonter cette tendance au mandat de Georges Pompidou :

« (...) je crois qu'il est tout à fait juste de dire que l'économie a commencé à jouer un grand rôle déjà à l'époque du président Pompidou et que ce phénomène s'est poursuivi sous le règne de Valéry Giscard d'Estaing. »¹

En effet, le contexte général est celui du rôle croissant de l'économie dans la conjoncture internationale. La France, pays développé non producteur de pétrole, n'échappe pas à cette dynamique et, dans une certaine mesure, la dépendance française à l'égard du pétrole et de l'afflux de pétrodollars autour du Golfe persique en fait un partenaire nécessaire de l'Iran.

b) Un développement considérable des relations économiques franco-iraniennes

Pour mesurer les progrès réalisés dans les échanges économiques franco-iraniens, il faut encore souligner la frilosité qui persista jusqu'à la fin de l'année 1971. Florence Hellot-Bellier mentionne à cet égard une note rédigée au Quai d'Orsay en janvier 1971 par le Département Afrique-Levant :

« Les échanges commerciaux se développent. Nous participons à une série de projets importants d'équipement

¹ Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 436 pages, p. 423.

et d'industrialisation du pays, en particulier dans l'exploitation minière. Sans avoir dépassé le stade des études, nous espérons obtenir l'adjudication du métro de Téhéran et participer à la construction du futur aéroport d'Ispahan. En revanche, après des débuts prometteurs, divers projets de fournitures d'armements n'ont pu aboutir et nos ventes sont restées, pour l'instant, modestes. Mais nous n'avons pas renoncé. »¹

Ces espoirs furent partiellement comblés au cours de l'année 1971. Au printemps, Jean de Lipkowski, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, se rendit à Téhéran pour appuyer les discussions d'ERAP (*Entreprises de Recherches et d'Activités Pétrolières*) et de la NIOC (*National Iranian Oil Company*). En mai, la Commission de coopération financière franco-iranienne évoqua le lancement de lignes haute tension entre Téhéran et Ispahan, ainsi que l'exploitation possible d'une mine de cuivre.² Il semble que l'impulsion soit venue de la partie française. En atteste la visite de Valéry Giscard d'Estaing, ministre de l'Économie et des Finances, du 19 au 24 janvier 1972. Florence Hellot-Bellier dépeint un ministre entreprenant et à l'initiative, qui « se fit fort d'annoncer la participation française au cinquième plan iranien, la création d'un comité de haut niveau destiné à encourager les investissements français en Iran et le lancement de négociations en vue de la conclusion d'un accord de promotion des investissements. »³

Une fois le climat de confiance restauré entre les deux pays en septembre 1973 grâce à l'action de Robert de Souza, les attentes des décideurs français furent confortées par les visites de Georges Pompidou en septembre 1973, puis de Jacques Chirac en décembre 1974, etc. Chacune de ces visites provoqua la rédaction d'un grand nombre de notes de synthèse sur les relations franco-iraniennes, signe de la considération croissante de la France pour l'Iran.

Il faut aussi rappeler qu'un *Comité pour la promotion des investissements français en Iran* avait été créé à l'occasion de la première réunion de la Commission mixte gouvernementale franco-iranienne (qui avait été instituée en février 1974), avec le soutien de la Banque de Téhéran, de la Banque Etebarat et de la Société Générale. Florence Hellot-Bellier⁴ soutient que ce comité prit des participations dans la Banque Etebarat et dans la Banque de Téhéran, évoqua la fabrication en Iran par des Français d'aciers spéciaux et d'automobiles Peugeot, etc. Cela marquait le point culminant des rapports commerciaux franco-iraniens sous la présidence de Georges Pompidou. La constitution de ce comité illustre l'importance que commençait véritablement à attacher l'État et les investisseurs aux marchés iraniens. Au surplus, elle témoigne d'une foi certaine dans l'avenir de l'Iran. Le président du Comité se rendit à Téhéran en mai 1974 : on discuta des centrales nucléaires, de la

1 Hellot-Bellier, Florence, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 358.

2 *Ibid.* p. 357.

3 *Ibid.* p. 358.

4 *Ibid.* p. 365.

construction d'un gazoduc en direction de l'Europe, d'une usine de liquéfaction du gaz, d'un complexe pétrochimique, de la création d'une flotte pour le transport du gaz, etc. Les perspectives paraissaient bonnes pour la diplomatie française.

Et Florence Hellot-Bellier de conclure :

« À la veille du voyage des souverains iraniens en France, en juin 1974, un nombre impressionnant d'entreprises françaises avait donc déjà passé des contrats avec l'Iran [l'auteur mentionne plus loin Alstom, Bouygues, Câbles de Lyon, Cargon, Citrem, Dassault, de Dietrich, Delams-Vieljeux, Elf Erap, ETPM, Sainrapt et Brice, Spie-Batignolles qui avait passé des contrats pour un montant supérieur à dix millions de dollars] (...). »¹

On ne saurait mieux démontrer l'enthousiasme de la France et de ses investisseurs pour les marchés iraniens.

En somme, la France, sous le règne de Georges Pompidou, réussit à transformer l'essai de la fin des années 1960. Le pari du développement fait par les diplomates français, quoique négligeant les forces profondes à l'œuvre dans la société iranienne, avait, sous l'effet de la conjoncture internationale, débouché sur la signature de nombreux contrats. Les liens culturels étaient raffermis. Un nouveau domaine de coopération était ouvert avec le nucléaire civil. La brouille née de l'absence de Georges Pompidou aux fêtes de Persépolis était dissipée.

Ainsi donc la France estime qu'il faut profiter, dans la mesure de ses moyens, des opportunités fournies par le développement à vitesse accélérée de l'Iran. Sans percevoir que cette même dynamique de développement ne peut durer. Car du point de vue des diplomates français, il n'est pas de « fente » ni de « failles » en Iran, mais seulement des résistances normales à un processus viable dont l'économie et la culture françaises doivent tirer profit. La France ne voit pas de mauvais « potentiel de situation » en Iran. D'ailleurs, même un observateur averti comme Marcel Barang ne voit pas les choses différemment :

« (...) l'édifice ambitieux érigé par le chah-in-chah repose en fait sur les sables mouvants d'une conjoncture internationale particulièrement mouvante, même si elle doit être encore, pendant un certain temps, favorable à l'Iran. »²

Dans ce contexte, comment l'arrivée de Valéry Giscard d'Estaing dans un contexte de crise internationale aigüe pèse-t-elle sur la diplomatie française en Iran ?

1 *Ibid.* p. 365.

2 Marcel Barang, « Renaissance d'un empire », *Le Monde diplomatique*, n° 254, mai 1975.

III) 1974-1978 : la France développe ses acquis en Iran en dépit d'un contexte national incertain. Les paradoxes de la diplomatie française en Iran

1. La « rupture » de 1973-1974 : dynamique et conséquences

a) La crise pétrolière et son impact sur l'économie française

La mutation engendrée par le premier choc pétrolier a déterminé la vie politique et la diplomatie françaises à partir de 1974¹.

La crise consécutive au premier choc pétrolier est un phénomène d'ampleur mondiale. La récession qui en résulte concerne l'ensemble de la planète. Si la France a bénéficié de la croissance mondiale du fait de son intégration dans l'économie internationale, elle n'a pu échapper aux effets de la crise ou mener une politique à contre-courant de celle des autres grands pays industrialisés. Cet événement aboutit à un phénomène inédit dans le monde : la « stagflation ». La chute de la production conjuguée à l'augmentation des prix (due à l'augmentation des prix du pétrole, les prix des hydrocarbures pesant sur les coûts de fabrication de certains produits, énergies ou transports) accentua en effet le climat de crise présent en réalité depuis les années 1960 :

« C'est en effet au milieu des années 1960 que se manifestent les premiers symptômes de la crise à travers une série de déséquilibres dont les manifestations les plus visibles sont d'ordre monétaire. (...) Les turbulences du marché de l'or, puis des manœuvres spéculatives contre les monnaies les plus faibles, en particulier la Livre sterling, aboutissent à la dévaluation de celle-ci en novembre 1967. Dans les années qui suivent, les contradictions économiques et monétaires ne cessent de s'amplifier. (...) Inquiètes des signes de déséquilibres qui se multiplient, les banques centrales décident dès 1969 de freiner une croissance qui a tendance à s'emballer dans un contexte inflationniste (...). La situation semble se détériorer encore en 1970–1971. Les États-Unis connaissent une récession cependant que la croissance se ralentit en Europe et au Japon. (...) »²

La dévaluation du dollar puis l'abandon de sa convertibilité par rapport à l'or en 1971 accentuent ces déséquilibres que le premier choc pétrolier exacerbe en 1973. Or,

« (...) ces effets du premier choc pétrolier, s'ils touchent l'ensemble du monde, sont particulièrement marqués dans un pays comme la France. En premier lieu, parce qu'au cours des années de la croissance, le choix a été fait de

1 Pour les éléments qui suivent, voir Serge Bernstein et Pierre Milza, « La crise française depuis 1974 : aspects et problèmes », *Histoire de la France au XX^e siècle*, t. III : 1958 à nos jours, Paris, Tempus Perrin, 2009, coll. « Tempus », 896 pages, pp. 343-348.

2 *Ibid.* p. 346.

fonder celle-ci sur l'énergie bon marché des hydrocarbures. En 1973, ceux-ci représentent les 3/4 de la consommation énergétique de la France. »¹

Il est bien connu que la France ne produisait alors pratiquement pas de pétrole : le poids des importations de pétrole sur la balance des paiements était dès lors considérable.

La facture pétrolière déterminant l'énergie fournie à la production industrielle, les pays développés comme la France cherchent à compenser ces dépenses par l'augmentation des exportations. De surcroît, la politique d'augmentation du pouvoir d'achat engagée par Valéry Giscard d'Estaing atteint la rentabilité des entreprises, les difficultés financières aboutissant à des faillites². Pour ne pas s'effondrer, les grandes entreprises licencient du personnel et contribuent ainsi à la poussée chômage. En parallèle, la forte inflation provoque une hausse du taux d'intérêt (afin de rémunérer l'épargne au-dessus du taux d'inflation), ce qui renchérit le crédit et freine les investissements de long terme en France.

Cette crise intervient alors que la politique étrangère française est fondée sur l'indépendance vis-à-vis des deux grands de la Guerre froide³. Cette volonté d'affirmation se heurte alors aux contraintes nées de la nouvelle configuration internationale qui permet aux États-Unis de se renforcer. Les problèmes économiques et financiers réveillent les divergences franco-américaines. Les années qui suivent montrent la dépendance de la France à l'égard des États-Unis dans les secteurs jugés essentiels au maintien de sa souveraineté.

b) L'Iran bénéficie largement de la nouvelle configuration économique internationale, la France doit s'adapter

Le nouveau président français jugea que la résolution de la crise française devait passer par une politique de soutien massif aux exportations. Cette politique économique valut particulièrement en direction de l'Iran. Il importe de préciser ici les modalités de mise en œuvre de la solution giscardienne à la crise pétrolière.

Le président plaça Jean-Pierre Fourcade au ministère de l'Économie et des Finances. Son plan consistait en deux objectifs : lutter contre l'inflation, refroidir l'économie⁴. Si le plan de rigueur adopté déconcerta l'opinion et provoqua une levée de boucliers dans le monde agricole et parmi les

1 *Ibid.* p. 350

2 *Ibid.* pp. 348-354.

3 Bozo Frédéric, « L'éducation d'un président », *La politique étrangère...*, *op. cit.*, pp. 143-165.

4 Serge Berstein et Pierre Milza, « La crise française depuis 1974 : aspects et problèmes », *Histoire de la France...*, *op. cit.*, pp. 401-404.

PME, Valéry Giscard d'Estaing n'en eut cure puisqu'il considérait ces acteurs condamnés par l'évolution économique¹. En effet, le président s'intéressait davantage aux grosses sociétés telles que Citroën, Titan-Coder, ou SNIAS. Cette préoccupation explique en partie la politique commerciale menée en direction de l'Iran. Raymond Barre, qui prit le relai en août 1976, confirma cette orientation en donnant la priorité absolue aux questions économiques et financières. Celui-ci croyait en une économie de marché libérale fondée sur des entreprises dynamiques et compétitives à l'international. Dans ce projet, l'État était garant de l'intérêt général et faisait respecter les grands équilibres. Cette prévalence de l'État était caractéristique de la diplomatie commerciale en Iran. D'ailleurs, le nouveau gouvernement Barre en place après les élections législatives de 1978 assumait clairement sa dimension libérale et entendit placer les entreprises françaises dans un marché mondial où elles pourraient affirmer leur compétitivité. Un train de mesures fut adopté pour faciliter davantage l'expansion internationale des grandes entreprises françaises.

Irène Errear-Hoechstetter conclut ainsi ses analyses de la politique française menée au Moyen-Orient :

« La crise pétrolière de 1973 – quelque jugement que l'on puisse porter aujourd'hui sur le caractère excessif et finalement non fondé de la peur des États consommateurs de pétrole -, plus largement la conception qu'ils avaient des contraintes économiques, ont pu inspirer aux dirigeants français l'idée que la France n'avait pas d'autre choix que de mener la politique effectivement menée au Moyen-Orient, quel qu'en fût le coût économique, voire politique. Certains de ses choix ou de ces orientations reposaient sur des fondements fragiles, leurs risques ou leurs conséquences n'ayant pas été pleinement mesurés au départ, ce qui expliquerait le léger infléchissement intervenu après 1977 (...) dans le sens de la modération. »²

Cette période est également charnière pour l'Iran. Le Shah vit en effet dans ce premier choc pétrolier une opportunité inouïe pour accélérer la mise en œuvre de son projet de « Grande civilisation », même si cela emportait pour conséquence l'amplification des contradictions internes déjà en place.

Le temps était alors à la mise en œuvre du V^e plan (1973-1977). L'objectif était de corriger les inégalités sociales et de rééquilibrer le développement économique au point de vue géographique. Révisé en août 1974 afin de tenir compte de l'augmentation des ressources pétrolières à la suite du premier choc pétrolier, le plan eut des conséquences immédiates :

1 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), « La politique de promotion des exportations ou le colbetisme dans les moyens en vue du libéralisme comme fin », *La politique extérieure...*, *op. cit.*, pp. 349-371.

2 *Ibid.* pp. 151-172.

« Tout semblait permis. Le chah confirma le choix d'un (...) "grand bond en avant", comme avec la révolution blanche. Il pouvait envisager la "Grande civilisation" qui ferait de l'Iran le "Japon du Moyen-Orient". (...) Commencèrent alors les années folles où le revenu national augmenta, en moyenne, de plus de 13 % par an. »¹

La Shahbanou rend également compte des nouvelles possibilités offertes à l'Iran après la reprise en main de l'outil pétrolier et le choc de 1973 :

« (...) désormais, toutes les infrastructures pétrolières, mais aussi toutes les activités d'exploitation – production et raffinement –, de vente et de recherche passaient sous le contrôle de notre compagnie nationale, les sociétés étrangères qui faisaient autrefois partie du consortium [dont la France] devenant acheteuses du pétrole iranien. (...) Or, le prix du brut venait d'être multiplié par quatre – le fameux "boom" des années 1973-1974 –, permettant un accroissement de nos revenus pétroliers de 64 % en un seul exercice. »²

Thierry Brun donne aussi la mesure de l'accélération des changements avec l'exemple de l'agriculture :

« Dans l'agriculture iranienne, l'État est de loin le plus grand investisseur. Brutalement libéré des contraintes financières grâce au quadruplement des prix du pétrole à la fin de l'année 1973, il a pu choisir un modèle de développement à la mesure des ambitions impériales sans se soucier du coût. (...) Tout se passe comme si l'édification d'une nouvelle structure ne pouvait refléter autre chose que la collusion des intérêts financiers, politiques, stratégiques, propres à la situation iranienne. »³

Farah Pahlavi énonce avec raison les progrès obtenus par la politique économique du Shah⁴. Il faut dire que la situation du pays était encourageante en 1974 : l'Iran était le 4^e producteur d'un pétrole qu'il contrôlait, les hommes d'affaires et investisseurs affluaient à Téhéran de toutes les grandes capitales, l'analphabétisme reculait sensiblement, l'industrie se développait, le secteur privé était en plein essor, la culture iranienne se diffusait à l'étranger, etc. Pour la femme du Shah, il ne fait aucun doute que le Shah était près de remplir les engagements de la « révolution blanche » enclenchée une décennie plus tôt.

Mais le régime démontrait encore ses maladresses pour sortir du sous-développement la plupart des régions, tandis que les oppositions des religieux et du bazar se faisaient plus virulentes.

1 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard, « La fin d'un empire », *L'Iran au XX^e...*, *op. cit.*, pp. 147-148.

2 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 239.

3 Thierry Brun, « Regain d'agitation populaire en Iran. Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime », *Le Monde diplomatique*, n° 293, juillet 1978.

4 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 240-241.

Les succès économiques faciles dus au boom pétrolier avaient en effet accru les ambitions et l'aveuglement du Shah. Il n'écoutait plus que ses flagorneurs, tandis qu'on lui cachait son impopularité croissante. La cour était plus que jamais corrompue. Le régime dépendait toujours autant des États-Unis. Et tout reposait sur un homme, certes mythique, mais à la santé fragile¹. Au point de vue du développement, les premiers signes de blocage apparurent à la fin de l'année 1975. En effet, l'emballement économique du pays avait provoqué une augmentation des prix qui ne pouvait qu'accroître les disparités de richesses existantes. Le pays saturait, avec des infrastructures incapables de soutenir la croissance de l'activité économique. Un exemple parmi tant d'autres :

« Des milliers de camions faisaient la queue au modeste poste douanier de Bazargan, sur la frontière turque, et les cargos devaient attendre plus d'un mois au large de Khorramshahr pour déchargement. »²

Quant aux oppositions, elles suivaient la même dynamique qu'avant 1973 et s'accroissaient. La Shahbanou cite un rapport remis par des universitaires au Shah à propos de la situation économique et sociale³ en tenant compte de l'état d'esprit des Iraniens :

« Les gens (...) se disaient certes conscients de l'amélioration de leurs conditions de vie en une génération, mais ils parlaient plus largement des déceptions, ou des frustrations, que ce bond en avant leur avait laissées. La corruption, dont ils soupçonnaient la nouvelle classe dirigeante, alimentait pour partie cette espèce de désenchantement, de morosité. (...) L'étude (...) montrait que, par ailleurs, chaque réforme avait engendré de nouvelles vexations et dressé contre la monarchie telle ou telle catégorie sociale. (...) La jeunesse (...) réclamait plus de liberté d'opinion, d'expression (...). (...) Le rapport précisait qu'un fossé s'était creusé entre les intellectuels et la monarchie, et préconisait un rapprochement avec les religieux. »⁴

Cela dit, le gouvernement ne prit pas suffisamment en compte le rapport, d'autant plus que le Premier ministre Hoveyda prenait soin d'atténuer les problèmes afin de présenter un bilan rassurant au Shah qui, de toute évidence, se préoccupait davantage de mettre en oeuvre son projet de « grande civilisation » à n'importe quel prix.

Compte tenu du regard que la France portait sur l'Iran depuis 1969, le premier choc pétrolier

1 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard , « La fin d'un empire », *L'Iran au XX^e...*, *op. cit.*, pp. 148-149.

2 *Ibid.* p. 148.

3 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 248-250.

4 *Ibid.* pp. 249-250.

apparaît comme une occasion de développer davantage les relations, notamment dans les domaines économiques et commerciaux. En effet, c'est un Iran plus que jamais ouvert à l'étranger et prospère qui s'offre aux diplomates et investisseurs français.

2. Les conséquences du changement de président en France

a) La vision de Valéry Giscard d'Estaing

L'installation de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République pose encore la question de continuité de la politique gaullienne, puisque ce dernier se définit libéral, centriste et européen¹. Son élection annonce un renouveau de la politique étrangère française dans un sens plus mondialiste et européiste. Mais, dans les faits, il reprend pour l'essentiel les orientations de ses prédécesseurs.²

Selon Léo Hamon, une vision de l'histoire oppose fondamentalement Charles De Gaulle et Valéry Giscard d'Estaing.³ Tandis que le premier déploie une conception tragique de l'histoire, le politique devant accepter d'être volontiers en mauvais termes avec ses partenaires (cette hostilité disposant autrui à la patience et neutralisant les animosités), le second pense que les gens peuvent s'entendre, cette entente devant passer par la recherche de l'organisation et de la coopération. Valéry Giscard d'Estaing prône effectivement une approche mondiale de la recherche et de la concertation avec les partenaires de la France. Il n'abandonne pas pour autant les fondamentaux de la politique étrangère de son prédécesseur, à l'instar du renforcement de la construction européenne comme composante de la puissance française.

Le nouveau président, sans liquider l'héritage gaullien, ne se veut pas antiaméricain⁴. Les efforts portent essentiellement sur la décrispation avec les États-Unis et l'URSS. Pour mener cette politique, il s'entoure d'ailleurs de collaborateurs dont les positions traduisent une certaine volonté de concilier européisme et atlantisme, sans renier l'adhésion profonde aux conceptions gaulliennes d'indépendance et de souveraineté nationales (celles-ci sont visibles dans l'OTAN et le nucléaire). Le style diplomatique de Valéry Giscard d'Estaing est d'abord celui de la décrispation, de la multiplication des contacts directs avec ses partenaires internationaux. Bref, une dynamique de conciliation tous azimuts. Cette idée que la France puisse être l'amie de tout le monde lui valut

1 Frédéric Bozo, « Le choix de la continuité », *La politique étrangère de la France...*, *op. cit.*, p.143.

2 *Ibid.* pp. 143-144.

3 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), « Un giscardisme en politique extérieure ? », *La politique étrangère...*, *op. cit.*, p.428.

4 Sur cette idée et les éléments qui suivent, voir Serge Bernstein et Pierre Milza, « La France giscardienne entre Washington et Moscou », *Histoire de la France au XX^e...*, *op. cit.*, pp. 703-714.

maintes critiques.

Le président français est donc convaincu de la possibilité d'une convergence des deux systèmes politiques et économiques dominants. Il appelle de ses vœux au dépassement des affrontements idéologiques et rejette l'éventualité d'une agression soviétique en Europe. Cette vision rejoint sa conception du monde en tant que système :

« (...) à la poursuite des intérêts nationaux, il substitue la mondialisation des problèmes ; à la prise de conscience de la jungle interétatique, il préfère une euphorisante conciliation tous azimuts : "On peut dire : vous êtes l'ami de tout le monde, des Soviétiques, des Américains, des Arabes. Effectivement, je crois que notre rôle est d'être un facteur de conciliation" (20 décembre 1974). Appréhender le monde en tant que système, saisir dans le foisonnement de l'état de nature l'émergence d'un véritable contrat social international - " la politique étrangère, c'est essayer de trouver les règles qui permettront de traiter les problèmes de l'espèce " : l'approche du chef de l'État est fortement novatrice. (...) Pour la première fois, la société humaine tend à se penser comme telle : la réglementation internationale de rapports sociaux jusque-là considérés comme purement internes (...) révèle une "internalisation" de la politique internationale. »¹

Vis-à-vis des États du tiers monde et des pays émergents comme l'Iran, l'objectif du président Giscard d'Estaing est de donner à la France une image de puissance mondiale désintéressée². L'homme estime en effet que le système international ne saurait reposer plus longtemps sur la base de rapports inégaux entre « Nord » et « Sud ». À ses yeux, la création de l'OPEP a montré que les pays en voie de développement pouvaient s'unir et imposer leurs vues aux pays occidentaux, d'où la nécessité d'opérer un rééquilibrage avant que les relations ne s'enveniment irrémédiablement. Le lancement d'une conférence « Nord-Sud » pour promouvoir l'idée de « Nouvel ordre économique international », en décembre 1975, à Paris, illustre cette vision. Certainement, cette approche ne ressort pas du bénévolat : il s'agit toujours d'amortir les dégâts imputables à crise économique.

b) Le fonctionnement de la diplomatie française sous le mandat Valéry Giscard d'Estaing

L'ouvrage écrit sous la direction de Samy Cohen et Marie-Claude Smouts, *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*³, nous apprend beaucoup quant au fonctionnement concret de la diplomatie sous Valéry Giscard d'Estaing et permet d'éclairer notre problématique. Les

1 Charles Zorgbibe, « La diplomatie giscardienne ou les contradictions du mondialisme », *Le Monde diplomatique*, n° 289, mars 1978.

2 Serge Berstein et Pierre Milza, « Les relations extérieures. L'ouverture au Sud », *Histoire de la France au XX^e...*, *op. cit.*, pp. 719-727.

3 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), « La politique extérieure de la France de 1974 à 1981. Un seul homme? Un homme seul ? », *La politique extérieure...*, *op. cit.*, pp. 18-41.

contradictions de la diplomatie française en Iran sont alors plus compréhensibles.

Le président français travaillait avec une équipe restreinte, réunie rarement, composée des conseillers à l'Élysée, du ministre des Affaires étrangères et du Premier ministre. Le Secrétaire général de la Présidence de la République (Claude Pierre-Brossolette, Jean François-Poncet, puis Jacques Wahl) voit le président quotidiennement et fait le tri des informations qui parviennent à l'Élysée (notes, synthèses, télégrammes diplomatiques), reçoit les ambassadeurs français et étrangers, prépare les réunions au sommet auxquelles participe le président Giscard d'Estaing. Le conseiller diplomatique du secrétaire général (Gabriel Robin puis Patrick Leclercq) est en liaison permanente avec le ministère des Affaires étrangères et le conseiller pour les affaires économiques internationales. L'ensemble qui vient d'être décrit s'appelle la « cellule diplomatique de l'Élysée ». Cette cellule n'était pas purement technique et donnait des avis parfois divergents de ceux du ministre des Affaires étrangères. Ce ministère est fondamental dans la politique étrangère du président de la République. Outre les audiences hebdomadaires qui sont des temps forts, les cabinets du ministère des Affaires étrangères et du président ont des échanges fréquents. Il est à noter que le Premier ministre jouait un rôle marginal. Tout au plus participe-t-il à l'élaboration des décisions et à des missions ponctuelles à l'étranger. Enfin, Valéry Giscard d'Estaing aimait collaborer avec certains hauts fonctionnaires comme Michel Poniatowski, ce dernier endossant le rôle d'émissaire personnel auprès de certains chefs d'États (Fidel Castro, Mohammed Reza Shah, Edward Gierek).

Le ministre des Affaires étrangères, les ministres concernés, le Premier ministre ainsi que les hauts fonctionnaires directement responsables assistaient aux réunions de l'Élysée. En lien avec l'Iran, un *Conseil de la politique nucléaire extérieure* fut institué en septembre 1976 afin de mieux contrôler les exportation de matériel nucléaire dit « sensible ». Réuni quatre fois par an, il permettait de définir une doctrine générale de vente de matériel nucléaire et d'en fixer les modalités de contrôle. Les réunions étaient préparés par les hauts fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères, du *Commissariat à l'énergie atomique* et par des membres des cabinets du Premier ministre et du ministre de l'Industrie. Pour les autres sujets, le président préférait réunir à chaud des groupes restreints sur des sujets d'actualité.

Il n'existe pas de réponse tranchée à la question de savoir si tout était prédéterminé par le président ou si les personnalités et réunions jouèrent un rôle réel. Le processus de décision était souvent fait d'approximations successives pour définir le but. Il existe toutefois des éléments de

réponse¹.

Il n'y a pas eu de schéma unique de comportement chez le président français. Il n'hésitait pas à s'engager seul quand il l'estimait possible, sans consultation, ce qui mit devant le fait accompli de nombreux responsables. Certains ont parlé à ce sujet d'une « diplomatie personnelle », d'un goût pour l'action solitaire intuitive, d'un art de l'instant. Les services compétents transformaient alors les intuitions du président en un plan crédible et consistant. Cette démarche solitaire valait en particulier pour les dossiers qui lui tenaient à cœur. Mais, contrairement à De Gaulle, Valéry Giscard d'Estaing ne faisait pas toujours descendre les informations : les contacts avec les homologues étrangers étaient souvent informels, le président informant peu les services. En effet, le chef de l'État français préférait régler les problèmes à travers les canaux informels. Cette tendance pouvait placer les négociateurs français dans des situations délicates.

Il importe tout de même de nuancer l'idée de « diplomatie personnelle ». Dans beaucoup de cas, le chef de l'État français ne décidait pas sans procéder à un minimum de consultation. En particulier lorsqu'il s'agit de prendre des décisions « lourdes » : fabrication de système d'armes, vente de matériel nucléaire sensible, etc. Il prenait aussi les avis pour les dossiers sur lesquels il n'avait pas de vision claire.

On ne saurait négliger le rôle du dispositif administratif dans le système diplomatique. Si la *Commission du bilan* de 1981 déplora mainmise du président sur tout et le relatif abandon de l'outil diplomatique, ce jugement est quelque peu excessif². Préférant consulter seulement ses plus proches collaborateurs à qui il demandait la discrétion la plus absolue, le président estimait que, parfois, le recours aux canaux administratifs n'avait pas de sens. Cela dit, la plupart du temps, il n'y eut pas de coupure réelle entre conception et exécution de la décision : l'outil diplomatique pesait toujours sur la conception, le président n'étant que relativement autonome. L'administration préparait des dossiers essentiels (information, interprétation, analyse, proposition) pour l'élaboration des décisions. Valéry Giscard d'Estaing devait même parfois se résigner, car ses collaborateurs n'ont pas le temps de passer au crible toutes les options proposées, propositions qui faisaient souvent l'objet de conflits dans l'administration. Le président approuve ou rejette, mais peut seulement infléchir la solution.

En somme, la politique étrangère du président Giscard d'Estaing ne fut ni une succession d'actes discrétionnaires, ni une série de choix discutés au préalable. Elle fut plutôt la coexistence des

1 *Ibid.*

2 Commission chargée d'établir le bilan de la situation de la France, *Rapport général au Premier ministre. La France en mai 1981 : forces et faiblesse*, Fontainebleau, 1982, 357 p.

schémas de décision décrits précédemment. Le président s'opposait à toute pensée systémique et avançait pas à pas, sans dessein préétabli. À cet égard, le chapitre de l'ouvrage Samy Cohen et Marie-Claude Smouts ouvre la réflexion sur une question qui entre en résonance avec la problématique de ce travail : avec ce culte du secret, le président Giscard d'Estaing disposait-il d'un entourage qui le mettait efficacement en garde contre les risques d'erreur ?

« Ce qui frappe l'observateur extérieur, c'est la facilité avec laquelle Valéry Giscard d'Estaing obtient une décision qui ne fait pas l'unanimité de ses collaborateurs. Ce qui fait à la fois la force et la faiblesse de ce système de décision : d'un côté, la rapidité, l'efficacité, l'unité d'action ; de l'autre, l'accroissement du risque d'erreurs, l'insuffisance de "garde-fous". »¹

c) Comment définir la politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing au Moyen-Orient et en Iran ?

Est-il possible de parler d'un « giscardisme » en matière de politique extérieure ? Ce questionnement ne peut trouver de réponse univoque. Assurément, le président Giscard d'Estaing a laissé son empreinte : développement de relations privilégiées avec l'Allemagne, politique énergétique, tentatives de redéfinition des règles du jeu économique international... Dans le même temps, le successeur de Georges Pompidou n'innove ni dans les rapports avec l'Algérie ni dans les positions vis-à-vis d'Israël. De plus, son mandat est marqué par des incohérences flagrantes, notamment en Afrique et en Iran.²

Au-delà des débats historiographiques sur la définition précise qu'il conviendrait de donner de la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing, il est possible de relever quelques lignes de force dans le cadre de la diplomatie menée en Iran.

Les deux domaines d'intervention stratégiques sont les hydrocarbures et l'armement.³ Après le premier choc pétrolier, la France donne la priorité à sa politique énergétique (le pétrole provenant en majorité du Moyen-Orient) et aux secteurs puissants qui symbolisent l'indépendance nationale. De ce point de vue, l'industrie d'armement français, reconnue et diversifiée, est une fierté nationale. Compte tenu de sa position de troisième exportateur mondial et de la faiblesse des contrôles dans ce domaine, la France peut exporter une part importante de sa production⁴. Depuis 1965, la vente

1 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), *La politique extérieure...*, *op. cit.*, p. 37.

2 *Ibid.*, pp. 13-17.

3 *Ibid.*, pp. 349-376.

4 *Ibid.* Jean François-Poncet précise que les armement ne faisaient techniquement pas partie des contrats

d'armements français à l'étranger est en expansion, ce qui en fait un secteur presque autonome dans la politique étrangère. Or, en l'absence d'une doctrine giscardienne explicite à propos de l'action française au Moyen-Orient, ce sont les préoccupations économiques, commerciales et financières qui prédominent dans l'analyse et le comportement des responsables français. De surcroît, les producteurs de pétrole qui ont initié la crise internationale de 1973 participent à l'évolution des rapports de forces dans le monde. D'où la volonté française de poursuivre et élargir la politique de coopération bilatérale et multilatérale dans la région. Dans ce contexte, l'Iran comme marché pour les armes et fournisseur de pétrole est une cible de la diplomatie giscardienne.

Car la politique de coopération bilatérale intéressant les secteurs d'activité économique les plus dynamiques est bien motivée par un esprit d'urgence. Pour l'équipe de Valéry Giscard d'Estaing, il faut garantir les approvisionnements pétroliers sans perdre de vue l'objectif de retour à l'équilibre de la balance commerciale. Cette atmosphère de coopération induit un effort de prospection systématique en Iran, pays que la France inclut dans ce qu'elle considère comme les nouveaux centre de pouvoir depuis le premier choc pétrolier. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères Pierre-Christian Taittinger souligne combien le Proche-Orient est au cœur des préoccupations dans la deuxième moitié des années 1970 :

« Le Proche-Orient est considéré comme prioritaire dans son ensemble, la France ayant choisi de développer des rapports culturels et techniques avec tous les pays de la zone jugée complémentaire économiquement de l'Europe occidentale. »¹

À cet égard, Taittinger distingue trois groupes d'États : Liban-Égypte-Syrie pour les liens traditionnels anciens, Iran-Irak pour les programmes de coopération importants, Golfe-Arabie Saoudite-Yémen pour les coopérations non négligeables. Il est vrai aussi que la France fait une percée tardive dans la plupart des grands secteurs économiques. Mais elle dispose de certains atouts pour pénétrer les marchés du Moyen-Orient, atouts qui la distinguent de ses partenaires de la CEE dont les échanges avec la Moyen-Orient connaissent les mêmes évolutions : politique dynamique d'exportation des armements, technologie avancée dans le nucléaire, attaches culturelles dans certains pays et, surtout, soutien des pouvoirs publics à l'exportation.

En effet, le président Giscard d'Estaing tient à fournir tout l'appui de l'État pour permettre

garantis par les pouvoirs publics. Les armements étaient payés au comptant. La France garantissait seulement les contrats portant sur les équipements, ces derniers étant réglés par l'acheteur sur une période comprise entre sept et quinze ans et faisant l'objet d'une garantie d'État. Tous les grands contrats étaient garantis. Le diplomate reconnaît que ces contrats ont comporté des risques, en particulier avec les pays du Tiers Monde.

¹ Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), « La politique française au Moyen-Orient », *La politique extérieure...*, op. cit., p. 353.

aux entreprises françaises de s'imposer au Moyen-Orient, notamment en Iran. Certains évoquent à ce sujet une « politique colbertiste de promotion des exportations en vue du libéralisme », tant la priorité est donnée aux exportations.¹ À partir de 1976, l'équilibre extérieur devenant un objectif central du gouvernement de Raymond Barre, ce dispositif étatique de promotion des exportations, au bénéfice des entreprises françaises qui ne sont pas encore pleinement installées à l'international, débouche sur un véritable « blitz » diplomatique vis-à-vis des pays du Golfe producteurs de pétrole. Aussi les aides d'État explosent-elles pendant les sept ans du mandat de Valéry Giscard d'Estaing.

La stratégie consiste donc à jouer le jeu de l'interdépendance. Cela implique de peser sur les décisions des principaux partenaires économiques. Certes, cette ambition se heurte aux réalités : en 1976, la France n'est pas remise de la crise et peine à peser sur l'environnement économique international. Mais il s'agit là d'une constante de l'action française qui a indubitablement déterminé les décisions prises en Iran.

Concrètement, cette politique de soutien massif aux exportations s'incarne dans une politique des grands contrats pour la construction d'usines, les télécommunications, la vente d'armements, la participation aux programmes nucléaires civils, etc. Cette politique est rendue possible par le renforcement des liens entre État et industries ainsi que par le développement de nouveaux mécanismes de coordination interministérielle. Le diplomate agit désormais conjointement avec les acteurs économiques et industriels. C'est un profond bouleversement de la diplomatie traditionnelle. De fait, il n'est pas étonnant que les diplomates français en Iran soient polyvalents. Publicistes, entrepreneurs, courtiers en finance, conseillers militaires et commis-voyageur de la technologie française, ils participent pleinement du colbertisme promu par le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing.²

1 *Ibid.* pp. 151-174. Claude Lachaux précise que la frénésie des exportations dans l'arsenal giscardien a commencé avant le mandat de Valéry Giscard d'Estaing : le montant des aides aux exportations n'avait cessé d'augmenter depuis le mandat de Georges Pompidou. De même, il est inexact de placer une discontinuité en 1974, selon laquelle l'économie serait devenue prioritaire. Le tournant avait eu lieu à la fin des années 1960 et au début des années 1970. En effet, les changements sociétaux de 1968, les revirements dans les priorités américaines en 1969 et la préférence donnée à l'économie nationale sur la politique ont abouti à une conception de la politique extérieure comme moyen de préservation des acquis économiques et sociaux.

2 Quant au bilan de colbertisme giscardien, Denis Lacorne reconnaît que « globalement, la politique giscardienne de promotion des exportations a atteint ses objectifs. La France a bien renforcé son intégration au sein de l'économie mondiale (...). Une analyse plus détaillée des échanges extérieurs met en évidence les insuffisances du dispositif giscardien (...). (...) la ventilation des exportations extra-communautaires révèle une différence fondamentale entre la France et ses principaux partenaires européens. Les exportateurs français (...) excellent dans les marchés du Tiers Monde. A l'inverse, les exportateurs allemands, anglais et, dans une moindre mesure, italiens réussissaient surtout à pénétrer les marchés des pays industrialisés situés hors du marché commun. (...) Cette spécialisation bien particulière des exportations françaises n'est pas nouvelle, mais elle s'est accentuée sous l'ère giscardienne (...). (...) Nous restons, en matière de commerce, un pays intermédiaire (...). Trop souvent, plutôt que d'affronter les marchés ouverts des grandes économies développées, les exportateurs français se contentent d'occuper les créneaux laissés vacants par leurs compétiteurs et de pénétrer en force sur les marchés préalablement "défrichés" par les agents de l'État. S'il y a des réussites brillantes, elles sont "étroitement circonscrites" à la vente "d'ensembles industriels complets", acquis par des pays dont la caractéristique est d'être lourdement endettés. (...) Paradoxalement, la pratique du colbertisme giscardien

Les principes qui sous-tendent la politique de vente d'armements au Moyen-Orient n'apparaissent pas incompatibles avec la diplomatie américaine. La stratégie déclarée de la France en la matière est de permettre aux États d'affirmer leur indépendance en diminuant leur dépendance à l'égard de l'URSS et, dans une certaine mesure, des États-Unis, bien que ces derniers prétendent faire de même en soutenant le développement de l'Iran. La France n'exerce donc pas, dans le faits, de nuisance sérieuse à la l'hégémonie américaine en Iran.

En ce qui concerne le nucléaire, la liberté d'action est moindre du fait du droit et des accords existants. En septembre 1976, prenant acte des dérives induites par la politique d'exportation tous azimuts du savoir-faire nucléaire français, la France est obligée de définir une politique d'exportation restrictive sur les matériels dits « sensibles » à travers le *Conseil de la politique nucléaire extérieure*.

Les points qui viennent d'être soulevés ne sauraient faire croire à une prédominance du Moyen-Orient dans les dossiers de la diplomatie française. L'organisation de l'Europe est bien le fil directeur du septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Viennent ensuite l'Afrique et la dimension « Nord-Sud ». L'Iran appartient au « troisième cercle » de la diplomatie française. Il ne faut donc pas s'attendre à de trop grands bouleversements dans les relations franco-iraniennes.

Du reste, l'échec des initiatives françaises en direction des pays du « Sud » démontre que la France est avant tout une puissance occidentale moyenne fragilisée par la crise pétrolière. Les États-Unis demeurent la puissance dominante avec laquelle il faut composer en Iran.

3. Le développement à grande vitesse des échanges commerciaux et de la coopération dans le domaine nucléaire

a) Valéry Giscard d'Estaing et le Shah d'Iran : de l'entente à l'incompréhension

Conformément à l'invitation qui avait été faite par le président Pompidou au Shah, les souverains iraniens se rendirent à Paris en juin 1974. L'accueil du Shah par le président Giscard d'Estaing fut grandiose. Les presses français et iraniennes décrivent cet événement comme un

entraînait une série d'effets pervers. Le coût excessif et l'extrême sélectivité du dispositif français d'aide aux exportations portaient atteinte à la compétitivité des "entreprises stratégiques", qui s'accoutumaient progressivement au "dopage permanent" des fonds publics. Mais c'est en politique que ces effets se faisaient le plus directement sentir. Mal compris, le discours exportateur des élites giscardiennes était perçu, à tort, comme une incitation au démantèlement de l'appareil d'État et comme un renoncement au statut de grande puissance. » (Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), « La politique de promotion des exportations ou le colbertisme dans les moyens en vue du libéralisme comme fin », *La politique extérieure...*, op. cit., pp. 168-172.

succès :

« Valéry Giscard d'Estaing reçut ses hôtes au Grand Trianon, dans le parc du château de Versailles ; il fit organiser un somptueux dîner dans la Galerie des Glaces du château et tirer un feu d'artifice dans l'axe du Grand Canal. Dans le discours qu'il prononça à cette occasion, Mohammad-Reza Shah insista sur la coopération ouverte entre les deux pays : "Nos deux pays, héritiers d'une amitié séculaire et d'efforts civilisateurs connus, se voient actuellement engagés dans la voie d'une coopération bilatérale de plus en plus fructueuse, de plus en plus étendue, qui est le résultat normal de nos identités de vue, tant dans le domaine international que dans notre conception analogue d'une politique nationale. »¹

Selon le journal iranien *Ayandegan*, les Iraniens eurent le sentiment que le Shah avait été traité comme le représentant d'une grande puissance² et que l'Iran était définitivement entré dans l'ère du nucléaire. En effet, l'accord signé au terme de ce voyage marquerait pendant dix-sept ans les relations franco-iraniennes ; il portait sur la coopération nucléaire civile.

Le président français chercha à offrir l'image d'une France brillante, moderne, « réconciliée avec elle-même », fière de son passé et indépendante³. Le lendemain de la réception, l'hôte du Shah l'emmena visiter le *Centre d'études nucléaires* de Saclay. En effet, anticipant l'épuisement de manne pétrolière, le Shah était intéressé par l'achat de centrales nucléaires. Après sa visite, le Shah dit à son homologue français qu'il aurait besoin de centrales nucléaires issues de différents pays, que la technique française l'impressionne et qu'il souhaite traiter avec des fournisseurs indépendants comme la France. Il se dit prêt à prendre part dans une usine d'enrichissement français. Il ajouta que la France devrait fournir « le plus de centrales possible à l'Iran. »⁴

Les premiers temps des rapports entre le Shah et Valéry Giscard d'Estaing laissent ainsi croire à un dialogue fructueux. Outre la volonté de commencer en de bons termes, cette réception à Versailles n'est-elle pas la traduction diplomatique et protocolaire des projets que Valéry Giscard d'Estaing nourrit pour l'économie française en Iran ? Car il s'agit là d'une démonstration de puissance à l'égard d'un pays en développement, propulsé en tête des économies les plus prometteuses à la faveur du premier choc pétrolier. D'ailleurs, le fait que le président français consacre un chapitre entier au souverain iranien dans ses mémoires atteste de l'importance du Shah

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 696.

2 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 239. La Shahbanou écrit : « Le président français nous accueillit magnifiquement, organisant une réception fastueuse dans les salons du palais de Versailles. Le roi était heureux et fier de la considération que tous les grands pays du monde portaient désormais à l'Iran. Nous pouvions mesurer l'œuvre accomplie en un demi-siècle, et les deux artisans de ce redressement spectaculaire étaient Reza Shâh et mon mari dont j'observais le triomphe avec un sentiment de gratitude et de joie (...). »

3 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 96-99.

4 Ces idées sont avancées par Valéry Giscard d'Estaing et confirmées, entre autres, par Florence Hellot-Bellier et Farah Pahlavi.

aux yeux de celui-ci¹.

Cependant, cette relation se dégrada quand le président Giscard d'Estaing évoqua, sans en tirer les conséquences sur le plan diplomatique, la « faille » qui menaçait de briser l'Iran impérial.

En effet, le Shah rencontra Valéry Giscard d'Estaing en Suisse, en février 1975². Selon ce dernier, l'entente était déjà moins totale qu'en 1974. Le président français affirme avoir plaidé en faveur de la diminution des prix du pétrole et d'un rééquilibrage de l'économie mondiale. Le Shah lui aurait répondu qu'il avait besoin des « pétrodollars » pour faire de l'Iran la troisième puissance militaire mondiale et pour développer une industrie pétrolière dans un premier temps, puis une industrie nucléaire. Le président français lui aurait rétorqué : « Mais, Sire, vous êtes en train de fabriquer une révolution ! ». Le passage suivant du témoignage de Valéry Giscard d'Estaing résume tout à fait l'incompréhension entre les deux chefs d'État :

« J'ai employé deux fois la même expression de "révolution". Il est choqué. Par le mot lui-même et par la violence potentielle qu'il contient, mais aussi par mon attitude. Qu'est-ce donc que ce visiteur d'un pays ami, moins expérimenté que lui, qui vient juger son action, sans mesurer les efforts qu'il a dû accomplir pour reprendre le pouvoir après Mossadegh, pour lutter contre les grands féodaux, contre le fanatisme religieux ? Je devine son combat intérieur, entre l'hostilité et l'acceptation de la critique qu'il reçoit comme insolente et injuste. Quelque chose se déclenche en lui. Il me parle plus doucement : " Mon problème, c'est que je n'ai pas le temps. Je ne resterai plus longtemps au pouvoir. Mon intention est de partir dans sept ou huit ans. J'aurais largement dépassé soixante ans. Je préférerais partir plus tôt, mais mon fils est encore trop jeune. J'attendrai qu'il soit prêt. Mais je veux que l'essentiel ait été réalisé avant qu'il accède au pouvoir. Il aura beaucoup de difficultés au début. C'est à moi de réaliser la transformation de l'Iran. Je suis décidé à le faire." Il n'y a pas grand-chose à ajouter. Je comprends sa lutte contre le temps, mais l'évolution d'un peuple ne se soumet pas aux exigences d'un calendrier individuel. Ce qu'il veut faire est irréalisable. Et dans le ton, dans l'atmosphère, la dangereuse irréalité a déjà pris le pas sur le réel. »³

Paradoxalement, cette mésentente n'empêcherait pas le développement des relations franco-iraniennes. N'est-ce pas encore un indice de l'aveuglement des autorités françaises ?

b) L'économie au premier plan des relations franco-iraniennes malgré le succès mitigé des « grands contrats »

La France mit en application les orientations commerciales décidées par l'exécutif français, en tenant compte des opportunités offertes par l'essor de l'Iran.

1 *Ibid.* pp. 90-120.

2 *Ibid.* pp. 100-104.

3 Valéry Giscard d'Estaing, « Le Shah », *Le pouvoir...*, *op. cit.*, p.100.

Il faut rappeler les efforts fournis par les autorités françaises pour développer les relations économiques pendant le règne de Georges Pompidou. À cet égard, Florence Hellot-Bellier cite un ensemble de notes rédigées le 14 juin 1974 par les Services économiques dans lequel se lit sans ambiguïté l'optimisme français :

« Les échanges commerciaux entre les deux pays sont en accroissement rapide ; l'Iran accédera sans doute cette année au rang des pays relativement peu nombreux qui achètent pour plus d'un milliard de francs de marchandises.(...) Notre part de marché (4,71 % en 1972) est fort honorable, mais nous devrions pouvoir l'accroître. (...) L'Iran dispose d'importantes ressources financières, son développement se heurte principalement à l'insuffisance des infrastructures de base et au manque de cadres et de personnel qualifié. Le fait demeure néanmoins que ce pays, compte tenu de sa dimension et de ses ambitions, devient un marché de plus en plus important et disputé, et justifie l'intérêt qui lui est porté par le gouvernement et les milieux d'affaires français (...). Les intérêts français sont importants dans le domaine des hydrocarbures tant par la CFP qui participe à concurrence de 6 % (18 Mt en 1973) au Consortium et souhaite accroître ses activités, que par l'ERAP qui, dans le cadre de contrats d'agence a découvert de petits gisements de pétrole et un énorme gisement de gaz (Kangan). »¹

En novembre 1974, une nouvelle convention confirme la création de nombreuses sociétés mixtes et évoque la construction du métro de Téhéran selon une technique française ainsi que la fourniture par la France de téléphones, logements, hôpitaux, etc.

La visite officielle du Premier ministre Jacques Chirac à Téhéran, en décembre 1974, symbolise le resserrement des liens entre économie et politique étrangère. En effet, le Premier ministre est accompagné du ministre de l'Industrie et de la Recherche Michel d'Ornano, du secrétaire d'État aux Affaires étrangères Bernard Destremau et de l'ancien ministre André Bettancourt. Leurs interlocuteurs iraniens se montrent dans le même état d'esprit. Jacques Chirac et son épouse sont accompagnés par Abd ol-Madjid Madjidi, ministre chargé du Budget et du Plan. La presse française perçoit alors avec justesse la prépondérance de l'économie dans les relations franco-iranienne. *Le Monde* titre son éditorial du 25 décembre 1974 « La diplomatie des paiements », tandis que le journaliste André Passeron estime à trente-cinq milliards le montant des contrats signés. Il faut dire que Jacques Chirac ne se montrait pas avare en grandes déclarations : « La France deviendra en 1975 le premier fournisseur de l'Iran ». Et Florence Hellot-Bellier de conclure :

« Le poids des intérêts économiques n'avait laissé que peu de place aux déclarations politiques (...). »²

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 366.

2 *Ibid.* pp. 366-368 et p. 368.

Puis la visite en Iran, en octobre 1976, du président Giscard d'Estaing permet de signer de nouveaux contrats. Encore une fois, la délégation française se voulait imposante, avec des personnalités de premier plan : Louis de Guiringaud (ministre des Affaires étrangères), Jean-Pierre Fourcade (ministre de l'Équipement), Michel d'Ornano (ministre de l'Industrie et de la Recherche), le secrétaire général à la présidence de la République, Jean François-Poncet, etc. Outre les discussions sur la CEE, le Proche-Orient et la coopération « Nord-Sud », les nouveaux contrats portent sur une usine Peugeot, le réaménagement de la voie ferrée reliant Téhéran au Golfe Persique ainsi que la construction de logements. La plupart des anciens contrats de 1974 qui avaient été mis en veille sont finalement bouclés. Le Shah décrivait avec emphase cette nouvelle dynamique :

« La coopération que nous pouvons établir avec la France n'a ni bornes, ni limites. Cela s'est passé ainsi jusqu'à présent. Il y a toutes raisons de croire que dans le futur, il en sera de même et davantage encore. »¹

Un enthousiasme qui retombe au cours de l'année 1977 :

« Dans l'article du journal *Le Monde* consacré à ce sujet, J.-M. Quatrepoint commenta, non sans ironie : "il serait fastidieux et cruel d'énumérer la liste des *fabuleux contrats* de 1974, non concrétisés". En trois ans, le vent avait en effet tourné et l'Iran demanda à la France un prêt qu'il fallut négocier ; la signature à Téhéran du contrat de la centrale nucléaire du Karoun en fut retardée jusqu'à la fin du mois d'octobre. (...) Aveuglés par les contrats signés à cette époque, les milieux d'affaires français ne prirent pas l'exacte mesure de la révolution qui se préparait. »²

Par conséquent, il importe de distinguer la diplomatie du verbe giscardienne, résurgence gaullienne dans le contexte du premier choc pétrolier, et les réalisations concrètes qui, du fait notamment de la situation propre à l'Iran (économie asphyxiée, présence américaine), ne purent tout à fait aboutir. Le succès en demi-teinte de la politique des « grands contrats » l'illustre bien.

c) La relance de la coopération dans le domaine nucléaire

C'est sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing que la France joua réellement un rôle de premier plan dans le nucléaire iranien³.

Conformément aux promesses faites par le Shah pendant la visite de juin 1974⁴, les négociations sur la coopération nucléaire furent conduites par Ali-Akbar Etemad, secrétaire d'État à

1 *Ibid.* p. 370.

2 *Ibid.*, pp. 366-368 et p. 376.

3 Pour les éléments qui suivent : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, pp. 366-368 et pp. 697-698.

4 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 103-104.

la présidence du *Conseil chargé de l'Énergie atomique*. Etemad dirigeait alors l'*Organisation de l'Énergie atomique d'Iran* (OEAI), créée en mars 1974. L'Iran désirait se procurer un uranium enrichi qui serait produit dans la future usine d'EURODIF à Saint-Paul-Trois-Châteaux, dans la Drôme. La constitution d'EURODIF avec la Belgique, l'Espagne et l'Italie, sous patronage français, souleva divers problèmes : quelle est la destination finale de l'énergie nucléaire ? quelle serait la réaction des États-Unis et de l'URSS (dans un contexte de lutte contre la prolifération nucléaire) ? comment associer EURODIF à l'Iran sans contrevenir aux clauses du Chapitre VI du traité européen d'EURATOM sur les exportations de technologie nucléaire ? Une solution fut trouvée avec la création de la société SOFIDIF (*Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse*) dans laquelle l'Iran participait à hauteur de 40 %. SOFIDIF prit des participations à hauteur de 25 % dans EURODIF.

Ainsi donc fut signé un nouvel accord de coopération scientifique, technique et industrielle le 27 juin 1974. Il prévoit la fourniture à l'Iran, par la France, de deux réacteurs, d'une centrale atomique pour le refroidissement (sur le fleuve Karoun) ainsi que l'entrée de l'Iran dans le capital de la société EURODIF par l'intermédiaire de SOFIDIF afin d'enlever l'uranium enrichi de l'usine de Saint-Paul-Trois-Châteaux. L'Iran accordait un prêt d'un milliard de dollars au *Commissariat à l'Énergie Atomique*, prêt destiné à financer l'usine de Saint-Paul Trois Châteaux dont il pourrait récupérer, à partir de 1981, 10 % de l'uranium enrichi produit. De surcroît, l'État français s'engageait à rembourser le prêt iranien en cas de défection du *Commissariat*, si un litige devait survenir avec EURODIF et selon une procédure d'arbitrage entre les deux pays.¹

En décembre 1974, un communiqué franco-iranien qui faisait suite à la visite de Jacques Chirac à Téhéran réaffirma les intérêts des deux parties à la signature de conventions. Il s'agissait de traduire, dans les faits, l'accord de coopération scientifique, technique et industriel pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.²

L'équipe de FRAMATOME, compagnie franco-américaine de construction de réacteurs

1 Le communiqué final publié à l'issue de la visite du Shah en France était aussi clair : « Les deux gouvernements sont convenus d'engager une large coopération technique et scientifique pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. À cette fin, les ministres des Affaires étrangères des deux gouvernements ont signé le 27 juin 1974 un accord de coopération prévoyant, notamment, une collaboration entre les deux pays pour la création d'un centre de recherches nucléaires en Iran et la formation d'un personnel spécialisé, ainsi que la fourniture de centrales nucléaires en Iran pour la production d'électricité à concurrence d'une capacité globale de 5 000 mégawatts et le dessalement de l'eau de mer. Aux termes de cet accord, l'Iran et la France étudieront, en outre, en commun, la possibilité d'étendre cette coopération au domaine des surrégénérateurs et la propulsion nucléaire de navires marchands, notamment pétroliers. Il a été également convenu que l'Iran déposera en France la somme d'un milliard de dollars qui pourra être utilisée comme une avance sur les règlements afférents aux livraisons prévues d'équipements nucléaires et d'autres biens et services en France. » Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 697.

2 *Ibid.* p. 698. L'auteur écrit : « Le communiqué franco-iranien publié au terme du voyage de Jacques Chirac à Téhéran, le 25 décembre 1974, réaffirmera l'intérêt des deux délégations pour la signature en novembre de conventions particulières, pour traduire dans les faits l'accord de coopération scientifique, technique et industrielle pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire signé à Paris le 27 juin 1974 entre les deux gouvernements. »

nucléaires, vint en août 1974 à Téhéran, suivie par le ministre de l'Industrie et de la Recherche Michel d'Ornano en novembre 1974, lui-même accompagné d'autres personnalités de premier plan dans le domaine de l'énergie (Jean Blancard, André Giraud et Marcel Boiteux, respectivement Délégué général à l'Industrie, Délégué général au CEA et Directeur général d'EDF). Ces rencontres devaient concrétiser et préciser l'accord du 27 juin 1974 :

« Le journal *Le Monde* crut pouvoir faire état de la conviction de Michel d'Ornano que l'accord-cadre conclu en juin était encore susceptible de développement et que le montant des achats iraniens à la France pourrait être porté de cinq à dix milliards de dollars. »¹

L'accord de novembre 1974 s'inscrit dans cette logique en prévoyant la livraison par la France de deux réacteurs nucléaires de 900 MW, en parallèle de la réalisation d'une centrale nucléaire en Iran et du renforcement de la coopération entre l'*Office iranien de l'énergie atomique* et le *Commissariat français à l'énergie atomique*. La coopération franco-iranienne dans le domaine nucléaire était donc bien installée.

Pour autant, est-ce là une collaboration véritablement efficace et maîtrisée ?

D'un part, malgré les marques de bonne volonté, la construction de la centrale nucléaire de Karoun n'avança pas, tout comme celle de l'usine de Saint-Paul Trois Châteaux, dont la lenteur des travaux agaçait les Iraniens.

D'autre part, la prudence commençait à s'installer dans la politique française en matière de nucléaire. Ce domaine commençait effectivement à s'autonomiser. La création, en septembre 1976, d'un *Conseil de la Politique Nucléaire Extérieure*, afin d'évaluer les risques liés aux transferts de technologies nucléaires à l'étranger et de mieux contrôler les exportations de matériel considéré comme « sensible », en témoigne. Elle inquiéta aussi beaucoup les Iraniens qui craignaient un ralentissement de la collaboration nucléaire. Elle accentuait surtout la complexité du problème aux yeux de l'Iran. La conduite du projet entremêlait toutes sortes d'intérêts :

« Le fait que le secrétariat en fût assuré par un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et que les réunions rassemblaient des représentants du CEA et du ministère des Affaires étrangères manifesta de nouveau l'entremêlement de la politique extérieure, des intérêts économiques français et des problèmes de sécurité. »²

Par ailleurs, à partir de 1977, la coopération en matière nucléaire commençait à s'essouffler

1 *Ibid.* p. 367.

2 *Ibid.* p. 368.

sérieusement. Cela explique que le chargé d'Affaires français Jacques-Alain de Sédouy eut pour mission de faire aboutir les grands projets amorcés en 1974. Il s'agissait notamment de finaliser le contrat des centrales nucléaires que le groupe FRAMATEG devait construire sur la rivière Karoun. En septembre 1977, Valéry Giscard d'Estaing envoya Michel Poniatowski afin de lever les dernières difficultés nées du désir iranien d'obtenir un prêt de la France, sous peine de retarder la signature du contrat portant sur la centrale nucléaire du Karoun. L'émissaire revint en France avec la confirmation de la commande de réacteurs nucléaires et le projet de commande de quatre centrales supplémentaires et d'avions AIRBUS, en échange d'importations accrues de pétrole iranien.

d) La prolifération des coopérations dans les domaines culturel, scientifique et technique, malgré des progrès en demi-teinte

Si elle repose sur de solides bases qui ne nécessitent pas d'être particulièrement développées, la coopération dans les domaines traditionnels ne fut pas oubliée pendant le mandat de Valéry Giscard d'Estaing. Elle prit cependant un tour quelque peu incontrôlé, les collaborations amorcées ne débouchant pas nécessairement.

Le rapport d'activité pour l'année 1976-1977 fait état d'un essor des coopérations franco-iraniennes mais admet que les efforts déployés ne donnent pas toujours les effets escomptés¹. L'ambassadeur mentionne 225 coopérants en 1977, contre 133 en 1973. Le contexte interne à l'Iran, avec une hausse effrayante des cours des loyers, constituait une menace crédible pour le dispositif culturel français en Iran. Le rapport restait pessimiste au sujet du Lycée Razi, de l'annexe de l'Institut Français de Téhéran, des Centres de Meched, de Chiraz, etc.

En effet, le lycée Razi accueillait de plus en plus d'élèves. Le rapport indique que le Lycée scolarisait 3 500 élèves (dont 2 500 Iraniens) pour l'année 1976, les effectifs ayant quadruplés depuis 1966. Les facteurs de succès étaient à la fois anciens et immédiats : le prestige de la culture française, la qualité de l'enseignement dispensé, l'afflux d'enfants français en raison du développement accéléré des relations économiques (consécutif au premier choc pétrolier). Toutefois, le rapport d'activité déplorait la manque de capacités d'accueil du Lycée :

¹ Ambassadeur de France en Iran René de Saint-Légier au ministère des Affaires étrangères, Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, Téhéran, 26 juin 1977, CADN, fonds Service culturel, B1, p.1.

« La surcharge de l'établissement ne permet pas en outre d'aménager les horaires et d'offrir un véritable week-end de deux jours aux élèves et aux professeurs qui, dès lors, passent tout leur temps de séjour à Téhéran. Ceci constitue une cause de malaise supplémentaire. »¹



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Conséquence de l'emballement économique de l'Iran, les Instituts et les Centres culturels firent face à une croissance prodigieuse des loyers. L'ambassadeur mettait ainsi en alerte le Quai d'Orsay :

« L'existence même du centre de Meched est en cause, avec une demande de triplement du loyer (...). Il n'est pas exclu que l'on se trouve, à bref délai, devant un problème similaire à Chiraz. Enfin, l'avenir même de l'annexe de l'Institut de Téhéran est en cause puisqu'à l'échéance d'avril 1979, le loyer actuel de 300 000 rials pourrait être porté à 600 000 rials. »²

En outre, en application de l'accord culturel du 7 novembre 1973, des professeurs de français et des volontaires du service national furent envoyés en Iran pour accompagner le développement de la langue française dans le pays. De nombreux étudiants fréquentaient l'Institut français et les

1 *Ibid.*

2 Ambassadeur de France en Iran René de Saint-Légier au ministère des Affaires étrangères, Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, Téhéran, 26 juin 1977, CADN, fonds Service culturel, B1, p.3.

centres culturels français de Téhéran, Ispahan, Chiraz, Machhad et Tabriz. L'impératrice d'Iran était une ancienne élève du Lycée Razi et tenait à promouvoir la culture française dans les établissements d'enseignement. Cependant, cette politique de la Shahbanou se heurtait à celle de son époux qui tentait d'imposer un programme dans la langue nationale. Seuls le Lycée Razi et l'École Jeanne-d'Arc échappèrent à cette tendance :

« (...) l'administration iranienne tente d'imposer un programme en Persan à ces établissements, ce qui risque de réduire la place faite au français et donc de retirer une large partie de leur justification. »¹

L'auteur du rapport poursuit avec « les aléas de la coopération culturelle », notamment le projet d'Université francophone d'Hamadan qui ne donne pas les résultats attendus. Parmi les motifs du ralentissement dans la mise en œuvre du projet, René de Saint-Légier mentionne les changements constants de programmes, l'incertitude sur le maintien d'un tronc commun, l'abandon temporaire de la filière agricole, le recrutement par l'Iran d'anglophones dans l'équipe universitaire, la définition tardive de certains programmes et les retards pris sur les chantiers des bâtiments. Pour autant, la France est déterminée à mettre en place ce projet qui tient au cœur des autorités iraniennes :

« Mais quelle que soit l'évolution de ce projet sur le plan technique, il revêt désormais ici une importance politique telle que le gouvernement français se doit de respecter à la lettre ses engagements, notamment en ce qui concerne la fourniture des équipements, afin qu'un échec ne puisse en aucun cas lui être imputé. »²

Outre « l'absence presque totale d'émissions en français à la radio et à la télévision », René de Saint-Légier regrette que la place du français dans l'enseignement secondaire iranien demeure marginale. Cet état de fait surprend le diplomate qui allègue les engagements pris au cours des commissions mixtes et dans l'accord intergouvernemental sur l'Université d'Hamadan. Il existait pourtant des bases sur lesquelles la promotion du français pourrait s'appuyer :

« Une méthode pédagogique de l'enseignement du français aux iraniens est mise au point. (...). Respectivement quinze et vingt professeurs de français vont sortir chaque année de l'École normale d'Hamadan et de l'Université de formation des Professeurs de Téhéran. »³

1 *Ibid.*

2 *Ibid.* pp. 3-4.

3 *Ibid.* p. 4.

Dans le domaine de la recherche et l'enseignement supérieur, la situation était plus contrastée. Preuve de l'intérêt croissant des chercheurs français pour l'Iran, le projet de revue *Abstracta Iranica* fut mis sur la table en 1977¹. L'objectif était de constituer une bibliographie sélective et critique des livres et articles parus dans l'année écoulée et traitant d'iranologie, autrement dit des sciences humaines appliquées au monde iranien à toutes les époques. La création de cette revue répond à une demande générale d'information en iranologie parmi les universitaires français et iraniens. Malgré cela, les obstacles déjà évoqués dans la création de l'Université d'Hamadan freinaient la coopération franco-iranienne dans l'enseignement supérieur.

Les relations se développèrent mieux dans le domaine de la coopération scientifique². La coopération franco-iranienne en matière de santé fit un pas en avant avec la convention du 20 avril 1977 portant sur l'Institut Pasteur de l'Iran³. La collaboration fut approfondie dans le cadre de la rénovation et du développement de l'Institut Pasteur de Téhéran, et davantage de personnes de l'Institut Pasteur de Paris furent détachées. Un « groupe de recherche Iran » fut constitué afin de participer au fonctionnement de l'Institut Pasteur de l'Iran pendant la durée de mise en œuvre du plan de rénovation et de développement. En ce qui concerne l'énergie solaire, un accord fut conclu entre le CNRS et le *Materials Energy Research Center*. Un laboratoire de recherche sur les télécommunications devait être créé si les négociations avec le CNRS aboutissaient. Enfin, il était envisagé de créer un institut iranien de valorisation de la recherche.

Les perspectives sont donc florissantes pour la collaboration scientifique, avec une forte demande de la part de l'Iran :

« La volonté est grande en Iran d'accéder à un niveau international dans le domaine de la recherche par l'appel à l'étranger. Notre pays peut prendre une place capitale dans ce secteur. Les autorités iraniennes sont même dans certains cas disposées à assurer le financement de nos programmes de recherche pourvu qu'elles y participent. »⁴

Mais l'ambassadeur reste critique et déplore certaines lacunes dans l'organisation de la

1 Courrier du Directeur de la section d'Iranologie de l'Institut français de Téhéran Charles-Henri de Fouchécour au ministre des Affaires étrangères portant sur la modification au projet de la revue *Abstracta Iranica*, Téhéran, 8 juin 1977, CADN, fonds Service culturel B9.

2 Pour éléments qui suivent : Ambassadeur de France en Iran René de Saint-Légier au ministère des Affaires étrangères, Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, Téhéran, 26 juin 1977, CADN, fonds Service culturel, B1, pp. 6-7.

3 Convention entre le Gouvernement iranien et l'Institut Pasteur de Paris concernant l'Institut Pasteur de Téhéran, Téhéran, 20 avril 1977.

4 Ambassadeur de France en Iran René de Saint-Légier au ministère des Affaires étrangères, Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, Téhéran, 26 juin 1977, CADN, fonds Service culturel, B1, p. 7.

diplomatie française en Iran :

" (...) pour poursuivre et maîtriser les divers projets qui connaissent depuis trois ans un phénomène de prolifération anarchique, il est impératif d'étoffer le Service de la Coopération Culturelle, Scientifique et Technique de cette ambassade, notamment en nommant (...) un attaché scientifique. J'ajoute qu'il n'est pas normal, compte tenu de ses responsabilités, que le Secrétaire Général de la Mission Culturelle et de Coopération Technique en Iran, ne soit pas un poste budgétaire. "¹

4. L'abandon du régime du Shah par les États-Unis ?

Un faisceau d'indices peut laisser penser que les États-Unis avaient déjà abandonné le Shah à la veille de janvier 1978, début de la révolution islamique.

La première secousse provint de Jimmy Carter, élu président des États-Unis en novembre 1976. Pour Digard, Hourcade et Richard, cette élection bouleversa les données du problème iranien, car elle signifiait une victoire de la thématique des droits de l'homme².

« Le changement de politique vint encore une fois de l'étranger. L'élection du président Carter (...) bouleversa la stratégie du régime iranien, accoutumé à avoir carte blanche à l'intérieur en échange d'une allégeance indéfectible à l'Amérique et à son hégémonie. Le chah avait misé sur une victoire républicaine et redoutait le thème des droits de l'homme brandi par les démocrates comme un étendard. »³

Ainsi, pour gagner les faveurs de Washington, le Shah dut libéraliser la censure, ouvrir les prisons à des commissions d'enquête internationales, restreindre la répression, etc. Les libéraux se réjouirent de ces réformes et organisèrent des débats politiques dans tout le pays. Un changement de gouvernement accompagna le mouvement en 1977 : Hoveydâ fut remplacé par Amuzegâr, technocrate formé aux États-Unis. La nouvelle équipe dirigeante abandonna le projet de VI^e Plan, la priorité étant de calmer la situation pour reprendre le contrôle de l'économie dévastée du pays. Si le gouvernement Amuzegâr parvint à ralentir la machine économique et à réviser certains projets pharaoniques, il se heurta à la volonté du Shah qui persistait à maintenir des programmes militaires et nucléaires surdimensionnés, sans considération réelle pour la fracture sociale provoquée par sa

1 Ambassadeur de France en Iran René de Saint-Légier au Ministère des Affaires étrangères, Rapport d'activité pour l'année 1976-1977 dans le domaine des relations culturelles, scientifiques et techniques, Téhéran, 26 juin 1977, CADN, fonds Service culturel, B1, p. 7.

2 Bernard Hourcade, Yann Richard et Jean-Pierre Digard , *L'Iran au XX^e ...*, *op. cit.*, pp. 150-151. La Shahbanou écrit à ce sujet : « Les revendications d'ouverture et de libéralisation du régime n'étaient pas nouvelles, mais elles avaient acquis plus de force avec l'arrivée à la Maison Blanche d'un président démocrate, Jimmy Carter, en novembre 1976. (...) l'opposition iranienne avait vu en Carter un allié pour ses combats de demain, et le vent des revendications n'aurait sans doute pas soufflé avec cette force si un autre homme avait accédé à la Maison Blanche. » Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, pp. 259-260.

3 *Ibid.* p. 150.

politique économique. Pendant ce temps, l'opposition ne démordait pas. L'impératrice en témoigne en prenant l'exemple du bouillonnement des milieux intellectuels :

« La nomination du nouveau Premier ministre n'apaisa pas les exigences d'ouverture et, en octobre 1977, l'Union des écrivains iraniens s'organisa à l'Institut Goethe de Téhéran, attaché à l'ambassade d'Allemagne, des soirées poétiques qui réunirent, au plus fort de ces manifestations, jusqu'à quinze mille personnes. Au-delà des mots, le message était clair : les intellectuels étaient impatients d'entrer dans une nouvelle ère. »¹

L'autre événement majeur mais quelque peu occulté fut la visite du Shah à la Maison Blanche, en novembre 1977. La Shahbanou en fait un récit éloquent et livre une interprétation intéressante :

« Notre arrivée à la Maison Blanche fut un moment difficile. Des manifestants s'étaient massés derrière les cordons de sécurité, certains pour nous applaudir, d'autres pour nous insulter, et alors que les deux chefs d'État échangeaient leurs premiers mots sur la pelouse, devant un parterre de journalistes et de personnalités, de violentes bagarres éclatèrent entre les manifestants, de sorte que la police dut intervenir. (...) Le président Carter et son épouse nous prièrent d'oublier cet incident, ils étaient véritablement confus, mais je me dis en moi-même qu'au temps de Nixon jamais les manifestants n'auraient été autorisés à s'approcher si près de nous. N'y avait-il pas là une volonté de la nouvelle administration de nous mettre dans l'embarras, de nous signifier que l'opposition avait désormais sa caution ? (...) Le soir même, Jimmy Carter se livra d'ailleurs à un vibrant éloge de mon mari (...). (...) À l'extérieur toutefois, les manifestations hostiles continuèrent, jusque sous nos fenêtres. Les manifestants semblaient avoir obtenu mon programme privé. (...) Bien plus tard, un compatriote qui se trouvait alors dans l'opposition me confirma qu'en effet l'administration américaine leur avait communiqué des renseignements qui auraient dû rester confidentiels. »²

Sans affirmer que les États-Unis avaient d'ores et déjà décidé d'abandonner le Shah d'Iran, le déroulement de cette visite laisse penser qu'ils y songeaient sérieusement.

5. La position de la France vis-à-vis de la situation en Iran

a) Le relatif optimisme de l'équipe diplomatique française en Iran

Si la France choisit de développer considérablement ses relations avec l'Iran après 1974, la responsabilité en incombe partiellement aux diplomates français qui, relativement optimistes, n'envisageaient pas sérieusement l'implosion du pays.

1 Farah Pahlavi, *Mémoires, op. cit.*, p. 260.

2 *Ibid.* pp. 260-261.

Les domaines de coopérations ouverts ou approfondis sous le mandat de Valéry Giscard d'Estaing étaient nombreux. Il a été montré que ces coopérations correspondaient à un enthousiasme généralisé quant aux opportunités et la stabilité de l'Iran du Shah.

Cet enthousiasme peut étonner quand il est analysé au prisme de la situation de l'Iran qui, à la fin de l'année 1976, était sans doute moins assurée qu'en 1974. Plusieurs facteurs défavorables s'étaient en effet aggravés : parti unique tout puissant, corruption, absence de débat politique, excès de la SAVAK, économie en crise, système agricole dévasté, etc. La frénésie avec laquelle avaient été lancés les projets d'équipement pour moderniser l'Iran (projets dans lesquels la France participait selon les principes de politique extérieure déjà énoncés), l'inflation, la baisse de la productivité, le regain d'agitation des religieux dans les mosquées... Tous ces éléments montraient, s'il le fallait encore, la fragilité du pays.

Toutefois, l'ambassadeur français Robert De Souza demeura optimiste quant aux capacités du Shah à surmonter les difficultés, et la perception française ne changea pas beaucoup au cours de l'année 1977¹. Quand Jacques Alain De Sédouy prit ses fonctions d'ambassadeur en 1977, l'opposition iranienne s'exprimait à visage ouvert : les modérés de l'Institut Goethe, le Cercle franco-iranien, les membres de l'ancien *Front National* de Mossadegh, des groupes d'avocats, etc. Il est vrai que le gouvernement français suivait très attentivement la tournure des événements. Mais il ne sut pressentir, au début de l'année 1977, l'ampleur des bouleversements qui se préparaient. Selon Jean François-Poncet, même l'ambassade britannique à Téhéran ne l'eût anticipé. Preuve de cet immobilisme des visions françaises, Jacques Alain De Sédouy fut chargé de faire aboutir les contrats engagés depuis 1974. Confiant, le président Giscard d'Estaing envoya, en septembre 1977, son émissaire Poniatowski à Téhéran pour aplanir les derniers obstacles. Le Shah répondait donc encore positivement aux propositions françaises, la France se liant davantage au pétrole iranien dans le cadre d'un système d'échanges à la source de tous les problèmes.

Il convient cependant de tempérer quelque peu l'idée d'un « aveuglement français », ou du moins de ne pas le généraliser à l'intégralité des acteurs français en Iran. Au sein de l'équipe diplomatique à Téhéran, certains anticipaient les changements à venir en Iran. Ils accordaient une extrême attention à la société iranienne depuis l'année 1977 :

« Ils la virent déstructurée par une modernisation trop rapide et mal contrôlée, qui ne profitait qu'à une petite partie de la population, trop vite enrichie, peu soucieuse par ailleurs d'investir ses revenus dans le développement du pays. »²

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, op. cit., pp. 375-376.

2 *Ibid.* p. 377.

Des euphémismes pour une analyse juste mais quelque peu timide et tardive de la situation. Ces observations firent en tout cas l'objet d'un long rapport publié en février 1978.

b) Alors que la révolution iranienne murît à Paris, quelle est la position des autorités françaises ?

Avec plusieurs exemples significatifs à l'appui, Florence Hellot-Bellier avance que la révolution iranienne de 1979 se préparait aussi à Paris, cependant que la coopération franco-iranienne ne cessait de se développer.¹

De nombreux opposants au Shah s'étaient installés à Paris. Le Premier ministre Hoveyda avait eu d'ailleurs l'occasion de vérifier combien l'opposition iranienne y était structurée à l'occasion d'une rencontre avec Jacques Chirac, en 1976. La France offrait ses médias comme porte-voix des opposants iraniens. *Le Monde* se faisait par exemple l'écho des doutes sur la mort de Ali Chariati à Londres en juin 1977, et relayait l'appel en faveur de la fin de la « dictature » et de la libération, à Téhéran, de l'ayatollah Taleghani. Pour leur part, les étudiants iraniens en France condamnaient les arrestations d'intellectuels qui avaient lieu en Iran.

L'intelligentsia française prit part au mouvement en octobre 1976 en soutenant la demande de création à Téhéran d'un centre en faveur des écrivains et de la liberté d'expression. Des figures comme Michel Foucault, Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Claude Mauriac et Claude Mauroy s'engagèrent.

Le signe le plus flagrant de la fonction contestataire de la capitale française restait le *Mouvement de Libération de l'Iran*, dont les locaux étaient installés dans le XIII^e arrondissement. Cet organisme alerta les Français sur les exécutions en Iran et accueillit le congrès de l'organisation « Amnesty International » en 1977.

Quel fut le rôle des intellectuels habitant dans la capitale française dans la définition d'une position pendant les 112 jours de l'ayatollah Khomeiny en France, puis dans la décision d'abandonner le Shah ? Les diplomates français avaient-ils pris en considération ces mouvements qui laissaient présager de grands bouleversements ? Il est impossible de répondre à ces questions,

1 *Ibid.* pp. 698-699.

comme il est impossible de savoir si la France offrait intentionnellement un dispositif de communication à l'opposition iranienne.

IV) 1978 – 1979 : la révolution iranienne, les 118 jours de l'ayatollah Khomeiny en France et le départ du Shah d'Iran. Ambiguïtés et hésitations de la diplomatie française en Iran

La période qui s'ouvre à partir de janvier 1978 révèle une contradiction entre les orientations de la diplomatie française et la situation interne de l'Iran. Examiner la position française au fur et à mesure de l'effondrement du régime du Shah permet de comprendre comment un pays d'influence moyenne agit quand la « faille », naturellement induite par certains potentiels de situation, achève de se faire « crevasse ». À compter de janvier 1979, point culminant de la crise du régime des Pahlavi, la position française est plus que jamais indéterminée.

1. L'Iran s'embrase à partir de janvier 1978

a) Dynamiques et causes immédiates de la révolution iranienne

Il est communément admis que l'événement déclencheur de la révolution iranienne fut la publication, dans le journal *Ettela'at*, le 7 Janvier 1978, d'un article critique envers l'ayatollah Khomeiny et les religieux chiites¹. Ce papier, mélangeant faits and fiction, suggérait que Khomeiny était un agent de l'étranger, ancien espion Britannique. La publication de l'article provoqua immédiatement des manifestations à Qom. La Shahbanou raconte que, dès le 9 janvier 1978, les manifestants s'attaquèrent aux édifices publics et saccagèrent tous les symboles de la modernité : cinémas, restaurants, écoles de jeunes filles.² Puis elle cite le Shah qui expliqua dans ses Mémoires la « tactique des deuils » immédiatement mise en œuvre par les religieux : il s'agit de mobiliser les foules selon un cycle religieux, tous les quarante jours, afin d'accroître le nombre de victimes et, ainsi, le nombre d'émeutes, etc.

Ainsi, les 18 et 19 février 1978, des manifestations considérables éclatèrent à Tabriz. Mais,

1 Cette idée se retrouve dans l'ensemble des ouvrages déjà cités.

2 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 264.

cette fois, les étudiants, le bazar et l'opposition politique se joignirent aux religieux¹. Le Shah resta coi face cette coalition des contraires qu'il ne comprenait pas. Puis la contestation prit de l'ampleur et la police, paniquée, dut appeler l'armée en renfort. Toutefois, l'armée iranienne n'était pas entraînée pour le combat en milieu urbain, étant à préciser que les États-Unis n'avaient pas livré à l'Iran le matériel nécessaire pour mater les émeutes urbaines.

Les étudiants religieux, exploitant le registre de la martyrologie chiïte, dénoncèrent le « gouvernement de Yazid » qui réprime sa population, demandèrent une constitution et exigèrent le retour en Iran de Khomeiny. Ce dernier encouragea les étudiants à intensifier le mouvement de protestation. Les ulémas apportèrent bientôt leur soutien à ce mouvement qui devenait de plus en plus violent. La Shahbanou mentionne en particulier les manifestations qui affectèrent le pays le 29 mars 1978, ainsi que les affrontements ayant eu lieu à Qom en mai 1978, à Machbad en juillet 1978...² Elle indique le 5 août 1978, date à laquelle le Shah annonça la tenue d'élections législatives ouvertes à toutes les formations politiques pour l'année 1980. Cette déclaration fut prise comme signe de faiblesse et exploitée par les insurgés. Le 11 août 1978, des affrontements sanglants eurent lieu à Ispahan, ville dans laquelle la loi martiale fut alors proclamée.

Les slogans de l'opposition devinrent plus radicaux en août 1978 : « mort au Shah » en était l'un des plus célèbres. La tension atteignit son paroxysme le 19 août 1978, jour de la mise à feu du cinéma *Rex* à Abadan, incident controversé dans lequel les responsabilités ne sont pas encore déterminées.³ Puis les ouvriers rejoignirent le mouvement. En août et septembre 1978, les manifestations étaient de plus en plus importantes alors que se déroulait le ramadan. Selon Farah Pahlavi, le Shah reçut le chef de la sécurité Moghadam qui le conjura de « faire quelque chose de

1 Ibid. pp. 264-265.

2 Ibid. p. 270. Preuve de la violence physique et symbolique exercée par les autorités, Thierry Brun raconte cet incident : « Le centre de Téhéran est occupé, par l'armée, les magasins de Moched Babol sont en grève. A Ispahan, des cinémas, des bars et des voitures sont incendiés. Beaucoup plus grave à Qom, la police poursuit deux prêtres chiïtes jusque dans la maison de l'ayatollah Sharlat Madari et les abat devant lui, il est hospitalisé, victime d'un infarctus. Un autre dignitaire, également très respecté, l'ayatollah Golpayegani, atteint aux yeux par les gaz lacrymogènes, est également transporté à l'hôpital, tandis que l'ayatollah Nadjali est évacué vers l'étranger pour y être soigné. En violant le droit d'asile sacré (...) dont jouissent les demeures des chefs religieux, la police a franchi une étape de plus dans l'escalade de la violence. » Thierry Brun, « Regain d'agitation populaire en Iran. Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime », *Le Monde diplomatique*, n° 293, juillet 1978.

3 En effet, plusieurs points de vue s'opposent sur le sujet. S'appuyant sur une enquête d'Ali Sajjadi, Michael Axworthy écrit : « On August 19 the Rex Cinema burned down in Abadan, an incident that is still controversial. Government and opposition both accused each other (...). » (Michael Axworthy, « The Pahlavis and the revolution of 1979 », *A history of Iran, empire of the mind*, Basic Books, 2010, 349 pages, p. 257.) Pour la Shahbanou, l'identité des responsables ne fait aucun doute : « Depuis le début des troubles, près de cinquante cinémas avaient été incendiés par les islamistes. Si le sinistre du *Rex* était d'origine criminelle, il y a tout lieu de penser que c'était encore l'œuvre des mêmes fanatiques. L'enquête devait le confirmer, mais l'auteur (...) se réfugia en Irak, puis fut sauvé par la révolution islamique. » (Farah Pahlavi, *Mémoires, op. cit.*, p. 271.). Digard, Hourcade et Richard rejettent cette interprétation : « L'incendie, le 19 août, du cinéma Rex à Abâdân (400 victimes) marqua le début d'une nouvelle politique du gouvernement impérial, visant à provoquer volontairement des désordres et des drames, afin de rallier la moyenne bourgeoisie et de justifier une reprise en main. » (Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran au XX^e...*, *op. cit.*, p. 160.)

spectaculaire ». Le Shah pensa qu'il fallait changer le gouvernement et, par conséquent, Ja'far Sharif-Emâmi fut nommé Premier ministre. Mais ce remaniement de gouvernement ne fit rien, comme en attesta l'impressionnante manifestation du 7 septembre 1978 à Téhéran. La situation s'aggravait même pour le Shah : pour la première fois, les insurgés réclamaient son départ.

À partir de septembre 1978, le Shah rentra dans le jeu de l'escalade avec l'opposition, en interdisant les manifestations et en imposant la loi martiale dans onze villes dont Téhéran. Cependant, les immenses manifestations à Téhéran et ailleurs dans le pays démontrèrent la ténacité des insurgés. Le gouvernement, lançant une réplique asymétrique, envoyant tanks et hélicoptères pour mater les émeutes. La journée du 8 septembre marqua l'apogée de la violence pour l'année 1978 :

« (...) un millier de personnes étaient rassemblées place Jâle, au sud-est de Téhéran, pour un défilé local. Comme les jours précédents, l'armée était présente, mais au lieu de fraterniser, elle ouvrit le feu, faisant de nombreuses victimes. Dans tous les quartiers populaires de Téhéran, la révolte contre le brutal changement d'attitude des soldats provoqua des rassemblements spontanés, autour des chars et des véhicules blindés postés aux carrefours, mais les soldats firent à nouveau usage de leurs armes pour disperser la foule pacifique. La répression tourna au massacre. Ce fut le "vendredi noir". »¹

Au cours de l'automne 1978, la plupart des groupes d'opposition, le *Front national* et le *Mouvement de la liberté*, se rallièrent à Khomeiny et son programme. La Shahbanou précise que la raffinerie d'Abadan se mit en grève à partir de la mi-octobre 1978, Khomeiny appelant à la désobéissance civile et à la grève générale.²

La crainte d'une paralysie du pays incita le Shah à former un gouvernement militaire. Il choisit alors général Golam Reza Azhâri, chef d'état-major général des armées. Ce dernier fut nommé chef d'un gouvernement provisoire conçu pour laisser au Shah le temps de trouver une solution politique.³ En outre, comme cela était réclamé par beaucoup, le général Azhâri fit arrêter Hoveyda. L'arrivée du général permit une accalmie temporaire dans le pays. Profitant d'un contexte qui pourrait lui permettre de rebondir, le Shah déclara comprendre le message de son peuple, s'engagea à organiser des élections libres et demanda le pardon pour les erreurs passées. Mais il était déjà trop tard.

En effet, le répit consécutif à l'arrivée d'Azhâri au gouvernement fut de courte durée. Le 3

1 Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard, *L'Iran au XX^e...*, *op. cit.*, p. 161. Les auteurs ajoutent : « Le soir même, un tremblement de terre détruisit au centre du désert la belle ville traditionnelle de Tabas, faisant 2700 morts – un signe, pour les deux parties, que l'Iran était vraiment entré dans une période d'apocalypse. »

2 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 276.

3 *Ibid.* pp. 276-277.

décembre 1978, l'Iran s'enflamme à nouveau. Pendant ce temps, Khomeiny continuait d'inonder l'Iran de ses discours sur cassettes envoyées depuis la France. En décembre 1978, 135 manifestants meurent à Qazvin. Le 11 décembre 1978, jour de l'Ashura, un million de personnes défilent dans les rues de Téhéran. Pour la première fois, les émeutiers réclament la République islamique.¹ L'armée, qui subissait déjà des désertions massives, semblait de moins en moins fidèle au Shah. Dans l'urgence, des Américains quittent l'Iran. Leurs bureaux et ceux de la SAVAK sont saccagés. Au comble des problèmes, la Shahbanou mentionne l'interruption des exportations de pétrole, le 26 décembre 1978.²

Le pays agonisant, le Shah songe alors à nommer Gholam Hossein Saddinghi à la tête du gouvernement, mais celui-ci réclame un délai jugé trop long pour former son gouvernement. Oveissi et Mogshadam vinrent à la rencontre de la Shahbanou et la prièrent d'installer un nouveau Premier ministre pour maintenir le régime.³ Bakhtiar, chef de l'opposition fidèle à la constitution, fut suggéré. Toutefois, ce dernier demanda au préalable la libération d'un proche de Sandjabi pour accepter le poste de Premier ministre. Le Shah accéda à sa requête. Finalement, Sandjabi glorifia l'ayatollah Khomeiny puis s'enfuit en France.

Plus que jamais malade et seul, au pied du mur, le Shah quittait l'Iran le 16 janvier 1979. L'ayatollah rentrait triomphalement en Iran le 1^{er} février 1979.

b) Les causes profondes et les causes possibles de la révolution iranienne

Le présent travail a permis d'éclairer les causes profondes qui, depuis 1960, ont inéluctablement à la révolution de 1978-1979 en Iran : imposition à marche forcée d'un modèle de développement, ingérences étrangères, dépendance à la conjoncture internationale, rêves de grandeur du Shah... . Il n'est donc pas nécessaire d'y revenir. Bernard Hourcade les résume assez bien dans un article de 1980.⁴

Il est aussi possible de donner quelque crédit aux témoignages des contemporains du Shah. Ces interprétations personnelles n'ont pas fait jusqu'ici l'objet d'une analyse du fait du manque de sources permettant de les intégrer à une démonstration historique.

Selon Amir Aslan Afshar, confident du Shah, le Shah déclara qu'il avait signé son arrêt de mort quand il signa le contrat avec la société pétrolière italienne qui accordait 75 % des bénéfices à

1 *Ibid.* p. 280

2 *Ibid.* p. 280.

3 *Ibid.* pp. 280-281.

4 Bernard Hourcade, « Géographie de la révolution iranienne », Hérodote, n° 18, avril-juin 1980, pp. 16-45.

Iran.¹ Des individus tentèrent alors d'assassiner Shah. Ce contrat créa une forte hostilité des grandes compagnies envers le Shah. Cette hostilité redoubla quand le Shah imposa l'augmentation des prix du brut à la tête de l'OPEP et proclama la pleine souveraineté de l'Iran sur son industrie pétrolière en 1979. De plus, les accords d'Alger avec l'Irak ainsi que le rapprochement avec les Arabes avaient déplu aux Occidentaux. Selon Afshar, il n'est pas surprenant que les grandes compagnies pétrolières aient manipulé les médias occidentaux en défaveur du Shah. En somme, la chute du Shah fut orchestrée par des médias aux mains des compagnies pétrolières hostiles au Shah.

Afshar rappelle aussi que le Shah était parvenu à la conclusion que la concentration des pouvoirs et l'absence de participation du peuple aux transformations rapides du pays avaient favorisé la révolution.² Il avait d'ailleurs réagi avec « l'ouverture de l'espace politique » à la fin de son règne, c'est-à-dire la participation progressive du peuple aux affaires sociales et politiques.

Sans verser dans la théorie du complot, l'impératrice exprime quelques soupçons. En effet, le Shah et sa femme eurent la fâcheuse impression que les manifestants étaient remarquablement bien organisés et soutenus du point de vue financier.³ La Shahbanou s'étonne aussi du traitement médiatique occidental de l'Iran : tout ce qu'avait accompli la monarchie était, comme par un formidable renversement, décrit comme négatif. Ceux qui avaient encensé Shah le discréditaient à présent. De plus, la Shabanou eut le sentiment que certains opposants agissaient avec assurance parce qu'elles disposaient du soutien des États-Unis. Selon l'ancienne impératrice, il ne fait pas de doute que cette situation prérévolutionnaire avait été soigneusement élaborée, les unités insurrectionnelles étant équipées pour la guérilla urbaine. Il s'agissait « d'amener le pays au bord du chaos, le plus rapidement possible ».

2. La France comprend tardivement les événements en Iran et tente de maintenir ses activités

a) Les avertissements tardifs de certains diplomates français à Téhéran

1 Amir Aslan Afshar, « La révolution islamique et les derniers jours du Shah », *Mémoires d'Iran...*, *op. cit.*, pp. 349-350.

2 *Ibid.* p. 350. L'ambassadeur et confident du Shah invite tout de même à considérer le point de vue iranien : « Il ne faut pas oublier que nous ne disposons pas en Iran d'une tradition parlementaire démocratique bien établie, à cause du féodalisme et du tribalisme (...). (...) En ce qui concerne la concentration de tous les pouvoirs entre les mains du souverain, je voudrais évoquer un point très important. Nous oublions souvent de considérer l'endroit où nous vivons. Nous vivons en Iran, pas en Suisse, en France ou en Allemagne. Dans un pays où les voisins se nomment Afghanistan, Pakistan, Turquie ou Emirats Arabes. Au milieu d'une région où il n'existe aucune tradition démocratique. De plus, l'Iran, du fait de ses grandes richesses pétrolières, est de longue date l'objet des convoitises et la victime des conspirations des grandes puissances telles que l'Angleterre et la Russie. Faites la somme des attentats dont Mohammad-Reza Shah avait été la cible depuis le début de son règne. Durant le XX^e siècle, le territoire de l'Iran fut régulièrement envahi et occupé. »

3 Farah Pahlavi, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 274.

La troisième partie du présent travail s'est terminée sur la description du relatif optimisme des observateurs français quant à la situation en Iran. Les observations de quelques diplomates sceptiques firent cependant l'objet d'un long rapport envoyé à Paris en février 1978, au moment où la révolution iranienne gagnait en intensité.¹ L'histoire de l'Iran, les composantes de la société iranienne, le Shah et son entourage, l'opposition au Shah ainsi que les interférences étrangères en Iran (notamment celle des États-Unis) étaient abordées. Rédigées par Alain de Beaupuy et Jean-Claude Cousseran, ces analyses considéraient l'Iran de 1977 sous deux angles : l'histoire de l'Iran, l'histoire de l'islam chiite. Le rapport relativisait le poids de l'opposition laïque, arguant que celle des religieux était mieux organisée et demeurait intrinsèque à la société iranienne. Pour ses auteurs, il apparaissait qu'au cours de l'histoire de l'Iran et de ses crises profondes, les religieux avaient su faire montre d'une rassurante pérennité quand il avait fallu défendre la nation. Par ailleurs, le rapport constatait la proximité du clergé chiite iranien avec le peuple et son influence dans les mosquées des quartiers, les villages et les lieux saints. Ces religieux avaient des ressources qu'ils tiraient de leurs biens *waqf* et bénéficiaient d'une organisation leur permettant de s'informer et de diffuser leurs idées. Enfin, les diplomates français évoquaient les paroles de Khomeiny qui, enregistrées sur cassettes, submergeaient progressivement l'Iran. Bref, le rapport, quoique tardivement, avait tout à fait anticipé la chute du régime Pahlavi :

« [le rapport] subodora que son principal dessein [Khomeiny] était de renverser le chah, accusé de sacrifier l'identité iranienne. (...) C'est ainsi que mûrit au cours de l'année 1977, à l'ambassade de France, un rapport prémonitoire qui annonça ce que les hommes d'affaires ne pouvaient imaginer, la chute à court terme du régime Pahlavi. »²

L'ambassadeur de France en Iran Raoul Delaye s'appuya sur ces allégations et dressa un triple constat : l'ordre établi est profondément ébranlé, l'Iran est engagé dans un processus révolutionnaire, les religieux sont la force principale organisée qui devrait mener la révolution.³ En 1978, la contestation grandissante du Shah, le ralliement aux religieux des différents groupes politiques et des groupes sociaux-professionnels ainsi que les vaines tentatives du régime pour rétablir l'ordre confirmèrent les intuitions de Raoul Delaye. En parallèle, il consigna des observations pessimistes sur la situation dans les universités iraniennes dans un courrier du 8 octobre 1978, avançant que les principes fondamentaux de la société iranienne bâtie par le Shah

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 376-377.

2 *Ibid.* p. 377.

3 *Ibid.* p. 381.

sont remis en cause :

« Les revendications des professeurs rejoignent donc celles des étudiants sur un point : elles mettent en question le principe même de l'autorité. C'est dire si la situation universitaire ne sera pas normalisée facilement dans les semaines qui viennent. »¹

En dépit de la lucidité des diplomates français, force est de constater la prise de conscience tardive des menaces pesant sur la diplomatie française en Iran. En effet :

« (...) la montée en puissance de la révolution ne fit pas obstacle à la poursuite des activités des sociétés françaises jusqu'en septembre 1978 : maintien des chantiers de grands travaux, démarrage d'un projet de coopération avec PEUGEOT, participation à la foire de Téhéran. À Pierre de Longuemar, venu en Iran en mai 1978, au nom de la banque BNP PARIBAS, Raoul Delaye et le conseiller commercial Dalberto avaient laissé entendre que les troubles politiques n'auraient que de faibles répercussions sur les travaux des entreprises françaises. La rentrée de septembre 1978 au lycée Razi s'était effectuée à peu près normalement et Charles-Henri de Fouchécour avait transformé le département d'iranologie de l'Institut franco-iranien de Téhéran, à la tête duquel il se trouvait, en Institut d'Iranologie, inauguré pour accueillir les chercheurs, et installé dans des locaux spécifiques. Il avait aussi lancé la revue *Abstracta Iranica*. »²

Certaines coopérations scientifiques furent mêmes appelées à être renouvelées, à l'image de la convention de 20 avril 1977 entre l'Iran et l'Institut Pasteur de Paris, comme l'indique un procès-verbal de la réunion entre les représentants de l'Institut Pasteur de l'Iran et de Paris, en date du 30 septembre 1978.³

b) La dégradation progressive des conditions d'exercice de la diplomatie française en Iran

Les activités menées par les diplomates et hommes d'affaires français ne pouvaient faire abstraction de la situation révolutionnaire qui prévalait en Iran.

Florence Hellot-Bellier mentionne les perturbations subies sur les chantiers entrepris par les Français en Iran, le retour de nombreux expatriés en France et la fermeture du lycée Razi à plusieurs reprises.⁴ Une note de M. Arnaud du 31 octobre 1978, informait l'ambassade de la fermeture du

1 Courrier de l'ambassadeur Raoul Delaye au ministère des Affaires étrangères, Téhéran, 8 octobre 1978, CADN, fonds Service culturel, B6, pp. 2-3.

2 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 383.

3 Procès-verbal de la réunion des représentants de l'Institut Pasteur de Paris et de l'Institut Pasteur de Téhéran, Téhéran, 30 septembre 1978, CADN, fonds Service culturel, B13.

4 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 383.

Lycée Razi pour une durée de 48 heures, en atteste.¹ De même, un courrier de Raoul Delaye en date du 6 novembre 1978 témoigne de la dégradation de la situation.² Des étudiants du Lycée Razi ne cachaient effectivement plus leur solidarité avec les manifestants et l'établissement dut apaiser des agents de service qui s'étaient mis en grève, tandis que des négociations se poursuivent avec les professeurs iraniens au sujet de leurs rémunérations.

L'ambassadeur Raoul Delaye avait d'ailleurs exprimé ses appréhensions dans un courrier du 3 juillet 1978. Selon lui, cette situation d'instabilité pourrait compromettre l'équilibre budgétaire normal de l'Institut. S'il reconnaît qu'il est difficile d'anticiper les événements à venir, quelques recommandations sont formulées :

« (...) pour parer à toute éventualité, un plan de réaménagement des activités de cet établissement [doit être] présenté (...). (...) il est vrai qu'il est difficile de prévoir dans l'immédiat une normalisation de la situation générale en Iran (...). »³

Il s'agit donc davantage d'une adaptation que d'une tentative de compréhension des événements survenant en Iran.

Le rapport d'activité de l'Institut français de Téhéran pour la période janvier – juillet 1979 est aussi éclairant.⁴

Concernant les cours de langue, le texte faisait état d'interruptions pendant la première session de cours (7 octobre 1978 – 31 janvier 1979), interruptions survenues du 6 au 19 novembre 1978 puis du 8 au 12 décembre 1978. Ces interruptions coïncidaient aux épisodes les plus violents de la fin de l'année 1978. Les effectifs de l'Institut avaient aussi largement fondu à partir de décembre 1978. Le rapport expliquait ce phénomène par les désordres de la révolution :

« Depuis deux mois Téhéran connaît des désordres quotidiens, une circulation de plus en plus difficile et une grave pénurie de carburant qui découragent une partie des étudiants, une autre partie étant trop engagée dans les événements pour poursuivre l'étude désintéressée de notre langue. En outre, dès le 20 décembre [1978], l'Institut ne peut plus être chauffé faute de pétrole. Grâce au dévouement de tous (personnel de service, secrétaires, professeurs et

1 Telex de M. Arnaud, Téhéran, 31 octobre 1978, CADN, fonds Service culturel, B6.

2 Note de l'ambassadeur Raoul Delaye sur la situation des établissements culturels français à Téhéran, Téhéran, 6 novembre 1978, CADN, fonds Service culturel, B6.

3 Courrier de l'ambassadeur Raoul Delaye au ministère des Affaires étrangères sur la situation de l'Institut français de Téhéran, Téhéran, 3 juillet 1978, CADN, fonds Service culturel, p. 2.

4 Rapport d'activité de l'Institut français de Téhéran de janvier à juillet 1979 par Jean Roquemaurel, Téhéran, 10 septembre 1979, CADN, fonds Service culturel, B3.

étudiants fidèles), il sera néanmoins possible de maintenir le déroulement des cours prévus. »¹

Malgré cela, les cours se poursuivaient avec les « fidèles » de l'Institut jusqu'à la suspension des cours imposée par l'ambassade de France, du 2 au 6 janvier 1979. Même si la situation semblait s'améliorer à la fin du mois de janvier 1979, les effectifs grossissant et l'établissement étant parvenu à se procurer du pétrole pour le chauffage par des circuits officieux, les activités de l'Institut connurent les mêmes variations pendant l'année 1979, alternant entre périodes d'ouverture et interruptions brutales.

Sur le plan des activités culturelles traditionnellement organisées par l'Institut, celles-ci sont restées « en sommeil pendant trois mois », de décembre 1978 à février 1979. Certes, les salles de bibliothèques et les salles de lecture continuèrent à fonctionner, et deux expositions proposées par le département furent maintenues. Mais force est de constater que la diplomatie culturelle française en Iran n'avait presque plus de consistance.

Étonnamment, le rapport conclut que :

« (...) la profonde crise qu'a connu l'Iran a pu être traversée sans grave dommage pour l'activité de l'Institut français et de son Annexe de Vanak (...). »

Certes, il est indéniable que les membres de l'Institut

« (...) se sont efforcés de n'abandonner rien de leur présence et de mettre à leur profit ce qui, dans les circonstances, pouvait leur être favorable. »

Mais cela n'est-il pas encore un signe d'aveuglement ? Il faut en effet attendre le rapport de Michel Poniatowski en Iran, en janvier 1979, pour que le président Giscard d'Estaing prenne la mesure des événements.

Il n'en reste pas moins que l'examen des troubles survenus à l'Institut français de Téhéran pendant la révolution permet d'observer les efforts de la diplomatie française pour préserver un établissement essentiel dans le dispositif d'influence culturelle. Il en révèle aussi les limites.

3. Les 112 jours de l'ayatollah Khomeiny en France : un opportunisme français ?

L'ayatollah Khomeiny vivait en exil en Irak, à Najaf, depuis 1964. Au cours de l'année 1978,

1 *Ibid.*

alors que la révolution était en marche, le Shah demanda, en vain, à Saddam Hussein de l'expulser d'Irak. L'entourage de Khomeiny, pressentant la gravité des événements à venir et conscient des avantages qu'il y aurait à s'exprimer dans un pays comme la France, décida de l'installer en France.¹

a) *Les activités de l'ayatollah en France*

Le 6 octobre 1978, Ruhollah Khomeiny atterrit à l'aéroport d'Orly. Selon François Chéron, ancien avocat de l'ayatollah, ce dernier put franchir les douanes en toute normalité.² L'entourage proche de Khomeiny était présent pour l'accueillir : Abdolhassan Bani Sadr, Ibrahim Yazdi et Sadeh Gobzadeh. Bani Sadr l'emmena dans son petit appartement personnel de Cachan. Quelques heures après son arrivée, l'ayatollah suscita l'agitation parmi les Iraniens d'Europe et de France, qui affluèrent pour lui rendre visite. François Chéron précise que le gouvernement français ignorait encore cet événement, puisque l'entourage de Khomeiny ne l'en avait pas averti.³

Prenant acte des difficiles conditions de vie à Cachan, l'ayatollah décida de s'installer à Neauphle-le-Château, à vingt-cinq kilomètres de Paris. C'est à partir de ce lieu que se décida la tournure des événements en Iran. Alternant entre vie de famille, déclarations publiques et prière, Khomeiny attirait toujours plus l'attention des journalistes français et étrangers qui le décrivent d'abord comme un simple ayatollah en lutte contre le Shah, symbole de la fidélité à un impérialisme américain honni. Son dispositif d'influence était fondé sur trois hommes : Bani Sadr pour la théorisation de la pensée et son contenu politique, Gobzadeh pour la gestion des médias occidentaux et des relations extérieures, Yazdi pour l'endoctrinement et la mobilisation des Iraniens.⁴ Son discours avait un double visage : humanitaire et démocratique à l'égard de l'Occident, religieuse et radicale à destination de l'Iran. Abdolhassan Bani Sadr, ancien collaborateur de Khomeiny, l'explique ainsi :

« Avant de venir ici, en Europe, sa thèse politique était le *velayat-e faqih*, la souveraineté du docte. On peut comparer avec les pleins pouvoirs du Pape au Moyen-Âge. Le Pape était considéré comme ayant les pleins pouvoirs sur tout le monde... Mais, dès qu'il est arrivé en France, j'ai préparé dix-sept questions et dix-sept réponses pour lui, disant que, s'il devait défendre sa thèse, les Européens connaîtraient très bien ce que signifie Moyen-Âge et pleins pouvoirs du Pape. Il saurait donc réagir si les gens l'attaquaient en disant "vous voulez établir un fascisme religieux en Iran", un

1 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

2 *Ibid.*

3 *Ibid.* Valéry Giscard d'Estaing confirme et écrit : « L'arrivée en France de l'ayatollah Khomeiny est passée inaperçue. » (Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, p. 114.)

4 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

"totalitarisme religieux" en Iran, etc. Parmi les dix-sept questions, deux portaient sur le fascisme religieux et la place des religieux dans un régime. La réponse que j'ai proposé à Khomeiny pour ce genre de questions était, d'abord, que la souveraineté venait du peuple, ensuite que les religieux restaient en dehors de l'État, que Khomeiny lui-même ne jouerait pas de rôle dans l'État. Il a accepté et a donné ce genre de réponses à la télévision. (...) À Téhéran, il a changé d'avis. Il a dit : "J'ai dit des choses en Europe, mais je ne m'engageais pas à les respecter là". Il a donc commencé un nouveau discours : les pleins pouvoirs du guide. (...) De Téhéran, au fur et à mesure que le pouvoir se concentrait en lui, ses idées sur la souveraineté du docte s'aliénaient jusqu'à la souveraineté totale. Ainsi, il y a eu une période qu'il a passé en France. Mais, avant et après, ce n'est pas lui qui parle. En réalité, il y avait une commission qui préparait les réponses pour les journalistes. Lui ne faisait que répondre à ces questions. Les idées n'étaient pas de lui... »¹

En France, cela impliquait d'obtenir la caution d'intellectuels français reconnus. Ainsi, Jean-Paul Sartre, président du *Comité pour la libération des prisonniers politiques d'Iran*, Simone de Beauvoir et Michel Foucault apportèrent bientôt leur soutien à l'exilé de Najaf.

b) La position ambiguë des autorités françaises vis-à-vis de Khomeiny

La réaction des autorités et des diplomates français fut tardive et quelque peu balbutiante.

Il faut dire aussi qu'à Téhéran, les Iraniens avaient assailli l'ambassade de France avec des fleurs, en remerciement pour l'accueil offert à Khomeiny. Jean-Claude Cousseran, premier secrétaire à l'ambassade de France à Téhéran, reconnaît la surprise de l'équipe diplomatique à Téhéran qui tenta alors d'expliquer cette situation « compliquée » au Quai d'Orsay, à Paris :

« On avait essayé de réfléchir à ce que tout ceci pouvait vouloir dire, et on avait essayé d'expliquer ça à nos autorités à Paris en disant que ça devient un peu compliqué. »²

En effet, la situation est délicate. Officiellement protégé par le droit, Rouhollah Khomeiny devait aussi observer ses devoirs de réserve politique tant qu'il séjournait en France. Or, les autorités françaises avaient rapidement pris connaissance des fameux enregistrements sur cassettes, cassettes acheminées jusqu'en Iran. Ces messages d'une extrême violence à l'égard du Shah appelaient au renversement du régime et à l'instauration d'une république islamique. Claude Chayet, émissaire de Valéry Giscard d'Estaing, fut envoyé par ce dernier à Neauphle-le-Château, pour rappeler à

1 Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles, page 31 des annexes.

2 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

l'ayatollah ses devoirs de réfugié en France, dont celui de réserve politique.¹ C'est le début de la représentation du Quai d'Orsay auprès de Khomeiny. Pourtant, quelques jours après, Claude Chayet apprit que Khomeiny avait détourné ses prescriptions en enregistrant à nouveau des déclarations furibondes sur cassette.

Il est avéré que le ministère français de l'Intérieur proposa d'expulser l'ayatollah Khomeiny à deux reprises, en octobre et en décembre 1978.² En effet, l'asile politique est offert à ceux qui fuient leur pays en raison de persécutions ou de risques de persécutions, mais pas à ceux qui poursuivent un combat militant. Ainsi donc le préfet des Yvelines prit un arrêté autorisant Khomeiny à séjourner en France et l'enjoignant, conformément au droit français, à quitter le territoire à la date du 10 octobre 1978. Toutefois, l'ambassade d'Iran demanda à la France de ne pas limiter le séjour de Khomeiny.

Si le ministre de l'Intérieur Christian Bonnet adressait des rapports réguliers au président français, accompagnés d'analyses de la situation politique et de l'état de l'opinion rédigées par le directeur général de la Police, l'existence de l'ayatollah Khomeiny n'évoquait rien de précis pour le président français. En effet, les télégrammes de l'ambassade française n'avaient, jusqu'à l'installation de l'ayatollah en France, fait que de brèves allusion aux mollahs, sans leur donner une importance décisive et sans mentionner le rôle particulier joué par Khomeiny.³ De fait, à la suite de l'installation en France de l'ayatollah, Valéry Giscard d'Estaing apprit successivement qu'il vouait une haine inexpiable au Shah, qu'il jouait un rôle actif dans l'opposition et qu'il faisait parvenir en Iran des cassettes enregistrées appelant à la révolution. Le journaliste Gilles Anquetil, qui fut convoqué au Quai d'Orsay en décembre 1978 afin d'initier les responsables français aux arcanes du chiisme, affirme que l'ensemble des responsables politiques furent longtemps ignorants de l'opposition en Iran :

« Je suis convoqué au Quai d'Orsay, fin décembre [1978], pour expliquer ce qu'est un ayatollah, ce qu'est le chiisme, ce qu'est cette affaire-là... Ils ne savaient rien, rien de rien ! »⁴

Désirant éviter une décision dont les conséquences seraient trop fâcheuses, Valéry Giscard d'Estaing et Jean François-Poncet décidèrent de consulter le Shah. Ainsi les autorités françaises et

1 *Ibid.* Valéry Giscard d'Estaing écrit à ce sujet : « (...) les règles de l'asile politique en France : si les réfugiés sont libres de leur opinion, ils doivent s'abstenir de conduire toute action violente à partir de notre territoire national. » (Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, p. 116.)

2 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 317. Pour les détails : Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 114-118.

3 *Ibid.* p. 115.

4 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

l'ambassadeur d'Iran en France Bahrami interrogèrent le Shah et Raoul Delaue sur l'attitude à adopter. Bahrami convainquit le chef du gouvernement iranien, Emami, que le séjour de Khomeiny à Paris ternirait son image, puis informa le ministère français des Affaires Étrangères que son gouvernement ne demandait pas de limiter le séjour de l'ayatollah en France.¹ Il était seulement demandé à Khomeiny de ne pas appeler à la violence contre le Shah. Mais force était de constater que Khomeiny, continuait d'envoyer des cassettes depuis la France. De plus en plus intrigué par l'état de l'opposition en Iran, François Chéron, sur une demande du président français, reçut Gobzadeh au Quai d'Orsay.² Ce dernier fit un long et brillant plaidoyer en faveur de la république islamique devant une sorte de grand jury composé de diverses personnalités. Claude Chayet en informa Valéry Giscard d'Estaing dont la conviction était faite qu'il fallait inscrire le problème iranien à l'ordre du jour de la conférence de la Guadeloupe.

L'aggravation de la situation posa de nouveau la question de l'expulsion de Khomeiny au gouvernement français. Pour le président français, cela ne concernait plus seulement l'Iran, mais aussi le respect des règles d'asile français. Il s'enquit alors des préparatifs pour une expulsion auprès du ministre de l'Intérieur.³ Ce dernier l'avertit toutefois des risques induits par une expulsion : cela pourrait provoquer un soulèvement à Téhéran, ce qui, par la même occasion, mettrait en danger les compatriotes français en Iran et menacerait les intérêts français. Mais le président était déterminé à agir. Afin de créer un effet de surprise, le choix du pays d'accueil se porta sur l'Algérie. Au préalable, Valéry Giscard d'Estaing prit une dernière précaution en consultant le Shah :

« Le Shah me remercie de l'avoir informé. Il précise que l'expulsion de l'ayatollah est une décision française, dans laquelle l'Iran ne veut avoir aucune part de responsabilité. S'il est interrogé après l'expulsion, il fera savoir qu'il n'a pas donné son accord à cette opération. »⁴

Le président français ne savait comment interpréter ce message : cela traduisait-il la peur d'une explosion à Téhéran ou une volonté de dissuader la France d'agir ? Pour Valéry Giscard d'Estaing, la France ne pouvait assumer seule ce risque.

Peu après, désireux d'éclaircir la situation, le président Giscard d'Estaing délégua de nouveau Michel Poniatowski à Téhéran, émissaire auteur d'un rapport remis au président en janvier 1979.

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, pp. 703-704.

2 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

3 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 116-117.

4 *Ibid.* pp. 117-118.

c) *Comment comprendre le laisser-faire français ?*

Comment comprendre la position française vis-à-vis de Khomeiny ? Incompréhension ? Complicité ? Hostilité qui ne peut cependant, par respect d'une image de « pays des droits de l'homme », aller au-delà de quelques remontrances de nature juridique ? Valéry Giscard d'Estaing avait bien pris soin de consulter son homologue iranien. Mais comment ne pas penser que le gouvernement français aurait pu faire davantage pour étouffer la parole de l'ayatollah ?

Pour Jean François-Poncet, il convient de battre en brèche l'idée d'un opportunisme français dans l'affaire Khomeiny. À cette question, il fournit une réponse toute en précaution, présentant la France comme un acteur plutôt désintéressé. Mais cela est-il crédible compte tenu des enjeux que la présence de l'ayatollah soulevait ?

« Je voudrais (...) apporter une réponse sur un point précis qui concerne Khomeiny et réfuter l'interprétation selon laquelle la France, dans cette affaire, a fait preuve " d'opportunisme". Pourquoi, d'ailleurs, un grand pays ne ferait-il jamais preuve d'opportunisme ? J'ai vu d'autres pays ne pas s'en priver et le général de Gaulle, en bien des circonstances, a surpris l'opinion par des positions totalement inattendues. Mais s'agissant de Khomeiny, la situation a été tout à fait différente de ce qui en a été dit. Pour comprendre, il faut savoir qu'on avait supprimé les visas entre la France et l'Iran. Khomeiny était donc entré en France sans être arrêté à la frontière. Le problème n'a jamais été de savoir si on le laisserait entrer mais bien s'il y avait lieu de l'expulser. C'est très différent : l'expulsion est un acte politique, entouré d'une grande publicité, susceptible d'exercer une influence sur le cours des événements, alors que la révolution grondait dans la rue à Téhéran. N'importe quel chef d'État responsable y aurait réfléchi. Qu'avons-nous fait ? Nous avons interrogé le Shah pour savoir ce qu'il en pensait. Michel Poniatowski, je crois à ma suggestion, fut envoyé à Téhéran pour lui demander ce qu'il souhaitait. Et le Shah lui déclara en substance : "Surtout ne l'expulsez pas ! ". Le Shah était en train de chercher un accommodement avec l'opposition et il craignait, non sans raison, que l'expulsion ne lui soit imputée et ne fasse avorter ses efforts. Il nous a donc demandé de le garder. Devions-nous être plus antikhomeinystes que la Shah d'Iran ? Nous ne l'avons pas pensé. Avons-nous eu tort ? Je n'en sais rien, mais je ne voudrais pas laisser passer le séjour de l'ayatollah en France pour un trait de génie méphistophélique, compliment qu'on cherche quelque fois à nous adresser. Aucune aide n'a été fournie à Khomeiny, je tiens à le dire. On aurait pu le mettre en résidence surveillée et l'isoler complètement de la presse. Mais sur ce point aussi nous avons interrogé le Shah par l'intermédiaire de notre ambassadeur. Et la réponse a été en substance : " Ne lui faites pas plus de difficultés qu'il n'est nécessaire. " La vérité est que la voix de Khomeiny s'est fait entendre en Iran d'une façon tout à fait nouvelle, puisque, pour la première fois dans l'histoire de la communication, des cassettes enregistrées dans le secret de son pavillon, ont été utilisées et acheminées à Téhéran. "¹

Ce témoignage est remis en cause par Alfred Grosser, pour qui le soutien accordé à l'ayatollah

1 Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (dir.), *La politique extérieure...*, op. cit., p.425.

Khomeiny reste un des mystère les plus impénétrables du mandat de Valéry Giscard d'Estaing. En effet, la France fournissait une infrastructure à son action de propagande dirigée vers l'Iran et l'Occident. Pour le chercheur, ce soutien qui ne s'affiche pas est une illusion supplémentaire de la diplomatie giscardienne :

« N'y a-t-il pas eu de grandes illusions sur les avantages que ce soutien rapporterait ? Des illusions analogues à celles de Michel Jobert espérant un traitement privilégié de la part des pays pétroliers grâce à l'action "bande à part" de la diplomatie française. »¹

4. Le rapport Poniatowski

a) Un état des lieux pessimiste mais réaliste

Conscient des troubles en Iran et devant composer avec la présence de l'ayatollah Khomeiny sur le territoire français, le chef de l'État français restait indécis sur la position à adopter. Michel Poniatowski fut à nouveau délégué à Téhéran, en décembre 1978. Il devait entretenir le souverain iranien d'un allègement éventuel du dispositif de sécurité dont bénéficiait l'ayatollah Khomeiny. La discussion porta plus généralement sur l'avenir des Pahalvi et l'action des puissances extérieures en Iran. De retour à Paris, Michel Poniatowski rédigea une note confidentielle que l'on peut résumer comme suit.²

Téhéran était pratiquement en état de siège. Le gaz, le fuel et l'électricité venaient à manquer. Les Iraniens semblaient louer l'accueil de l'ayatollah Khomeiny par la France, alors que les bureaux de l'ambassade des États-Unis et de la Grande-Bretagne avaient été attaqués ou incendiés.

Cela dit, le Shah restait digne et lucide, quoique fatigué, triste et désabusé. Il se disait abandonné par ses amis et sur le plan extérieur. Il présentait des ententes passées entre puissances externes pour l'abandonner :

« N'y a-t-il pas un complot de l'Occident contre moi ? N'a-t-on pas décidé de m'abandonner ? Ne juge-t-on pas que le point de non-retour est dépassé ? (...) Ce qu'il y a de plus dangereux, ce sont les ambiguïtés qui cacheraient une décision que l'on n'ose pas m'avouer. »³

1 *Ibid.* pp. 420-421.

2 Valéry Giscard d'Estaing, « Note confidentielle de Michel Poniatowski au président », *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 395-400. La reproduction de cette note figure en page 26 des annexes.

3 *Ibid.* p. 396.

Ententes dont il accepterait les conséquences si tout lui était clairement expliqué. Le souverain iranien doutait en effet du soutien américain. Poniatowski tenta alors de le rassurer. En retour, le Shah demanda l'atténuation des pressions soviétiques s'exerçant sur l'Iran. Il demande ainsi au président français d'obtenir de l'URSS qu'elle n'agisse pas en Iran au Sommet de la Guadeloupe.

Le Shah cherchait à comprendre ses erreurs : l'occidentalisation fut trop rapide, la renaissance religieuse forte, les influences externes (russes, libyennes et américaines) trop pesantes. Il était conscient du fait que tout geste de sa part serait considéré comme une erreur par l'opinion publique. De plus, si la fidélité de l'armée lui avait permis de surmonter jusqu'à présent la crise, la paralysie économique générale le contraignait à rester passif.

Le Shah examina alors trois voies de sortie possibles : la voie politique (par un changement de ministre, mais les milieux politiques iraniens n'avaient pas de crédibilité ou enjoignaient le Shah à partir), la voie brutale par la force (mais il fallait compter avec le risque de provoquer une guerre civile et une intervention étrangère) ou le départ du Shah. Dans tous les cas, le Shah se déclara sans projet précis d'échappatoire, puisque les événements étaient devenus incontrôlables.

Michel Poniatowski interrogea alors l'empereur sur le problème de l'ayatollah Khomeiny en France :

« Il s'agit d'une vieille guerre entre notre dynastie et le clergé chiite. Il en est le symbole. Et par là toute action doit être bien mesurée, car elle comporte de très grands risques. C'est pour cela que j'avais fait demander par notre ambassade, au début d'octobre [1978], à ce que l'ayatollah Khomeiny soit autorisé à demeurer, sans limitation, en France, non pas que je n'aimerais pas mieux le voir dans un autre pays où les communications et les envois de cassettes seraient moins bien assurés, mais il les expédierait d'où qu'il soit. »¹

Toutefois, le Shah rappelle son souhait de laisser le choix entre les mains de la France, sans oublier d'insister les risques d'une expulsion :

« Je laisse ce problème à la sagesse de la France. Je pense qu'il vaut finalement ne rien faire. Soyez en tout cas bien conscient que toute action à son égard est de grande portée. (...) Une expulsion me serait imputée et elle aurait les conséquences les plus graves... Ce pourrait être l'étincelle finale. Pour la France, elle-même, les conséquences seraient désastreuses. Agissez comme vous l'estimerez pour le mieux, mais sachez que pour moi, comme pour vous, les répercussions peuvent être très graves. »²

En conclusion, Michel Poniatowski estimait qu'il était difficile d'apprécier une situation aussi

1 *Ibid.* p. 398.

2 *Ibid.* pp. 398-399.

mouvante. Il consigna ainsi ses impressions :

1. L'affrontement monte en puissance, la crise est imminente ;
2. Deux tactiques se combineront dans la crise : manifestations, crise économique ;
3. Le général Azhari a échoué dans sa mission qui consistait à restaurer l'ordre ;
4. L'armée est le dernier soutien du Shah ;
5. Il ne s'agit pas que d'un rejet global du Shah, mais d'un affrontement entre le clergé chiite et les Pahlavi. Ce conflit étant d'ordre passionnel, expulser Khomeiny serait comme expulser un pape ;
6. Les religieux et l'armée sont les deux forces en présence et prêtes à s'allier. Elles sont nationalistes, antimarxistes et traditionnalistes ;
7. Les États-Unis se fondent sur l'équation Shah = armée = indépendance pour agir. Mais on pourrait penser que religieux = armée = indépendance. En dernière analyse, seule compte l'indépendance de l'Iran ;
8. Le Shah dispose encore de quelques atouts, même fragiles. Car l'armée s'use et l'engagement des États-Unis n'est pas éternellement garanti ;
9. Deux choix s'offrent au Shah : lancer une épreuve de force qui déclencherait une guerre civile, organiser un départ négocié avec préparation d'élections par un militaire approuvé par religieux ;
10. Les milieux politiques iraniens n'ont aucune crédibilité : seule une élection peut leur en offrir ;
11. La position française en Iran est favorable au regard de l'opinion iranienne, ce qui n'est pas le cas des positions américaines et britanniques ;
12. Un nouveau régime religieux-armée aurait une forte volonté d'indépendance ;
13. Il existe un risque de sécession de certaines populations en cas de guerre civile.

Michel Poniowski rendit compte de ses analyses à Valéry Giscard d'Estaing en janvier 1979.

b) L'effet du rapport Poniowski sur les décideurs français

Il importe de mettre en lumière les conséquences immédiates de ce rapport.

L'effet de ce rapport sur les positions de Valéry Giscard d'Estaing et, par conséquent, sur celles de la diplomatie française menée en Iran, fut considérable.

Ce fut tout d'abord la prise de conscience des conséquences possibles d'une expulsion.

L'avertissement du Shah a été pris très au sérieux par Valéry Giscard d'Estaing et son équipe. Selon Jean-Claude Cousseran :

« Je crois que notre ambassade, jusqu'en décembre [1978], n'était pas véritablement crue à Paris. Nous étions clairs que c'était quelque chose d'important et de sérieux. A partir de septembre [1978], nous avons commencé à dire que ce sont des affaires graves qui sont en train de se produire. Et puis, un jour, nous avons dit : "Ce régime est menacé". (...) Il [Michel Poniatowski] a trouvé un palais en état de siège et un Shah très marqué par la force de la confrontation. (...) Il est revenu en se disant que l'ambassade est pessimiste mais qu'elle a des raisons de l'être. Je crois qu'à partir de là, le sentiment que quelque chose de grave se jouait en Iran était devenu le sentiment des autorités françaises. »¹

Dans ses mémoires, le président explique que, pour lui, aucun doute n'était possible : il n'y avait plus de raisons de croire en la survie du régime du Shah.² Selon les mots mêmes du président français, les réponses du Shah à Michel Poniatowski le firent décommander l'expulsion de l'ayatollah Khomeiny.³

Toutefois, si la France ne croyait plus en la pérennité du Shah, il lui fallait encore définir une position quant à l'avenir du régime des Pahlavi : abandonner le Shah signifiait-t-il soutenir Khomeiny ? La France était ainsi invitée à exprimer sa position au Sommet de la Guadeloupe.

5. La France au sommet de la Guadeloupe : ni le Shah, ni Khomeiny ?

a) Les positions officielles des participants

Le sommet de la Guadeloupe se tint du 4 au 6 janvier 1979, entre la France (Valéry Giscard d'Estaing), les États-Unis (Jimmy Carter), la Grande-Bretagne (Jim Callaghan) et l'Allemagne (Helmut Schmidt). Il s'agissait de discuter des grands dossiers internationaux du moment. Dans le contexte de la révolution iranienne, la question de l'avenir du régime des Pahlavi avait été inscrite à l'agenda. Quoiqu'il reste difficile de déterminer avec justesse les propos et les positions de chacun lors de ce sommet, les éléments suivants ne font pas débat :

1 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

2 *Ibid.* p. 111 : « Pour le bien ou pour le mal, il était clair que le sort en était jeté. »

3 *Ibid.* p. 118 : « J'appelle au téléphone le ministre de l'Intérieur : " J'ai eu la réponse du Shah. Il ne veut pas prendre de responsabilité dans cette affaire. Il dira qu'il n'a pas donné son accord à l'expulsion de l'ayatollah. Il faut annuler l'opération - Tout est prêt pour demain matin. - Je le sais. Décommandez-la." »

- Chacun des États participants fit l'état des analyses dont il disposait¹
- La position officielle de la France était de prendre en compte les risques de décomposition politique et d'invasion soviétique. Valéry Giscard d'Estaing informa ses partenaires de la demande du Shah d'agir collectivement afin d'atténuer les pressions soviétiques²
- Valéry Giscard d'Estaing avait préalablement informé Jimmy Carter de l'état de santé du Shah, ce qui précipita la détermination américaine à abandonner le Shah³
- La position britannique se voulait pessimiste : le Shah a perdu tout contrôle, il n'y a pas de solution politique, l'armée ne peut assurer la transition⁴
- Les États-Unis avaient décidé d'abandonner le Shah. En conséquence, il est nécessaire de ne pas laisser une quelconque ouverture aux communistes en Iran. Jimmy Carter demanda à ses interlocuteurs de se rallier à lui⁵
- L'Allemagne n'avait pas de position précise sur le sujet, Helmut Schmidt se montrant indécis et exigeant une enquête supplémentaire. ⁶

b) La position indiscernable la France

En revanche, la position de la France sur l'attitude à adopter envers le Shah et son éventuelle évolution au cours du sommet de la Guadeloupe font encore débat.

En effet, si Valéry Giscard d'Estaing prétend avoir soutenu le Shah au sommet de la Guadeloupe, puisque ce dernier conserve une vision réaliste des choses et contrôle la seule force qui existe en dehors des religieux en Iran, c'est-à-dire l'armée⁷, d'autres sources suggèrent le ralliement de la France aux vues américaines. Selon Florence Hellot Bellier, le président français aurait commencé par montrer combien le régime du Shah était, à court terme, condamné, puis exprima son souhait de le remplacer.⁸ Pour Amir Aslan Afshar, le président français commença par surmonter ses hésitations et sa surprise, puis se rangea à l'avis de Jimmy Carter.⁹

Il est vrai que les États-Unis anticipaient depuis quelques temps déjà la déposition du Shah.

1 *Ibid.* pp. 112-114.

2 *Ibid.* p. 113.

3 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes. Ahmad Salamatian commente : « C'était une information de première importance. Les occidentaux se sont rendus compte trop tard qu'ils avaient construit toute leur influence, dans la zone qu'ils considéraient comme le centre de stabilité du Proche-Orient, sur l'organisme d'un homme. »

4 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, p.112.

5 *Ibid.* pp. 112-114.

6 Amir Aslan Afshar, *Mémoires d'Iran. Complots et trahisons*, Mareuil, 2015, coll. « histoire et pol », 510 p, p. 315.

7 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, pp. 112-114.

8 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 384.

9 Amir Aslan Afshar, *Mémoires d'Iran...*, *op. cit.*, p. 315.

En réponse à Valéry Giscard d'Estaing, Jimmy Carter annonça au Sommet de la Guadeloupe que les militaires formés aux États-Unis connaissaient suffisamment bien l'Iran pour le reprendre en main. Selon le président français, ces propos ne rassurèrent personne.¹

Il restait enfin la question de la succession des Pahlavi. À ce sujet, Amir Aslan Afshar décrit l'entente entre la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis pour installer l'ayatollah Khomeiny au pouvoir, ce dernier pouvant servir de rempart contre les communistes (de l'intérieur et de l'URSS).² Afshar en apporte encore une preuve avec le témoignage qu'il aurait recueilli du préfet Yves Bonnet, ancien patron de la DST. En effet, celui-ci devait retrouver son ami Jean-François Rozon à la Guadeloupe, le propriétaire de l'hôtel *Hamak* où avaient séjourné les participants du sommet. Jean-François Rozon aurait alors retrouvé un message envoyé par l'entourage de Khomeiny en France, formulé en ces termes : « *Le futur guide de l'Iran remercie les hôtes du Hamak de leur décision de sacrifier le Shah d'Iran.* » Pour l'ancien confident du Shah, il est évident que l'abandon du Shah par Valéry Giscard d'Estaing s'explique si l'on considère la rancœur personnelle qu'il entretenait à son égard depuis sa visite en Iran, en 1976.³ Accompagné du fiancé de sa fille, le chef d'État français avait demandé à ce que ce dernier trouve place à la table officielle. Le Shah aurait repoussé cette requête au motif que le jeune homme n'avait pas de position officielle, d'où la rancune de Valéry Giscard d'Estaing, rancune expliquant en partie son refus d'accueillir le Shah après son départ d'Iran en janvier 1979.

Abdolhassan Bani Sadr apporte une version différente des événements, en ce qu'il affirme que ni le Shah ni Khomeiny ne furent plébiscités au sommet de la Guadeloupe.⁴ Les américains auraient approuvé Shahpour Bakhtiar, dirigeant reconnu de la dissidence iranienne.

Malgré les débats sur la position française au Sommet de la Guadeloupe, il est certain que les États-Unis étaient décidé à abandonner le Shah. La dynamique révolutionnaire, probablement appuyée en secret par les Américains, fit le reste. Le Shah parti d'Iran en janvier 1979, c'était avec un régime radicalement différent et en cours de construction que les diplomates français devaient composer.

6. La diplomatie française vis-à-vis de la jeune république islamique d'Iran

1 Valéry Giscard d'Estaing, *Le pouvoir...*, *op. cit.*, p. 113.

2 Amir Aslan Afshar, *Mémoires d'Iran...*, *op. cit.*, p. 315.

3 *Ibid.* p. 316.

4 *Les 112 jours de Khomeiny en France*, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

Un changement aussi brutal de régime en Iran ne pouvait être sans conséquence sur l'action des diplomates français dans ce pays.

a) La lente et inéluctable détérioration des relations franco-iraniennes

Florence Hellot Bellier constate à ce sujet que les relations entre la France et l'Iran se dégradèrent lentement, au fur et à mesure de la radicalisation de la révolution islamique pendant l'année 1979.¹ En effet, le 24 janvier 1979, le ministère des Affaires étrangères français fut avisé du départ imminent de Shahpour Bahrami. Les lettres de rappel de Bahrami portaient l'en-tête « Ministère des Affaires étrangères de la République islamique », signées par Mehdi Bazargan, dirigeant du gouvernement provisoire depuis le 5 février 1979. Les premières exécutions des tribunaux révolutionnaires eurent le lieu le 16 février 1979. Puis la République islamique d'Iran fut proclamée le 1^{er} avril. Pour marquer la rupture avec le passé impérial, Hoveyda ainsi que d'autres personnalités de l'entourage du Shah furent exécutées. Dans la foulée, l'ensemble des institutions de la nouvelle république furent plébiscitées, notamment l'Assemblée des Experts en août 1979.

La chercheur note encore que la plupart des sociétés françaises en Iran cessèrent leurs travaux. Dans le domaine nucléaire, si Khomeiny confirma l'actionnariat iranien dans EURODIF, il rompit le contrat de fourniture des centrales nucléaires passé avec la France. C'était la fin d'un domaine essentiel de la collaboration franco-iraniennne.

Quant aux relations culturelles, elles se poursuivirent sans remise en cause majeure. L'Institut d'Iranologie, l'Alliance Israélite Universelle, la Mission Laïque française, les écoles françaises et de nombreux autres établissements furent maintenus. Le Lycée Razi continua aussi d'accueillir des élèves. Mais dans quelles conditions ?

Car force est de constater que les relations franco-iraniennes étaient bien compromises. Un contentieux naquit quand Louis Amigues, avec des ambassadeurs de la Communauté européenne, tenta une démarche auprès de Khomeiny et de Bani Sadr pour obtenir la libération des américains pris en otage depuis novembre 1979 à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.² Khomeiny et Bani Sadr leur permirent seulement de se rendre auprès des otages, puis à tenir une conférence de presse

1 Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 384. L'auteur fait une liste des principaux événements qui ont marqué cette année révolutionnaire : « (...) gouvernement provisoire de Mehdi Bazargan le 5 février, premières exécutions des tribunaux révolutionnaires le 16 février, proclamation de la République Islamique d'Iran le 1^{er} avril, exécutions de l'ancien Premier ministre Amir-'Abbas Hoveyda et de nombreuses personnalités de l'époque du chah, occupation de l'ambassade américaine à Téhéran par les Gardiens de la révolution jusqu'en juillet 1979, départ de l'ambassadeur américaine W.-H. Sullivan dont le statut diplomatique ne fut pas respecté, élection, en août, d'une assemblée des Experts pour rédiger la constitution. »

2 *Ibid.* p. 385.

après leur visite. Le choix de la France de participer à cette visite démontre que le contexte dans lequel s'inscrivait les relations franco-iraniennes n'était pas encore trop défavorable. L'Iran montrait d'ailleurs une certaine bonne volonté en nommant Chamsoddin Amir Ala'I au poste d'ambassadeur de la République Islamique d'Iran en France :

« (...) le gouvernement signifiait qu'il tenait à l'amitié de la France ; il confia à son ambassadeur la tâche de défendre les aspects les plus positifs de la Révolution islamique et de s'étonner de l'hospitalité accordée en France aux opposants iraniens à la République islamique. »¹

b) Les relations sont résolument compromises à partir de l'année 1980

Les relations franco-iraniennes se dégradèrent davantage pendant l'année 1980. L'ambassadeur français Raoul Delaye était soucieux de la sécurité des français depuis la prise d'otages à l'ambassade américaine. Il incita par conséquent les familles et les fonctionnaires résidant en Iran à anticiper ou à prolonger leur séjour en France. Cette suggestion alarma l'Iran. Pour ne pas compromettre entièrement les relations et donner le sentiment que la France abandonnait les coopérations, la France permit le retour à Téhéran du proviseur du Lycée Razi, Arnaud, en janvier 1980. Cela dit,

« La prise en otages de diplomates américains et les exécutions sans jugement de personnalités du régime du chah avaient soulevé les appréhensions du gouvernement français à l'égard du régime qui s'installait en Iran. »²

Les diplomates français à Téhéran ne semblaient plus exercer leur métier dans des conditions normales. Dans un courrier du 15 décembre 1980, l'ambassadeur de France en Iran Guy Georgy décrit un contexte incertain, où toute tentative de coopération paraît vaine :

« En ce qui concerne d'éventuels partenaires locaux, officiels ou privés, le manque d'organisation, l'absence d'orientation claire et ouverte, l'instabilité des responsables ou prétendus tels, rendent vaine toute tentative de contact sérieux. (...) En conclusion, il est difficile, dans l'état actuel, de mettre sur pied un véritable programme de coopération avec les Iraniens (...). »³

1 *Ibid.* p. 712.

2 *Ibid.* p. 714.

3 Courrier de l'ambassadeur de France en Iran Guy Georgy au ministère des Affaires étrangères sur l'action du département dans le domaine de la collaboration audiovisuelle, Téhéran, 15 décembre 1980, CADN, fonds Service culturel, B15.

La diplomatie française est donc paralysée et dans l'attente, dans la mesure où les autorités iraniennes ne sont pas encore clairement définies.

Les tensions franco-iraniennes s'accroissent surtout du fait des décisions qui se préparaient au sein du ministère iranien de l'Éducation afin d'accorder l'existence du Lycée Razi aux objectifs du nouveau régime.¹ Le Lycée Razi, qui ressentait déjà les soubresauts de la révolution, fut alors mis dans une situation précaire. La menace était culturelle, les négociations autour des otages américains exacerbant les clivages parmi les dirigeants de la République islamique : la dimension islamique devenait prépondérante dans la politique intérieure du pays. Des réformes d'islamisation furent engagées en direction des écoles, des universités et des intellectuels, ce qui renforça les appréhensions occidentales. Le régime semblait se durcir. Par conséquent, les Français vivant à Téhéran imaginèrent plusieurs scénarii possibles pour l'avenir du Lycée Razi. Arnaud et Monteagle rencontrèrent Salamatian, proche collaborateur de Bani Sadr. Salamatian ne remit pas en cause l'existence du Lycée Razi, mais son recrutement élitiste. Raoul Delaye proposa donc la coexistence de plusieurs sections de statuts différents et la création d'une section gratuite pour les enfants iraniens. Mais le vice-ministre de l'Éducation Massani annonça peu après sa décision de nommer à la tête de tous établissements scolaires étrangers un directeur iranien, à partir de septembre 1980. Cette décision provoqua l'émoi du proviseur du Lycée Razi qui en discuta avec Massani. Ce dernier indiqua que l'Iran restait reconnaissant à la France d'avoir accueilli Khomeiny et que cette nomination n'était pas une sanction dans la crise actuelle. Ainsi donc la Mission Laïque française élaborait un projet de statut pour s'adapter, et Raoul Delaye confirma l'ouverture du Lycée Razi à la rentrée de septembre 1980. Engagés dans une démarche de discussions pour se conformer aux nouvelles exigences, les diplomates français évoquèrent la possibilité d'une représentation de la Mission Laïque française au conseil de gestion du Lycée Razi et d'une école française coexistant dans les locaux du Lycée avec les deux établissements iraniens envisagés. Les négociations semblaient porter leur fruit, quand les Iraniens annoncèrent qu'ils mettaient fin à toute présence étrangère dans les écoles iraniennes. L'accord qui avait été prévu, en date du 21 juillet 1980, fut dénoncé par la partie iranienne. Par ailleurs, il n'y eut pas de nouvelle négociation à propos du maintien ou de l'aménagement de la convention de Vienne de 1962. Le chargé d'affaires Jean Perrin résume les bouleversements provoqués dans un courrier du 25 juillet 1983 :

« À partir de 1980, on assiste à un brutal phénomène d'attrition avec la nationalisation du Lycée Razi, la fermeture de la plupart des établissements religieux ainsi que celle de nos Centres culturels, la disparition des

1 Sur ce point et les éléments qui suivent : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, pp. 386-387.

programmes de coopération. Cet état de fait entraîne une très forte réduction du personnel. »¹

La décision de l'Iran mettait fin à cinquante-deux ans d'existence du lycée franco-iranien et de présence française dans le Lycée Razi. La Mission Laïque n'était plus que la propriétaire d'un Lycée dont elle n'avait plus la jouissance. La France était dépouillée de bâtiments qu'elle avait construits et aménagés, et dont elle devait disposer pendant soixante-quinze ans. C'est dire si le dispositif culturel de la diplomatie française était gravement atteint.² Un rapport de l'attaché linguistique Daniel Louvel, en date du 18 mai 1981, se conclut en ces termes éloquents :

« L'année 1980 marque pour l'Iran une rupture avec ses liens culturels antérieurs. Il est normal, dans ce contexte, que nos interlocuteurs habituels se soient peu manifestés. (...) [les] projets, évidemment ne pourront voir le jour que dans le cadre d'une véritable coopération avec les organismes iraniens. »³

Conclusion

Les relations franco-iraniennes sont, de 1969 à 1979, à la fois tributaires d'un contexte international mouvementé et marquées par une volonté de développer des relations bilatérales privilégiées à travers des domaines tels que la culture, le nucléaire civil ou la coopération technique.

Il est intéressant de constater combien les efforts fournis par les deux parties pour intensifier les collaborations restent déterminés par l'action de puissances extérieures, à commencer par les États-Unis. Pourtant, l'Iran et la France sont parvenus, en dix ans, à ouvrir des coopérations particulières en exploitant un « potentiel de situation » qui porte cependant en lui les germes de la crise de 1978-1979. À cet égard, la « Révolution blanche » de 1962 marque le commencement de la « révolution » de 1978-1979.

Les raisons de l'incapacité française à anticiper les bouleversements de l'année 1978 sont nombreuses : opportunisme économique, optimisme quant à la solidité du Shah, sous-estimation des oppositions religieuses, ignorance des projets fomentés par les États-Unis, etc.

D'un point de vue général, il reste difficile de caractériser de façon satisfaisante la

1 Courrier du chargé d'Affaires de France Jean Perrin au ministre des Relations extérieures Claude Cheysson, Téhéran, 25 juillet 1983, CADN, fonds Service culturel, B1, p. 2.

2 Florence Hellot-Bellier écrit : « Un nouveau contentieux s'ouvrit entre l'Iran et la France. Les séculaires relations culturelles privilégiées de la France et de l'Iran vacillèrent bel et bien. » (Florence Hellot-Bellier, *France-Iran...*, *op. cit.*, p. 387)

3 Rapport de l'attaché linguistique Daniel Louvel, Téhéran, 18 mai 1981, CADN, fonds Service culturel, B15.

diplomatie française en Iran, tant elle ne semble pas avoir toujours obéi à un schéma de pensée rationnel et cohérent. Finalement, les 112 jours de l'ayatollah Khomeiny en France et le Sommet de la Guadeloupe cristallisent les contradictions d'une diplomatie qui, ne désirant ni ternir son prestige ni compromettre ses intérêts en Iran, hésite quand il s'agit de trouver une solution de remplacement à un Shah maladif portant le poids de ses erreurs.

Pierre et Christian Pahlavi concluent leur réflexion sur la révolution iranienne avec ces mots que pourraient à présent méditer les décideurs français de l'époque :

« La Révolution islamique aura finalement été un jeu de dupes. Dans cette affaire, le Chah aura été la dupe de l'Occident, l'Occident, la dupe de Khomeiny, Khomeiny, la dupe du peuple, et le peuple, comme souvent, sa propre dupe. »¹

Il semble d'ailleurs que l'histoire se répète. En effet, exploitant la dynamique initiée par le président iranien Hassan Rohani pour ouvrir son pays aux investisseurs étrangers, le président français s'est récemment félicité de la signature possible de « grands contrats ». La ressemblance avec les années 1970 est flagrante si l'on tient compte des facteurs de crise qui menacent aujourd'hui l'Iran., notamment depuis la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad en 2005. Comment agirait alors la France si la République islamique venait à s'effondrer ?

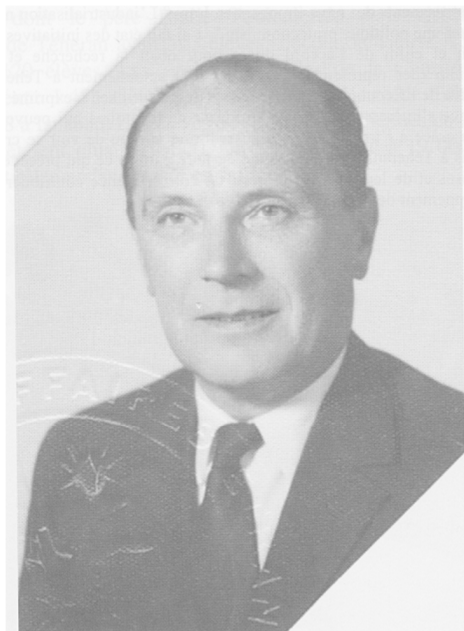
1 Pierre et Christian Pahlavi, *Le marécage...., op. cit.*, p. 532.

ANNEXES

LES ACTEURS DE LA DIPLOMATIE FRANCO-IRANIENNE

Ambassadeurs de France en Iran :

François Charles-Roux (mars 1969 - juillet 1972)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né à Sorgues (Vaucluse) le 4 octobre 1909. Mort le 19 avril 1999.

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'École des Sciences politiques, il intégra la carrière diplomatique en 1938 en tant qu'attaché de consulat à New York. Il démissionna en 1941 puis fut révoqué par le gouvernement de Vichy. Après la Seconde Guerre mondiale, entre plusieurs passages à l'administration centrale, il travailla pour le consulat de Boston (1952-1955), le consulat de Rabat (1965-1961) puis l'ambassade de Damas (1964-1969).

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran du 7 mars 1969 au 4 juillet 1972. Il exerça son activité dans un contexte de mise en place d'une réelle coopération économique entre la France et l'Iran. Le maintien de bonnes relations culturelles était aussi un axe majeur de la diplomatie française.

Toutefois, sa tâche fut compliquée par le refroidissement des relations franco-iraniennes consécutif à l'absence du président Pompidou aux fêtes de Persépolis, en 1971.

Conseillers

Jean François-Poncet (décembre 1968 – juillet 1971)

Né le 18 décembre 1928 à Paris.

Il fut licencié en droit, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'université de Wesleyan, Master of Arts de la Fletcher School et ancien élève de l'ENA.

Il devint secrétaire d'ambassade en 1955, chargé de mission puis directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1957 et 1958. Il fut secrétaire général de la délégation chargée de négocier les traités relatifs à la CEE de 1956 à 1958, sous-directeur des organisations européennes de 1958 à 1960, directeur des services de Coopération technique française au Maroc de 1961 à 1963, sous-directeur d'Afrique de 1963 à 1965 et attaché au CNRS.

Il fut premier conseiller à Téhéran de décembre 1968 à juillet 1971, date à laquelle il se consacra à la présidence d'entreprises.

Marcel Barthélémy (mai 1970- mai 1973)

Né à Rabat le 17 octobre 1920.

Diplômé d'études supérieures de japonais, il fut nommé secrétaire d'Extrême-Orient en mars 1946, troisième secrétaire à Yokohama, Tokyo et Séoul. Il fut vice-consul à New Dehli en 1956, premier secrétaire à Washington en 1959, deuxième conseiller au Caire puis à Rabat de 1963 à 1970.

Il fut nommé premier conseiller à Téhéran de mai 1970 à mai 1973.

Après son passage en Iran, il fut sous-directeur à la Direction des Affaires culturelles entre 1974 et 1975, inspecteur jusqu'en 1979, ambassadeur en Haïti de 1981 à 1983, enfin premier commissaire à la Commission du Pacifique Sud de 1983 à 1986.

Robert de Souza (juillet 1972 - mars 1977)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 5 juillet 1921 à Paris.

Il obtint une licence ès lettres, le diplôme de l'École des Sciences Politiques et celui de l'ENA.

Il fut vice-consul à Luxembourg en 1949. Il exerça au secrétariat général de l'administration centrale de 1952 à 1956. Il fut premier secrétaire à Damas en 1956 et 1967, ensuite à Beyrouth où il fut deuxième conseiller jusqu'en 1961. Il retourna à l'administration centrale entre 1961 et 1962, puis au cabinet du premier ministre en tant que conseiller technique jusqu'en 1964. Il fut nommé premier conseiller à Athènes de 1964 à 1968 et directeur de cabinet du secrétariat d'État aux Affaires étrangères de 1968 à 1972.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran du 4 juillet 1972 au 9 mars 1977. Personnage majeur des relations franco-iraniennes pendant les années 1970, il connut deux présidents durant sa mission à Téhéran (Pompidou, Giscard d'Estaing), ainsi que quatre Premiers ministres : Chaban-Delams, Messmer, Chirac et Barre. Enfin, il exerça sous l'autorité de quatre ministres des Affaires étrangères : Schumann, Jobert, Sauvagnargues et de Guiringaud.

Sa nomination devait détendre les relations franco-iraniennes. Il s'employa à rétablir la confiance entre le président de la République français et le Shah , confiance qui avait été érodée par l'absence de Georges Pompidou aux fêtes de Persépolis en 1971. Ce fut chose fait en septembre 1973.

Son passage fut marqué par la mise en oeuvre des initiatives de Charles-Roux en matière de coopération économique, le dossier du nucléaire et l'approfondissement des liens culturels.

Conseiller

Pierre Bitard (1973 - 1975)

Né à Paris le 11 mars 1924.

Il est breveté de l'École Nationale de la France d'outre-mer et de l'École Nationale des langues vivantes (cambodgien).

Il commença sa carrière au service à l'outre-mer de 1948 à 1956. Il fut premier secrétaire à Vientiane en 1956, intégré dans le cadre des secrétaires des Affaires étrangères en 1958, premier secrétaire à Khartoum de 1959 à 1961, premier secrétaire à Sofia de 1962 à 1965, auditeur au Collège de Défense de l'OTAN en 1966, deuxième conseiller à Dublin de 1966 à 1969 puis chargé dans l'administration centrale (Afrique-Levant) entre 1969 et 1973.

Il fut premier conseiller à Téhéran de 1973 à 1975.

Il poursuivit sa carrière au consulat de Jérusalem, à la direction politique, au service du courrier de la valise diplomatique, au consulat général à Abidjan, enfin à l'ambassade du Rwanda jusqu'en

1990.

Chargé d'affaires

Jacques-Alain de Sédouy (octobre 1976)

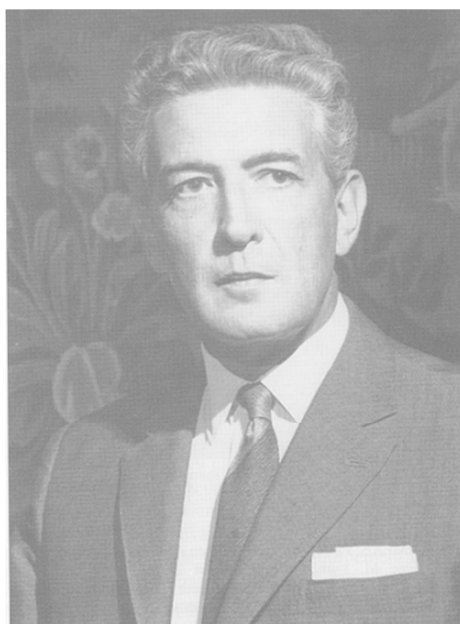
Il fut nommé premier conseiller à Téhéran au début de l'année 1976 afin de seconder Robert de Souza, au moment de l'impressionnante progression de la coopération bilatérale franco-iranienne en matière d'économie.

De Souza dut interrompre ses activités pour cause de maladie et laissa De Sédouy accueillir Valéry Giscard d'Estaing et plusieurs ministres en visite à Téhéran, le 3 octobre 1976.

Ainsi, de Sédouy participa à la rencontre entre les deux chefs d'État. Cette rencontre permit de discuter de la situation internationale, de la poursuite de la coopération nucléaire et des contrats à venir.

De Sédouy, témoin de l'agitation grandissante en Iran, ne partageait pas l'optimisme de Robert de Souza quant à la pérennité du régime impérial.

René de Saint-Légier de la Sausaye (mars 1977 - octobre 1977)



Né le 6 avril 1926 à Neuilly. Mort le 17 juillet 1978.

Il est licencié en droit, diplômé d'Études supérieures en droit public, de droit romain et d'histoire du droit, aussi élève de l'ENA.

Après une période à l'administration centrale (1954-1957), il fut deuxième secrétaire à Rome jusqu'en 1961. Il revint à l'administration centrale occuper le poste de sous-directeur d'Europe. Il dirigea le cabinet de Gaston Palewski en 1962. En 1964, il fut nommé conseiller diplomatique au secrétariat de la Présidence de la République, puis ambassadeur à Santiago en 1969. Il fit un passage à l'administration centrale en 1972 en tant que chargé des affaires d'Amérique et chef de service jusqu'en mars 1975. De 1975 à 1976, il fut chargé des affaires des Nations Unies et des Organisations Internationales ainsi que membre de la délégation française aux 30^e et 31^e sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran de mars 1977 à octobre 1977. Il prit ses fonctions quand Raymond Barre succéda à Jacques Chirac au poste de Premier ministre. Michel d'Ornano et Raymond Barre souhaitaient soutenir davantage les exportateurs français et poursuivre la politique de grands contrats à l'étranger impulsée par Pompidou. De la Sausaye avait pour mission de confirmer des contrats déjà concédés à des sociétés françaises et de mener des négociations susceptibles de rapprocher les intérêts économiques français et iraniens.

Conseiller

Jacques-Alain le Chartier de Sédouy (janvier 1976 – avril 1978)

Né à Paris le 18 novembre 1935.

Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Ancien élève de l'ENA, de 1960 à 1962.

Il entama sa carrière dans l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, en 1962. Il fut premier secrétaire en URSS de 1966 à 1968, avant de revenir dans l'administration centrale de 1968 à 1972. En 1972, il dirigea la division des négociations et accords de la société AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES, puis fut chef de cabinet à la Commission des communautés européennes de 1973 à 1975.

Il fut premier conseiller d'ambassade à Téhéran de janvier 1976 à avril 1978.

Il continua sa carrière comme chef de service à la direction des Affaires économiques du ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1981, ambassadeur en Jordanie de 1981 à 1985, ambassadeur au Mexique de 1986 à 1989, représentant de la France auprès de l'OECE de 1991 à 1993, conseiller diplomatique du gouvernement jusqu'en 1995, co-président adjoint du comité directeur de la Conférence sur l'ancienne Yougoslavie en 1994 et 1995, ambassadeur au Danemark de 1995 à 1998, enfin conseiller d'État en service extraordinaire depuis 1998.

Chargé d'affaires

Jacques-Alain de Sédouy (juillet 1977 – octobre 1977)

Quand il prit la responsabilité de l'ambassade de France à Téhéran, l'opposition iranienne s'exprimait ouvertement à Téhéran, à travers le cercle franco-iranien, l'Institut Goethe, le *Front National* de Mossadegh et divers avocats.

Il participa aux négociations d'Yves Gérard et son équipe sur le parachèvement de contrats concernant les centrales nucléaires. De Sédouy était chargé de faire aboutir les contrats engagés depuis 1974.

Au sein de son équipe diplomatique, certains pressentaient les bouleversements à venir en Iran. Leurs observations prirent la forme d'un rapport visionnaire, rédigé par Alain de Beaupuy et Jean-Claude Cousseran et envoyé à Paris en février 1978.

Raoul Delaye (octobre 1977 - septembre 1980)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 28 août 1922 à Rabat.

Il est licencié ès lettres, diplômé de l'École des Sciences politiques et ancien élève de l'ENA.

Il fut mis à la disposition de la Résidence générale au Maroc, de 1949 à 1956 avant d'être affecté au service de presse de l'ambassade France à Rabat jusqu'en 1958. Il devint premier secrétaire à Rabat en 1958 et 1959, à Bonn de 1959 à 1962, puis deuxième conseiller à Bonn jusqu'en 1967. Il fut nommé ambassadeur à Ouagadougou en 1967. Il revint à Paris en mars 1973 en tant que chargé du service d'Information et de Presse, service dont il fut le chef de 1974 à 1976. Il fut aussi ambassadeur à Bucarest de 1975 à 1977.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran d'octobre 1977 à septembre 1980. Il entra en fonction dans un climat politique tendu. Il s'appuya sur les analyses présentées dans le rapport de février 1978. Son constat était triple : l'ordre établi est profondément ébranlé, l'Iran est engagé dans un processus révolutionnaire, les religieux sont la force principale organisée qui pourrait mener une révolution. Les prédictions de Delaye furent confirmées par les événements en Iran en 1978.

Le ministre des Affaires étrangères François-Poncet confirma plus tard le rôle d'intermédiaire joué par Delaye entre le gouvernement français et le Shah, notamment pendant son passage en France (octobre 1978 – février 1979).

La diplomatie française perdait de son influence au fur et à mesure de la radicalisation du nouveau régime en Iran. Mais Delaye resta soucieux de la sécurité des ressortissants français en Iran.

Après l'élection de Abdolhassan Bani-Sard à la présidence, l'avenir du Lycée Razi devint un nouveau sujet de contentieux entre la France et l'Iran.

Conseiller

Louis Amiges (juillet 1978, décembre 1978 – juillet 1981)

Né le 23 décembre 1937 à Toulouse.

Il fit des études de droit et obtint le brevet de l'École Nationale de la France d'outre-mer.

Il travailla au secrétariat général du Gouvernement et dans l'administration centrale. Il intégra le

corps des conseiller et secrétaires des Affaires étrangères en septembre 1965. Il rejoignit ensuite le service des Affaires économiques. Il fut chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État à l'Information jusqu'à 1969, puis premier secrétaire à Athènes de 1969 à 1972, à Copenhague de 1972 à 1974.

Il fut deuxième conseiller à Téhéran en juillet 1978, puis premier conseiller au même poste de décembre 1978 à juillet 1981.

Après son passage à Téhéran, il rejoint la direction des Questions atomiques et spatiales jusqu'en 1985, en tant que sous-directeur. Il fut nommé ambassadeur à Hanoï de 1986 à 1989, puis inspecteur général adjoint des Affaires étrangères en 1992 et 1993, enfin ambassadeur en à Addis-Abeba de 1993 à 1996.

Chargé d'Affaires

Louis Amiges (novembre 1979, juillet – septembre 1980)

Il était présent au moment paroxystique des tensions entre l'Iran et les pays occidentaux, pendant la prise en otage de l'ambassade américaine.

Il fut encore chargé d'Affaires en 1980, entre le départ de Raoul Delaye en septembre et l'arrivée de Guy Georgy à Téhéran, en octobre. La sécurité des Français qui partaient d'Iran était alors une question essentielle.

Il demeurait encore à l'ambassade quand éclata la guerre entre l'Iran et l'Irak, le 22 septembre 1980.

Ambassadeurs d'Iran en France :

Général Hassan Pakravan (octobre 1969 - août 1973)



Source : www.saidehpakravan.com

Né le 4 août 1911 à Téhéran, mort le 11 avril 1979 dans la même ville.

Il effectua ses études au Caire et à Liège, en Belgique. Malgré son attrait pour l'histoire et la culture, il poursuivit une formation militaire en France.

Ses fonctions relevèrent, dans un premier temps, du domaine militaire : enseignant, attaché militaire, deuxième Bureau à deux reprises, etc. À la suite de la création de la SAVAK en 1956, le Shah nomma le général Pakravan responsable de la Section étrangère. En 1963, il travailla au cabinet d'Assadollah A'lam en qualité de sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. En janvier 1965, le Premier ministre Hoveyda composa un gouvernement dans lequel le général Pakravan reçut le ministère de l'Informartion. Il rentra dans la carrière diplomatique en tant qu'ambassadeur au Pakistan de 1966 à 1969, nomination faite dans la perspective d'améliorer les relations avec un pays membre, comme l'Iran, du CENTO. Il fut ensuite ambassadeur d'Iran en France du 4 octobre 1969 au 19 août 1973.

Les observateurs ont relevé sa personnalité remarquable, caractérisée par une certaine droiture et une quête permanente du dialogue.

Il fit preuve d'indépendance vis-à-vis des États-Unis. Il fut en outre un ambassadeur décisif de l'Iran au Pakistan et un chef de la SAVAK original, organisation qu'il chercha d'ailleurs à humaniser, au point que même l'opposition au régime du Shah le respectait. Si nombre des membres de l'opposition et d'intellectuels lui doivent sans doute la vie, d'autres lui reprochèrent cet esprit d'ouverture et lui attribuèrent la responsabilité des manifestations de 1963.

En vertu de ses qualités et de son passé, le Conseil des ministres français agréa avec enthousiasme sa nomination à Paris en septembre 1969. Le président Pompidou le connaissait par ailleurs déjà assez bien.

Pakravan tint toujours sa porte ouverte aux étudiants iraniens, s'efforça de rencontrer les journalistes, facilita la mission de Ali-Akbar E'temad venu jeter en juin 1972 les bases d'un accord intergouvernemental pour la construction de l'université franco-iranienne Avicenne.

Son mandat fut surtout marqué par les fêtes de Persépolis. Le rejet de l'invitation du Shah par Pompidou affecta Pakravan.

Il rentra en Iran au moment de la Révolution iranienne et, malgré les prières de certains membres du gouvernement Bazargan et de l'ayatollah Taleghani, fut condamné à mort sur ordre de Khomeiny en avril 1979.

Amir Chilaty-Fard (juillet 1973 - février 1978)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

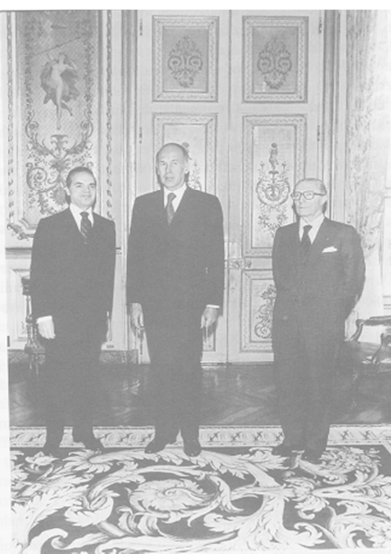
Né le 10 octobre 1922 .

Il fit des études de droit à Paris.

Il commença en tant qu'officier dans l'Armée impériale, puis entra au ministère des Affaires étrangères en 1953, dans le Département des Passeports et des Visas. Puis il travailla à la section des Traités et des Affaires juridiques, celle des Organisations internationales et à celle des Affaires économiques. Il fut ensuite affecté au troisième Département (Europe occidentale). Outre ses nombreuses missions diplomatiques effectuées à l'étranger (Madrid, Hamburg, Washington, Ankara), il fut sous-directeur du Protocole, directeur par intérim du département des relations culturelles, et enfin directeur général des Affaires culturelles et sociales et inspecteur supérieur au ministère des Affaires étrangères.

Ambassadeur de juillet 1973 à février 1978, il profita de l'élan donné aux relations franco-iraniennes par les multiples rencontres bilatérales entre 1973 et 1976. Il collabora notamment avec de Souza afin de relancer l'entente entre le Shah et le président Pompidou en 1973. Chilaty-Fard participa aussi à la première réunion de la Commission mixte gouvernementale franco-iranienne visant à établir une stratégie commune (notamment dans l'économie et le nucléaire civil), en janvier 1974, à Paris. Toutefois, la suite de sa mission se déroula dans des conditions moins favorables à mesure que le régime impérial périclitait et que les relations franco-iraniennes se dégradèrent.

**Chahpour Bahrami (février 1978
- janvier 1979)**



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né en 1924 à Téhéran, il fit des études de littérature, de sciences sociales et de droit en Iran et en Suisse.

Il entra au ministère de l'Industrie et du Commerce après ses études et, entre 1952 et 1953 dirigea le Bureau des Statistiques et des Études économiques, puis le Bureau des Expositions internationales. Il fit partie de la délégation de l'Iran à la Conférence économique des pays musulmans en 1953. A son retour, il intègra le ministère des Affaires étrangères comme membre du Bureau de la Presse. Par la suite, il fut nommé responsable de la Comptabilité, puis secrétaire à l'ambassade d'Iran à Londres en 1956 et jusqu'en 1958, date à laquelle il commença à diriger le 2^e Bureau. Il travailla ensuite à la Bibliothèque du ministère, à l'ambassade de Berne en 1963, au Bureau du ministre des Affaires étrangères en 1965, et enfin au Bureau des relations culturelles. Il devint ambassadeur et directeur général du ministère en 1967, dirigea ensuite le service du Protocole. Il fut nommé vice-secrétaire aux Affaires diplomatiques de 1972 à 1974, avant de représenter l'Iran en qualité d'ambassadeur au Caire entre 1975 et 1977.

Rappelé d'Égypte par le Shah qui constate l'aversion croissante envers son régime, il fut nommé ambassadeur à Paris de février 1978 à janvier 1979. Sous couvert de resserrer les liens entre la France et l'Iran, sa tâche véritable était de désarmer l'opposition au régime du Shah établie en France. Toutefois, Bahrami ne put rien empêcher des événements qui secouaient l'Iran et fut même témoin de l'installation de Khomeiny à Paris, puis de sa campagne contre le Shah orchestrée depuis Neauphle-le-Château. Sa mission s'acheva avec l'établissement de la République islamique d'Iran.

Autres acteurs notables de la diplomatie française en Iran :

Michel Poniatowski



Source : www.senat.fr

Né le 16 mai 1922 à Paris. Mort le 15 janvier 2002 au Rouret.

Homme politique français, député Républicain indépendant puis ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale d'avril 1973 à mai 1974.

Il est considéré comme un personnage décisif dans l'accession de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence. Ce dernier le nomma ministre de l'Intérieur et ministre d'État en mai 1974. Il quitta ce poste après l'échec de la majorité lors des élections municipales de mars 1977.

Il fut ambassadeur et représentant personnel du président de la République jusqu'en 1981. A ce titre, il entretint de bonnes relations avec le Shah d'Iran et fut envoyé à plusieurs reprises par Valéry Giscard d'Estaing afin de mener des discussions informelles. Il est l'auteur d'un rapport transmis au Président de la République française en janvier 1979, dans lequel il est question de l'avenir du Shah et de l'Iran. Ce texte soulève les enjeux liés à l'installation de l'ayatollah Khomeiny en France.

Autres acteurs notables de la diplomatie iranienne en France :

Amir Aslan Afshar



Source : www.atlantico.fr

Né le 21 novembre 1922 à Téhéran.

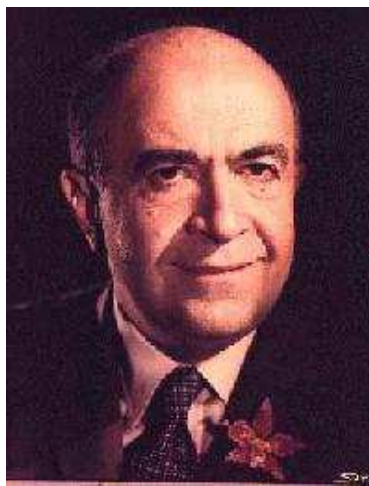
Il fit des études à l'occidentale en Allemagne.

Il entra au ministère des Affaires étrangères de l'Iran en 1947. De 1950 à 1964, il fut attaché à l'ambassade impériale aux Pays-Bas. Il fut membre de la délégation iranienne à la Conférence de Bandung de 1955. Il effectua un séjour au États-Unis entre 1955 et 1956 pour une étude sur l'économie américaine. Il fut membre de la délégation iranienne à l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant à la Commission économique des Nations Unies en 1958, 1959 et 1961. Entre 1967 et 1967, il fut ambassadeur en Autriche. Il fut président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA à Vienne de 1968 à 1969. Il fut ambassadeur aux États-Unis et ambassadeur accrédité au Mexique entre 1969 et 1973, puis ambassadeur en Allemagne jusqu'en 1977.

À partir de 1977, il fut le chef du protocole de la Cour impériale du Shah. Il représenta aussi l'Iran lors de maintes conférences internationales.

Outre sa carrière diplomatique impressionnante, il reste célèbre pour sa figure de confident du Shah.

Amir Abbas Hoveyda



Source : <http://www.hoveyda.net/>

Né le 18 février 1919 à Téhéran et mort le 7 avril 1979 dans la même ville.

Il fit ses études au Lycée français de Beyrouth, à Londres puis à Bruxelles. Il est diplômé en sciences politiques en 1941.

Son ascension au pouvoir fut marquée par des années de services au ministère des Affaires étrangères et un passage à la *National Iranian Oil Company*.

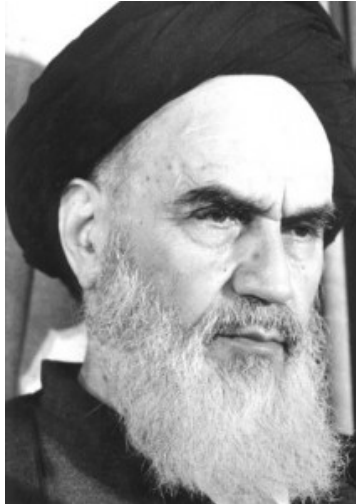
Il fut Premier ministre de l'Iran du 27 janvier 1965 au 6 août 1977, puis ministre de la Cour jusqu'au 9 septembre 1978 (date du « Vendredi noir »).

Incarnation des dérives du régime, il est arrêté sur ordre du Shah en novembre 1978 et incarcéré dans la prison de Qasr.

Alors que le départ du Shah et de la SAVAK lui auraient permis de s'enfuir de sa cellule, Amir Abbas Hoveyda considéra qu'il n'avait rien à se reprocher et demeura dans sa cellule. Au cours d'un entretien pour la télévision française, il se déclara innocent dans le déclenchement du processus révolutionnaire.

L'ayatollah Khalkhali le condamna à mort à l'issue d'un procès à huit clos, en mars 1979.

Ruhollah Khomeiny



Source : www.unidivers.fr

Né le 24 septembre 1902 à Khomein, mort le 3 juin 1989 à Téhéran.

Dignitaire religieux chiite (ayatollah et sayid), il est aussi considéré comme le père de la révolution islamique iranienne.

Prêchant contre le gouvernement du Shah à partir de 1963, il est expulsé d'Iran en novembre 1964. Il entra alors dans une période d'exil en Turquie, en Irak puis en France à partir d'octobre 1978. Il théorisa sa vision des rapports entre religion et politique dans le *Velayat e-faqih*, en Irak, en 1970.

Alors qu'il était toléré par les autorités en France, il viola à plusieurs reprises le droit français en poursuivant ses activités d'incitation à la violence contre le régime iranien. Pourtant, il apparaît que le Shah aurait insisté pour ne pas procéder à son expulsion de France.

Nombre d'hypothèses circulent à propos des liens que Khomeiny et son équipe entretenirent avec les autorités françaises, notamment celle de contacts informels visant à préparer l'installation d'un nouveau pouvoir islamique à Téhéran.

Il retourna dans une atmosphère triomphale à Téhéran le 1^{er} février 1979 et attribua le gouvernement provisoire à Mehdi Bazargan. Une série de référendums fut organisée en 1979 pour confirmer l'établissement d'une République islamique dont il serait le guide suprême.

Selon certains témoignages, Khomeiny aurait progressivement renié ses engagements démocratiques formulés pendant la période d'exil, avant de basculer dans un culte sanguinaire de la personnalité.

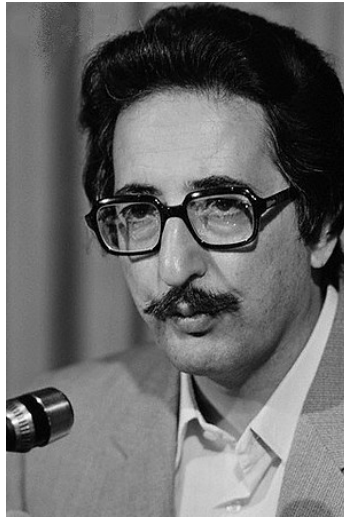
D'après le premier président de la République islamique Bani Sadr (1980-1981), Khomeiny avait négocié avec le candidat à la présidence américaine Ronald Reagan lors de la crise des otages américains (novembre 1979), afin de détériorer l'image du président en exercice et candidat Jimmy

Carter (théorie de la « surprise d'octobre »).

Il intensifia la propagande d'État lors la 1ère Guerre du Golfe, contre l'Irak et les puissances occidentales (1980-1988).

Une de ses dernières actions spectaculaires fut la condamnation à mort par *fatwa* de l'écrivain britannique Salman Rushdie, en 1989.

Abdolhassan Bani Sadr



Source : tub.altervista.org

Né le 22 mars 1933 à Hamadan.

Issu d'un milieu religieux proche de Khomeiny, il a étudié l'économie et la finance en France.

Adhérant au *Mouvement pour la liberté*, branche islamiste du mouvement mosaddesiste, il participe à une opposition pré-révolutionnaire influencée par l'islam dans les années 1960. Bani Sadr appartenait à une génération d'opposants qui avait pris conscience de la dimension internationale, anti-impérialiste et culturelle et religieuse de la lutte contre Shah.

Il rencontra l'ayatollah Khomeiny lors de l'enterrement de son père, en 1972.

Selon ses propres dires, son rôle fut de de préparer les communications de l'ayatollah Khomeiny en exil en France. Certaines sources affirment que Bani Sadr avait eu des contacts officieux avec les autorités françaises en vue de discuter de l'avenir de l'Iran post-impérial.

Membre du Conseil révolutionnaire pendant la révolution, il fut aussi nommé ministre des Finances du gouvernement provisoire de Bazargan le 27 février 1979. Le 12 novembre 1979, il devint ministre des Affaires étrangères. Il joua à cet égard un rôle important lors la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Aussi des discussions avec des représentants français eurent-elles lieu au sujet de la sécurité des ressortissants de la France en Iran.

Il fut élu président de la République islamique d'Iran avec une large majorité des voix, le 25 janvier 1980. Les raisons de sa destitution en juin 1981, probablement à l'initiative de Khomeiny qui se sentait menacé dans son pouvoir, restent cependant indéterminées.

Il dut s'exiler en juillet 1981 et s'installa en France où, à travers ouvrages et entretiens, il poursuit un travail de réflexion et de critique vis-à-vis de la République islamique d'Iran.

Ministres des Affaires étrangères français :

Maurice Schumann :

Né 10 avril 1911 à Paris, mort dans la même ville le 9 février 1998.

Ministre des Affaires étrangères sous les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, du 22 juin 1969 au 15 mars 1973.

Synthèse complexe de gaullisme et d'europhisme, son action ne fut pas significative en Iran.

Michel Jobert :

Né le 11 septembre 1921 à Meknès (Maroc), mort à Paris le 15 mai 2002.

Ministre des Affaires étrangères de mars 1973 à mai 1974.

Promoteur d'un dialogue euro-arabe, il s'insurgea ouvertement contre l'ingérence des États-Unis (par l'intermédiaire d'Henry Kissinger) dans les affaires européennes.

Jean Sauvagnargues :

Né le 2 avril 1915 à Paris, mort le 6 août 2002 dans la même ville.

Ministre des Affaires étrangères du 28 mai 1974 au 27 juillet 1976.

Valéry Giscard d'Estaing le nomma en raison de son passé d'ambassadeur en RFA. Ainsi, il ne joua aucun rôle dans la diplomatie en Iran.

Louis de Guiringaud :

Né le 12 octobre 1911 à Limoges, mort le 15 avril 1982 à Paris.

Ministre des Affaires étrangères du 27 août 1976 au 11 septembre 1978.

Jean François-Poncet :

Né le 8 décembre 1928 à Paris, mort dans la même ville le 18 juillet 2012.

Ministre des Affaires étrangères du 29 novembre 1978 au 22 mai 1981.

Lors d'un colloque portant sur la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing, Jean François-Poncet évoque une diplomatie concertée mais émaillée de décisions personnelles importantes, imprévisibles, parfois fécondes et innovantes. Se prononçant au sujet de l'affaire Khomeiny, il rejette les accusations d'opportunisme français et souligne le dialogue qui eut lieu avec le Shah pour décider de la pertinence d'une éventuelle expulsion de l'ayatollah.

CHRONOLOGIE

1969 :

7 mars : nomination de François Charles-Roux au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France en Iran

15 juin : élection de Georges Pompidou à la Présidence de la République française

25 juillet : doctrine Nixon d'aide aux pays alliés afin d'endiguer le communisme chez eux

4 Octobre : nomination du général Hassan Pakravan au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Iran en France

1970 :

Publication de *Velayat e-faqih* par l'ayaollah Ruhollah Khomeiny

11 mars : accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan d'Irak

1971 :

Janvier : visite du Premier ministre iranien Hoveyda en France

8 février : attaque de la gendarmerie de Siyâkhal par les *Fédayines du Peuple*

Mai : la CEE adopte un document commun sur le conflit israélo-arabe

31 juillet : fin du consortium pétrolier, création de l'OSCO

12-16 octobre : Célébration du 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire perse

Novembre : retrait des Britanniques du Golfe Persique, le Shah d'Iran fait occuper les îles du Tumb et Abu Musâ

Décembre : l'Iran rompt ses relations diplomatiques avec l'Irak, incidents frontaliers, expulsion massive des Kurdes iraniens d'Irak

1972 :

Violents affrontements à Téhéran

Collaboration de l'Iran avec le Commissariat à l'énergie atomique de Paris

Traité d'amitié irako-soviétique

Janvier : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Téhéran

4 juillet : Robert de Souza est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France en

Iran

Juin : - 'Ali-Akbar E'temad se rend en France jeter les bases d'un accord intergouvernemental pour la réalisation d'une université franco-iranienne Avicenne à Hamadan.

- visite de Saddam Hussein en France

Juillet : démission de Chaban-Delmas

Novembre : fermeture de la fondation de l'hoseyniye Ershâd par la police iranienne

1973 :

Mise en place du V^e Plan en Iran

Signature d'accords commerciaux franco-iraniens

Mars : élections législatives françaises

Avril : lancement de « l'année de l'Europe » par Henry Kissinger

Juillet : Amir Chilaty-Fard est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Iran en France

Septembre : - 16 : visite Téhéran du ministre du Développement Jean Charbonnel

- 17 : visite du président Pompidou en Iran, rétablissement des bonnes relations avec le Shah

Octobre : - 6 - 24 : guerre du Kippour

- 16 -17 : les pays de l'OPEP décident une augmentation importante des prix du brut de pétrole

Novembre : déclaration commune de la CEE sur le conflit israélo-palestinien

Décembre : - 22 : l'Iran accueille la conférence de l'OPEP, le prix du baril de pétrole brut atteint 11,6 dollars américains

- Au sommet de Copenhague, initiative française pour un dialogue euro-arabe

- Le Shah envoie des corps expéditionnaires pour défendre le sultanat d'Oman contre une rébellion marxiste-maoïste

1974 :

2 avril : mort du président français Georges Pompidou

27 mai : Valéry Giscard d'Estaing est élu Président de la République française

Décembre : le sommet de la Martinique liquide les contentieux franco-américains

1975 :

Le Shah renforce les lois restrictives de libertés

Libération de Shari'ati

La compagnie FRAMATOME est chargée de construire cinq centrales nucléaires

Exécution des dirigeants des *Fedayines du peuple* d'Iran

Retour au monopartisme en Iran avec le parti *Rastâkhiz-e Iran*

Février : accords de Laomé entre la CEE et le groupe ACP

Octobre : ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris

Novembre : sommet de Rambouillet, création du G6

Décembre : - Conférence sur la coopération économique internationale à Paris

- Rencontre du Shah et du président Giscard d'Estaing en Suisse

Hiver : rencontre du Shah et du président Giscard d'Estaing à Saint-Moritz

1976 :

Fuite des capitaux d'Iran

Visite privée du Premier ministre iranien Hoveyda à Paris

Septembre : création du *Conseil de la politique nucléaire extérieure*

Octobre : - Visite du président Giscard d'Estaing en Iran

- Jacques-Alain de Sédouy est nommé premier conseiller

1977 :

Mars : élections municipales françaises

Octobre : adoption du Plan Barre par l'Assemblée nationale

Fin du gouvernement Hoveyda en Iran, remplacé par Amuzegâr

14 Novembre : visite mouvementée du Shah à Washington

Mars-Octobre : René de Saint-Légier de la Sausaye est ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Téhéran

Juillet, octobre : Jacques-Alain de Sédouy reprend l'ambassade de Téhéran

Septembre : le président français envoie Michel Poniatowski à Téhéran afin de finaliser les contrats sur le nucléaire

Octobre : Raoul Delage est ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Téhéran

Novembre : le Shah s'arrête à Paris lors de son retour des États-Unis

6 août : Jamshid Amuzegar remplace Amir Abbas Hoveyda

1978 :

Avril : création du SME par Giscard d'Estaing et Schmidt

29 Novembre : Jean François-Poncet est nommé ministre des Affaires étrangères

La France participe avec le plus fort contingent à la FINUL au Liban

Mars : élections législatives françaises

7 Janvier : publication d'un article injurieux envers Khomeiny dans le journal *Ettala'at*, début de la révolution islamique d'Iran, manifestation réprimée dans la violence à Qom

Septembre : le Shah établit la loi martiale dans 11 villes, Oveysi est nommé gouverneur militaire de Téhéran

17 septembre : signature des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël

6 octobre : arrivée de l'ayatollah Khomeiny en France

19 août : incendie du cinéma *Rex* à Abadan

Février : Chahpour Bahrami est nommé ambassadeur d'Iran à Paris

18 février : émeutes à Tabriz

29 mars : émeutes dans plusieurs villes dont Yazd

11 août : loi martiale décrétée à Ispahan

27 août : Ja'far Sharif-Emâmi remplace Amuzegâr

8 septembre : « Vendredi noir », massacre de la place Jâle

6 novembre : le général Azhâri est nommé Premier ministre, grève générale dans le pays

10 novembre : manifestation immense à Téhéran au jour de tâsu'a

11 novembre : grande manifestation à Téhéran au jour de l'âshurâ

26 décembre : interruption des exportations de pétrole par les grévistes de la NIOC

31 décembre : Chapour Bakhtiar est nommé Premier ministre

1979 :

Janvier : - Départ du Shah en exil en Égypte

- Annulation du contrat EURODIF par le gouvernement Bakhtiar

- Remise du rapport Poniatowski au président Giscard d'Estaing

- Conférence de la Guadeloupe (France, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis) sur l'avenir de l'Iran

Février : - 1^{er} : retour de Khomeiny en Iran

- 5 : Bazargan dirige le gouvernement provisoire en Iran

- 10 : insurrection et chute du régime impérial, Bâzargân devient Premier ministre

11 avril : exécution du général Pakravan

4 novembre : prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran

25 décembre : intervention de l'armée soviétique en Afghanistan

1980 :

Élections sénatoriales françaises

Rupture du contrat EURODIF par la France qui crée un contentieux avec la République islamique d'Iran

Janvier : Abdolhassan Bani Sadr est élu président de la République islamique d'Iran

Mai : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev

Juin : position commune de la CEE sur le Moyen-Orient

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

Le rapport Poniatowski :

NOTE CONFIDENTIELLE DE MICHEL PONIATOWSKI AU PRÉSIDENT

Paris, le 29 décembre 1978

I. Conformément à vos instructions, je me suis rendu à Téhéran les 26, 27 et 28 décembre.

La ville est pratiquement en état de siège : couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin imposé très strictement, circulation automobile limitée, barrage de manifestants contrôlant fréquemment les voitures (à l'aéroport le contrôle se fait côté à côté : grévistes, manifestants et police), tirs et grenadages incessants, incidents avec les voitures étrangères, dont quelques unes sont lapidées et leur occupants battus. Seuls les Français circulent sans risque et, lorsque la voiture de l'ambassade sort, elle est accueillie par les cris de "Vite Khomeiny, vive le président Giscard."

Les bureaux de l'ambassade d'Angleterre ont été incendiés et ceux de l'ambassade des États-Unis quotidiennement attaqués. L'accès au palais, à partir de l'ambassade, qui est au centre de la ville, a été difficile : nombreux détours à grande vitesse et quelques coups de feu. Il n'y a plus d'essence ni de pétrole lampant avec lequel la plupart des Iraniens font leur cuisine. Il n'y a plus de fuel pour le chauffage des maisons à une époque de grand froid, ni de gaz. L'électricité est coupée presque tout le temps, à l'exception des hôpitaux et de l'ambassade de France.

II. J'ai trouvé le shah très digne et lucide, mais triste, fatigué et désabusé. Voici le résumé de notre entretien.

« Je vais parler à l'homme politique et non au représentant diplomatique. Mon langage vous paraîtra donc peut-être brutal.

Je suis presque seul sur le plan intérieur et déjà abandonné par beaucoup. Nombre de mes amis sont partis pour l'Europe et, a-t-il ajouté avec un demi-sourire, en particulier pour Nice.

« Je me demande aussi si je ne suis pas en train d'être abandonné sur plan extérieur. N'y a-t-il pas un complot de l'Occident contre moi ? N'a-t-on pas décidé de m'abandonner ? Ne juge-t-on pas que le point de non-retour est dépassé ? Si c'est le cas, il vaut me prévenir pour que je puisse prendre certaines mesures et certaines orientations. Ce qu'il y a de plus dangereux, ce sont les ambiguïtés qui cacheraient une décision que l'on n'ose pas m'avouer.

« Les Américains me disent qu'ils me soutiennent jusqu'au bout. Mais je sais que certains ont déjà des hésitations sérieuses..."

Je lui ai alors dit que nous étions pleinement conscients et de l'enjeu et de notre solidarité, et que l'indépendance de l'Iran était indispensable à l'indépendance de l'Europe.

« Alors il y a un point, a-t-il poursuivi, sur lequel vous pouvez m'aider. C'est d'atténuer la pression soviétique. Ils ont pour objectif la neutralisation de l'Iran et, à travers elle, la neutralisation de l'Europe à laquelle nous fournissons 50 % de ses besoins en pétrole. La pression soviétique sur le plan intérieur existe à travers le parti Tudeh, mais elle est limitée. En revanche, cette pression se fait sentir politiquement, diplomatiquement et militairement. Il a y a eu ces temps derniers, et en particulier lors de l'Achoura, des raids de Migs soviétiques. J'ai donné l'ordre de ne pas réagir et de ne pas les poursuivre, mais ce n'était pas la première fois, et de telles incursions en profondeur ont un sens, à moins d'être des actions militaires incontrôlées, ce qui n'est gère vraisemblable.

« Je cherche à comprendre ce qui s'est passé depuis un an. Nous avons certainement dû commettre des fautes, sinon nous n'en serions pas là. Mais je crois qu'en dehors d'une corruption dont je viens seulement de découvrir l'importance, les causes profondes de la situation actuelle se trouvent :

- dans une évolution trop rapide : l'Iran n'étais pas prêt à connaître une occidentalisation accélérée et une politique laïque à l'image d'Ataturk ;

- une renaissance religieuse trop forte qui a permis au long conflit qui existe depuis cinquante ans entre le clergé chiite et notre dynastie de tourner à l'épreuve de force ;

- des influences extérieures russes certes, mais limitées, surtout libyennes quant au financement, et américaines quant aux maladresses...

« Sur le plan intérieur, c'est à moi de décider de conduire mon action. Toute impression ressentie par l'opinion publique iranienne concernant une intervention étrangère est mauvaise et dangereuse. Certains pays le font et pensent m'aider, mais ils aboutissent au résultat strictement inverse. La représentation diplomatique d'un de ces pays (allusion à l'ambassadeur américain Sullivan) a été jusqu'à procéder à des consultations avec les dirigeants de l'opposition pour la constitution d'un nouveau gouvernement.

« Vous me demandez quel est mon schéma d'action ? Comment je vois l'avenir ? Il est très difficile d'agir lorsque l'on n'a plus prise sur les événements et lorsque tout mouvement risque d'être erreur...

« Il est très difficile d'agir lorsque le sol se dérobe...

« On a pensé à me forcer la main par ces manifestations qui n'ont pas lieu seulement à Téhéran mais dans le pays entier. La fidélité de l'armée m'a permis de surmonter cette première crise, mais il s'en ouvre aujourd'hui une seconde beaucoup plus grave, et qui est une paralysie économique générale qui nous contraindra à sortir d'une position d'attente et de voir venir, parce qu'il en ira du fonctionnement de la vie quotidienne du pays...

« Comment agir lorsqu'il n'y a plus de pétrole, nécessaire à l'alimentation quotidienne ? Lorsqu'il n'y a plus de gaz ni d'électricité ? La production de pétrole est tombée aujourd'hui à 350

000 barils par jour, c'est-à-dire à la moitié de ce qui est nécessaire pour faire fonctionner le pays..."

A ce moment-là, l'électricité s'est éteinte et le shah a poursuivi :

"Voyez tout s'éteint, c'est un symbole..."

« Avec la cessation des exportations, il n'y a plus de rentrées fiscales. D'ailleurs, l'ensemble du recouvrement des autres impôts est également suspendu... Je n'ai pas de quoi payer l'armée et nous allons être obligés de faire marcher l'imprimerie-billets, mais celle-ci même est stoppée et en grève ; l'armée sera donc obligée d'imprimer ses propres billets-monnaie...

« La paralysie actuelle de l'État est beaucoup plus grave... Elle touche la vie quotidienne de tous... Alors, que faire ? Il y a trois solutions :

« D'abord, une solution politique : je l'ai expérimentée avec M. Amebi pendant quelques mois. Il nous a fait perdre du temps et des occasions. Pour sortir de la situation présente, et avec la maladie du général Azhari, j'ai essayé de mettre en oeuvre un ministère Sandjabi. Mais, après avoir procédé à toutes les consultations nécessaires, il est venu me donner comme réponse que je devais partir...

« J'ai chargé M. Sideghi de constituer un gouvernement. Il n'a pu le faire jusqu'à présent. Je lui ai donné un nouveau délai qui se termine dimanche 31 décembre.

« En fait, les milieux politiques iraniens n'ont ni réalité, ni crédibilité, celles-ci ne pourraient venir que des élections. Pour le moment, il s'agit de gens qui se sont fabriqués eux-mêmes...

« La solution de force : certains me la recommandent. Tous ceux-là ne sont pas Iraniens, mais sont-ils responsables ? Mesurent-ils bien la conséquence de leurs conseils ? En fait, la solution de force passe par l'exécution d'un nombre de gens, par 30 000 arrestations, par un bain de sang et un risque réel de guerre civile et d'interventions étrangères. Ces conseillers me disent 'Justement, vous vous sauverez après l'intervention étrangère'. En fait, le traité russo-iranien donne aux Russes le droit d'intervenir militairement, en cas de pénétration d'autres troupes étrangères. Mais j'ai peur que cette intervention soit unilatérale et que, si je risque de voir arriver des troupes russes, et leurs avions m'en donnent un avant-goût, je ne suis pas sûr du tout de voir arriver des troupes américaines. Et puis la solution de force, c'est l'aventure absolue et, après avoir tant fait pour ce pays, ai-je le droit de lui faire courir un tel risque et lui faire porter de tels coups...

« La troisième solution, vous l'imaginez...

« Ce que pouvez faire de plus utile, ce sur quoi Monsieur Giscard d'Estaing peut me rendre le plus grand service, c'est qu'à la Guadeloupe une position claire soit adoptée pour agir collectivement auprès de l'U.R.S.S., afin d'obtenir qu'elle n'agisse ni n'intervienne en Iran, mais surtout que ceci soit bien clairement l'effet d'une volonté collective nettement affirmée...

« Voyez-vous, certains ne m'ont pas rendu que des services ; ils me poussent et me lâchent...

« Ici, les mêmes prétendent m'aider, mais brouillent les cartes...

« Non, je n'ai pas de schéma, je n'ai pas de projet précis, parce qu'il n'est pas possible d'en avoir dans une situation qui évolue si vite tous les jours et où l'on ne contrôle pas les événements. »

III. Je l'ai alors interrogé sur le problème de l'ayatollah Khomeiny.

« Il s'agit d'une vieille guerre entre notre dynastie et le clergé chiite. Il en est le symbole. Et par là toute action doit être bien mesurée, car elle comporte de très grands risques. C'est pour cela que j'ai fait demander par notre ambassade, au début d'octobre, à ce que l'ayatollah Khomeiny soit autorisé à demeurer, sans limitation, en France, non pas que je n'aimerais pas mieux le voir dans un autre pays où les communications et les envois de cassettes seraient moins bien assurés, mais il les expédierait d'où qu'il soit. J'ai pensé suggérer une action tendant à l'orienter vers l'Algérie. Cela aurait l'avantage de moins bonnes communications, mais, en revanche, cela comporterait des risques politiques accrus.

« Je laisse ce problème à la sagesse de la France. Je pense qu'il vaut mieux finalement ne rien faire. Soyez en tout cas bien conscient que toute action à son égard est de grande portée. Je confirme donc la démarche de notre ambassade début octobre et elle demeure la même. Une expulsion me serait imputée et elle aurait les conséquences les plus graves. Cela pourrait être l'étincelle finale. Pour la France, elle-même, les conséquences seraient sérieuses. Agissez comme vous l'estimerez pour le mieux, mais sachez que pour moi, comme pour vous, les répercussions peuvent être très graves. »

IV. Il est naturellement très difficile de juger et d'apprécier la situation et l'évolution, nombre de données manquent. Ce qui est dit ci-après ne résulte donc que d'impressions. Elles sont les suivantes :

(1) La montée en charge de l'affrontement est très rapide et le point de crise est très proche.

(2) On va assister à une combinaison des deux tactiques, manifestations et grève économique.

(3) Le général Azhari, qui est d'ailleurs couché, n'a pas réussi dans la seule mission qui lui était confiée et qui était, non pas de gouverner, mais de restaurer la sécurité et de redonner au pays le sens électoral, nourriture et calme.

(4) L'armée mise à part, le rejet du shah est général. C'est ainsi que le corps des magistrats de la région de Téhéran, procureur général en tête, a déposé et signé une motion qui vous est adressée, vous remerciant d'accueillir et de protéger l'ayatollah.

(5) Ce n'est pas seulement le rejet d'un régime, policier et corrompu, mais la fin d'une longue explication entre le clergé chiite et la dynastie.

L'état actuel du conflit est émotif et passionnel. À cet égard, il faut comprendre que l'expulsion de l'ayatollah, chef religieux, aurait les mêmes répercussions chez nous que l'expulsion du pape.

(6) Les deux seules forces en présence, les religieux et l'armée, ont des caractéristiques communes qui risquent fort de les pousser à s'entendre. Tous deux sont très nationalistes,

traditionnalistes, antimarxistes.

(7) L'attitude américaine depuis le début de la crise faire reposer son analyse sur une équation : shah = armée = indépendance. Cette attitude a contribué à redéclasser tout le problème. On pourrait aussi bien concevoir une autre équation : religieux = armée = indépendance. Elle serait, semble-t-il, tout aussi valable et, en définitive, seule compte l'indépendance du pays.

(8) Le shah a encore entre les mains des éléments favorables :

- une fidélité de l'armée, mais qui s'use comme le montrent des incidents de plus en plus nombreux ;
- l'engagement américain, mais jusqu'où ?
- le consensus international de Pékin à Moscou, en passant par Washington, et qui s'accorde à ne pas rechercher une déstabilisation du pays.

Tous les autres éléments d'analyse sont défavorables.

(9) En réalité le shah semble se trouver en présence de deux choix :

- soit l'épreuve de force entre l'armée, la police et l'ensemble du pays, dégénérant rapidement en guerre civile ;
- soit le départ négocié, c'est-à-dire la désignation d'un régent militaire admis par les milieux religieux, qui serait chargé du retour au calme et de la préparation des élections.

(10) Les milieux politiques sont actuellement sans crédit et n'ont pas de légitimité, celle-ci ne peut leur être donnée que par des élections.

(11) La position française, au regard de l'opinion, est exceptionnellement favorable et peut être opposée, en particulier, à la position britannique et américaine. Les Allemands, sur place, travaillent déjà à retirer leur épingle du jeu.

(12) Il n'y pas de raison de croire qu'un régime soutenu à la fois par les religieux et l'armée ait une volonté d'indépendance moins forte. Cependant, celle-ci peut être évidemment être ultérieurement remise en cause par une évolution politique défavorable résultant un jour des élections.

(13) Le shah ne m'a pas caché qu'en cas de situation de guerre civile, il y avait des risques de sécession de certaines populations, telles que les Kurdes et les Baloutches, près de la frontière afghane.

Michel Poniatowski

ENTRETIEN AVEC ABDOLHASSAN BANI SADR

L'entretien a lieu le 21 novembre 2015, à Versailles, chez M. Bani Sadr. Les propos de Bani Sadr n'ont pas été reformulés afin d'en préserver l'authenticité.

Pierre Roussot : Pour vous rappeler brièvement mon sujet : je parlerai de la diplomatie française en Iran dans les années 1970. Donc cela couvrira la période 1970-1979, peut-être 1980. Quant aux questions, je n'ai rien préparé de précis, mais plutôt des thématiques à aborder. Pour la méthode, j'ai une approche historique, c'est-à-dire que vous possédez un témoignage très intéressant d'un point de vue historique. Je ne juge pas, je veux comprendre votre point de vue sur ce sujet...

Pourriez-vous vous présenter, pour commencer... ?

Abdolhassan Bani Sadr : Je suis Abdolhassan Bani Sadr, ancien président de la République d'Iran... Cela vous suffit ?

Vous pourriez développer ?

J'ai fait des études universitaires, j'ai été chercheur. J'ai travaillé avec un sociologue français, à l'Institut d'Études et de Recherches sociales de l'Université de Téhéran. On a fait beaucoup de travaux, qui ont été publiés d'ailleurs dans la langue française, comme articles et comme livres. Par exemple, *Pétrole et violence*, c'était avec nos docteurs. Mais aussi il y avait la féodalité de l'État en Iran, le marché de Téhéran... Beaucoup de ce genre d'études sociologiques. Depuis, j'ai travaillé sur trois domaines : sociologie, économie et philosophie. J'ai écrit beaucoup de livres...

... sur l'Iran, dans ce domaine ?

Non, non, mes derniers travaux sont sur la démocratie. Ils constituent cinq livres : le totalitarisme,

les partis politiques, le social, etc.

À propos de vous, j'ai lu aussi, concernant votre parcours politique... D'ailleurs, vous pourriez me décrire votre parcours politique, en tant que militant ? J'ai lu que vous aviez commencé à militer surtout dans les années 1960, vous aviez fait des rencontres, vous étiez dans un milieu d'opposants.

J'ai commencé très jeune, au moment de la nationalisation du pétrole décidée par Mossadegh. Donc je militais dans le cadre du *Front National*, pas comme le vôtre (*rires*). C'était un mouvement pour l'indépendance et la liberté, donc la démocratie en Iran. J'ai commencé même avant que Mossadegh ne devienne Premier ministre, en 1949... 1948.. quelque chose comme ça. J'ai continué après le coup d'État contre Mossadegh. J'ai toujours milité pour un Iran démocratique.

Ca s'appelait le «Mouvement pour la liberté », c'est bien ça ?

C'était un parti parmi d'autres qui constituait le *Front National*. Un de ces partis était dirigé par Bazargan, qui est devenu Premier ministre après la Révolution. Je n'étais pas membre de ce parti là. Quand je suis entré en France, des gens de ce parti avaient été arrêtés, et j'étais menacé par le tribunal militaire. C'est pourquoi je suis allé voir Mossadegh et beaucoup d'autres personnalités universitaires, pour constituer un comité pour la défense des prisonniers politiques iraniens .Le comité a été constitué, et, jusqu'à la révolution, il a continué de défendre les prisonniers politiques iraniens.

... D'accord. J'ai lu qu'à cette époque, il y avait des réseaux de militants avec des figures qui se dégageaient : vous, Amir Shariati, aussi des militants qui militaient à l'international comme Ebrahim Yazdi...

Ebrahim Yazdi, qui est toujours vivant, était membre de ce *Mouvement pour la Liberté*. Amir Shariati est parti quand je suis revenu en France : quelques mois après, il est parti pour l'Iran. La collaboration a continué. Bon, s'il y avait un *Front National* à l'extérieur de l'Iran constitué des intellectuels et des étudiants, il n'y avait pas beaucoup d'autres membres. La grande majorité était des étudiants, une minorité des intellectuels. Et là, ils avaient décidé de dissoudre le parti, que le *Front National* constitue une seule organisation, ici, en Europe. Ils ont fait une déclaration à Mossadegh qui n'a pas accepté. Il a dit que cela ce n'était pas le *Front National*, mais un parti. Le *Front National* regroupe les partis qui ont en commun l'indépendance et la liberté, la démocratie en

Iran, voilà. Donc, à partir du refus de Mossadegh, de nouveau le *Front National* a été constitué. Alors, en Iran, il n'y en avait pas. À l'extérieur, il a continué. Mais, en Iran, non. La SAVAK, la police politique du Shah, l'a empêché d'agir jusqu'à la révolution.

... *D'accord. Une dernière question à propos de vous : pourriez-vous expliquer vos idées, et si elles ont changé, sur la religion et la politique. À ce titre, vous êtes liés avec Khomeiny. Quand est-ce que vous l'avez rencontré ?*

Je l'ai rencontré à Nadjaf...

... *En Irak.*

Oui... cinq ou six ans avant la révolution, une première fois. Je l'ai rencontré une deuxième fois, et après il est venu ici, en France, chez moi. Avant de venir ici, en Europe, sa thèse politique était le *velayat-e faqih*, la souveraineté du docte. On peut comparer avec les pleins pouvoirs du Pape au Moyen-Âge. Le Pape était considéré comme ayant les pleins pouvoirs sur tout le monde... Mais, dès qu'il est arrivé en France, j'ai préparé dix sept questions et dix sept réponses pour lui, disant que, s'il devait défendre sa thèse, les Européens connaissent très bien ce que signifie Moyen-Âge et pleins pouvoirs du Pape. Donc, il saurait réagir si les gens l'attaquaient en disant « vous voulez établir un fascisme religieux en Iran », un « totalitarisme religieux » en Iran, etc. Parmi les dix-sept questions, deux portaient sur le fascisme religieux et la place des religieux dans un régime. Bon, la réponse que j'ai proposé à Khomeiny pour ce genre de questions était d'abord que la souveraineté vient du peuple, et que les religieux resteront en dehors de l'État, que Khomeiny lui-même ne jouerait pas un rôle de l'État. Il n'aurait pas un rôle au sein de l'État... des partis... Il a accepté, il a donné ce genre de réponses à la télévision. La révolution iranienne est la première révolution dans le monde qui se déroulait devant le monde tout entier. Quotidiennement, le monde se rendait compte du discours de la révolution, ce que ce peuple voulait. C'était cela, jusqu'à Téhéran... À Téhéran, il a changé d'avis. Il a dit : « J'ai dit des choses en Europe, je ne m'engageais pas à les respecter là ». Donc il a commencé un nouveau discours : les pleins pouvoirs du guide. Depuis, j'ai travaillé plus de cinquante ans sur la question sur la religion. J'ai écrit beaucoup de livres, deux livres sont traduits en français : *Droits de l'homme dans le Coran* et *Le Coran et le pouvoir*. Selon moi, non seulement la religion mais le pouvoir, quelqu'il soit, aliène l'idéologique, quelqu'elle soit. Pour se servir de l'idéologie, il faut qu'il l'aliène. Donc, je suis absolument pour une séparation totale de la religion et du pouvoir. Même un parti politique qui a pour objectif d'arriver au pouvoir avec l'islam comme

principe, comme idéologie, il ne peut aliéner l'islam. Cela, le Coran le dit. L'Iran, en se servant du Coran, doit libérer l'homme de la violence. Les musulmans peuvent se servir de la violence, mais ils doivent appliquer les règles de la déviolence... je n'ai pas trouvé le mot en français... disons la libération de l'homme de la violence.

Ainsi, il y avait vraiment une différence entre les idées que défendait Khomeiny au moment de la révolution et le moment où il a publié son livre "Velayat-e faqih", c'est ça ?

Il a changé cinq fois son idée. Au début il était contre le droit des religieux sur les autres. A Nadjaf, il a enseigné la souveraineté du docte comme application de la loi islamique. Ici, en France, il a dit « la souveraineté revient au peuple », « même Khomeiny suit le peuple », c'est lui qui l'a dit. Bon, de retour à Téhéran, au début, il ne pouvait pas ... nier ce qu'il avait dit sur la souveraineté. Donc il a dit que l'homme religieux a pour mission de surveiller. Le *velayat-e faqih* se définit alors comme une surveillance. Vers la fin, il a dit que non, le guide a pleins pouvoirs. C'est donc effectivement le pouvoir qui aliène l'idée. Donc, au début, il ne pouvait pas s'imaginer un jour au pouvoir. Il était absolument contre. Au moment où il se posait comme alternative au pouvoir du Shah, il a prêché, il a enseigné la souveraineté du docte comme application des lois. Ici, en France, parce qu'il avait peur que la révolution par la souveraineté du docte ne tombe sous le coup des journalistes et tout le monde, il est revenu sur ce qu'il avait dit jusque là : la souveraineté revient au peuple. De Téhéran, au fur et à mesure que le pouvoir se concentrait en lui, ses idées sur la souveraineté du docte s'aliénaient jusqu'à la souveraineté totale. Donc, il y eut une période qu'il a passé en France. Avant et après, ce n'est pas lui qui parle. En réalité, il y avait une commission qui préparait les réponses pour les journalistes. Lui ne faisait que répondre à ces questions. Les idées n'étaient pas de lui...

Nous pourrions y revenir plus tard, car j'aimerais aborder maintenant la situation de l'Iran dans les années 1970. À grands traits : des personnages importants, des événements clés, des grandes dynamiques. Tout ce qui m'aiderait à comprendre le contexte de l'époque.

Dans les dix années qui ont abouti à la révolution iranienne, il y eut un mouvement de la société iranienne. D'abord la population augmentait, donc rajeunissait. La réforme agraire a fait que les gens ont quitté les villages pour la ville, se détachant des structures sociales traditionnelles, ne trouvant aucun refuge, cherchant des hommes et des femmes de refuge. Étant donné la dictature, les partis politiques n'existent pratiquement pas. Quel refuge pour ceux-là ? La mosquée. C'est le premier bouleversement important de cette époque-là. Quant au Shah, c'est un régime qui, au début,

se légitimait par la modernité... mais, en même temps, le pouvoir vidait cette modernité de son contenu. Le Shah s'est vu obliger de redonner un contenu à cette modernité. Il a parlé de sa « Révolution blanche ». Mais ces principes-là aussi se sont vidés. Il voulait une grande civilisation, ce que j'ai développé dans ce livre, *Pétrole et violence*. Jankélévitch était professeur de philosophie à la Sorbonne. Je lui ai demandé qu'il devienne membre du comité de Sartre. Il a dit que, si le Shah dit la vérité, s'il est en train de moderniser l'Iran, alors sa dictature est compréhensible. Donc il voulait qu'on lui démontre si l'Iran est en train de se développer ou non. On lui a fait un travail, le résultat c'est *Pétrole et violence*. Nous montrons qu'il ne s'agit pas de développer l'Iran, mais de développer l'économie dominante en Iran, ce qui est différent. Donc il a accepté de devenir membre de ce comité....

J'aimerais aussi aborder cette situation créée par le développement : il y avait une sorte de surchauffe économique, notamment après le premier choc pétrolier. Les revenus du pays augmentaient, et le Shah s'est lancé dans une politique de dépenses, de consommation à outrance, ce qui aurait provoqué une surchauffe économique si j'ai bien compris. Et cela aurait alimenté le climat de contestation.

L'économie, qui est basée sur le pétrole, même aujourd'hui, est une économie axée sur la consommation, pas la production. Donc les dépenses de l'État créent un pouvoir d'achat, à partir du pétrole et du déficit. J'ai fait une autre étude sur l'économie iranienne dans son histoire, jusqu'à la période avant les Pahlavi. Le budget de l'État était toujours excédentaire. Les revenus étaient supérieurs aux dépenses. Après, le budget est devenu déficitaire, et ça l'est resté jusqu'à aujourd'hui. Maintenant, c'est quelque chose comme... un chiffre inimaginable...

... Vous avez des estimations chiffrées ?

Ah, je pense que si l'on parle de produit national brut réel, plusieurs fois. Mais on n'a pas de chiffres apparent. Et c'est un budget qui ne vient pas du revenu national, qui vient du pétrole, c'est-à-dire de l'économie extérieure qui exploite le pétrole et qui exporte vers l'Iran. C'est la même chose aujourd'hui en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe persique, où les revenus viennent des richesses, pas de la production. La société y dépend de l'État dans ses activités économiques. La démocratie ne peut pas s'établir, parce que c'est un État indépendant de sa société et dépendant de l'extérieur, économiquement. C'est donc une économie axée sur la consommation qui est développée. L'augmentation des prix du pétrole a permis à ce rapport exporter pétrole – importer

produits de se multiplier, ce qui a fait une économie urbaine absolument dépendante des usines de montage. Dans les zones que je suis allée visiter en Iran dans les mois qui ont suivi la révolution, il y avait treize ou quatorze montages d'automobiles, autant de radios et télévisions, etc. Étant donné que le capital était dispersé, on ne pouvait pas développer une des ces entreprises pour qu'elle devienne une industrie complète. Maintenant, nous avons essayé de changer l'économie, le budget, le rapport exportation-importations, le crédit bancaire... Vous trouvez l'économie axée sur la production. Deux fois dans l'histoire contemporaine de l'Iran cela a échoué du fait de deux coups d'État. Première fois, c'était Mossadeh qui a essayé de le faire, deuxième fois c'était le coup d'État contre moi. Notre économie restait toujours, reste toujours, une économie axée sur la consommation. C'est pourquoi ces sanctions économiques ont causé autant de dégâts à l'économie iranienne. Mais ces sanctions ne sont pas à l'origine de l'état actuel de l'économie en Iran. Avant cela, Ahmadinejad a dépensé sept cent milliards de revenus du pétrole en important. Ce qui a absolument neutralisé les entreprises intérieures. Elles travaillaient avec quarante pourcents de leurs capacités. Il a laissé l'économie iranienne très faible. C'est à partir de là que les sanctions économiques ont obligé le régime d'accepter le diktat américain contre l'atome...

C'est l'aspect économique, mais pour l'aspect politique, il y avait ce culte autour du Shah avec les fêtes de Persépolis en 1971, etc. Mais quel était l'état d'esprit des gens ordinaires à l'époque ? Comment recevaient-ils ce discours d'autolégitimation du Shah ?

Alors, cette question peut être envisagée de plusieurs points de vue. Historiquement, avant les 2 500 ans de la dynastie... il y avait une dynastie. Pourquoi a-t-il choisi 2 500 ans ? Pour commencer par le premier fondateur de la dynastie Achéménides. Mais avant c'était la dynastie des Mèdes, c'est-à-dire des Kurdes actuels. Ces grandes entités se sont unies pour fonder l'Iran. La première capitale, c'était Hamadan. La première dynastie était kurde. Donc le Shah a supprimé l'histoire de l'Iran. En Iran, les Iraniens disaient qu'il ne voulait pas commencer à la date de Cyrus, mais qu'il voulait s'adapter à la date des juifs. Donc, déjà, il a falsifié l'histoire. Cela ne pouvait pas être accepté par une grande partie de l'Iran, (*rires*) parce qu'il n'avait pas présidé à la création de l'Iran ! La conséquence était que les Iraniens n'ont pas accepté qu'il veuille rendre hommage à Cyrus. Deuxième aspect, c'est qu'il a fait une cérémonie dans laquelle rien de l'Iran, absolument rien, c'est-à-dire que les tentes, les vases, les repas, viennent de la France. Même les barbes pour...

(un ami de Bani Sadr intervient) ... les figurants !

Tout venait de l'extérieur. Comment peut-on célébrer 2 500 ans de l'Iran mais qu'il n'y ait rien de l'Iran ? Je pense que le Shah a commis une grande erreur, parce que c'était un mépris total pour les Iraniens. À l'époque, le président de la République de votre pays était...

Pompidou.

Pompidou. Il voulait aller en Iran, il avait été invité. Nous voulions lui faire comprendre que ce n'était pas digne de lui d'y participer. On a essayé de trouver un copain de lui, un avocat, j'ai oublié son nom... Je suis allé le voir, je lui ai parlé de la situation, de la corruption, de la dictature, et de tout ce que je viens de dire. Il m'a dit : « préparez-moi un dossier, je vais lui en parler ». Je lui ai préparé un dossier. Il m'a téléphoné un jour et m'a dit qu'il avait persuadé le président Pompidou, que ce dernier n'irait pas en Iran. C'était Chaban-Delmas qui était Premier ministre. C'est lui qui fut envoyé en Iran. Voilà pour ce deuxième aspect. Troisième aspect : imaginez-vous que dans un pays religieux, avec la morale religieuse. Et même Ferdowsi, poète iranien qui a fait l'histoire de l'Iran dans le langage mythologique, il montre les faits permanents de l'histoire de l'Iran. Parlant du... charme... de...

(Bani Sadr converse en farsi avec ses amis afin de trouver le terme approprié en français)

Disons les femmes nobles qui ont du charme, qui... pudeur ! La femme iranienne, c'est une femme iranienne que même le soleil n'a pas vu son corps nu. Dans un tel pays, le Shah a invité un groupe français pour présenter... une pièce de théâtre dans la ville où les cérémonies eurent lieu... Une pièce qui, peut-être en France n'était pas choquante, mais en Iran c'était très choquant. Les Iraniens la considéraient comme une outrage à la pudeur et qui venait de la cour Pahlavi. Ils considéraient les Pahlavi comme... une famille imposée par l'étranger pour détruire ce qui est l'Iran, sa morale, son histoire, sa culture et sa dignité. Voilà, c'est à partir de là, cette cérémonie des 2 500 ans, la rupture entre le régime Pahlavi et la population est devenue totale. C'est comme... la révolution s'est mise en marche...

Quelle était... comment vous décririez la situation de l'Iran du point de vue des Relations internationales, au Moyen-Orient, dans les années 1970. Avec Israël, les pays arabes...

D'abord, vous devez savoir que l'Iran n'était pas... un domaine de pouvoir de la France, depuis toujours. À l'époque Qadjar, les Français ont essayé avec Napoléon. Mais ça n'a pas marché... Ce

furent d'abord les Anglais, après les Américains. Pendant qu'il était président de la République, Monsieur Giscard d'Estaing avait envoyé quelqu'un chez moi, représentant. Il m'a dit que Carter avait dit à Giscard d'Estaing : « Laissez l'Iran. Si vous marchez vers l'Iran, je vous couperai les pieds ». Ce qui veut dire que les Américains étaient très... vigilants en ce qui concerne leur influence. À l'époque, le régime du Shah voulait essayer de jouer le rôle de gendarme du Golfe. Avec Nixon président, les États-Unis acceptaient que l'Iran joue un tel rôle. Donc Nixon a dit à son secrétaire d'État à la défense d'accepter les demandes de l'Iran concernant les armes : c'est le moment des grands achats d'armes, surtout à partir du moment où les revenus ont augmenté, que l'Iran pouvait payer, jusqu'à la révolution. Et l'Iran a joué ce rôle. Par exemple, il a envoyé des troupes pour mater une organisation communiste armée à Oman. Le Shah prétendit que les pays du Golfe persique ne peuvent pas eux-mêmes se maintenir : c'est l'Iran qui doit les soutenir, sinon la région devient instable. Avec Israël, il avait d'abord des relations secrètes, après Israël avait des représentants en Iran. Pendant la révolution, cette ambassade a été donnée aux Palestiniens. Un accord secret avait été conclu entre l'Iran et Israël pour fabriquer une bombe atomique. L'Iran a commencé son programme atomique à cette époque là. L'Iran a assuré les capitaux, l'investissement. Les Israéliens ont commencé à produire la bombe atomique. En apparence, le régime du Shah a fait un accord avec les Allemands pour... les centrales atomiques, à Busher. Il a aussi investi en France dans...

Eurodif ?

Eurodif, oui, pour dix pourcents. Il a également fondé en Iran une *Agence de l'énergie atomique*. Le premier président-directeur de cette agence était Akbar Etemad. Il a donné une interview. Dans cette interview, il dit que le Shah l'avait convoqué, et Etemad lui a posé une question : « Que voulez-vous que je fasse ? Voulez-vous la bombe atomique ou l'énergie atomique ? ». Le Shah lui a répondu : « La bombe atomique ? Pourquoi pas ? ». Donc Etemad se chargeait de préparer les techniciens, les savants, les ingénieurs, pour que l'Iran puisse produire de lui-même, malgré son accord avec Israël. Voilà. Donc, c'est cela les relations avec les pays. Oh, avec les Égyptiens, il était en désaccord pendant Nasser. Les relations s'étaient arrêtés. Avec Sadate, de nouveau, les relations se sont rétablies. Vers la fin de sa vie, le Shah est allé mourir à le Caire. Ils étaient très proches. Avec les Irakiens, la même chose : au début face-à-face très hostile, même on pouvait imaginer qu'il y aurait une guerre. Après la conférence d'Algers par intermédiation de Boumediene, le Shah et Saddam Hussein ont fait un accord en 1975. Comme ça, l'Iran, en tant que gendarme de la région, normalisait ces rapports avec tous les pays de la région : Israéliens, Égyptiens, Irakiens. Avec les

Saoudiens, ce n'était pas très amical, mais c'était normal. Parce qu'il n'y avait pas une prétention, comme actuellement, en ce qui concerne le leadership musulman. Il n'y avait pas de rivalité, on s'arrangeait.

Donc, au fond, on peut dire que le Shah a bien rempli son rôle de « gendarme du Golfe » après le départ des Britanniques des Emirats en 1971. Ce n'était pas un pays toujours « aimé » par ses voisins, mais, en tout cas, il stabilisait la région.

Oui... Mais avec une différence : les Anglais exploitaient l'Iran qui dépensait. Actuellement, c'est la même chose : l'Iran paie à tout le monde. C'est un moyen d'avoir de l'influence, économiquement très négative. C'est ça aussi avec le Shah. Une fois le Shah parti, l'Iran était créancier envers les Égyptiens, la France, et beaucoup d'autres pays de l'Afrique. L'argent du pétrole, non seulement était utilisé comme emprunt, mais aussi comme moyen de développer l'économie dominante. Par exemple, on faisait les montages automobiles pour le marché du Pakistan, de l'Afghanistan. Ces pays payaient avec des produits agricoles, ce qui privait l'Iran de ses capitaux, nécessaires pour développer une économie axée sur la production. Le Shah gaspillait tellement qu'un jour il dit : « On ne gaspillera plus l'argent du pétrole ».

D'accord. Maintenant, comment définiriez-vous la situation de la France en Iran à cette époque ? Comment était-elle perçue ? Quel rôle avait-elle à jouer selon le Shah ?

Commençons par la fin du Shah. Poniatowski est allé en Iran. Il a fait un rapport que vous pouvez retrouver dans les mémoires de Giscard d'Estaing. Ce rapport définit l'homme que le Shah était devenu : faible, qui ne pouvait décider... Même quand il parlait, les lampes se sont éteintes. Ce que je vais vous dire, je ne sais plus quel Français l'a dit. Il paraît qu'il a proposé au Shah l'assassinat de Khomeiny. C'est le Shah qui n'a pas accepté, car il avait peur que cet assassinat rende la situation incontrôlable. Il a dit : « Si vous faites quelque chose qui nuit à Khomeiny, je dirai que nous n'avons aucun rapport avec cela ». Dans le livre de M. Giscard d'Estaing, il parle aussi du sommet de la Guadeloupe. Il dit que lui et le chancelier de l'Allemagne, nous étions contre le départ du Shah. Nous étions pour un maintien au pouvoir du Shah. C'est Carter qui dit que ce n'était plus possible. En ce qui concerne le régime, la politique française était favorable au maintien du Shah, vers la fin. Ca, c'est sûr. Au sommet de la Guadeloupe, deux pays sont restés fidèles pour soutenir le Shah : Giscard d'Estaing et Schmidt. Avant, l'apport économique... Les Français n'avaient pas la première place. Mais avec le coup d'État contre Mossadegh, on avait créé un consortium du pétrole et les

Français eurent cinq pourcents de participation. Donc les Français ont profité du coup d'État. Mais, pendant le Shah, je me souviens que l'Iran avait quelques permissions avec Total, pour qu'il exploite des champs pétroliers. C'était avant la révolution et les sanctions. Économiquement, les Français n'étaient pas avantagés. Culturellement, au début, si. Pour les Iraniens, Occident voulait dire France. Les premières générations d'hommes politiques et universitaires en Iran avaient été formés en France, pour la plupart... Beaucoup des aspects culturels venaient de la France. Plus que tous les autres pays, ce sont les livres français qui sont traduits en persan. Tout cela, oui, c'était avantagé. Pendant les années du Shah, cela a été remplacé par la culture anglo-américaine, surtout américaine. Jusque là, le mode de vie était français. Même du côté de l'opposition au régime du Shah, les idées politiques et les méthodes de lutte s'inspiraient de la France. *Front National* venait du *Front National* résistant contre l'oppression de Hitler. Le reste, pour les relations diplomatiques, on ne peut pas dire qu'ils rivalisaient avec l'influence anglaise ou américaine...

Oui, enfin, on pourrait nuancer. J'ai lu un ouvrage d'une chercheuse française, Florence Hellot-Bellier, qui s'intéresse à la diplomatie française en Iran depuis quatre cents ans. Certes, les relations n'étaient pas aussi développées qu'avec les Américains, mais j'ai quand même relevé quatre aspects saillants : l'économie avec la signature de nombreux contrats, le nucléaire dans lequel la France joua un rôle important...

Ça, c'étaient seulement des investissements dans le...

EURODIF, qui est devenu FRAMATOME. Donc, puis le pétrole, enfin la culture. Donc, sans dire que la France était le premier partenaire de l'Iran, c'était quand même important.

Le premier partenaire en quoi ?

En général, je veux dire.

En général, non, en culture, si. En économie, pas du tout. À l'époque des Qadjars, un monopole a été donné aux antiquités, pour...

(Bani-Sadr consulte ces amis pour trouver le terme approprié en français)

L'archéologie. Ça, c'était un monopole. Quand les Pahlavi ont dirigé, sous la pression des

Américains, ce sont les Américains qui ont remplacé les Français. En économie, à part... même pas la voiture !

(un ami de Bani Sadr) Si, si ! Il y avait un accord avec Renault.

Il y avait un accord avec Renault, c'est tout.

Un ami de Bani Sadr : dans le domaine de l'électronique, du montage de télévisions, il y avait des Français. Mais les plus importants étaient soit Américains, soit Anglais.

Donc, le Shah, selon vous, ne voyait la France que comme un partenaire. Sauf dans le domaine culturel, la France n'était pas indispensable.

Oui... Même après la cérémonie des 2500 ans, la cour du Shah s'était américanisée vers la fin.

(un ami de Bani Sadr) La femme du Shah, Farah Pahlavi, elle avait quelques amis français. Toute la cérémonie des 2 500 ans avait été réalisée par les Français.

Les autres pays ne pouvaient pas rivaliser avec la France pendant la cérémonie des 2 500 ans : les repas, les tentes... Mais c'est tout. L'économie se faisait essentiellement avec l'Allemagne, les Anglais et les Américains. Le Plan iranien, l'organisation du Plan fait l'objet d'une rivalité anglo-américaine après le coup d'État de Mossadegh. Ce sont les Américains qui la prirent en main. La situation économique était tellement dégradée que le dernier ambassadeur américain en Iran écrivait qu'il avait trouvé la situation économique de l'Iran lamentable. Il avait invité des ministres chargés de l'économie pour en parler. En réunion, personne n'osait dire la vérité. Mais à la fin de la réunion, les ministres lui disaient en privé : « Je n'osais pas le dire, parce que les autres le rapporteront au Shah. Vous avez raison, l'économie est en banqueroute. » Tous les ministres le savaient. Voilà, c'était l'économie de l'Iran. Les Iraniens, étant donné que les Anglais et les Américains dominaient le pétrole et l'économie, regardaient la France d'un bon œil : un pays qui ne domine pas l'Iran, qui n'exploite pas son économie, etc. Après que Khomeiny est venu ici, en France, celle-ci est devenue très populaire en Iran...

Vous ne pensez pas qu'il y a eu une sorte de contradiction dans la politique française ? La France maintenait des relations avec le Shah qui, objectivement, dirigeait un système autoritaire. En même

temps, dans les documents diplomatiques d'époque, on mettait en valeur des liens séculaires, culturels, des contrats ici et là, etc. N'y avait-il pas un jeu d'équilibre en permanence ? On a besoin de l'Iran, mais, en même temps, c'est un peu gênant de montrer qu'on coopère avec un pays qui n'a pas du tout les mêmes conceptions politiques.

C'est le drame de l'Occident. Il y a des valeurs, mais on ne les respecte pas. Boumediene avait une solution (*rires*) : « Nous, nous sommes nous. Les autres sont les autres. Ce qui me convient ne convient pas aux autres ». Les droits de l'homme nous conviennent, mais ne conviennent pas aux autres. Donc, il faut se comporter comme les autres. L'Occident respecte cette théorie. Regardez la Syrie, un pays absolument détruit. Qui l'a détruit ? C'est l'Occident. Pas seulement par les bombardements, mais en faisant de ce pays en champ de bataille. Tout le monde est là. Où se trouvent les droits de l'homme ? Ils ont attaqué l'Irak : combien de morts ? Avant, c'était les sanctions économiques. On parle de cinq cents à huit cents mille morts à cause de ces sanctions économiques. C'est impitoyable. Est-ce que ce n'était pas en contradiction avec les droits de l'homme ? Oui (*rires*). Mais l'Occident l'a fait. En Afrique aussi. Ça, c'est une contradiction, cela à cause du rapport entre idée et pouvoir. Le pouvoir ne peut pas se servir de l'idée s'il ne l'aliène pas. On ne peut pas respecter les droits de l'homme et dominer. Ce n'est pas possible. Donc, pour dominer, il faut aliéner, devenir hégélien. Sinon, quelle explication vous donnez ? Quelle différence entre les hommes et femmes qui sont tués à Paris à cause de la terreur et ceux qui se tuent tous les jours dans les pays du Moyen-Orient ? Même ici on ne cesse pas d'en parler. Je dis que c'est très bien, il faut toujours en parler. La conscience des sociétés humaines doit rester sensible, vigilante, face à toutes les formes de la violence. Mais il ne faut pas oublier les autres. Il faut aussi s'en soucier par rapport aux victimes de la terreur dans d'autres pays du monde. Donc, vous avez raison, cette contradiction existait et existe toujours. Pourquoi je suis ici ? (*rires*) A cause de cette contradiction entre les valeurs de l'Occident... Après les attentats de Paris, le président François Hollande a dit que ces gens là ne peuvent pas accepter ou supporter nos valeurs et nos modes de vie. Il ment absolument. Pour un homme de « Daech », que sont les plus belles valeurs et les modes de vie ? Non, non... Donc d'un autre côté vous le méprisez, vous le détruisez. Il n'a pas d'autre moyen que la terreur. C'est un cercle fermé : dominant, dominé. Dans ce cercle fermé, l'homme qui n'a rien, ni bombe atomique, ni avion, ni fusées, ni tank, ni char... Il n'a rien de tout cela. Ce qu'il a, c'est son corps. Il explose. Donc, si vous voulez que cela cesse, ouvrez le cercle. C'est pourquoi dans toutes les révolutions dans le reste du monde, comme en Iran, il y a toujours un aspect : se libérer de la domination extérieure, qui est l'Occident. Khomeiny est la contre-partie du Reaganisme. C'est pourquoi, dès que je suis sorti de l'Iran, dès que je suis arrivé en France, je suis venu en France

pour dénoncer le rapport organique entre Khomeynisme et Reaganisme. Il n'y a pas d'autres explications.

Peut-être aussi, mais c'est très cynique, la défense de certains intérêts matériels comme le pétrole. Donc, on fait des compromis, ce qui justifie les politiques...

Oui, mais il faut les justifier. S'ils disent la vérité, d'accord. Si l'État français et d'autres États disent la vérité telle qu'elle est : « Nous avons besoin du pétrole, nous avons besoin du marché.... Tout cela exige que nous aménagions nos rapports avec des dictateurs, comme les Saoudiens, le Shah d'Iran ». Mais on ne dit pas ces vérités là. On défend nos valeurs et nos modes de vie, que l'autre ne supporte pas. Chez eux, ils peuvent vivre autrement. Ce n'est pas la peine qu'ils viennent ici faire des assassinats. S'ils viennent faire des assassinats ici, il ne s'agit donc pas de l'islam, ce serait absolument contre l'islam. L'islam, selon le texte coranique : « Si on tue une personne, c'est comme tuer l'humanité toute entière ». Avec un tel texte, on ne peut pas essayer de tuer des enfants, des femmes, etc. Donc, il ne s'agit pas ça. Mais il faut qu'ils se justifient. Habermas l'a très bien dit : on peut se justifier par l'importe quelle religion, n'importe quelle idéologie. La réalité est que, dans ce cercle fermé, l'un n'a comme moyen que la violence et a besoin de se justifier, par l'islam. L'autre se justifie pas ses valeurs et ses modes de vie. C'est la seule différence. La réalité nue est que la violence est des deux côtés...

Ma dernière question portera sur la révolution iranienne... J'aimerais savoir quel était votre rôle, notamment quand vous étiez ministre des Affaires étrangères, en novembre 1979...

Pendant la prise d'otages.

Oui. Et j'aimerais savoir pourquoi vous, à ce moment là, avez joué ce rôle.

Mon rôle est d'abord au niveau de la pensée, jusqu'à la révolution iranienne. Pendant le Shah, il y avait cinq grandes tendances. Une tendance qui donnait la priorité aux projets, au nombre de projets. La dictature du Shah fonctionnait ainsi. Une tendance qui donnait la priorité à l'indépendance iranienne. Une tendance qui donnait la priorité à la liberté : les libéraux de l'Iran. Une tendance qui donnait la priorité à la justice sociale, parce qu'on ne pouvait pas dire le Shah était un système juste. En cinquième, c'était la tendance Khomeiny qui donnait la priorité à l'islam. C'était donc la guerre des priorités. Sur l'aspect théorique, mes travaux étaient de mettre fin à cette

guerre des priorités, et donner une liberté à l'indépendance, au progrès, à la justice... Donc, présenter un nouveau discours qui contient tout cela, pour dire que l'on peut avoir en même temps, indépendance, progrès, liberté, sur la base de la justice sociale. Et le discours a mis fin aux guerres entre tendances : les principes étaient l'indépendance, la liberté et le développement sur la base de la justice sociale. Avec Khomeiny, nous en avons discutés. La gauche et les libéraux tombaient d'accord avec ce discours, ce qui a permis un mouvement général. Tout le monde y a participé, les villes et les villages iraniens. Ça, c'est pour l'aspect du discours. Du point de vue de la méthode, jusqu'à la révolution, la méthode iranienne était l'organisation politique armée. Ce fut le cas à Cuba, en Algérie... En Iran, étant donné que l'Iran se trouvait entre deux superpuissances, la Russie au nord et les Américains au sud, il fallait une méthode qui empêche les deux d'intervenir. Donc il faudrait un mouvement dans lequel tout le monde participe. Donc, à partir de cette révolution, la méthode armée est devenue caduque : ce sont des mouvements généraux qui ont changé des régimes en Europe orientale, même en Russie, dans les Printemps arabes aussi. Ce n'est pas un parti, un général... Non, c'est le peuple qui se met en marche. Quand Khomeiny est venu en France, la préparation de ce discours et des réponses aux journalistes étaient basées sur trois genres de droits : droits de l'homme, droits de la citoyenneté et droits nationaux. On voulait donc une démocratie plus avancée que les démocraties à base d'élections : le peuple décide, l'État exécute. C'est un transfert de souveraineté des électeurs aux élus. Rousseau était contre cela : il disait qu'élire revient à se priver de la souveraineté. Il avait raison. C'est donc avec ces idées là que la révolution fut possible. Une fois en Iran, je suis devenu membre du Conseil de la révolution...

Quand précisément ?

Nous sommes rentrés en Iran en février 1979. Un mois, deux mois après, je suis devenu membre du Conseil de la révolution. Après la crise des otages...

Excusez-moi, pourriez-vous me rappeler ce qu'était le Conseil de la révolution ?

C'était le Parlement... disons plutôt le gouvernement. Il présentait des projets de lois, les approuvait ou les corrigeait... Il faisait la loi.

C'était officiel ? Je veux dire, ça avait officiellement remplacé le Shah ?

Oui, oui. Le gouvernement était dirigé par Bazargan, et le Conseil de la révolution avait remplacé le

parlement. Après la prise d'otages, le gouvernement a démissionné. Alors, il m'a été demandé de devenir ministre des Affaires étrangères. Je suis allé voir Khomeiny pour en parler. Je lui ai demandé : « Que voulez-vous faire des otages ? ». Il a dit que dès que le problème du Shah serait résolu, c'est-à-dire que les Américains seraient partis, on les libérerait. J'ai donc accepté de préparer la libération des otages. Un mois passé, Khomeiny a trouvé que c'est un bon moyen : il ne voulait pas libérer les otages. C'est pourquoi j'ai démissionné. Je voulais participer à une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies. Lui, il s'est opposé, et j'ai démissionné. Après, je me suis présenté comme candidat aux élections présidentielles, et j'étais élu avec soixante-seize pourcents des voix...

Et vous aviez discuté avec des représentants français pendant cette période ?

Je viens de vous dire qu'une fois, oui, était venu un représentant de Giscard d'Estaing, après cette prise d'otages. C'est lui qui a dit la menace de Carter à la France.

Mais, c'est tout alors ? Il n'y a pas eu même de contacts informels, pas nécessairement par vous ?

Non, non... Il y avait des délégations qui venaient chez moi. Par exemple, une fois, nous avons fait, chez moi, une conférence sur les interventions américaines en Iran. Une délégation de la France, une délégation du parti socialiste dirigée par... Lionel Jospin. Ici, en France, j'avais des relations avec quelques personnalités du parti socialiste comme Chevènement, comme Rocard. Avec Rocard, j'étais venu en Europe pour parler aux dirigeants européens. C'est tout, je ne pense pas qu'il y ait autrement eu de relations...

Comme vous ne défendiez pas tout à fait les mêmes idées que Khomeiny, vous étiez quand même son conseiller en communication. C'était possible, malgré le fait que vous n'étiez pas... je dirais « sur la même longueur d'ondes » ?

Khomeiny, je viens de vous le dire... En France, il donnait l'oreille à ce que je disais. Il le prenait au sérieux, il l'acceptait et le répétait. Il n'avait aucune raison pour ne pas être en accord... Nous disions : « un religieux est un homme engagé », il respecte ses engagements. Tout le monde, même Carter, il en parle dans son livre, l'imaginait comme il se prétendait. Un homme esclave du pouvoir : c'est un homme comme cela qu'il s'est révélé, une fois en Iran. Devant le pouvoir, il était absolument soumis. Ce qu'il exigeait, il le faisait. Par exemple, on pouvait imaginer qu'un chef religieux donne l'ordre, qu'il écrive, qu'on pose trois questions aux personnes déjà condamnées dans les prisons. Il

pouvait imposer que, si l'une des trois réponses aux questions est « non », on l'exécute. Quatre mille prisonniers ont été exécutés dans trois villes. Quatre mille. Ça aussi, l'Occident n'a pas même bougé... Parce que j'ai écouté. La lettre de Mutazeri qui protestait : la presse occidentale n'a pas réagi. Je n'ai pas entendu une seule protestation dans la presse occidentale. Donc, voilà, fondamentalement, Khomeiny était un homme de réaction, pas un homme d'action. Ici, en France, il réagissait contre un pouvoir qui était le régime du Shah, parce qu'il avait peur de rester en France comme religieux. Il ne disait pas quelque chose qui pouvait donner un prétexte qu'il soit expulsé. Mais, en Iran, il réagissait par rapport aux exigences du pouvoir...

En fait, tout le monde, vous y compris, lui aviez fait confiance ?

Oui, et tout le monde a été déçu.

Comment a-t-il basculé ?

Je viens de vous le dire... Par exemple, si ici, en France, il disait que les femmes peuvent se vêtir comme elles veulent. En Iran, il voulait imposer le voile. Dans les rues, dans les avenues, on attaquait les femmes : « Pourquoi vous ne portez pas le voile ? ». Je suis allé le voir à Qom, centre religieux de l'Iran. Je lui ai dit : « En France, vous aviez dit que les femmes sont libres ». Il a dit qu'il avait dit des choses par opportunité en France, mais je ne m'engage pas à les respecter. Je lui ai dit : « Vous êtes machiavélique ! ». Même Machiavel n'a pas prêché une telle chose. Il a dit : « faites de manière à ce que les autres pensent que ce n'est pas vous ». Je lui ai dit : « Vous vous êtes engagés devant le monde tout entier. Comment pouvez-vous dire une telle chose ? La religion ne peut pas être aujourd'hui, c'est le pouvoir qui compte aujourd'hui ». Au départ, il a accepté. Mais, après le coup d'État contre moi, il est devenu comme je viens de vous le dire : esclave du pouvoir.

Entre ce moment-là et le coup d'État contre vous, le système politique était-il déjà mis en place ? Avec un Guide au sommet, un président, un parlement, etc.

Oui, c'était déjà mis en place. Mais, après les élections présidentielles, parce que l'autre candidat, M. Rafsandjani, n'a pas obtenu quatre pourcents des voix, il dit « nous sommes allés voir M. Khomeiny. Nous lui avons dit qu'avec cette élection, Banisadr élu, tout ce que nous avons imaginé, tout ce que nous avons essayé de construire, serait détruit ». Khomeiny a dit : « Essayez de prendre en main le Parlement ». Il leur a laissé les mains libres pour truquer les élections parlementaires, ce

qu'ils ont fait. A partir de là, les élections étaient toujours truquées. Avant les élections, j'ai fait un appel à la population iranienne : si elle trouve que les élections ne sont pas libres, ne participez pas. C'est pourquoi seulement six millions de personnes ont voté, vingt huit pourcents des électeurs de l'Iran. Et la plupart de ces élus l'étaient frauduleusement. J'avais nommé dix comités présidés par un juge de la cour de cassation. Tous ont rapportés que soixante dix pourcents des élections étaient truquées. Le Conseil de la révolution s'est vu obliger de vérifier le caractère libre des élections, au cas par cas, et de faire de nouvelles élections si nécessaire. Khomeiny est intervenu pour laisser le parlement intact et a donc imposé un parlement avec soixante dix pourcents d'élections truquées.

Donc, à cette époque là, les institutions n'étaient pas aussi fermées. Si l'on regarde aujourd'hui, tout dépend du Guide qui nomme et influence toutes les institutions.

Le peuple du Shah était opprimé par la force, pas par la loi. Son ministre de la cour, dans ses mémoires, dit que le Shah aurait déclaré que même après lui, la constitution doit être appliquée comme il l'entend : les pleins pouvoirs au roi. Même anecdote : on disait que le Shah, c'est quelqu'un qui est le Shah, mais aussi qui se veut Premier ministre : « Pourquoi pas ministre ? ». Il descendait comme cela jusqu'aux membres de l'administration, parce qu'il ne se contentait pas d'être en haut et de diriger, il avait une conception du pouvoir qui descend jusqu'au bas de la hiérarchie. C'était peut-être une des plus grande faiblesses qui a causé son départ. Pendant la révolution, quand le Shah n'avait pas de compétence dans son milieu, il fallut qu'il nomme un Premier ministre. Il est venu chercher un Premier ministre chez les mossaquistes pour gouverner l'Iran. Il n'avait personne. À ce point de vue, il est tout à fait comparable avec l'actuel régime. Avec la conception du pouvoir, Khomeiny n'était pas de ce type là. Il ne se mettait pas à la place des autres : en même temps guide, président, etc. Mais, ses remplaçants, si.

Au fond, quand vous étiez insérés dans le système, vous pensiez que ça fonctionnerait bien et qu'il n'y aurait pas un homme qui concentrerait les pouvoirs...

Oui, mais on peut respecter ses engagements, appliquer la loi, établir la démocratie... S'il n'y avait pas eu la prise d'otages et la guerre, peut-être que nous aurions pu réussir, parce que j'avais une méthode du pouvoir. Mais si je n'avais pas les moyens et que Khomeiny était esclave du pouvoir, comment voulez-vous vous qu'il se mette au service du pouvoir et appliquer tout ce qu'il exigeait ? Donc si le peuple se présentait sur la scène, on pouvait le contrôler. D'ailleurs, le peuple, au sein de la société civile, créait spontanément des bureaux de coordination avec le président. Donc imaginez

un peuple qui s'organise pour jouer un rôle actif avec un président élu. C'était la première fois en Iran, peut-être dans le monde. Donc, on pouvait obliger les mollah de rester à leur place. Malheureusement, avec la prise d'otages puis la guerre, on ne pouvait pas... On est allés défendre le pays devant l'agresseur. Et, très vite, dans le plupart des pouvoirs c'est toujours comme ça, les mollahs ont saisi l'occasion pour s'emparer de l'appareil.

Je voudrais revenir sur deux choses. Vous avez parlé de l'idée que se faisait la France du Shah dans ses dernières années. Si j'ai bien compris, la France souhaitait maintenir le Shah au pouvoir, même en 1978. Pourtant, de ce que j'ai lu, par exemple un rapport écrit par Michel Poniatowski : il est clairement énoncé que le Shah ne peut pas survivre à long terme...

Ce que je viens de vous dire, c'est ce que Giscard d'Estaing a écrit dans ses mémoires. Il dit que lui et Schmidt étaient contre le départ du Shah. Que le Shah ne puisse pas se maintenir au pouvoir pour longtemps, c'est autre chose. Son départ immédiat, c'est autre chose. Son départ et le remplacement par un autre régime sont donc deux choses différentes. A l'époque, pour Schmidt et Giscard d'Estaing, le départ du Shah signifiait la venue au pouvoir de Khomeiny. Ils n'étaient pas d'accord. Carter leur a expliqué qu'il avait armé et que la solution était de partir : si le Shah ne pouvait se maintenir, c'était le coup d'État. C'est comme ça que ce fut décidé en Guadeloupe. Donc, la solution était d'accepter de partir. Les Israéliens savaient aussi que le Shah était malade et qu'il ne pouvait se maintenir. C'est eux les premiers qui l'ont dit.

D'accord, merci. La deuxième chose sur laquelle je voulais revenir concerne l'arrivée de Khomeiny en France. Pourriez-vous me parler des six mois qu'il a passé en France, développer davantage à propos de votre rôle, hormis les discours ? Aussi, l'attitude de la France : comment le recevait-elle ?

Pour, Khomeiny, en France, il existait deux catégories de travaux. Nos relations étaient avec les Français et les Américains surtout. Moi, j'étais à Berlin pour faire un discours et son fils m'a téléphoné pour annoncer qu'il faut préparer l'arrivée de Khomeiny en France. Donc, je suis venu ici, en France. J'ai loué un appartement près du mien pour recevoir Khomeiny. Les voisins n'ont pas supporté la venue de Khomeiny et les va-et-vient pour le visiter. On a trouvé une maison à Neuauphle-le-Château. Une fois, un représentant français est venu chez moi pour dire que Khomeiny n'avait pas le droit de vivre ici, il venait du ministère de l'Intérieur. Après, les contacts étaient avec Gobtzadeh. Pour Khomeiny, quitter un centre religieux comme Najaf posait un vrai

problème. Son frère lui a demandé ce qu'il comptait faire en partant pour Paris. Khomeiny a répondu qu'il irait dans un pays pour trois mois, et ainsi de suite. Donc, le gouvernement français voyait la révolution iranienne comme un phénomène impressionnant. Les intellectuels, les journaux du monde entier... On ne pouvait pas les empêcher de parler de Khomeiny ! Khomeiny n'a pas pu résister au fait de donner des interviews. Il paraît que M. Sarkozy était soldat à l'époque, il faisait son service militaire à Neauphle-le-Château (*rires*)...

Pour terminer, pourriez-vous revenir sur le coup d'État contre vous : pour quelles raisons exactement ?

Ils ont donné neuf raisons. Je suis partisan de la démocratie, pour une occidentalisation, contre le principe de souveraineté du docte, je suis contre la peine de mort, je suis contre les institutions révolutionnaires... Pour l'essentiel, c'était ça. Il avait raison : j'étais partisan de tout cela. Des partisans de M. Khomeiny sont allés le voir parmi lesquels Khameini et Rafsandjani. Ils lui ont dit que Banisadr était devenu plus populaire que n'importe qui en Iran : si tous les religieux s'opposent à lui, c'est lui qui l'emporte ; s'il termine la guerre, Khomeiny ne pourrait plus s'opposer à lui ; il faut en finir avec lui le plus tôt possible. À l'époque, l'Irak avait accepté les conditions proposée par le Comité des Non-Alignés, conditions acceptées aussi par nous. Donc, la guerre pouvait prendre fin au printemps 1981. On a fait une réunion avec Khomeiny : il a trouvé que continuer la guerre était dans son intérêt, tout comme ses partisans, qu'elle permettrait de neutraliser l'opposition, c'est le moment de faire le coup d'État . Le comité des Non-Alignés devait venir en Iran en juin 1981 pour mettre fin à la guerre. Le bureau du Premier ministre a pris contact avec le ministre des Affaires étrangères de Cuba, qui présidait ce comité des Non-Alignés, pour lui demander de ne pas venir, car un règlement de comptes se ferait en Iran. Une fois le coup d'État fait, ce comité n'est jamais venu et la guerre a continué pendant huit ans. La ministre de la Défense Thatcher, au tribunal de l'*Irangate* anglais sur la vente illégale d'armes en Iran et en Irak, a dit que la poursuite de la guerre est dans l'intérêt de l'Angleterre et de l'Occident, que cet Occident a tout pour que la guerre commence et continue. Voilà

Et la France avait armé l'Iran, elle armait alors l'Irak...

Voilà. Avant, c'était l'Irak : ils ont tout fait pour l'encourager à attaquer l'Iran. Pour continuer la guerre, ils ont agi du côté iranien.

Et... pour quelles raisons alors ?

L'intérêt de l'Occident dans la continuation de cette guerre ? D'abord que la révolution iranienne reste dans les frontières iraniennes, voire qu'elle fasse peur à tout le monde, qu'elle signifie la violence, etc. Aussi, avec la révolution iranienne, le prix du pétrole a été multiplié par trois. Il fallait retrouver la domination sur le pétrole en continuant la guerre : faire que l'Iran et l'Irak dépensent tout dans le domaine militaire. Ensuite, c'était une occasion de dominer l'Iran pour le clan de Khomeiny, par une répression abominable.

Donc, ensuite, vous êtes partis en exil en France et vous avez continué à écrire des ouvrages. Je pense notamment à « Le complot des ayatollahs ». Vous parliez de l'entente qu'il y aurait eu entre Khomeiny et Reagan pour poursuivre la prise d'otages...

Oui, après j'ai fait trois sortes d'activités. D'abord, une activité quotidienne d'interviews et d'articles. La deuxième, les études et travaux scientifiques. Troisième : les contacts avec l'intérieur de l'Iran, c'est-à-dire préparer l'Iran pour que la révolution continue. C'est pourquoi j'ai eu un programme télévisé, une émission de radio, etc. Je suis content, parce qu'aujourd'hui tout le monde parle de cela en Iran.

Avant que l'on se quitte, vous auriez des recommandations, en anglais ou en français, qui tournent autour de mon sujet ?

Sur la révolution, il y a un numéro spécial de *Peuples méditerranéens* sur l'Iran. J'ai fait aussi un livre avant la révolution : *Quelle révolution pour l'Iran ?*, paru chez Fayard. Un autre : *Politique de l'Asie*, écrit avec Mossadegh. Si vous avez le temps de passer au 21 rue Cujas à Paris, il y a la librairie *Tiers Mythe*. Il vous donnera une bibliographie complète, le libraire lui-même a été dans la révolution.

D'accord, et au niveau des contacts, vous pensez qu'il est possible de rencontrer quelqu'un comme... Massoud Radjavi, qui a été chef des Moudjhaddines du Peuple ?

Oui, mais on ne sait pas où il se trouve.

Vous aviez été en contact avec lui, à ce que j'ai lu...

Oui, il est parti en Irak, trahissant son pays...

Vous pourriez parler un peu de lui ? Vous avez fait la révolution avec ces Moudjahiddines du Peuple ?

Participé... Je viens de vous expliquer tout. Il faisaient partie des organisations armées, marxistes-léninistes, même stalinistes. La révolution les a dépassé : c'était un mouvement non-violent, auquel tout le monde a participé. Elle a fait vaincre la peur contre le fusil. À l'époque s'était posée la question : comment réagir quand les soldats tirent sur le peuple ? On a proposé que le peuple fraternise avec les soldats et donne une fleur. C'est la fleur qui a vaincu le fusil. Donc, ces groupes armés ne pouvaient pas avoir un rôle dans la révolution. C'est plutôt la révolution qui les a libérés, puisqu'ils étaient dans les prisons du Shah. Après la révolution, on a fait un conseil de la révolution avec trois principes : indépendant, liberté et non-hégémonie. Ils n'ont pas respecté ces principes, sont partis en Irak et sont devenus la monnaie d'échange de Saddam Hussein, qui les utilisaient pour mener la répression des Kurdes et autres. Après, ils ont été obligés de quitter l'Iran... Bon !

C'était ma dernière question.

Merci !

C'est moi qui vous remercie !

FICHES BIOGRAPHIQUES

Georges Pompidou



Né le 5 juillet 1911 à Motboudif, mort le 2 avril 1974 à Paris.

Après des études littéraires, il s'engage en politique. Partagé entre la littérature et les carrières dans la haute fonction publique, il enseigne tout d'abord les lettres à Marseille puis à Paris.

En 1944, il obtint un poste de chargé de mission pour l'Éducation nationale au cabinet du général de Gaulle, alors président du GPRF. Il s'éloigna progressivement des cercles politiques sans pour autant rompre ses bonnes relations avec de Gaulle.

Lors du retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958, il réapparaît en tant que directeur de son cabinet. Il est nommé au Conseil constitutionnel en mars 1959, où il exerça jusqu'en 1962. Il participa aux négociations des accords d'Évian sur ordre du général de Gaulle.

Il fut Premier ministre du 14 avril 1962 au 10 juillet 1968.

Fort du ralliement de l'UDR et de l'appel à l'abstention du parti communiste, il remporta le second tour de l'élection présidentielle de juin 1969 avec une majorité de 58,21 % des voix.

Placé sous le double signe la continuité gaullienne et l'ouverture aux centristes et aux modérés, son septennat permet la mise en oeuvre du thème de la « nouvelle société » en réponse aux événements de 1968 : libéralisation de la radio et la télévision, réforme des régions, industrialisation et concentration pour accroître la compétitivité et les exportations, création du SMIC, association des syndicats aux mesures sociales prises par le gouvernement, etc. Cette dynamique fut finalement inversée après la nomination au poste de Premier ministre de Messmer, en juillet 1972. Après la victoire aux élections de mars 1973, le président Georges Pompidou dirige le gouvernement et entend décider de tout. En réalité, cette volonté de reprendre le contrôle des leviers du pouvoir se traduisit surtout par l'inaction, inaction en partie due à sa maladie.

En termes de politique extérieure, son mandat présidentiel fut marqué par une certaine continuité avec l'œuvre de de Gaulle. La seule inflexion qui apparut véritablement concerne la construction européenne (ouverture au Royaume-Uni). Au Proche et au Moyen-Orient, la politique du président Pompidou prolonge celle de son prédécesseur : attentif aux vues arabes, pas de rupture avec Israël. Il met en oeuvre une politique arabe afin d'assurer l'approvisionnement en pétrole et la vente d'armes. L'idée sous-jacente est aussi que la France peut proposer une alternative à l'alignement sur les deux Grands. Parallèlement aux changements survenus en France, les deux dernières années de son mandat furent celles des incertitudes (ravivement des tensions avec les États-Unis, blocage dans la construction européenne, position résolument pro-arabe lors la guerre du Kippour, etc.).

Valéry Giscard d'Estaing



Source : www.lejdd.fr

Né le 2 février 1926 à Coblenze (Allemagne).

Homme d'État français, il fut président de la République française du 27 mai 1974 au 21 mai 1981.

Issu de la haute bourgeoisie, il fit ses études en France avant de rentrer à l'École polytechnique en 1946 puis à l'École Nationale d'Administration en 1948.

Il commença sa carrière politique à vingt-huit ans, en tant que directeur adjoint du cabinet du président du Conseil Edgar Faure.

Il est nommé secrétaire d'État aux Finances en 1959 dans le gouvernement de Michel Debré. Il devint ministre des Finances en 1962, sous le gouvernement Pompidou.

Il soutint la candidature de Georges Pompidou après le retrait du général de Gaulle, ce qui lui permit de retrouver le ministère de l'Économie et des Finances.

Après la mort du Président Pompidou en avril 1974, Valéry Giscard d'Estaing brigua sa succession. Il fut élu avec 50,81 % des suffrages le 19 mai 1974 et nomma Jacques Chirac au poste de Premier ministre.

Président le plus jeune de la V^e République, il développa une action axée autour des thématiques de sa campagne : changement, modernisation, libéralisation. Sous son mandat furent adoptés les textes de loi portant sur la légalisation de l'avortement, l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, le divorce par consentement mutuel, etc.

Sur le plan de la politique extérieure, le président Giscard d'Estaing s'inscrit dans la continuité de la politique gaullienne. S'il se définit comme centriste, libéral et européen, le président de la République française reprit, pour l'essentiel, les orientations des ses prédécesseurs. Il se tourna vers l'Orient afin de discuter des problèmes soulevés par le choc pétrolier de 1973 et prôna une solution globale au conflit israélo-palestinien, tout en renforçant les liens avec l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Égypte. Cela dit, la diplomatie giscardienne fut fondamentalement européenne. Il mit en oeuvre sa vision intergouvernementale de la construction européenne avec la création du Conseil européen en décembre 1974. L'heure était aussi au réchauffement des relations transatlantiques, notamment quand le président Giscard d'Estaing réaffirma l'importance de l'appartenance de la France à l'OTAN. Ce rapprochement ne l'empêcha pas de rechercher une entente avec l'URSS, comme l'illustra le Sommet de Rambouillet. Cette politique extérieure restait néanmoins tributaire des rapports Est-Ouest ; avec la fin de la période de « Détente », Valéry Giscard d'Estaing se montra plus gaulliste et moins conciliant avec les États-Unis. Cette réaffirmation ultime du primat de l'indépendance française contrastait avec le multilatéralisme des premiers temps de son mandat.

Après sa défaite électorale face au candidat socialiste François Mitterrand en mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing ne se retira pas de la vie politique. Député du Puy-de-Dôme (1984-1989 et 1993-2002) et président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale (1987-1989 et 1993-1997), il fut en outre président du Conseil régional d'Auvergne (1986- 2004), et président l'U.D.F. de 1988 à 1996. Élu député au Parlement européen en 1989, il revint sur le devant de la scène politique européenne en prenant la présidence de la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2002.

Il choisit de partager ses convictions et son expérience du pouvoir dans *Démocratie française* (1976) et *le Pouvoir et la Vie* (1988).

Il devint membre du Conseil constitutionnel en 2004 au titre d'ancien président de la République.

Mohammed Reza Shah Pahlavi :



Né le 26 octobre 1919 à Téhéran et mort le 27 juillet 1980 au Caire.

Deuxième et dernier monarque de la dynastie des Pahlavi, il régna sur l'Iran du 16 septembre 1941 au 11 février 1979. Il succéda à son père après l'invasion anglo-soviétique de l'Iran en septembre 1941. Il abdiqua pendant la période révolutionnaire de 1978-1979.

Il reçut une éducation française et poursuivit ses études en Suisse de 1931 à 1936. Il acheva sa formation à l'École des officiers de Danechkadéyé-Afsari.

Les premières années de son règne sont factices : la domination anglaise et les ingérences soviétiques l'empêchent de diriger un royaume instable, en proie aux indépendantismes. L'occupation du territoire iranien par les troupes anglo-soviétiques était prévue pour une durée maximale de six mois après la fin de la guerre, selon les engagements de la conférence de Téhéran en novembre 1943.

Après la Seconde Guerre mondiale, son autorité, qui était déjà sérieusement entamée par la présence américaine, fut d'emblée contestée. En témoigna l'ascension de Mohammad Mossadegh puis la nationalisation du pétrole en avril 1951. L'intervention des services secrets britanniques et américains, en août 1953, permit de rétablir le Shah au prix d'une dépendance accrue vis-à-vis des États-Unis.

Après l'épisode Mossadegh, Mohammed Reza Pahlavi devint indispensable pour les grandes puissances. Assurant l'approvisionnement en pétrole des Occidentaux et la sécurité du Golfe, le Shah était courtisé par de nombreux chefs d'États.

Il s'attacha à mettre en valeur la dynastie Pahlavi que son père avait créée. Il se fit sacrer empereur le 26 octobre 1967. Les fêtes de Persépolis de 1971 furent l'occasion de glorifier cette lignée artificielle.

Influencé par Mustapha Kemal, il mit en place un système politique verouillé avec l'aide des États-Unis, dans le but d'occidentaliser la société iranienne. Adeptes des méthodes autoritaires si elles contribuent au développement de l'Iran, son volontarisme permit une certaine croissance économique et la modernisation du pays. La plus célèbre des réformes fut lancée en 1963 sous le nom de « Révolution blanche ».

Il quitta définitivement l'Iran le 16 janvier 1979, victime d'un processus révolutionnaire enclenché un an plus tôt. S'en suivit une période d'errance pour trouver refuge. Finalement, ce fut le président

égyptien Sadade qui l'accueillit le 24 mars 1980. Il y mourut d'un cancer le 27 juillet 1980.

La définition de la personnalité du Shah a fait l'objet de maints débats. Entre la mythologie véhiculée par ses partisans et les inventions de ses détracteurs, les témoignages de quelques personnages éminents (sa femme, Afsahr, Valéry Giscard d'Estaing) laissent voir un homme intransigeant et déterminé, mais ouvert à la discussion, toujours animé par une vision précise de l'Iran.

GLOSSAIRE DES TERMES FRANCAIS ET IRANIENS

Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) : Successeur de l'*Anglo-Persian Oil Company* (APOC) après 1935, l'AIOC est une société d'exploitation des réserves pétrolières d'Iran jusqu'en 1954, date à laquelle elle devient la British Petroleum (BP). L'AICO fut au coeur d'un contentieux entre l'Iran et les occidentaux à partir de 1951, quand le Parlement iranien puis le gouvernement de Mossadegh votèrent la nationalisation des companies pétrolières iraniennes de l'AIOC.

Ashura : « Dix » (du mois de moharran). Période de commémoration du martyr de l'imam Hossein à Karbala, en 680. Cet événement fut central dans la constitution d'une martyrologie chiite qui se perçoit alors comme un courant luttant contre l'oppression et les injustices. Ce phénomène imprègne tous les aspects de la vie des chiites.

Ayatollah : « Signe de Dieu ». Expert de l'islam et dignitaire de haut rang dans la hiérarchie du clergé chiite

Chiisme : « les partisans d'Ali. » Branche de l'islam apparue au moment de la succession du prophète Mahomet en 632. La scission se fit entre les défenseurs du compagnon du prophète Abou Bakr et les partisans d'Ali, gendre et neveu de Mahomet. Ce dernier développa alors sa propre interprétation de l'islam. Au-delà des divergences politiques et théologiques, les principales différences entre ces deux tendances relèvent du rapport de la religion à la vie de l'homme, la voie d'accès au sens profond de la religion, les sources de l'islam ainsi que la figure de l'Imâm.

Chiisme duodécimain : courant majoritaire du chiisme qui reconnaît l'existence de douze Imams, y compris Ali et ses deux fils. Le douzième et dernier imam (le *mahdi*) aurait disparu vers 873 : cet imam caché resurgira à la fin des temps pour juger les hommes.

Comité pour la promotion des investissements en Iran : Institué en 1974, ce comité prit notamment des participations dans des banques iraniennes et favorisa l'implantation d'usines automobiles françaises en Iran.

Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) : Créé par ordonnance du 18 octobre 1945, le CEA est un organisme d'État français consacré à l'énergie nucléaire. L'ordonnance définit les domaines d'application du nucléaire français : science, industrie, défense nationale. Acteur majeur de la recherche, du développement et de l'innovation dans le nucléaire, le CEA collabore avec de nombreux partenaires académiques et industriels.¹ En 1974, l'Iran conclut un partenariat avec le CEA (prêt d'un milliard de dollars) dans le cadre du programme EURODIF, destiné à financer la construction de l'usine Saint-Paul Trois Châteaux.

Conseil de la politique nucléaire extérieure : Créé en 1976, son rôle était d'évaluer les risques liés aux transferts de technologies nucléaires à l'étranger et de mieux contrôler les exportations de matériel dit « sensible ».

Détente : Période de la Guerre froide (dans son acception la plus large) s'étendant de la fin de la crise des missiles de Cuba (1962) à la Conférence d'Helsinki qui en représente l'apogée (1975).

Deuxième choc pétrolier : Crise pétrolière survenue au cours de l'année 1979 et imputable au processus de la révolution en Iran. Elle aggrava les tendances récessionnistes du début des années 1970 qui avaient été amplifiées par le premier choc pétrolier.

Diplomatie : Art de concilier des intérêts différents ; règles et usages des rapports entre États ; représentation des intérêts d'un État chez un autre ; ensemble du corps diplomatique ; politique étrangère d'un pays.

État rentier : Concept forgé en 1970 par Hossein Mahdavy pour qualifier la situation d'un État qui tire l'essentiel de ses revenus de la vente de ses ressources indigènes.

EURODIF : Société spécialisée dans l'enrichissement de l'uranium, créée en 1973 par la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie afin de financer et d'exploiter une usine de production d'uranium enrichi en France, à Saint-Paul-Trois-Châteaux. L'Iran accorda un prêt d'un milliard de francs au CEA pour financer l'usine de Saint-Paul-Trois-Châteaux via la société SOFIDIF, prêt que l'État français s'engagea à rembourser en cas de défection du CEA.

Fatwa : « opinion légale ». Avis légal émis par un expert en religion islamique (mufti) sur une question particulière.

FRAMATEG : Société anonyme dont le capital est essentiellement partagé entre FRAMATOME et ALSTHOM. FRAMATEG réalise et fournit des centrales nucléaires en association avec d'autres entreprises. La société fut pilote du groupement qui, à partir de 1972, construisait un réacteur à eau pressurisée en Iran, sur la rivière Karoun: ce contrat fut interrompu en 1979.¹

1 *Guide international de l'énergie nucléaire*, Éditions Technip, p.198, 404 pages, 1987.

Franco-Américaine de Constructions Atomiques (FRAMATOME) : Compagnie française fondée en 1958, spécialisée dans la construction de réacteurs nucléaires. Elle participa à la mise en oeuvre des accords de coopération nucléaires franco-iraniens signés dans les années 1970. Elle devint AREVA NP en 2006.

Gardes impériaux : Garde personnelle du Shah d'Iran, en exercice de 1942 à 1979.²

Gendarme du Golfe : Après le retrait britannique du Koweït en 1961, le Shah, encouragé par les États-Unis, affirma sa vocation à assurer la sécurité de la région du Golfe sur le plan militaire et pétrolier. Cette ambition prit corps avec une politique intense de dépenses militaires, des interventions militaires ponctuelles (Yemen, Oman) et la présence accrue dans la zone du détroit d'Ormuz.

Grand dessein : Programme gaullien de politique internationale fondé sur l'indépendance, la volonté de jouer un rôle mondial, la grandeur et la spécificité française.

Guerre froide : *Stricto sensu*, période de tension entre deux camps (États-Unis, URSS, leurs alliés) pouvant déboucher sur des conflits périphériques de 1947 à 1955 ; *lato sensu*, la période s'étend jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991.

Hezb-e Tudeh-ye Iran : « Parti des masses d'Iran ». Parti communiste iranien formé en 1941, luttant contre le Shah puis contre le régime de Khomeiny. Le parti atteint l'apogée sa popularité pendant l'épisode Mossadegh (1951-1953). Cible des répressions, il fut interdit et s'aliéna le soutien des populations. Après avoir pris part à la révolution en 1979, les islamistes de Khomeiny les exclurent du gouvernement.

Marja e-taqlid : « Source d'imitation ». Dans le clergé chiite duodécimain, la plus haute autorité juridique. Chaque *marja e-taqlid* possède ses fidèles qui se réfèrent à lui pour les questions liées à la religion.

Military Assistance Advisory Group (MAAG) : « Groupe consultatif d'assistance militaire ». Cadre de la collaboration militaire entre les États-Unis et l'Iran. Dans les faits, les conseillers

1 Wikipedia, « Imperial Guard (Iran) »[en ligne] [https://en.wikipedia.org/wiki/Imperial_Guard_\(Iran\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Imperial_Guard_(Iran)) Consulté le 29/02/2016

américains et le MAAG tenaient l'armée iranienne en situation de dépendance technique.

Modernisation de l'Iran : Ligne directrice du développement de l'Iran depuis Reza Shah Pahlavi. Elle consiste essentiellement en une occidentalisation de l'Iran (éducation, culture, industrie, etc.) par l'exploitation de la rente pétrolière.

Mollâ : « Titre donné aux prêtres musulmans et à toute personne exerçant des fonctions juridiques et religieuses dans le monde musulman. »¹

Moujahiddines du Peuple : Organisation armée de résistance au régime iranien, créée en 1965 par des intellectuels dissidents sous la houlette de Massoud Radjavi. Si l'organisation fut décimée par la SAVAK dans les années 1970, elle participa au renversement du régime en 1979. Elle s'opposa avec virulence à l'installation de Khomeiny au pouvoir et à la concentration des pouvoirs par le clergé chiite. Leur soutien à l'Irak pendant la Première Guerre du Golfe a conduit à leur mise à l'index par la République islamique. Parfois considérée organisation terroriste par les États occidentaux, l'organisation des *Moudjahiddines du Peuple* siège au *Conseil National de la Résistance Iranienne* et mène des actions ponctuelles de résistance au régime iranien avec le soutien des États-Unis et d'Israël selon certaines sources.

Moyen-Orient (anglais) : Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Territoires palestiniens occupés, Israël, Turquie, Égypte, Arabie Saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis, Qatar, Oman, Yemen, Iran.

National Iranian Oil Company (NIOC) : Fondée en 1948, cette société est chargée de l'exploration, du développement, de la production, de la vente et de la mercatique autour des hydrocarbures issus d'Iran. Elle fut absorbée par le gouvernement iranien en avril 1951 en tant qu'instrument de la politique de nationalisation des ressources de l'Iran. Après l'échec du coup de Mossadegh en 1953, bien que mise à l'écart par les companies étrangères, la NIOC parvint à survivre comme une entité indépendante, notamment à travers des joint-ventures.

Nouvelle société : Thématique de programme politique élaborée par Jacques Chaban-Delmas dans le but d'apporter une réponse aux problèmes soulevés par les mouvements de l'année 1968.

1 CNRTL, « Mollah »[en ligne] <http://www.cnrtl.fr/definition/academie8/mollah> (consulté le 5 janvier 2016)

Organisation de l'Énergie Atomique d'Iran (OEAI) : Créée en mars 1974, elle est l'administration responsable du contrôle et de l'exploitation des sites producteurs de l'énergie nucléaire en Iran. Elle fut dirigée par Akbar E'temad entre 1974 et 1979.

Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) : Organisation intergouvernementale instituée en 1960 par les pays producteurs de pétrole afin de peser davantage sur les cours du celui-ci. L'Iran en est un des membres fondateurs. Espace de concertation mais aussi de rivalités d'influences, l'OPEP décida l'augmentation brutale des cours du pétrole en 1973, notamment à l'initiative de l'Iran.

Pacte de Bagdad : « Traité de défense commune cherchant à unir la zone du Moyen-Orient, de la Turquie au Pakistan, dans le but de contenir l'influence de l'Union soviétique. »¹ Cet ensemble comprenait la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan et la Grande-Bretagne. L'Iran y adhéra jusqu'à la chute du régime du Shah, en 1979.

Pahlavi : dynastie créée par Reza Khan (ou Reza Shah Pahlavi) en 1925. Elle présida aux destinées de la Perse et de l'Iran jusqu'à son effondrement en février 1979.

Persan : Principale langue parlée en Iran, en Afghanistan et au Tadjikistan. La langue est également utilisée au Bahreïn, en Azerbaïdjan, en Russie, en Ouzbékistan ainsi qu'en Irak.

Premier choc pétrolier : Crise économique internationale due à l'augmentation brutale des cours du baril de pétrole provoquée par la guerre du Kippour, en octobre 1973. Catalyseur des mécanismes de dérèglement économiques présents depuis les années 1960, elle fit entrer les pays industrialisés dans une période de récession, de chômage et d'inflation.

Proche-Orient (français) : Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Territoires palestiniens occupés, Israël, Turquie, Égypte.

Rastâkhiz-e Irân : « Résurrection de l'Iran ». Parti unique du régime du Shah.

Révolution blanche : Ensemble de réformes mises en oeuvre en Iran à partir de 1963 sous

1 Lisa Roméo, *Les clés du Moyen-Orient*, « PACTE DE BAGDAD » [en ligne] <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Pacte-de-Bagdad.html> (consulté le 5 janvier 2016)

l'impulsion de l'administration Kennedy. Elle était bâtie sur six piliers : distribution des terres cultivables, nationalisation des forêts et des pâturages, réforme de la loi électorale ouvrant le droit de vote aux femmes, privatisation des entreprises étatisées, participation des travailleurs aux bénéfices, création d'une « armée du savoir » (conscrits chargés d'alphabétiser villages). Plusieurs autres réformes vinrent s'ajouter ultérieurement : nationalisation des ressources en eau, élimination des bidonvilles, décentralisation, création d'une « armée de l'hygiène », etc

Sazman Ettal'at Va Amniyat-e Keshvar (SAVAK) : « Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale ». Organe de surveillance et de répression, cette police politique secrète du régime impérial iranien fut créée en 1957 avec le soutien des États-Unis et d'Israël.

Shah, Chah, schah : titre porté par les empereurs de Perse. À partir de 1935, le terme désigne le monarque et chef de l'État d'Iran

Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse (SOFIDIF) : société créée en juillet 1975 par le CEA dans le but de permettre la participation légale de l'Iran dans l'usine d'enrichissement d'EURODIF (participation à hauteur de 40 %). SOFIDIF prit participation à 25 % dans EURODIF.

Surprise d'Octobre : Théorie du complot défendue par Abdolhassan Bani Sadr et Gary Sick et selon laquelle le candidat à la présidence américaine Ronald Reagan aurait négocié le prolongement la prise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran avec l'ayatollah Khomeiny, en vue de dégrader l'image du président américain et candidat Jimmy Carter. Cet accord aurait été conclu en échange de futures livraisons d'armements à l'Iran.

Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) : Traité international conclu en 1968 et ratifié en 1970 par l'Iran.

Trente glorieuses : Expression forgée par Jean Fourastié pour qualifier la croissance sans inflation ni chômage (accompagnée de changements sociaux importants, notamment la formation d'une société de consommation) qu'a connue la France entre 1945 et 1973.

Ulema : « Savants ». « Docteur de la loi musulmane, interprète du Coran ».¹

Velayat e-faqih : « tutelle du jurisconsulte », « gouvernement du docte ». Théorie politique légitimée de façon religieuse, conçue par l'ayatollah Khomeiny et fondée sur la prééminence d'un guide religieux placé au centre du système politique.

Vendredi noir : le 8 septembre 1978, les forces du Shah tirent sur de nombreux manifestants à Téhéran, place Jâle.

SOURCES

Archives :

Archives Nationales, CADN, Nantes, fonds Service culturel, séries B1, B3, B6, B9, B13, B14, B15, B18.

¹ CNRTL, « Uléma » [en ligne] <http://www.cnrtl.fr/definition/ul%C3%A9ma> (consulté le 5 janvier 2016)

Entretien :

Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles, 2 heures.

Bibliographie :

Sur les Relations internationales depuis 1945 :

DUROSELLE, Jean-Baptiste et KASPI, André, *Histoire des relations internationales : Tome 2, de 1945 à nos jours*. Paris, Armand Collin, 2009, 717 pages. Coll. « AC. UNIVERSITAIRE ».

MILZA, Pierre, *Les relations internationales de 1945 à 1973*. Paris, Hachette, 1996, 239 pages. Coll. « Carré Histoire ».

Sur l'histoire de l'Iran en général et au XXe siècle :

ANSARI, Ali, *Modern Iran since 1921 : the Pahlavis and after*. Londres, Pearson, 2003, 288 pages.

ARBERRY, Arthur.J, *The legacy of Persia*. Londres, Clarendon Press, 1953, 421 pages.

AXWORTHY, Michael, *A history of Iran : empire of the mind*. New York, Basic Books, 2010, 368 pages.

BAHRIER, Julian, *Economic Development of Iran : 1900 – 1970*. Londres, Oxford University Press, 1971, 314 pages.

BRIANT, Pierre, *Histoire de l'empire perse*. Paris, Fayard, 1996, 1243 pages.

DIGARD, Jean-Pierre, HOURCADE Bernard et RICHARD Yann, *L'Iran au XXe siècle : entre nationalisme, islam et modernisation*. Paris, Fayard, 2007, 498 pages. Coll. "LITT.GENE."

HOURCADE, Bernard, *Géopolitique de l'Iran*. Paris, Armand Collin, 2010, 296 pages. Coll. « Perspectives géopolitiques ».

KELLNER Thierry et DJALILI Mohammed-Reza, *Histoire de l'Iran contemporain*. Paris, La Découverte, 2010, 128 pages. Coll. « Repères ».

NAHAVANDI, Firouzeh, *Iran*. Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2013, 128 pages. Coll. « Monde arabe / Monde musulman ».

NAHAVANDI, Houchang et BOMATI Yves, *Les grandes figures de l'Iran*. Paris, Perrin, 2015, 350 pages.

ROUX, Jean-Paul. *Histoire de l'Iran et des Iraniens : des origines à nos jours*. Paris, Fayard, 2006, 521 pages. Coll. « LITT.GENE. »

Sur la dynastie des Pahlavi :

ANSARI, Iman et GERMAIN, Patrick, *Mon père, mon frère, les Shahs d'Iran : Entretiens avec Son Altesse Impériale le prince Gholam-Reza Pahlavi*. Nantes, Editions Normant, 2004, 335 pages.

AFSHAR Amir Aslan, *Mémoires d'Iran : complots et trahisons*. Paris, Mareuil Editions, 2015, 505 pages. Coll. « HISTOIRE ET POL ».

BAKHTIAR, Chapour, *Ma fidélité*. Paris, Albin Michel, 1982, 257 pages.

CASTELJAC, Bertrand de, *L'Homme qui voulait être Cyrus*. Paris, Albatros, 1997, 195 pages.

FARDOUST, Hussein, *Zohour va Soghout-é Saltanat-é Pahlavi* [La naissance et la chute de la monarchie Pahlavi]. Téhéran, Etalâat, 1990.

FAROUGHY, Ahmad et REVERIER, Jean-Loup, *L'Iran contre le Chah*. Paris, Jean-Claude Simoen, 1979, 178 pages.

GANJI, Manoutchehr, *Être persan*. Paris, Michel Lafon, 1995, 296 pages. Coll. « Michel Lafon ».

HOVEIDA, Feredioun, *La Chute du Shah*. Paris, Buchet-Chastel, 1980, 242 pages.

KAPUSCINSKI, Ryszard, *Le Shâh ou la démesure du pouvoir*. Paris, Flammarion, 1992, 168 pages. Coll. « Langues étrangères ».

KRAVETZ, Marc, *Irano Nox*. Paris, Grasset, 1982, 276 pages.

PAHLAVI, Farah, *Mémoires*. Paris, J'ai lu, 2004, 432 pages.

Sur le Shah en particulier :

MILANI, Abbas, *The Shah*. New York, Palgrave Macmillan, 2011.

NAHÂVANDI, Houchang et BOMATI Yves, *Mohammad Réza Pahlavi : le dernier Shah / 1919-1980*. Paris, Perrin, 2013, 624 pages.

Sur l'économie de l'Iran sous le règne des Pahlavi :

AMUZEGAR, Jahangir et FEKRAT M. Ali, *Iran : Economic Development under Dualistic Conditions*. Chicago, Chicago University Press, 1971, 177 pages.

BALDWIN, George, *Planning and Development in Iran*. Baltimore, John Hopkins Press, 1967, 212 pages.

ELM, Mostafa, *Oil, Power and Principle : Iran's Oil Nationalization and its Aftermath*. Syracuse, Syracuse University Press, 1994, 438 pages.

FERRIER, Ronald. W, *The history of the British Petroleum Company : Vol. 2 . : The Developing Years, 1901-1932*. Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 832 pages.

FESHARAKI, Fereidun, *Development of the Iranian Oil Industry*. Harmondworth, Penguin Books, 1979, 348 pages.

HALLIDAY, Fred, *Iran, Dictatorship and Development*. Harmondworth, Penguin Books, 1980,

Sur la révolution de 1978 – 1979 :

ALAM, Assadolah, *The diaries of Assadolah Alam* (Alinaghi Alikhani, Trad.). Bethesda, IBEX Publishers, 1992, 414 pages.

ALAMOUTI, Mostafa, *Iran dar asr-é Pahlavi* [L'Iran à l'ère des Pahlavi]. Levallois, Parang

BANI SADR, Abdolhassan, *Le complot des ayatollahs*. Paris, La Découverte, 1989, 230 pages. Coll. « Cahiers libres ».

BRIERE, Claire et BLANCHET, Pierre, *Iran : la Révolution au nom de Dieu*. Paris, Seuil, 1979, 240 pages. Coll. « Histoire immédiate ».

FISHER, Michael, *Iran, from religious dispute to Revolution*. Cambridge, Harvard University Press, 1980, 314 pages.

KAPUSCINSKI, Ryszard, *Le Shah*. Paris, Flammarion, 2011, 241 pages. Coll. « Champs Histoire ».

PAHLAVI Pierre et PAHLAVI Christian, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*. Paris, Perrin, 2015, 576 pages.

RADJI, Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*. Londres, Hamish Hamilton, 1983, 352 pages.

SÂBETI, Parviz, *Dar Dâmâgh-é Hâdêssé* [Au piège des événements]. Los Angeles, Sharkat-é Kétâb, 2012.

SHAWCROSS, William, *Le Shah : exil et mort d'un personnage encombrant*. Paris, Stock, 1989, 510 pages. Coll. « Essais Documents ».

Sur la politique étrangère française en général et en Iran :

BERSTEIN, Serge et MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX e siècle*, t. III : 1958 à nos jours, Paris, Tempus Perrin, 2009, 896 pages. Coll. « Tempus ».

BOZO, Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*. Paris, Flammarion, 2012, 310 pages. Coll. « Champs Histoire ».

COHEN, Samy, *La monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la Ve République*. Paris, Hachette Littérature, 1986, 271 pages.

COHEN, Samy et SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 436 pages. Coll. « Académique ».

DIALLO, Thierno, *La politique étrangère de Georges Pompidou*. Paris, LGDJ, 1992, 271 pages. Coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique ».

HELLOT-BELLIER, Florence, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*. Paris, Association pour l'avancement des études iraniennes, 2008, 832 pages. Coll. « Studia Iranica ».

GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Le pouvoir et la vie*. Paris, Librairie Générale Française, 1989, 412 pages. Coll. « Le livre de poche ».

LAVROFF, Dmitri (dir.), *La conduite de la politique étrangère sous la Ve République*. Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997, 155 pages. Coll. « Sciences PO Bordeaux ».

Articles :

BARANG, Marcel. « Renaissance d'un empire ». *Le Monde diplomatique*, n°254, mai 1975, p. 19-23.

BRUN, Thierry. « Regain d'agitation populaire en Iran, les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime ». *Le Monde diplomatique*, n° 293, juillet 1978, p. 17-18.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, « L'Iran en quête d'un équilibre ». *Revue française de science politique*, n°2, 1967, p. 213-236.

FAROUGHY, Ahmad. « Derrière le paravent du trône, l'armée iranienne garante de la dépendance ». *Le Monde Diplomatique*, n°295, octobre 1978, p. 1-14.

FAROUGHY, Ahmad. « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère ». *Le Monde diplomatique*, n°293, juillet 1978, p.18-19.

HOURCADE, Bernard, « Géographie de la révolution iranienne : l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n°18, 1980, p. 16-45.

JULLIEN, Claude. « Illusions iraniennes ». *Le Monde diplomatique*, n° 294, septembre 1978, p.1.

KEDDIE, Nikki. « Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique ». *Le Monde diplomatique*, n°280, août 1977, p. 11-12.

MONTAZAMI, Behrouz. « L'Iran du refus : la croissance miraculeuse et le bouleversement ». *Le Monde diplomatique*, n°297, décembre 1978, p. 11.

MOZAFARI, Mehdi, « Les nouvelles dimensions de la politique étrangère de l'Iran », *Politique étrangère*, n°2, 1975, p. 141-159.

VAN ENGELAND, Claude. « Puissance et ambiguïtés du mouvement religieux ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1978, p. 13.

Filmographie :

Argo, Ben Affleck, 7 novembre 2012, film cinématographique, GK Films, 2012, 120 minutes.

Les 112 jours de Khomeiny en France, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

Persepolis, Marjane Satrapi, 27 juin 2007, film d'animation, TF1, 2007, 95 minutes.

Women without men, Shirin Neshat, 13 avril 2011, film cinématographique, KMBO, 2011, 95 minutes.

ANNEXES

LES ACTEURS DE LA DIPLOMATIE FRANCO-IRANIENNE

Ambassadeurs de France en Iran :

François Charles-Roux (mars 1969 - juillet 1972)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né à Sorgues (Vaucluse) le 4 octobre 1909. Mort le 19 avril 1999.

Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales et de l'École des Sciences politiques, il intégra la carrière diplomatique en 1938 en tant qu'attaché de consulat à New York. Il démissionna en 1941 puis fut révoqué par le gouvernement de Vichy. Après la Seconde Guerre mondiale, entre plusieurs passages à l'administration centrale, il travailla pour le consulat de Boston (1952-1955), le consulat de Rabat (1965-1961) puis l'ambassade de Damas (1964-1969).

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran du 7 mars 1969 au 4 juillet 1972. Il exerça son activité dans un contexte de mise en place d'une réelle coopération économique entre la France et l'Iran. Le maintien de bonnes relations culturelles était aussi un axe majeur de la diplomatie française.

Toutefois, sa tâche fut compliquée par le refroidissement des relations franco-iraniennes consécutif à l'absence du président Pompidou aux fêtes de Persépolis, en 1971.

Conseillers

Jean François-Poncet (décembre 1968 – juillet 1971)

Né le 18 décembre 1928 à Paris.

Il fut licencié en droit, diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'université de Wesleyan, Master of Arts de la Fletcher School et ancien élève de l'ENA.

Il devint secrétaire d'ambassade en 1955, chargé de mission puis directeur adjoint du cabinet du secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1957 et 1958. Il fut secrétaire général de la délégation chargée de négocier les traités relatifs à la CEE de 1956 à 1958, sous-directeur des organisations européennes de 1958 à 1960, directeur des services de Coopération technique française au Maroc de 1961 à 1963, sous-directeur d'Afrique de 1963 à 1965 et attaché au CNRS.

Il fut premier conseiller à Téhéran de décembre 1968 à juillet 1971, date à laquelle il se consacra à la présidence d'entreprises.

Marcel Barthélémy (mai 1970- mai 1973)

Né à Rabat le 17 octobre 1920.

Diplômé d'études supérieures de japonais, il fut nommé secrétaire d'Extrême-Orient en mars 1946, troisième secrétaire à Yokohama, Tokyo et Séoul. Il fut vice-consul à New Dehli en 1956, premier secrétaire à Washington en 1959, deuxième conseiller au Caire puis à Rabat de 1963 à 1970.

Il fut nommé premier conseiller à Téhéran de mai 1970 à mai 1973.

Après son passage en Iran, il fut sous-directeur à la Direction des Affaires culturelles entre 1974 et 1975, inspecteur jusqu'en 1979, ambassadeur en Haïti de 1981 à 1983, enfin premier commissaire à la Commission du Pacifique Sud de 1983 à 1986.

Robert de Souza (juillet 1972 - mars 1977)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 5 juillet 1921 à Paris.

Il obtint une licence ès lettres, le diplôme de l'École des Sciences Politiques et celui de l'ENA.

Il fut vice-consul à Luxembourg en 1949. Il exerça au secrétariat général de l'administration centrale de 1952 à 1956. Il fut premier secrétaire à Damas en 1956 et 1967, ensuite à Beyrouth où il fut deuxième conseiller jusqu'en 1961. Il retourna à l'administration centrale entre 1961 et 1962, puis au cabinet du premier ministre en tant que conseiller technique jusqu'en 1964. Il fut nommé premier conseiller à Athènes de 1964 à 1968 et directeur de cabinet du secrétariat d'État aux Affaires étrangères de 1968 à 1972.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran du 4 juillet 1972 au 9 mars 1977. Personnage majeur des relations franco-iraniennes pendant les années 1970, il connut deux présidents durant sa mission à Téhéran (Pompidou, Giscard d'Estaing), ainsi que quatre Premiers ministres : Chaban-Delams, Messmer, Chirac et Barre. Enfin, il exerça sous l'autorité de quatre ministres des Affaires étrangères : Schumann, Jobert, Sauvagnargues et de Guiringaud.

Sa nomination devait détendre les relations franco-iraniennes. Il s'employa à rétablir la confiance entre le président de la République français et le Shah , confiance qui avait été érodée par l'absence de Georges Pompidou aux fêtes de Persépolis en 1971. Ce fut chose fait en septembre 1973.

Son passage fut marqué par la mise en oeuvre des initiatives de Charles-Roux en matière de coopération économique, le dossier du nucléaire et l'approfondissement des liens culturels.

Conseiller

Pierre Bitard (1973 - 1975)

Né à Paris le 11 mars 1924.

Il est breveté de l'École Nationale de la France d'outre-mer et de l'École Nationale des langues vivantes (cambodgien).

Il commença sa carrière au service à l'outre-mer de 1948 à 1956. Il fut premier secrétaire à Vientiane en 1956, intégré dans le cadre des secrétaires des Affaires étrangères en 1958, premier secrétaire à Khartoum de 1959 à 1961, premier secrétaire à Sofia de 1962 à 1965, auditeur au Collège de Défense de l'OTAN en 1966, deuxième conseiller à Dubline de 1966 à 1969 puis chargé dans l'administration centrale (Afrique-Levant) entre 1969 et 1973.

Il fut premier conseiller à Téhéran de 1973 à 1975.

Il poursuivit sa carrière au consulat de Jérusalem, à la direction politique, au service du courrier de la valise diplomatique, au consulat général à Abidjan, enfin à l'ambassade du Rwanda jusqu'en 1990.

Chargé d'affaires

Jacques-Alain de Sédouy (octobre 1976)

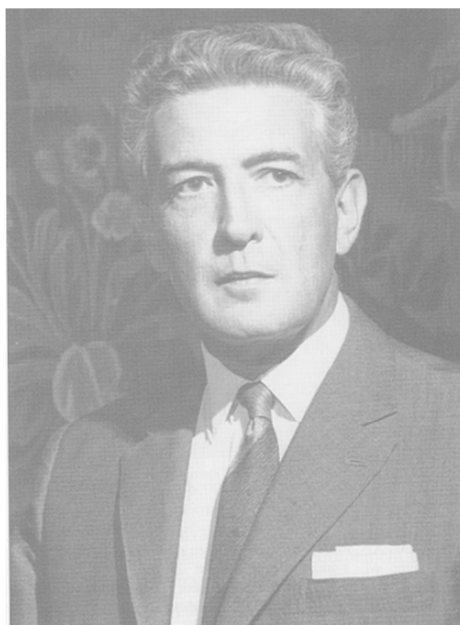
Il fut nommé premier conseiller à Téhéran au début de l'année 1976 afin de seconder Robert de Souza, au moment de l'impressionnante progression de la coopération bilatérale franco-iranienne en matière d'économie.

De Souza dut interrompre ses activités pour cause de maladie et laissa De Sédouy accueillir Valéry Giscard d'Estaing et plusieurs ministres en visite à Téhéran, le 3 octobre 1976.

Ainsi, de Sédouy participa à la rencontre entre les deux chefs d'État. Cette rencontre permit de discuter de la situation internationale, de la poursuite de la coopération nucléaire et des contrats à venir.

De Sédouy, témoin de l'agitation grandissante en Iran, ne partageait pas l'optimisme de Robert de Souza quant à la pérennité du régime impérial.

René de Saint-Légier de la Sausaye (mars 1977 - octobre 1977)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 6 avril 1926 à Neuilly. Mort le 17 juillet 1978.

Il est licencié en droit, diplômé d'Études supérieures en droit public, de droit romain et d'histoire du droit, aussi élève de l'ENA.

Après une période à l'administration centrale (1954-1957), il fut deuxième secrétaire à Rome jusqu'en 1961. Il revint à l'administration centrale occuper le poste de sous-directeur d'Europe. Il dirigea le cabinet de Gaston Palewski en 1962. En 1964, il fut nommé conseiller diplomatique au secrétariat de la Présidence de la République, puis ambassadeur à Santiago en 1969. Il fit un passage à l'administration centrale en 1972 en tant que chargé des affaires d'Amérique et chef de service jusqu'en mars 1975. De 1975 à 1976, il fut chargé des affaires des Nations Unies et des Organisations Internationales ainsi que membre de la délégation française aux 30^e et 31^e sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran de mars 1977 à octobre 1977. Il prit ses fonctions quand Raymond Barre succéda à Jacques Chirac au poste de Premier ministre. Michel d'Ornano et Raymond Barre souhaitaient soutenir davantage les exportateurs français et poursuivre la politique de grands contrats à l'étranger impulsée par Pompidou. De la Sausaye avait pour mission de confirmer des contrats déjà concédés à des sociétés françaises et de mener des négociations susceptibles de rapprocher les intérêts économiques français et iraniens.

Conseiller

Jacques-Alain le Chartier de Sédouy (janvier 1976 – avril 1978)

Né à Paris le 18 novembre 1935.

Licencié en droit et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Ancien élève de l'ENA, de 1960 à 1962.

Il entama sa carrière dans l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères, en 1962. Il fut premier secrétaire en URSS de 1966 à 1968, avant de revenir dans l'administration centrale de 1968 à 1972. En 1972, il dirigea la division des négociations et accords de la société AZOTE ET PRODUITS CHIMIQUES, puis fut chef de cabinet à la Commission des communautés européennes de 1973 à 1975.

Il fut premier conseiller d'ambassade à Téhéran de janvier 1976 à avril 1978.

Il continua sa carrière comme chef de service à la direction des Affaires économiques du ministère des Affaires étrangères jusqu'en 1981, ambassadeur en Jordanie de 1981 à 1985, ambassadeur au Mexique de 1986 à 1989, représentant de la France auprès de l'OECE de 1991 à 1993, conseiller diplomatique du gouvernement jusqu'en 1995, co-président adjoint du comité directeur de la Conférence sur l'ancienne Yougoslavie en 1994 et 1995, ambassadeur au Danemark de 1995 à 1998, enfin conseiller d'État en service extraordinaire depuis 1998.

Chargé d'affaires

Jacques-Alain de Sédouy (juillet 1977 – octobre 1977)

Quand il prit la responsabilité de l'ambassade de France à Téhéran, l'opposition iranienne s'exprimait ouvertement à Téhéran, à travers le cercle franco-iranien, l'Institut Goethe, le *Front National* de Mossadegh et divers avocats.

Il participa aux négociations d'Yves Gérard et son équipe sur le parachèvement de contrats concernant les centrales nucléaires. De Sédouy était chargé de faire aboutir les contrats engagés depuis 1974.

Au sein de son équipe diplomatique, certains pressentaient les bouleversements à venir en Iran. Leurs observations prirent la forme d'un rapport visionnaire, rédigé par Alain de Beaupuy et Jean-Claude Cousseran et envoyé à Paris en février 1978.

Raoul Delaye (octobre 1977 - septembre 1980)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 28 août 1922 à Rabat.

Il est licencié ès lettres, diplômé de l'École des Sciences politiques et ancien élève de l'ENA.

Il fut mis à la disposition de la Résidence générale au Maroc, de 1949 à 1956 avant d'être affecté au service de presse de l'ambassade France à Rabat jusqu'en 1958. Il devint premier secrétaire à Rabat en 1958 et 1959, à Bonn de 1959 à 1962, puis deuxième conseiller à Bonn jusqu'en 1967. Il fut nommé ambassadeur à Ouagadougou en 1967. Il revint à Paris en mars 1973 en tant que chargé du service d'Information et de Presse, service dont il fut le chef de 1974 à 1976. Il fut aussi ambassadeur à Bucarest de 1975 à 1977.

Il fut ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Téhéran d'octobre 1977 à septembre 1980. Il entra en fonction dans un climat politique tendu. Il s'appuya sur les analyses présentées dans le rapport de février 1978. Son constat était triple : l'ordre établi est profondément ébranlé, l'Iran est engagé dans un processus révolutionnaire, les religieux sont la force principale organisée qui pourrait mener une révolution. Les prédictions de Delaye furent confirmées par les événements en Iran en 1978.

Le ministre des Affaires étrangères François-Poncet confirma plus tard le rôle d'intermédiaire joué par Delaye entre le gouvernement français et le Shah, notamment pendant son passage en France (octobre 1978 – février 1979).

La diplomatie française perdait de son influence au fur et à mesure de la radicalisation du nouveau

régime en Iran. Mais Delaye resta soucieux de la sécurité des ressortissants français en Iran. Après l'élection de Abdolhassan Bani-Sard à la présidence, l'avenir du Lycée Razi devint un nouveau sujet de contentieux entre la France et l'Iran.

Conseiller

Louis Amiges (juillet 1978, décembre 1978 – juillet 1981)

Né le 23 décembre 1937 à Toulouse.

Il fit des études de droit et obtint le brevet de l'École Nationale de la France d'outre-mer.

Il travailla au secrétariat général du Gouvernement et dans l'administration centrale. Il intégra le corps des conseiller et secrétaires des Affaires étrangères en septembre 1965. Il rejoignit ensuite le service des Affaires économiques. Il fut chargé de mission au cabinet du secrétaire d'État à l'Information jusqu'à 1969, puis premier secrétaire à Athènes de 1969 à 1972, à Copenhague de 1972 à 1974.

Il fut deuxième conseiller à Téhéran en juillet 1978, puis premier conseiller au même poste de décembre 1978 à juillet 1981.

Après son passage à Téhéran, il rejoint la direction des Questions atomiques et spatiales jusqu'en 1985, en tant que sous-directeur. Il fut nommé ambassadeur à Hanoï de 1986 à 1989, puis inspecteur général adjoint des Affaires étrangères en 1992 et 1993, enfin ambassadeur en à Addis-Abeba de 1993 à 1996.

Chargé d'Affaires

Louis Amiges (novembre 1979, juillet – septembre 1980)

Il était présent au moment paroxystique des tensions entre l'Iran et les pays occidentaux, pendant la prise en otage de l'ambassade américaine.

Il fut encore chargé d'Affaires en 1980, entre le départ de Raoul Delaye en septembre et l'arrivée de Guy Georgy à Téhéran, en octobre. La sécurité des Français qui partaient d'Iran était alors une question essentielle.

Il demeurait encore à l'ambassade quand éclata la guerre entre l'Iran et l'Irak, le 22 septembre 1980.

Ambassadeurs d'Iran en France :

Général Hassan Pakravan (octobre 1969 - août 1973)



Source : www.saidehpakravan.com

Né le 4 août 1911 à Téhéran, mort le 11 avril 1979 dans la même ville.

Il effectua ses études au Caire et à Liège, en Belgique. Malgré son attrait pour l'histoire et la culture, il poursuivit une formation militaire en France.

Ses fonctions relevèrent, dans un premier temps, du domaine militaire : enseignant, attaché militaire, deuxième Bureau à deux reprises, etc. À la suite de la création de la SAVAK en 1956, le Shah nomma le général Pakravan responsable de la Section étrangère. En 1963, il travailla au cabinet d'Assadollah A'lam en qualité de sous-secrétaire d'État à la Présidence du Conseil. En janvier 1965, le Premier ministre Hoveyda composa un gouvernement dans lequel le général Pakravan reçut le ministère de l'Informartion. Il rentra dans la carrière diplomatique en tant qu'ambassadeur au Pakistan de 1966 à 1969, nomination faite dans la perspective d'améliorer les relations avec un pays membre, comme l'Iran, du CENTO. Il fut ensuite ambassadeur d'Iran en France du 4 octobre 1969 au 19 août 1973.

Les observateurs ont relevé sa personnalité remarquable, caractérisée par une certaine droiture et une quête permanente du dialogue.

Il fit preuve d'indépendance vis-à-vis des États-Unis. Il fut en outre un ambassadeur décisif de l'Iran au Pakistan et un chef de la SAVAK original, organisation qu'il chercha d'ailleurs à humaniser, au point que même l'opposition au régime du Shah le respectait. Si nombre des membres de l'opposition et d'intellectuels lui doivent sans doute la vie, d'autres lui reprochèrent cet esprit

d'ouverture et lui attribuèrent la responsabilité des manifestations de 1963.

En vertu de ses qualités et de son passé, le Conseil des ministres français agréa avec enthousiasme sa nomination à Paris en septembre 1969. Le président Pompidou le connaissait par ailleurs déjà assez bien.

Pakravan tint toujours sa porte ouverte aux étudiants iraniens, s'efforça de rencontrer les journalistes, facilita la mission de Ali-Akbar E'temad venu jeter en juin 1972 les bases d'un accord intergouvernemental pour la construction de l'université franco-iranienne Avicenne.

Son mandat fut surtout marqué par les fêtes de Persépolis. Le rejet de l'invitation du Shah par Pompidou affecta Pakravan.

Il rentra en Iran au moment de la Révolution iranienne et, malgré les prières de certains membres du gouvernement Bazargan et de l'ayatollah Taleghani, fut condamné à mort sur ordre de Khomeiny en avril 1979.

Amir Chilaty-Fard (juillet 1973 - février 1978)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né le 10 octobre 1922 .

Il fit des études de droit à Paris.

Il commença en tant qu'officier dans l'Armée impériale, puis entra au ministère des Affaires étrangères en 1953, dans le Département des Passeports et des Visas. Puis il travailla à la section des Traités et des Affaires juridiques, celle des Organisations internationales et à celle des Affaires économiques. Il fut ensuite affecté au troisième Département (Europe occidentale). Outre ses nombreuses missions diplomatiques effectuées à l'étranger (Madrid, Hamburg, Washington, Ankara), il fut sous-directeur du Protocole, directeur par intérim du département des relations culturelles, et enfin directeur général des Affaires culturelles et sociales et inspecteur supérieur au ministère des Affaires étrangères.

Ambassadeur de juillet 1973 à février 1978, il profita de l'élan donné aux relations franco-iraniennes par les multiples rencontres bilatérales entre 1973 et 1976. Il collabora notamment avec de Souza afin de relancer l'entente entre le Shah et le président Pompidou en 1973. Chilaty-Fard participa aussi à la première réunion de la Commission mixte gouvernementale franco-iranienne visant à établir une stratégie commune (notamment dans l'économie et le nucléaire civil), en janvier 1974, à Paris. Toutefois, la suite de sa mission se déroula dans des conditions moins favorables à mesure que le régime impérial périclitait et que les relations franco-iraniennes se dégradaient.

Chahpour Bahrami (février 1978 - janvier 1979)



Source : Florence Hellot-Bellier, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*

Né en 1924 à Téhéran, il fit des études de littérature, de sciences sociales et de droit en Iran et en Suisse.

Il entra au ministère de l'Industrie et du Commerce après ses études et, entre 1952 et 1953 dirigea le Bureau des Statistiques et des Études économiques, puis le Bureau des Expositions internationales. Il fit partie de la délégation de l'Iran à la Conférence économique des pays musulmans en 1953. A son retour, il intègra le ministère des Affaires étrangères comme membre du Bureau de la Presse. Par la suite, il fut nommé responsable de la Comptabilité, puis secrétaire à l'ambassade d'Iran à Londres en 1956 et jusqu'en 1958, date à laquelle il commença à diriger le 2^e Bureau. Il travailla ensuite à la Bibliothèque du ministère, à l'ambassade de Berne en 1963, au Bureau du ministre des Affaires étrangères en 1965, et enfin au Bureau des relations culturelles. Il devint ambassadeur et directeur général du ministère en 1967, dirigea ensuite le service du Protocole. Il fut nommé vice-secrétaire aux Affaires diplomatiques de 1972 à 1974, avant de représenter l'Iran en qualité d'ambassadeur au Caire entre 1975 et 1977.

Rappelé d'Égypte par le Shah qui constate l'aversion croissante envers son régime, il fut nommé ambassadeur à Paris de février 1978 à janvier 1979. Sous couvert de resserrer les liens entre la France et l'Iran, sa tâche véritable était de désarmer l'opposition au régime du Shah établie en France. Toutefois, Bahrami ne put rien empêcher des événements qui secouaient l'Iran et fut même

témoin de l'installation de Khomeiny à Paris, puis de sa campagne contre le Shah orchestrée depuis Neauphle-le-Château. Sa mission s'acheva avec l'établissement de la République islamique d'Iran.

Autres acteurs notables de la diplomatie française en Iran :

Michel Poniatowski



Source : www.senat.fr

Né le 16 mai 1922 à Paris. Mort le 15 janvier 2002 au Rouret.

Homme politique français, député Républicain indépendant puis ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale d'avril 1973 à mai 1974.

Il est considéré comme un personnage décisif dans l'accession de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence. Ce dernier le nomma ministre de l'Intérieur et ministre d'État en mai 1974. Il quitta ce poste après l'échec de la majorité lors des élections municipales de mars 1977.

Il fut ambassadeur et représentant personnel du président de la République jusqu'en 1981. A ce titre, il entretint de bonnes relations avec le Shah d'Iran et fut envoyé à plusieurs reprises par Valéry Giscard d'Estaing afin de mener des discussions informelles. Il est l'auteur d'un rapport transmis au Président de la République française en janvier 1979, dans lequel il est question de l'avenir du Shah et de l'Iran. Ce texte soulève les enjeux liés à l'installation de l'ayatollah Khomeiny en France.

Autres acteurs notables de la diplomatie iranienne en France :

Amir Aslan Afshar



Source : www.atlantico.fr

Né le 21 novembre 1922 à Téhéran.

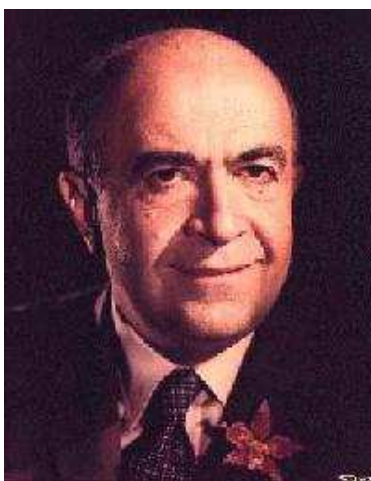
Il fit des études à l'occidentale en Allemagne.

Il entra au ministère des Affaires étrangères de l'Iran en 1947. De 1950 à 1964, il fut attaché à l'ambassade impériale aux Pays-Bas. Il fut membre de la délégation iranienne à la Conférence de Bandung de 1955. Il effectua un séjour au États-Unis entre 1955 et 1956 pour une étude sur l'économie américaine. Il fut membre de la délégation iranienne à l'Assemblée générale des Nations Unies et représentant à la Commission économique des Nations Unies en 1958, 1959 et 1961. Entre 1967 et 1967, il fut ambassadeur en Autriche. Il fut président du Conseil des gouverneurs de l'AIEA à Vienne de 1968 à 1969. Il fut ambassadeur aux États-Unis et ambassadeur accrédité au Mexique entre 1969 et 1973, puis ambassadeur en Allemagne jusqu'en 1977.

À partir de 1977, il fut le chef du protocole de la Cour impériale du Shah. Il représenta aussi l'Iran lors de maintes conférences internationales.

Outre sa carrière diplomatique impressionnante, il reste célèbre pour sa figure de confident du Shah.

Amir Abbas Hoveyda



Source : <http://www.hoveyda.net/>

Né le 18 février 1919 à Téhéran et mort le 7 avril 1979 dans la même ville.

Il fit ses études au Lycée français de Beyrouth, à Londres puis à Bruxelles. Il est diplômé en sciences politiques en 1941.

Son ascension au pouvoir fut marquée par des années de services au ministère des Affaires étrangères et un passage à la *National Iranian Oil Company*.

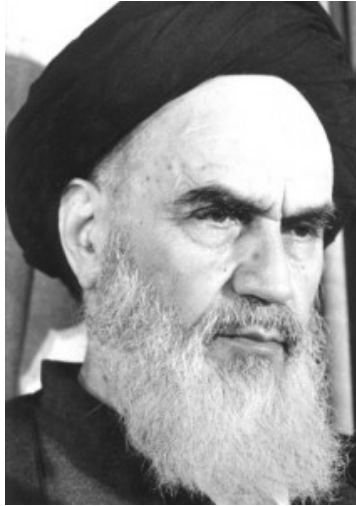
Il fut Premier ministre de l'Iran du 27 janvier 1965 au 6 août 1977, puis ministre de la Cour jusqu'au 9 septembre 1978 (date du « Vendredi noir »).

Incarnation des dérives du régime, il est arrêté sur ordre du Shah en novembre 1978 et incarcéré dans la prison de Qasr.

Alors que le départ du Shah et de la SAVAK lui auraient permis de s'enfuir de sa cellule, Amir Abbas Hoveyda considéra qu'il n'avait rien à se reprocher et demeura dans sa cellule. Au cours d'un entretien pour la télévision française, il se déclara innocent dans le déclenchement du processus révolutionnaire.

L'ayatollah Khalkhali le condamna à mort à l'issue d'un procès à huit clos, en mars 1979.

Ruhollah Khomeiny



Source : www.unidivers.fr

Né le 24 septembre 1902 à Khomein, mort le 3 juin 1989 à Téhéran.

Dignitaire religieux chiite (ayatollah et sayid), il est aussi considéré comme le père de la révolution islamique iranienne.

Prêchant contre le gouvernement du Shah à partir de 1963, il est expulsé d'Iran en novembre 1964. Il entra alors dans une période d'exil en Turquie, en Irak puis en France à partir d'octobre 1978. Il théorisa sa vision des rapports entre religion et politique dans le *Velayat e-faqih*, en Irak, en 1970.

Alors qu'il était toléré par les autorités en France, il viola à plusieurs reprises le droit français en poursuivant ses activités d'incitation à la violence contre le régime iranien. Pourtant, il apparaît que le Shah aurait insisté pour ne pas procéder à son expulsion de France.

Nombre d'hypothèses circulent à propos des liens que Khomeiny et son équipe entretenirent avec les autorités françaises, notamment celle de contacts informels visant à préparer l'installation d'un nouveau pouvoir islamique à Téhéran.

Il retourna dans une atmosphère triomphale à Téhéran le 1^{er} février 1979 et attribua le gouvernement provisoire à Mehdi Bazargan. Une série de référendums fut organisée en 1979 pour confirmer l'établissement d'une République islamique dont il serait le guide suprême.

Selon certains témoignages, Khomeiny aurait progressivement renié ses engagements démocratiques formulés pendant la période d'exil, avant de basculer dans un culte sanguinaire de la

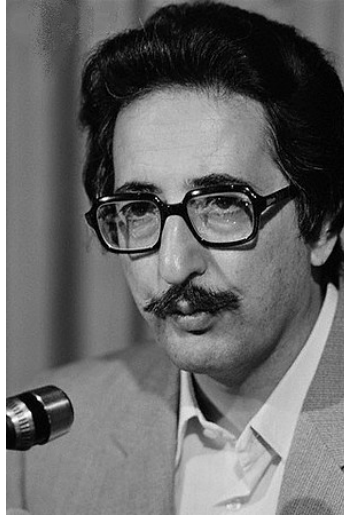
personnalité.

D'après le premier président de la République islamique Bani Sadr (1980-1981), Khomeiny avait négocié avec le candidat à la présidence américaine Ronald Reagan lors de la crise des otages américains (novembre 1979), afin de détériorer l'image du président en exercice et candidat Jimmy Carter (théorie de la « surprise d'octobre »).

Il intensifia la propagande d'État lors de la 1^{ère} Guerre du Golfe, contre l'Irak et les puissances occidentales (1980-1988).

Une de ses dernières actions spectaculaires fut la condamnation à mort par *fatwa* de l'écrivain britannique Salman Rushdie, en 1989.

Abdolhassan Bani Sadr



Source : tub.altervista.org

Né le 22 mars 1933 à Hamadan.

Issu d'un milieu religieux proche de Khomeiny, il a étudié l'économie et la finance en France.

Adhérant au *Mouvement pour la liberté*, branche islamiste du mouvement mosaddesiste, il participe à une opposition pré-révolutionnaire influencée par l'islam dans les années 1960. Bani Sadr appartenait à une génération d'opposants qui avait pris conscience de la dimension internationale, anti-impérialiste et culturelle et religieuse de la lutte contre Shah.

Il rencontra l'ayatollah Khomeiny lors de l'enterrement de son père, en 1972.

Selon ses propres dires, son rôle fut de de préparer les communications de l'ayatollah Khomeiny en exil en France. Certaines sources affirment que Bani Sadr avait eu des contacts officieux avec les autorités françaises en vue de discuter de l'avenir de l'Iran post-impérial.

Membre du Conseil révolutionnaire pendant la révolution, il fut aussi nommé ministre des Finances du gouvernement provisoire de Bazargan le 27 février 1979. Le 12 novembre 1979, il devint ministre des Affaires étrangères. Il joua à cet égard un rôle important lors la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran. Aussi des discussions avec des représentants français eurent-elles lieu au sujet de la sécurité des ressortissants de la France en Iran.

Il fut élu président de la République islamique d'Iran avec une large majorité des voix, le 25 janvier

1980. Les raisons de sa destitution en juin 1981, probablement à l'initiative de Khomeiny qui se sentait menacé dans son pouvoir, restent cependant indéterminées.

Il dut s'exiler en juillet 1981 et s'installa en France où, à travers ouvrages et entretiens, il poursuit un travail de réflexion et de critique vis-à-vis de la République islamique d'Iran.

Ministres des Affaires étrangères français :

Maurice Schumann :

Né 10 avril 1911 à Paris, mort dans la même ville le 9 février 1998.

Ministre des Affaires étrangères sous les gouvernements Chaban-Delmas et Messmer, du 22 juin 1969 au 15 mars 1973.

Synthèse complexe de gaullisme et d'europhisme, son action ne fut pas significative en Iran.

Michel Jobert :

Né le 11 septembre 1921 à Meknès (Maroc), mort à Paris le 15 mai 2002.

Ministre des Affaires étrangères de mars 1973 à mai 1974.

Promoteur d'un dialogue euro-arabe, il s'insurgea ouvertement contre l'ingérence des États-Unis (par l'intermédiaire d'Henry Kissinger) dans les affaires européennes.

Jean Sauvagnargues :

Né le 2 avril 1915 à Paris, mort le 6 août 2002 dans la même ville.

Ministre des Affaires étrangères du 28 mai 1974 au 27 juillet 1976.

Valéry Giscard d'Estaing le nomma en raison de son passé d'ambassadeur en RFA. Ainsi, il ne joua aucun rôle dans la diplomatie en Iran.

Louis de Guiringaud :

Né le 12 octobre 1911 à Limoges, mort le 15 avril 1982 à Paris.

Ministre des Affaires étrangères du 27 août 1976 au 11 septembre 1978.

Jean François-Poncet :

Né le 8 décembre 1928 à Paris, mort dans la même ville le 18 juillet 2012.

Ministre des Affaires étrangères du 29 novembre 1978 au 22 mai 1981.

Lors d'un colloque portant sur la politique étrangère de Valéry Giscard d'Estaing, Jean François-Poncet évoque une diplomatie concertée mais émaillée de décisions personnelles importantes, imprévisibles, parfois fécondes et innovantes. Se prononçant au sujet de l'affaire Khomeiny, il

rejette les accusations d'opportunisme français et souligne le dialogue qui eut lieu avec le Shah pour décider de la pertinence d'une éventuelle expulsion de l'ayatollah.

CHRONOLOGIE

1969 :

7 mars : nomination de François Charles-Roux au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France en Iran

15 juin : élection de Georges Pompidou à la Présidence de la République française

25 juillet : doctrine Nixon d'aide aux pays alliés afin d'endiguer le communisme chez eux

4 Octobre : nomination du général Hassan Pakravan au poste d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Iran en France

1970 :

Publication de *Velayat e-faqih* par l'ayaollah Ruhollah Khomeiny

11 mars : accord kurdo-irakien sur l'autonomie du Kurdistan d'Irak

1971 :

Janvier : visite du Premier ministre iranien Hoveyda en France

8 février : attaque de la gendarmerie de Siyâkhal par les *Fédayines du Peuple*

Mai : la CEE adopte un document commun sur le conflit israélo-arabe

31 juillet : fin du consortium pétrolier, création de l'OSCO

12-16 octobre : Célébration du 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire perse

Novembre : retrait des Britanniques du Golfe Persique, le Shah d'Iran fait occuper les îles du Tumb et Abu Musâ

Décembre : l'Iran rompt ses relations diplomatiques avec l'Irak, incidents frontaliers, expulsion massive des Kurdes iraniens d'Irak

1972 :

Violents affrontements à Téhéran

Collaboration de l'Iran avec le Commissariat à l'énergie atomique de Paris

Traité d'amitié irako-soviétique

Janvier : visite de Valéry Giscard d'Estaing à Téhéran

4 juillet : Robert de Souza est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France en Iran

Juin : - 'Ali-Akbar E'temad se rend en France jeter les bases d'un accord intergouvernemental pour la réalisation d'une université franco-iranienne Avicenne à Hamadan.

- visite de Saddam Hussein en France

Juillet : démission de Chaban-Delmas

Novembre : fermeture de la fondation de l'hoseyniye Ershâd par la police iranienne

1973 :

Mise en place du V^e Plan en Iran

Signature d'accords commerciaux franco-iraniens

Mars : élections législatives françaises

Avril : lancement de « l'année de l'Europe » par Henry Kissinger

Juillet : Amir Chilaty-Fard est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire d'Iran en France

Septembre : - 16 : visite Téhéran du ministre du Développement Jean Charbonnel

- 17 : visite du président Pompidou en Iran, rétablissement des bonnes relations avec le Shah

Octobre : - 6 - 24 : guerre du Kippour

- 16 -17 : les pays de l'OPEP décident une augmentation importante des prix du brut de pétrole

Novembre : déclaration commune de la CEE sur le conflit israélo-palestinien

Décembre : - 22 : l'Iran accueille la conférence de l'OPEP, le prix du baril de pétrole brut atteint 11,6 dollars américains

- Au sommet de Copenhague, initiative française pour un dialogue euro-arabe

- Le Shah envoie des corps expéditionnaires pour défendre le sultanat d'Oman contre une rébellion marxiste-maoïste

1974 :

2 avril : mort du président français Georges Pompidou

27 mai : Valéry Giscard d'Estaing est élu Président de la République française

Décembre : le sommet de la Martinique liquide les contentieux franco-américains

1975 :

Le Shah renforce les lois restrictives de libertés

Libération de Shari'ati

La compagnie FRAMATOME est chargée de construire cinq centrales nucléaires

Exécution des dirigeants des *Fedayines du peuple* d'Iran

Retour au monopartisme en Iran avec le parti *Rastâkhiz-e Iran*

Février : accords de Laomé entre la CEE et le groupe ACP

Octobre : ouverture d'un bureau de l'OLP à Paris

Novembre : sommet de Rambouillet, création du G6

Décembre : - Conférence sur la coopération économique internationale à Paris

- Rencontre du Shah et du président Giscard d'Estaing en Suisse

Hiver : rencontre du Shah et du président Giscard d'Estaing à Saint-Moritz

1976 :

Fuite des capitaux d'Iran

Visite privée du Premier ministre iranien Hoveyda à Paris

Septembre : création du *Conseil de la politique nucléaire extérieure*

Octobre : - Visite du président Giscard d'Estaing en Iran

- Jacques-Alain de Sédouy est nommé premier conseiller

1977 :

Mars : élections municipales françaises

Octobre : adoption du Plan Barre par l'Assemblée nationale

Fin du gouvernement Hoveyda en Iran, remplacé par Amuzegâr

14 Novembre : visite mouvementée du Shah à Washington

Mars-Octobre : René de Saint-Légier de la Sausaye est ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Téhéran

Juillet, octobre : Jacques-Alain de Sédouy reprend l'ambassade de Téhéran

Septembre : le président français envoie Michel Poniatowski à Téhéran afin de finaliser les contrats sur le nucléaire

Octobre : Raoul Delaye est ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de France à Téhéran

Novembre : le Shah s'arrête à Paris lors de son retour des États-Unis

6 août : Jamshid Amuzegar remplace Amir Abbas Hoveyda

1978 :

Avril : création du SME par Giscard d'Estaing et Schmidt

29 Novembre : Jean François-Poncet est nommé ministre des Affaires étrangères

La France participe avec le plus fort contingent à la FINUL au Liban

Mars : élections législatives françaises

7 Janvier : publication d'un article injurieux envers Khomeiny dans le journal *Ettala'at*, début de la révolution islamique d'Iran, manifestation réprimée dans la violence à Qom

Septembre : le Shah établit la loi martiale dans 11 villes, Oveysi est nommé gouverneur militaire de Téhéran

17 septembre : signature des accords de Camp David entre l'Égypte et Israël

6 octobre : arrivée de l'ayatollah Khomeiny en France

19 août : incendie du cinéma *Rex* à Abadan

Février : Chahpour Bahrami est nommé ambassadeur d'Iran à Paris

18 février : émeutes à Tabriz

29 mars : émeutes dans plusieurs villes dont Yazd

11 août : loi martiale décrétée à Ispahan

27 août : Ja'far Sharif-Emâmi remplace Amuzegâr

8 septembre : « Vendredi noir », massacre de la place Jâle

6 novembre : le général Azhâri est nommé Premier ministre, grève générale dans le pays

10 novembre : manifestation immense à Téhéran au jour de tâsu'a

11 novembre : grande manifestation à Téhéran au jour de l'âshurâ

26 décembre : interruption des exportations de pétrole par les grévistes de la NIOC

31 décembre : Chapour Bakhtiar est nommé Premier ministre

1979 :

Janvier : - Départ du Shah en exil en Égypte

- Annulation du contrat EURODIF par le gouvernement Bakhtiar

- Remise du rapport Poniatowski au président Giscard d'Estaing

- Conférence de la Guadeloupe (France, Allemagne, Royaume-Uni, États-Unis) sur l'avenir de l'Iran

Février : - 1^{er} : retour de Khomeiny en Iran

- 5 : Bazargan dirige le gouvernement provisoire en Iran

- 10 : insurrection et chute du régime impérial, Bâzargân devient Premier ministre

11 avril : exécution du général Pakravan

4 novembre : prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran

25 décembre : intervention de l'armée soviétique en Afghanistan

1980 :

Élections sénatoriales françaises

Rupture du contrat EURODIF par la France qui crée un contentieux avec la République islamique d'Iran

Janvier : Abdolhassan Bani Sadr est élu président de la République islamique d'Iran

Mai : rencontre entre Valéry Giscard d'Estaing et Leonid Brejnev

Juin : position commune de la CEE sur le Moyen-Orient

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES

Le rapport Poniatowski :

NOTE CONFIDENTIELLE DE MICHEL PONIATOWSKI AU PRÉSIDENT

Paris, le 29 décembre 1978

I. Conformément à vos instructions, je me suis rendu à Téhéran les 26, 27 et 28 décembre.

La ville est pratiquement en état de siège : couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin imposé très strictement, circulation automobile limitée, barrage de manifestants contrôlant fréquemment les voitures (à l'aéroport le contrôle se fait côté à côté : grévistes, manifestants et police), tirs et grenadages incessants, incidents avec les voitures étrangères, dont quelques unes sont lapidées et leur occupants battus. Seuls les Français circulent sans risque et, lorsque la voiture de l'ambassade sort, elle est accueillie par les cris de "Vite Khomeiny, vive le président Giscard."

Les bureaux de l'ambassade d'Angleterre ont été incendiés et ceux de l'ambassade des États-Unis quotidiennement attaqués. L'accès au palais, à partir de l'ambassade, qui est au centre de la ville, a été difficile : nombreux détours à grande vitesse et quelques coups de feu. Il n'y a plus d'essence ni de pétrole lampant avec lequel la plupart des Iraniens font leur cuisine. Il n'y a plus de fuel pour le chauffage des maisons à une époque de grand froid, ni de gaz. L'électricité est coupée presque tout le temps, à l'exception des hôpitaux et de l'ambassade de France.

II. J'ai trouvé le shah très digne et lucide, mais triste, fatigué et désabusé. Voici le résumé de notre entretien.

« Je vais parler à l'homme politique et non au représentant diplomatique. Mon langage vous paraîtra donc peut-être brutal.

Je suis presque seul sur le plan intérieur et déjà abandonné par beaucoup. Nombre de mes amis sont partis pour l'Europe et, a-t-il ajouté avec un demi-sourire, en particulier pour Nice.

« Je me demande aussi si je ne suis pas en train d'être abandonné sur plan extérieur. N'y a-t-il pas un complot de l'Occident

contre moi ? N' a-t-on pas décidé de m'abandonner ? Ne juge-t-on pas que le point de non-retour est dépassé ? Si c'est le cas, il vaut me prévenir pour que je puisse prendre certaines mesures et certaines orientations. Ce qu'il y a de plus dangereux, ce sont les ambiguïtés qui cacheraient une décision que l'on n'ose pas m'avouer.

« Les Américains me disent qu'ils me soutiennent jusqu'au bout. Mais je sais que certains ont déjà des hésitations sérieuses..."

Je lui ai alors dit que nous étions pleinement conscients et de l'enjeu et de notre solidarité, et que l'indépendance de l'Iran était indispensable à l'indépendance de l'Europe.

« Alors il y a un point, a-t-il poursuivi, sur lequel vous pouvez m'aider. C'est d'atténuer la pression soviétique. Ils ont pour objectif la neutralisation de l'Iran et, à travers elle, la neutralisation de l'Europe à laquelle nous fournissons 50 % de ses besoins en pétrole. La pression soviétique sur le plan intérieur existe à travers le parti Tudeh, mais elle est limitée. En revanche, cette pression se fait sentir politiquement, diplomatiquement et militairement. Il a y a eu ces temps derniers, et en particulier lors de l'Achoura, des raids de Migs soviétiques. J'ai donné l'ordre de ne pas réagir et de ne pas les poursuivre, mais ce n'était pas la première fois, et de telles incursions en profondeur ont un sens, à moins d'être des actions militaires incontrôlées, ce qui n'est gère vraisemblable.

« Je cherche à comprendre ce qui s'est passé depuis un an. Nous avons certainement dû commettre des fautes, sinon nous n'en serions pas là. Mais je crois qu'en dehors d'une corruption dont je viens seulement de découvrir l'importance, les causes profondes de la situation actuelle se trouvent :

- dans une évolution trop rapide : l'Iran n'étais pas prêt à connaître une occidentalisation accélérée et une politique laïque à l'image d'Ataturk ;

- une renaissance religieuse trop forte qui a permis au long conflit qui existe depuis cinquante ans entre le clergé chiite et notre dynastie de tourner à l'épreuve de force ;

- des influences extérieures russes certes, mais limitées, surtout libyennes quant au financement, et américaines quant aux maladresses...

« Sur le plan intérieur, c'est à moi de décider de conduire mon action. Toute impression ressentie par l'opinion publique iranienne concernant une intervention étrangère est mauvaise et dangereuse. Certains pays le font et pensent m'aider, mais ils aboutissent au résultat strictement inverse. La représentation diplomatique d'un de ces pays (allusion à l'ambassadeur américain Sullivan) a été jusqu'à procéder à des consultations avec les dirigeants de l'opposition pour la constitution d'un nouveau gouvernement.

« Vous me demandez quel est mon schéma d'action ? Comment je vois l'avenir ? Il est très difficile d'agir lorsque l'on n'a plus prise sur les événements et lorsque tout mouvement risque d'être erreur...

« Il est très difficile d'agir lorsque le sol se dérobe...

« On a pensé à me forcer la main par ces manifestations qui n'ont pas lieu seulement à Téhéran mais dans le pays entier. La fidélité de l'armée m'a permis de surmonter cette première crise,

mais il s'en ouvre aujourd'hui une seconde beaucoup plus grave, et qui est une paralysie économique générale qui nous contraindra à sortir d'une position d'attente et de voir venir, parce qu'il en ira du fonctionnement de la vie quotidienne du pays...

« Comment agir lorsqu'il n'y a plus de pétrole, nécessaire à l'alimentation quotidienne ? Lorsqu'il n'y a plus de gaz ni d'électricité ? La production de pétrole est tombée aujourd'hui à 350 000 barils par jour, c'est-à-dire à la moitié de ce qui est nécessaire pour faire fonctionner le pays..."

A ce moment-là, l'électricité s'est éteinte et le shah a poursuivi :

"Voyez tout s'éteint, c'est un symbole..."

« Avec la cessation des exportations, il n'y a plus de rentrées fiscales. D'ailleurs, l'ensemble du recouvrement des autres impôts est également suspendu... Je n'ai pas de quoi payer l'armée et nous allons être obligés de faire marcher l'imprimerie-billets, mais celle-ci même est stoppée et en grève ; l'armée sera donc obligée d'imprimer ses propres billets-monnaie...

« La paralysie actuelle de l'État est beaucoup plus grave... Elle touche la vie quotidienne de tous... Alors, que faire ? Il y a trois solutions :

« D'abord, une solution politique : je l'ai expérimentée avec M. Amebi pendant quelques mois. Il nous a fait perdre du temps et des occasions. Pour sortir de la situation présente, et avec la maladie du général Azhari, j'ai essayé de mettre en oeuvre un ministère Sandjabi. Mais, après avoir procédé à toutes les consultations nécessaires, il est venu me donner comme réponse que je devais partir...

« J'ai chargé M. Sideghi de constituer un gouvernement. Il n'a pu le faire jusqu'à présent. Je lui ai donné un nouveau délai qui se termine dimanche 31 décembre.

« En fait, les milieux politiques iraniens n'ont ni réalité, ni crédibilité, celles-ci ne pourraient venir que des élections. Pour le moment, il s'agit de gens qui se sont fabriqués eux-mêmes...

« La solution de force : certains me la recommandent. Tous ceux-là ne sont pas Iraniens, mais sont-ils responsables ? Mesurent-ils bien la conséquence de leurs conseils ? En fait, la solution de force passe par l'exécution d'un nombre de gens, par 30 000 arrestations, par un bain de sang et un risque réel de guerre civile et d'interventions étrangères. Ces conseillers me disent 'Justement, vous vous sauverez après l'intervention étrangère'. En fait, le traité russo-iranien donne aux Russes le droit d'intervenir militairement, en cas de pénétration d'autres troupes étrangères. Mais j'ai peur que cette intervention soit unilatérale et que, si je risque de voir arriver des troupes russes, et leurs avions m'en donnent un avant-goût, je ne suis pas sûr du tout de voir arriver des troupes américaines. Et puis la solution de force, c'est l'aventure absolue et, après avoir tant fait pour ce pays, ai-je le droit de lui faire courir un tel risque et lui faire porter de tels coups...

« La troisième solution, vous l'imaginez...

« Ce que pouvez faire de plus utile, ce sur quoi Monsieur Giscard d'Estaing peut me rendre le plus grand service, c'est qu'à la Guadeloupe une position claire soit adoptée pour agir collectivement

auprès de l'U.R.S.S., afin d'obtenir qu'elle n'agisse ni n'intervienne en Iran, mais surtout que ceci soit bien clairement l'effet d'une volonté collective nettement affirmée...

« Voyez-vous, certains ne m'ont pas rendu que des services ; ils me poussent et me lâchent...

« Ici, les mêmes prétendent m'aider, mais brouillent les cartes...

« Non, je n'ai pas de schéma, je n'ai pas de projet précis, parce qu'il n'est pas possible d'en avoir dans une situation qui évolue si vite tous les jours et où l'on ne contrôle pas les événements. »

III. Je l'ai alors interrogé sur le problème de l'ayatollah Khomeiny.

« Il s'agit d'une vieille guerre entre notre dynastie et le clergé chiite. Il en est le symbole. Et par là toute action doit être bien mesurée, car elle comporte de très grands risques. C'est pour cela que j'ai fait demander par notre ambassade, au début d'octobre, à ce que l'ayatollah Khomeiny soit autorisé à demeurer, sans limitation, en France, non pas que je n'aimerais pas mieux le voir dans un autre pays où les communications et les envois de cassettes seraient moins bien assurés, mais il les expédierait d'où qu'il soit. J'ai pensé suggérer une action tendant à l'orienter vers l'Algérie. Cela aurait l'avantage de moins bonnes communications, mais, en revanche, cela comporterait des risques politiques accrus.

« Je laisse ce problème à la sagesse de la France. Je pense qu'il vaut mieux finalement ne rien faire. Soyez en tout cas bien conscient que toute action à son égard est de grande portée. Je confirme donc la démarche de notre ambassade début octobre et elle demeure la même. Une expulsion me serait imputée et elle aurait les conséquences les plus graves. Cela pourrait être l'étincelle finale. Pour la France, elle-même, les conséquences seraient sérieuses. Agissez comme vous l'estimerez pour le mieux, mais sachez que pour moi, comme pour vous, les répercussions peuvent être très graves. »

IV. Il est naturellement très difficile de juger et d'apprécier la situation et l'évolution, nombre de données manquent. Ce qui est dit ci-après ne résulte donc que d'impressions. Elles sont les suivantes :

(1) La montée en charge de l'affrontement est très rapide et le point de crise est très proche.

(2) On va assister à une combinaison des deux tactiques, manifestations et grève économique.

(3) Le général Azhari, qui est d'ailleurs couché, n'a pas réussi dans la seule mission qui lui était confiée et qui était, non pas de gouverner, mais de restaurer la sécurité et de redonner au pays le sens électoral, nourriture et calme.

(4) L'armée mise à part, le rejet du shah est général. C'est ainsi que le corps des magistrats de la région de Téhéran, procureur général en tête, a déposé et signé une motion qui vous est adressée, vous remerciant d'accueillir et de protéger l'ayatollah.

(5) Ce n'est pas seulement le rejet d'un régime, policier et corrompu, mais la fin d'une longue explication entre le clergé chiite

et la dynastie.

L'état actuel du conflit est émotif et passionnel. À cet égard, il faut comprendre que l'expulsion de l'ayatollah, chef religieux, aurait les mêmes répercussions chez nous que l'expulsion du pape.

(6) Les deux seules forces en présence, les religieux et l'armée, ont des caractéristiques communes qui risquent fort de les pousser à s'entendre. Tous deux sont très nationalistes, traditionnalistes, antimarxistes.

(7) L'attitude américaine depuis le début de la crise faire reposer son analyse sur une équation : shah = armée = indépendance. Cette attitude a contribué à redéclasser tout le problème. On pourrait aussi bien concevoir une autre équation : religieux = armée = indépendance. Elle serait, semble-t-il, tout aussi valable et, en définitive, seule compte l'indépendance du pays.

(8) Le shah a encore entre les mains des éléments favorables :

- une fidélité de l'armée, mais qui s'use comme le montrent des incidents de plus en plus nombreux ;
- l'engagement américain, mais jusqu'où ?
- le consensus international de Pékin à Moscou, en passant par Washington, et qui s'accorde à ne pas rechercher une déstabilisation du pays.

Tous les autres éléments d'analyse sont défavorables.

(9) En réalité le shah semble se trouver en présence de deux choix :

- soit l'épreuve de force entre l'armée, la police et l'ensemble du pays, dégénérant rapidement en guerre civile ;
- soit le départ négocié, c'est-à-dire la désignation d'un régent militaire admis par les milieux religieux, qui serait chargé du retour au calme et de la préparation des élections.

(10) Les milieux politiques sont actuellement sans crédit et n'ont pas de légitimité, celle-ci ne peut leur être donnée que par des élections.

(11) La position française, au regard de l'opinion, est exceptionnellement favorable et peut être opposée, en particulier, à la position britannique et américaine. Les Allemands, sur place, travaillent déjà à retirer leur épingle du jeu.

(12) Il n'y pas de raison de croire qu'un régime soutenu à la fois par les religieux et l'armée ait une volonté d'indépendance moins forte. Cependant, celle-ci peut être évidemment être ultérieurement remise en cause par une évolution politique défavorable résultant un jour des élections.

(13) Le shah ne m'a pas caché qu'en cas de situation de guerre civile, il y avait des risques de sécession de certaines populations, telles que les Kurdes et les Baloutches, près de la frontière afghane.

Michel Poniatowski

ENTRETIEN AVEC ABDOLHASSAN BANI SADR

L'entretien a lieu le 21 novembre 2015, à Versailles, chez M. Bani Sadr. Les propos de Bani Sadr n'ont pas été reformulés afin d'en préserver l'authenticité.

Pierre Roussot : Pour vous rappeler brièvement mon sujet : je parlerai de la diplomatie française en Iran dans les années 1970. Donc cela couvrira la période 1970-1979, peut-être 1980. Quant aux questions, je n'ai rien préparé de précis, mais plutôt des thématiques à aborder. Pour la méthode, j'ai une approche historique, c'est-à-dire que vous possédez un témoignage très intéressant d'un point de vue historique. Je ne juge pas, je veux comprendre votre point de vue sur ce sujet...

Pourriez-vous vous présenter, pour commencer... ?

Abdolhassan Bani Sadr : Je suis Abdolhassan Bani Sadr, ancien président de la République d'Iran... Cela vous suffit ?

Vous pourriez développer ?

J'ai fait des études universitaires, j'ai été chercheur. J'ai travaillé avec un sociologue français, à l'Institut d'Études et de Recherches sociales de l'Université de Téhéran. On a fait beaucoup de travaux, qui ont été publiés d'ailleurs dans la langue française, comme articles et comme livres. Par exemple, *Pétrole et violence*, c'était avec nos docteurs. Mais aussi il y avait la féodalité de l'État en Iran, le marché de Téhéran... Beaucoup de ce genre d'études sociologiques. Depuis, j'ai travaillé sur

trois domaines : sociologie, économie et philosophie. J'ai écrit beaucoup de livres...

... sur l'Iran, dans ce domaine ?

Non, non, mes derniers travaux sont sur la démocratie. Ils constituent cinq livres : le totalitarisme, les partis politiques, le social, etc.

À propos de vous, j'ai lu aussi, concernant votre parcours politique... D'ailleurs, vous pourriez me décrire votre parcours politique, en tant que militant ? J'ai lu que vous aviez commencé à militer surtout dans les années 1960, vous aviez fait des rencontres, vous étiez dans un milieu d'opposants.

J'ai commencé très jeune, au moment de la nationalisation du pétrole décidée par Mossadegh. Donc je militais dans le cadre du *Front National*, pas comme le vôtre (*rires*). C'était un mouvement pour l'indépendance et la liberté, donc la démocratie en Iran. J'ai commencé même avant que Mossadegh ne devienne Premier ministre, en 1949... 1948.. quelque chose comme ça. J'ai continué après le coup d'État contre Mossadegh. J'ai toujours milité pour un Iran démocratique.

Ca s'appelait le «Mouvement pour la liberté », c'est bien ça ?

C'était un parti parmi d'autres qui constituait le *Front National*. Un de ces partis était dirigé par Bazargan, qui est devenu Premier ministre après la Révolution. Je n'étais pas membre de ce parti là. Quand je suis entré en France, des gens de ce parti avaient été arrêtés, et j'étais menacé par le tribunal militaire. C'est pourquoi je suis allé voir Mossadegh et beaucoup d'autres personnalités universitaires, pour constituer un comité pour la défense des prisonniers politiques iraniens .Le comité a été constitué, et, jusqu'à la révolution, il a continué de défendre les prisonniers politiques iraniens.

... D'accord. J'ai lu qu'à cette époque, il y avait des réseaux de militants avec des figures qui se dégageaient : vous, Amir Shariati, aussi des militants qui militaient à l'international comme Ebrahim Yazdi...

Ebrahim Yazdi, qui est toujours vivant, était membre de ce *Mouvement pour la Liberté*. Amir Shariati est parti quand je suis revenu en France : quelques mois après, il est parti pour l'Iran. La collaboration a continué. Bon, s'il y avait un *Front National* à l'extérieur de l'Iran constitué des

intellectuels et des étudiants, il n'y avait pas beaucoup d'autres membres. La grande majorité était des étudiants, une minorité des intellectuels. Et là, ils avaient décidé de dissoudre le parti, que le *Front National* constitue une seule organisation, ici, en Europe. Ils ont fait une déclaration à Mossadegh qui n'a pas accepté. Il a dit que cela ce n'était pas le *Front National*, mais un parti. Le *Front National* regroupe les partis qui ont en commun l'indépendance et la liberté, la démocratie en Iran, voilà. Donc, à partir du refus de Mossadegh, de nouveau le *Front National* a été constitué. Alors, en Iran, il n'y en avait pas. À l'extérieur, il a continué. Mais, en Iran, non. La SAVAK, la police politique du Shah, l'a empêché d'agir jusqu'à la révolution.

... D'accord. Une dernière question à propos de vous : pourriez-vous expliquer vos idées, et si elles ont changé, sur la religion et la politique. À ce titre, vous êtes liés avec Khomeiny. Quand est-ce que vous l'avez rencontré ?

Je l'ai rencontré à Nadjaf...

... En Irak.

Oui... cinq ou six ans avant la révolution, une première fois. Je l'ai rencontré une deuxième fois, et après il est venu ici, en France, chez moi. Avant de venir ici, en Europe, sa thèse politique était le *velayat-e faqih*, la souveraineté du docte. On peut comparer avec les pleins pouvoirs du Pape au Moyen-Âge. Le Pape était considéré comme ayant les pleins pouvoirs sur tout le monde... Mais, dès qu'il est arrivé en France, j'ai préparé dix sept questions et dix sept réponses pour lui, disant que, s'il devait défendre sa thèse, les Européens connaissent très bien ce que signifie Moyen-Âge et pleins pouvoirs du Pape. Donc, il saurait réagir si les gens l'attaquaient en disant « vous voulez établir un fascisme religieux en Iran », un « totalitarisme religieux » en Iran, etc. Parmi les dix-sept questions, deux portaient sur le fascisme religieux et la place des religieux dans un régime. Bon, la réponse que j'ai proposé à Khomeiny pour ce genre de questions était d'abord que la souveraineté vient du peuple, et que les religieux resteront en dehors de l'État, que Khomeiny lui-même ne jouerait pas un rôle de l'État. Il n'aurait pas un rôle au sein de l'État... des partis... Il a accepté, il a donné ce genre de réponses à la télévision. La révolution iranienne est la première révolution dans le monde qui se déroulait devant le monde tout entier. Quotidiennement, le monde se rendait compte du discours de la révolution, ce que ce peuple voulait. C'était cela, jusqu'à Téhéran... À Téhéran, il a changé d'avis. Il a dit : « J'ai dit des choses en Europe, je ne m'engageais pas à les respecter là ». Donc il a commencé un nouveau discours : les pleins pouvoirs du guide. Depuis, j'ai travaillé plus de

cinquante ans sur la question sur la religion. J'ai écrit beaucoup de livres, deux livres sont traduits en français : *Droits de l'homme dans le Coran* et *Le Coran et le pouvoir*. Selon moi, non seulement la religion mais le pouvoir, quelqu'il soit, aliène l'idéologique, quelqu'elle soit. Pour se servir de l'idéologie, il faut qu'il l'aliène. Donc, je suis absolument pour une séparation totale de la religion et du pouvoir. Même un parti politique qui a pour objectif d'arriver au pouvoir avec l'islam comme principe, comme idéologie, il ne peut aliéner l'islam. Cela, le Coran le dit. L'Iran, en se servant du Coran, doit libérer l'homme de la violence. Les musulmans peuvent se servir de la violence, mais ils doivent appliquer les règles de la déviolentisation... je n'ai pas trouvé le mot en français... disons la libération de l'homme de la violence.

Ainsi, il y avait vraiment une différence entre les idées que défendait Khomeiny au moment de la révolution et le moment où il a publié son livre "Velayat-e faqih", c'est ça ?

Il a changé cinq fois son idée. Au début il était contre le droit des religieux sur les autres. A Nadjaf, il a enseigné la souveraineté du docte comme application de la loi islamique. Ici, en France, il a dit « la souveraineté revient au peuple », « même Khomeiny suit le peuple », c'est lui qui l'a dit. Bon, de retour à Téhéran, au début, il ne pouvait pas ... nier ce qu'il avait dit sur la souveraineté. Donc il a dit que l'homme religieux a pour mission de surveiller. Le *velayat-e faqih* se définit alors comme une surveillance. Vers la fin, il a dit que non, le guide a pleins pouvoirs. C'est donc effectivement le pouvoir qui aliène l'idée. Donc, au début, il ne pouvait pas s'imaginer un jour au pouvoir. Il était absolument contre. Au moment où il se posait comme alternative au pouvoir du Shah, il a prêché, il a enseigné la souveraineté du docte comme application des lois. Ici, en France, parce qu'il avait peur que la révolution par la souveraineté du docte ne tombe sous le coup des journalistes et tout le monde, il est revenu sur ce qu'il avait dit jusque là : la souveraineté revient au peuple. De Téhéran, au fur et à mesure que le pouvoir se concentrait en lui, ses idées sur la souveraineté du docte s'aliénaient jusqu'à la souveraineté totale. Donc, il y eut une période qu'il a passé en France. Avant et après, ce n'est pas lui qui parle. En réalité, il y avait une commission qui préparait les réponses pour les journalistes. Lui ne faisait que répondre à ces questions. Les idées n'étaient pas de lui...

Nous pourrions y revenir plus tard, car j'aimerais aborder maintenant la situation de l'Iran dans les années 1970. À grands traits : des personnages importants, des événements clés, des grandes dynamiques. Tout ce qui m'aiderait à comprendre le contexte de l'époque.

Dans les dix années qui ont abouti à la révolution iranienne, il y eut un mouvement de la société

iranienne. D'abord la population augmentait, donc rajeunissait. La réforme agraire a fait que les gens ont quitté les villages pour la ville, se détachant des structures sociales traditionnelles, ne trouvant aucun refuge, cherchant des hommes et des femmes de refuge. Étant donné la dictature, les partis politiques n'existent pratiquement pas. Quel refuge pour ceux-là ? La mosquée. C'est le premier bouleversement important de cette époque-là. Quant au Shah, c'est un régime qui, au début, se légitimait par la modernité... mais, en même temps, le pouvoir vidait cette modernité de son contenu. Le Shah s'est vu obligé de redonner un contenu à cette modernité. Il a parlé de sa « Révolution blanche ». Mais ces principes-là aussi se sont vidés. Il voulait une grande civilisation, ce que j'ai développé dans ce livre, *Pétrole et violence*. Jankélévitch était professeur de philosophie à la Sorbonne. Je lui ai demandé qu'il devienne membre du comité de Sartre. Il a dit que, si le Shah dit la vérité, s'il est en train de moderniser l'Iran, alors sa dictature est compréhensible. Donc il voulait qu'on lui démontre si l'Iran est en train de se développer ou non. On lui a fait un travail, le résultat c'est *Pétrole et violence*. Nous montrons qu'il ne s'agit pas de développer l'Iran, mais de développer l'économie dominante en Iran, ce qui est différent. Donc il a accepté de devenir membre de ce comité....

J'aimerais aussi aborder cette situation créée par le développement : il y avait une sorte de surchauffe économique, notamment après le premier choc pétrolier. Les revenus du pays augmentaient, et le Shah s'est lancé dans une politique de dépenses, de consommation à outrance, ce qui aurait provoqué une surchauffe économique si j'ai bien compris. Et cela aurait alimenté le climat de contestation.

L'économie, qui est basée sur le pétrole, même aujourd'hui, est une économie axée sur la consommation, pas la production. Donc les dépenses de l'État créent un pouvoir d'achat, à partir du pétrole et du déficit. J'ai fait une autre étude sur l'économie iranienne dans son histoire, jusqu'à la période avant les Pahlavi. Le budget de l'État était toujours excédentaire. Les revenus étaient supérieurs aux dépenses. Après, le budget est devenu déficitaire, et ça l'est resté jusqu'à aujourd'hui. Maintenant, c'est quelque chose comme... un chiffre inimaginable...

... Vous avez des estimations chiffrées ?

Ah, je pense que si l'on parle de produit national brut réel, plusieurs fois. Mais on n'a pas de chiffres apparent. Et c'est un budget qui ne vient pas du revenu national, qui vient du pétrole, c'est-à-dire de l'économie extérieure qui exploite le pétrole et qui exporte vers l'Iran. C'est la même chose

aujourd'hui en Arabie Saoudite et dans les pays du Golfe persique, où les revenus viennent des richesses, pas de la production. La société y dépend de l'État dans ses activités économiques. La démocratie ne peut pas s'établir, parce que c'est un État indépendant de sa société et dépendant de l'extérieur, économiquement. C'est donc une économie axée sur la consommation qui est développée. L'augmentation des prix du pétrole a permis à ce rapport exporter pétrole – importer produits de se multiplier, ce qui a fait une économie urbaine absolument dépendante des usines de montage. Dans les zones que je suis allée visiter en Iran dans les mois qui ont suivi la révolution, il y avait treize ou quatorze montages d'automobiles, autant de radios et télévisions, etc. Étant donné que le capital était dispersé, on ne pouvait pas développer une des ces entreprises pour qu'elle devienne une industrie complète. Maintenant, nous avons essayé de changer l'économie, le budget, le rapport exportation-importations, le crédit bancaire... Vous trouvez l'économie axée sur la production. Deux fois dans l'histoire contemporaine de l'Iran cela a échoué du fait de deux coups d'État. Première fois, c'était Mossadeh qui a essayé de le faire, deuxième fois c'était le coup d'État contre moi. Notre économie restait toujours, reste toujours, une économie axée sur la consommation. C'est pourquoi ces sanctions économiques ont causé autant de dégâts à l'économie iranienne. Mais ces sanctions ne sont pas à l'origine de l'état actuel de l'économie en Iran. Avant cela, Ahmadinejad a dépensé sept cent milliards de revenus du pétrole en important. Ce qui a absolument neutralisé les entreprises intérieures. Elles travaillaient avec quarante pourcents de leurs capacités. Il a laissé l'économie iranienne très faible. C'est à partir de là que les sanctions économiques ont obligé le régime d'accepter le diktat américain contre l'atome...

C'est l'aspect économique, mais pour l'aspect politique, il y avait ce culte autour du Shah avec les fêtes de Persépolis en 1971, etc. Mais quel était l'état d'esprit des gens ordinaires à l'époque ? Comment recevaient-ils ce discours d'autolégitimation du Shah ?

Alors, cette question peut être envisagée de plusieurs points de vue. Historiquement, avant les 2 500 ans de la dynastie... il y avait une dynastie. Pourquoi a-t-il choisi 2 500 ans ? Pour commencer par le premier fondateur de la dynastie Achéménides. Mais avant c'était la dynastie des Mèdes, c'est-à-dire des Kurdes actuels. Ces grandes entités se sont unies pour fonder l'Iran. La première capitale, c'était Hamadan. La première dynastie était kurde. Donc le Shah a supprimé l'histoire de l'Iran. En Iran, les Iraniens disaient qu'il ne voulait pas commencer à la date de Cyrus, mais qu'il voulait s'adapter à la date des juifs. Donc, déjà, il a falsifié l'histoire. Cela ne pouvait pas être accepté par une grande partie de l'Iran, (*rires*) parce qu'il n'avait pas présidé à la création de l'Iran ! La conséquence était que les Iraniens n'ont pas accepté qu'il veuille rendre hommage à Cyrus.

Deuxième aspect, c'est qu'il a fait une cérémonie dans laquelle rien de l'Iran, absolument rien, c'est-à-dire que les tentes, les vases, les repas, viennent de la France. Même les barbes pour...

(un ami de Bani Sadr intervient) ... les figurants !

Tout venait de l'extérieur. Comment peut-on célébrer 2 500 ans de l'Iran mais qu'il n'y ait rien de l'Iran ? Je pense que le Shah a commis une grande erreur, parce que c'était un mépris total pour les Iraniens. À l'époque, le président de la République de votre pays était...

Pompidou.

Pompidou. Il voulait aller en Iran, il avait été invité. Nous voulions lui faire comprendre que ce n'était pas digne de lui d'y participer. On a essayé de trouver un copain de lui, un avocat, j'ai oublié son nom... Je suis allé le voir, je lui ai parlé de la situation, de la corruption, de la dictature, et de tout ce que je viens de dire. Il m'a dit : « préparez-moi un dossier, je vais lui en parler ». Je lui ai préparé un dossier. Il m'a téléphoné un jour et m'a dit qu'il avait persuadé le président Pompidou, que ce dernier n'irait pas en Iran. C'était Chaban-Delmas qui était Premier ministre. C'est lui qui fut envoyé en Iran. Voilà pour ce deuxième aspect. Troisième aspect : imaginez-vous que dans un pays religieux, avec la morale religieuse. Et même Ferdowsi, poète iranien qui a fait l'histoire de l'Iran dans le langage mythologique, il montre les faits permanents de l'histoire de l'Iran. Parlant du... charme... de...

(Bani Sadr converse en fârsi avec ses amis afin de trouver le terme approprié en français)

Disons les femmes nobles qui ont du charme, qui... pudeur ! La femme iranienne, c'est une femme iranienne que même le soleil n'a pas vu son corps nu. Dans un tel pays, le Shah a invité un groupe français pour présenter... une pièce de théâtre dans la ville où les cérémonies eurent lieu... Une pièce qui, peut-être en France n'était pas choquante, mais en Iran c'était très choquant. Les Iraniens la considéraient comme une outrage à la pudeur et qui venait de la cour Pahlavi. Ils considéraient les Pahlavi comme... une famille imposée par l'étranger pour détruire ce qui est l'Iran, sa morale, son histoire, sa culture et sa dignité. Voilà, c'est à partir de là, cette cérémonie des 2 500 ans, la rupture entre le régime Pahlavi et la population est devenue totale. C'est comme... la révolution s'est mise en marche...

Quelle était... comment vous décririez la situation de l'Iran du point de vue des Relations internationales, au Moyen-Orient, dans les années 1970. Avec Israël, les pays arabes...

D'abord, vous devez savoir que l'Iran n'était pas... un domaine de pouvoir de la France, depuis toujours. À l'époque Qadjar, les Français ont essayé avec Napoléon. Mais ça n'a pas marché... Ce furent d'abord les Anglais, après les Américains. Pendant qu'il était président de la République, Monsieur Giscard d'Estaing avait envoyé quelqu'un chez moi, représentant. Il m'a dit que Carter avait dit à Giscard d'Estaing : « Laissez l'Iran. Si vous marchez vers l'Iran, je vous couperai les pieds ». Ce qui veut dire que les Américains étaient très... vigilants en ce qui concerne leur influence. À l'époque, le régime du Shah voulait essayer de jouer le rôle de gendarme du Golfe. Avec Nixon président, les États-Unis acceptaient que l'Iran joue un tel rôle. Donc Nixon a dit à son secrétaire d'État à la défense d'accepter les demandes de l'Iran concernant les armes : c'est le moment des grands achats d'armes, surtout à partir du moment où les revenus ont augmenté, que l'Iran pouvait payer, jusqu'à la révolution. Et l'Iran a joué ce rôle. Par exemple, il a envoyé des troupes pour mater une organisation communiste armée à Oman. Le Shah prétendit que les pays du Golfe persique ne peuvent pas eux-mêmes se maintenir : c'est l'Iran qui doit les soutenir, sinon la région devient instable. Avec Israël, il avait d'abord des relations secrètes, après Israël avait des représentants en Iran. Pendant la révolution, cette ambassade a été donnée aux Palestiniens. Un accord secret avait été conclu entre l'Iran et Israël pour fabriquer une bombe atomique. L'Iran a commencé son programme atomique à cette époque là. L'Iran a assuré les capitaux, l'investissement. Les Israéliens ont commencé à produire la bombe atomique. En apparence, le régime du Shah a fait un accord avec les Allemands pour... les centrales atomiques, à Busher. Il a aussi investi en France dans...

Eurodif ?

Eurodif, oui, pour dix pourcents. Il a également fondé en Iran une *Agence de l'énergie atomique*. Le premier président-directeur de cette agence était Akbar Etemad. Il a donné une interview. Dans cette interview, il dit que le Shah l'avait convoqué, et Etemad lui a posé une question : « Que voulez-vous que je fasse ? Voulez-vous la bombe atomique ou l'énergie atomique ? ». Le Shah lui a répondu : « La bombe atomique ? Pourquoi pas ? ». Donc Etemad se chargeait de préparer les techniciens, les savants, les ingénieurs, pour que l'Iran puisse produire de lui-même, malgré son accord avec Israël. Voilà. Donc, c'est cela les relations avec les pays. Oh, avec les Égyptiens, il était en désaccord pendant Nasser. Les relations s'étaient arrêtés. Avec Sadate, de nouveau, les relations

se sont rétablies. Vers la fin de sa vie, le Shah est allé mourir à le Caire. Ils étaient très proches. Avec les Irakiens, la même chose : au début face-à-face très hostile, même on pouvait imaginer qu'il y aurait une guerre. Après la conférence d'Algers par intermédiation de Boumediene, le Shah et Saddam Hussein ont fait un accord en 1975. Comme ça, l'Iran, en tant que gendarme de la région, normalisait ces rapports avec tous les pays de la région : Israéliens, Égyptiens, Irakiens. Avec les Saoudiens, ce n'était pas très amical, mais c'était normal. Parce qu'il n'y avait pas une prétention, comme actuellement, en ce qui concerne le leadership musulman. Il n'y avait pas de rivalité, on s'arrangeait.

Donc, au fond, on peut dire que le Shah a bien rempli son rôle de « gendarme du Golfe » après le départ des Britanniques des Emirats en 1971. Ce n'était pas un pays toujours « aimé » par ses voisins, mais, en tout cas, il stabilisait la région.

Oui... Mais avec une différence : les Anglais exploitaient l'Iran qui dépensait. Actuellement, c'est la même chose : l'Iran paie à tout le monde. C'est un moyen d'avoir de l'influence, économiquement très négative. C'est ça aussi avec le Shah. Une fois le Shah parti, l'Iran était créancier envers les Égyptiens, la France, et beaucoup d'autres pays de l'Afrique. L'argent du pétrole, non seulement était utilisé comme emprunt, mais aussi comme moyen de développer l'économie dominante. Par exemple, on faisait les montages automobiles pour le marché du Pakistan, de l'Afghanistan. Ces pays payaient avec des produits agricoles, ce qui privait l'Iran de ses capitaux, nécessaires pour développer une économie axée sur la production. Le Shah gaspillait tellement qu'un jour il dit : « On ne gaspillera plus l'argent du pétrole ».

D'accord. Maintenant, comment définiriez-vous la situation de la France en Iran à cette époque ? Comment était-elle perçue ? Quel rôle avait-elle à jouer selon le Shah ?

Commençons par la fin du Shah. Poniatowski est allé en Iran. Il a fait un rapport que vous pouvez retrouver dans les mémoires de Giscard d'Estaing. Ce rapport définit l'homme que le Shah était devenu : faible, qui ne pouvait décider... Même quand il parlait, les lampes se sont éteintes. Ce que je vais vous dire, je ne sais plus quel Français l'a dit. Il paraît qu'il a proposé au Shah l'assassinat de Khomeiny. C'est le Shah qui n'a pas accepté, car il avait peur que cet assassinat rende la situation incontrôlable. Il a dit : « Si vous faites quelque chose qui nuit à Khomeiny, je dirai que nous n'avons aucun rapport avec cela ». Dans le livre de M. Giscard d'Estaing, il parle aussi du sommet de la Guadeloupe. Il dit que lui et le chancelier de l'Allemagne, nous étions contre le départ du Shah.

Nous étions pour un maintien au pouvoir du Shah. C'est Carter qui dit que ce n'était plus possible. En ce qui concerne le régime, la politique française était favorable au maintien du Shah, vers la fin. Ça, c'est sûr. Au sommet de la Guadeloupe, deux pays sont restés fidèles pour soutenir le Shah : Giscard d'Estaing et Schmidt. Avant, l'apport économique... Les Français n'avaient pas la première place. Mais avec le coup d'État contre Mossadegh, on avait créé un consortium du pétrole et les Français eurent cinq pourcents de participation. Donc les Français ont profité du coup d'État. Mais, pendant le Shah, je me souviens que l'Iran avait quelques permissions avec Total, pour qu'il exploite des champs pétroliers. C'était avant la révolution et les sanctions. Économiquement, les Français n'étaient pas avantagés. Culturellement, au début, si. Pour les Iraniens, Occident voulait dire France. Les premières générations d'hommes politiques et universitaires en Iran avaient été formés en France, pour la plupart... Beaucoup des aspects culturels venaient de la France. Plus que tous les autres pays, ce sont les livres français qui sont traduits en persan. Tout cela, oui, c'était avantage. Pendant les années du Shah, cela a été remplacé par la culture anglo-américaine, surtout américaine. Jusque là, le mode de vie était français. Même du côté de l'opposition au régime du Shah, les idées politiques et les méthodes de lutte s'inspiraient de la France. *Front National* venait du *Front National* résistant contre l'oppression de Hitler. Le reste, pour les relations diplomatiques, on ne peut pas dire qu'ils rivalisaient avec l'influence anglaise ou américaine...

Oui, enfin, on pourrait nuancer. J'ai lu un ouvrage d'une chercheuse française, Florence Hellot-Bellier, qui s'intéresse à la diplomatie française en Iran depuis quatre cents ans. Certes, les relations n'étaient pas aussi développées qu'avec les Américains, mais j'ai quand même relevé quatre aspects saillants : l'économie avec la signature de nombreux contrats, le nucléaire dans lequel la France joua un rôle important...

Ça, c'étaient seulement des investissements dans le...

EURODIF, qui est devenu FRAMATOME. Donc, puis le pétrole, enfin la culture. Donc, sans dire que la France était le premier partenaire de l'Iran, c'était quand même important.

Le premier partenaire en quoi ?

En général, je veux dire.

En général, non, en culture, si. En économie, pas du tout. À l'époque des Qadjars, un monopole a

été donné aux antiquités, pour...

(Bani-Sadr consulte ces amis pour trouver le terme approprié en français)

L'archéologie. Ça, c'était un monopole. Quand les Pahlavi ont dirigé, sous la pression des Américains, ce sont les Américains qui ont remplacé les Français. En économie, à part... même pas la voiture !

(un ami de Bani Sadr) Si, si ! Il y avait un accord avec Renault.

Il y avait un accord avec Renault, c'est tout.

Un ami de Bani Sadr : dans le domaine de l'électronique, du montage de télévisions, il y avait des Français. Mais les plus importants étaient soit Américains, soit Anglais.

Donc, le Shah, selon vous, ne voyait la France que comme un partenaire. Sauf dans le domaine culturel, la France n'était pas indispensable.

Oui... Même après la cérémonie des 2500 ans, la cour du Shah s'était américanisée vers la fin.

(un ami de Bani Sadr) La femme du Shah, Farah Pahlavi, elle avait quelques amis français. Toute la cérémonie des 2 500 ans avait été réalisée par les Français.

Les autres pays ne pouvaient pas rivaliser avec la France pendant la cérémonie des 2 500 ans : les repas, les tentes... Mais c'est tout. L'économie se faisait essentiellement avec l'Allemagne, les Anglais et les Américains. Le Plan iranien, l'organisation du Plan fait l'objet d'une rivalité anglo-américaine après le coup d'État de Mossadegh. Ce sont les Américains qui la prirent en main. La situation économique était tellement dégradée que le dernier ambassadeur américain en Iran écrivait qu'il avait trouvé la situation économique de l'Iran lamentable. Il avait invité des ministres chargés de l'économie pour en parler. En réunion, personne n'osait dire la vérité. Mais à la fin de la réunion, les ministres lui disaient en privé : « Je n'osais pas le dire, parce que les autres le rapporteront au Shah. Vous avez raison, l'économie est en banqueroute. » Tous les ministres le savaient. Voilà, c'était l'économie de l'Iran. Les Iraniens, étant donné que les Anglais et les Américains dominaient le pétrole et l'économie, regardaient la France d'un bon oeil : un pays qui ne domine pas l'Iran, qui

n'exploite pas son économie, etc. Après que Khomeiny est venu ici, en France, celle-ci est devenue très populaire en Iran...

Vous ne pensez pas qu'il y a eu une sorte de contradiction dans la politique française ? La France maintenait des relations avec le Shah qui, objectivement, dirigeait un système autoritaire. En même temps, dans les documents diplomatiques d'époque, on mettait en valeur des liens séculaires, culturels, des contrats ici et là, etc. N'y avait-il pas un jeu d'équilibre en permanence ? On a besoin de l'Iran, mais, en même temps, c'est un peu gênant de montrer qu'on coopère avec un pays qui n'a pas du tout les mêmes conceptions politiques.

C'est le drame de l'Occident. Il y a des valeurs, mais on ne les respecte pas. Boumediene avait une solution (*rires*) : « Nous, nous sommes nous. Les autres sont les autres. Ce qui me convient ne convient pas aux autres ». Les droits de l'homme nous conviennent, mais ne conviennent pas aux autres. Donc, il faut se comporter comme les autres. L'Occident respecte cette théorie. Regardez la Syrie, un pays absolument détruit. Qui l'a détruit ? C'est l'Occident. Pas seulement par les bombardements, mais en faisant de ce pays en champ de bataille. Tout le monde est là. Où se trouvent les droits de l'homme ? Ils ont attaqué l'Irak : combien de morts ? Avant, c'était les sanctions économiques. On parle de cinq cents à huit cents mille morts à cause de ces sanctions économiques. C'est impitoyable. Est-ce que ce n'était pas en contradiction avec les droits de l'homme ? Oui (*rires*). Mais l'Occident l'a fait. En Afrique aussi. Ça, c'est une contradiction, cela à cause du rapport entre idée et pouvoir. Le pouvoir ne peut pas se servir de l'idée s'il ne l'aliène pas. On ne peut pas respecter les droits de l'homme et dominer. Ce n'est pas possible. Donc, pour dominer, il faut aliéner, devenir hégélien. Sinon, quelle explication vous donnez ? Quelle différence entre les hommes et femmes qui sont tués à Paris à cause de la terreur et ceux qui se tuent tous les jours dans les pays du Moyen-Orient ? Même ici on ne cesse pas d'en parler. Je dis que c'est très bien, il faut toujours en parler. La conscience des sociétés humaines doit rester sensible, vigilante, face à toutes les formes de la violence. Mais il ne faut pas oublier les autres. Il faut aussi s'en soucier par rapport aux victimes de la terreur dans d'autres pays du monde. Donc, vous avez raison, cette contradiction existait et existe toujours. Pourquoi je suis ici ? (*rires*) A cause de cette contradiction entre les valeurs de l'Occident... Après les attentats de Paris, le président François Hollande a dit que ces gens là ne peuvent pas accepter ou supporter nos valeurs et nos modes de vie. Il ment absolument. Pour un homme de « Daech », que sont les plus belles valeurs et les modes de vie ? Non, non... Donc d'un autre côté vous le méprisez, vous le détruisez. Il n'a pas d'autre moyen que la terreur. C'est un cercle fermé : dominant, dominé. Dans ce cercle fermé, l'homme qui n'a rien,

ni bombe atomique, ni avion, ni fusées, ni tank, ni char... Il n'a rien de tout cela. Ce qu'il a, c'est son corps. Il explose. Donc, si vous voulez que cela cesse, ouvrez le cercle. C'est pourquoi dans toutes les révolutions dans le reste du monde, comme en Iran, il y a toujours un aspect : se libérer de la domination extérieure, qui est l'Occident. Khomeiny est la contre-partie du Reaganisme. C'est pourquoi, dès que je suis sorti de l'Iran, dès que je suis arrivé en France, je suis venu en France pour dénoncer le rapport organique entre Khomeynisme et Reaganisme. Il n'y a pas d'autres explications.

Peut-être aussi, mais c'est très cynique, la défense de certains intérêts matériels comme le pétrole. Donc, on fait des compromis, ce qui justifie les politiques...

Oui, mais il faut les justifier. S'ils disent la vérité, d'accord. Si l'État français et d'autres États disent la vérité telle qu'elle est : « Nous avons besoin du pétrole, nous avons besoin du marché... Tout cela exige que nous aménagions nos rapports avec des dictateurs, comme les Saoudiens, le Shah d'Iran ». Mais on ne dit pas ces vérités là. On défend nos valeurs et nos modes de vie, que l'autre ne supporte pas. Chez eux, ils peuvent vivre autrement. Ce n'est pas la peine qu'ils viennent ici faire des assassinats. S'ils viennent faire des assassinats ici, il ne s'agit donc pas de l'islam, ce serait absolument contre l'islam. L'islam, selon le texte coranique : « Si on tue une personne, c'est comme tuer l'humanité toute entière ». Avec un tel texte, on ne peut pas essayer de tuer des enfants, des femmes, etc. Donc, il ne s'agit pas ça. Mais il faut qu'ils se justifient. Habermas l'a très bien dit : on peut se justifier par l'importe quelle religion, n'importe quelle idéologie. La réalité est que, dans ce cercle fermé, l'un n'a comme moyen que la violence et a besoin de se justifier, par l'islam. L'autre se justifie pas ses valeurs et ses modes de vie. C'est la seule différence. La réalité nue est que la violence est des deux côtés...

Ma dernière question portera sur la révolution iranienne... J'aimerais savoir quel était votre rôle, notamment quand vous étiez ministre des Affaires étrangères, en novembre 1979...

Pendant la prise d'otages.

Oui. Et j'aimerais savoir pourquoi vous, à ce moment là, avez joué ce rôle.

Mon rôle est d'abord au niveau de la pensée, jusqu'à la révolution iranienne. Pendant le Shah, il y avait cinq grandes tendances. Une tendance qui donnait la priorité aux projets, au nombre de

projets. La dictature du Shah fonctionnait ainsi. Une tendance qui donnait la priorité à l'indépendance iranienne. Une tendance qui donnait la priorité à la liberté : les libéraux de l'Iran. Une tendance qui donnait la priorité à la justice sociale, parce qu'on ne pouvait pas dire le Shah était un système juste. En cinquième, c'était la tendance Khomeiny qui donnait la priorité à l'islam. C'était donc la guerre des priorités. Sur l'aspect théorique, mes travaux étaient de mettre fin à cette guerre des priorités, et donner une liberté à l'indépendance, au progrès, à la justice... Donc, présenter un nouveau discours qui contient tout cela, pour dire que l'on peut avoir en même temps, indépendance, progrès, liberté, sur la base de la justice sociale. Et le discours a mis fin aux guerres entre tendances : les principes étaient l'indépendance, la liberté et le développement sur la base de la justice sociale. Avec Khomeiny, nous en avons discutés. La gauche et les libéraux tombaient d'accord avec ce discours, ce qui a permis un mouvement général. Tout le monde y a participé, les villes et les villages iraniens. Ça, c'est pour l'aspect du discours. Du point de vue de la méthode, jusqu'à la révolution, la méthode iranienne était l'organisation politique armée. Ce fut le cas à Cuba, en Algérie... En Iran, étant donné que l'Iran se trouvait entre deux superpuissances, la Russie au nord et les Américains au sud, il fallait une méthode qui empêche les deux d'intervenir. Donc il faudrait un mouvement dans lequel tout le monde participe. Donc, à partir de cette révolution, la méthode armée est devenue caduque : ce sont des mouvements généraux qui ont changé des régimes en Europe orientale, même en Russie, dans les Printemps arabes aussi. Ce n'est pas un parti, un général... Non, c'est le peuple qui se met en marche. Quand Khomeiny est venu en France, la préparation de ce discours et des réponses aux journalistes étaient basées sur trois genres de droits : droits de l'homme, droits de la citoyenneté et droits nationaux. On voulait donc une démocratie plus avancée que les démocraties à base d'élections : le peuple décide, l'État exécute. C'est un transfert de souveraineté des électeurs aux élus. Rousseau était contre cela : il disait qu'élire revient à se priver de la souveraineté. Il avait raison. C'est donc avec ces idées là que la révolution fut possible. Une fois en Iran, je suis devenu membre du Conseil de la révolution...

Quand précisément ?

Nous sommes rentrés en Iran en février 1979. Un mois, deux mois après, je suis devenu membre du Conseil de la révolution. Après la crise des otages...

Excusez-moi, pourriez-vous me rappeler ce qu'était le Conseil de la révolution ?

C'était le Parlement... disons plutôt le gouvernement. Il présentait des projets de lois, les approuvait

ou les corrigeait... Il faisait la loi.

C'était officiel ? Je veux dire, ça avait officiellement remplacé le Shah ?

Oui, oui. Le gouvernement était dirigé par Bazargan, et le Conseil de la révolution avait remplacé le parlement. Après la prise d'otages, le gouvernement a démissionné. Alors, il m'a été demandé de devenir ministre des Affaires étrangères. Je suis allé voir Khomeiny pour en parler. Je lui ai demandé : « Que voulez-vous faire des otages ? ». Il a dit que dès que le problème du Shah serait résolu, c'est-à-dire que les Américains seraient partis, on les libérerait. J'ai donc accepté de préparer la libération des otages. Un mois passé, Khomeiny a trouvé que c'est un bon moyen : il ne voulait pas libérer les otages. C'est pourquoi j'ai démissionné. Je voulais participer à une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies. Lui, il s'est opposé, et j'ai démissionné. Après, je me suis présenté comme candidat aux élections présidentielles, et j'étais élu avec soixante-seize pourcents des voix...

Et vous aviez discuté avec des représentants français pendant cette période ?

Je viens de vous dire qu'une fois, oui, était venu un représentant de Giscard d'Estaing, après cette prise d'otages. C'est lui qui a dit la menace de Carter à la France.

Mais, c'est tout alors ? Il n'y a pas eu même de contacts informels, pas nécessairement par vous ?

Non, non... Il y avait des délégations qui venaient chez moi. Par exemple, une fois, nous avons fait, chez moi, une conférence sur les interventions américaines en Iran. Une délégation de la France, une délégation du parti socialiste dirigée par... Lionel Jospin. Ici, en France, j'avais des relations avec quelques personnalités du parti socialiste comme Chevènement, comme Rocard. Avec Rocard, j'étais venu en Europe pour parler aux dirigeants européens. C'est tout, je ne pense pas qu'il y ait autrement eu de relations...

Comme vous ne défendiez pas tout à fait les mêmes idées que Khomeiny, vous étiez quand même son conseiller en communication. C'était possible, malgré le fait que vous n'étiez pas... je dirais « sur la même longueur d'ondes » ?

Khomeiny, je viens de vous le dire... En France, il donnait l'oreille à ce que je disais. Il le prenait au sérieux, il l'acceptait et le répétait. Il n'avait aucune raison pour ne pas être en accord... Nous disions

: « un religieux est un homme engagé », il respecte ses engagements. Tout le monde, même Carter, il en parle dans son livre, l'imaginait comme il se prétendait. Un homme esclave du pouvoir : c'est un homme comme cela qu'il s'est révélé, une fois en Iran. Devant le pouvoir, il était absolument soumis. Ce qu'il exigeait, il le faisait. Par exemple, on pouvait imaginer qu'un chef religieux donne l'ordre, qu'il écrive, qu'on pose trois questions aux personnes déjà condamnées dans les prisons. Il pouvait imposer que, si l'une des trois réponses aux questions est « non », on l'exécute. Quatre mille prisonniers ont été exécutés dans trois villes. Quatre mille. Ça aussi, l'Occident n'a pas même bougé... Parce que j'ai écouté. La lettre de Mutazeri qui protestait : la presse occidentale n'a pas réagi. Je n'ai pas entendu une seule protestation dans la presse occidentale. Donc, voilà, fondamentalement, Khomeiny était un homme de réaction, pas un homme d'action. Ici, en France, il réagissait contre un pouvoir qui était le régime du Shah, parce qu'il avait peur de rester en France comme religieux. Il ne disait pas quelque chose qui pouvait donner un prétexte qu'il soit expulsé. Mais, en Iran, il réagissait par rapport aux exigences du pouvoir...

En fait, tout le monde, vous y compris, lui aviez fait confiance ?

Oui, et tout le monde a été déçu.

Comment a-t-il basculé ?

Je viens de vous le dire... Par exemple, si ici, en France, il disait que les femmes peuvent se vêtir comme elles veulent. En Iran, il voulait imposer le voile. Dans les rues, dans les avenues, on attaquait les femmes : « Pourquoi vous ne portez pas le voile ? ». Je suis allé le voir à Qom, centre religieux de l'Iran. Je lui ai dit : « En France, vous aviez dit que les femmes sont libres ». Il a dit qu'il avait dit des choses par opportunité en France, mais je ne m'engage pas à les respecter. Je lui ai dit : « Vous êtes machiavélique ! ». Même Machiavel n'a pas prêché une telle chose. Il a dit : « faites de manière à ce que les autres pensent que ce n'est pas vous ». Je lui ai dit : « Vous vous êtes engagés devant le monde tout entier. Comment pouvez-vous dire une telle chose ? La religion ne peut pas être aujourd'hui, c'est le pouvoir qui compte aujourd'hui ». Au départ, il a accepté. Mais, après le coup d'État contre moi, il est devenu comme je viens de vous le dire : esclave du pouvoir.

Entre ce moment-là et le coup d'État contre vous, le système politique était-il déjà mis en place ? Avec un Guide au sommet, un président, un parlement, etc.

Oui, c'était déjà mis en place. Mais, après les élections présidentielles, parce que l'autre candidat, M. Rafsandjani, n'a pas obtenu quatre pourcents des voix, il dit « nous sommes allés voir M. Khomeiny. Nous lui avons dit qu'avec cette élection, Banisadr élu, tout ce que nous avons imaginé, tout ce que nous avons essayé de construire, serait détruit ». Khomeiny a dit : « Essayez de prendre en main le Parlement ». Il leur a laissé les mains libres pour truquer les élections parlementaires, ce qu'ils ont fait. A partir de là, les élections étaient toujours truquées. Avant les élections, j'ai fait un appel à la population iranienne : si elle trouve que les élections ne sont pas libres, ne participez pas. C'est pourquoi seulement six millions de personnes ont voté, vingt huit pourcents des électeurs de l'Iran. Et la plupart de ces élus l'étaient frauduleusement. J'avais nommé dix comités présidés par un juge de la cour de cassation. Tous ont rapportés que soixante dix pourcents des élections étaient truquées. Le Conseil de la révolution s'est vu obliger de vérifier le caractère libre des élections, au cas par cas, et de faire de nouvelles élections si nécessaire. Khomeiny est intervenu pour laisser le parlement intact et a donc imposé un parlement avec soixante dix pourcents d'élections truquées.

Donc, à cette époque là, les institutions n'étaient pas aussi fermées. Si l'on regarde aujourd'hui, tout dépend du Guide qui nomme et influence toutes les institutions.

Le peuple du Shah était opprimé par la force, pas par la loi. Son ministre de la cour, dans ses mémoires, dit que le Shah aurait déclaré que même après lui, la constitution doit être appliquée comme il l'entend : les pleins pouvoirs au roi. Même anecdote : on disait que le Shah, c'est quelqu'un qui est le Shah, mais aussi qui se veut Premier ministre : « Pourquoi pas ministre ? ». Il descendait comme cela jusqu'aux membres de l'administration, parce qu'il ne se contentait pas d'être en haut et de diriger, il avait une conception du pouvoir qui descend jusqu'au bas de la hiérarchie. C'était peut-être une des plus grande faiblesses qui a causé son départ. Pendant la révolution, quand le Shah n'avait pas de compétence dans son milieu, il fallut qu'il nomme un Premier ministre. Il est venu chercher un Premier ministre chez les mossaqqistes pour gouverner l'Iran. Il n'avait personne. À ce point de vue, il est tout à fait comparable avec l'actuel régime. Avec la conception du pouvoir, Khomeiny n'était pas de ce type là. Il ne se mettait pas à la place des autres : en même temps guide, président, etc. Mais, ses remplaçants, si.

Au fond, quand vous étiez insérés dans le système, vous pensiez que ça fonctionnerait bien et qu'il n'y aurait pas un homme qui concentrerait les pouvoirs...

Oui, mais on peut respecter ses engagements, appliquer la loi, établir la démocratie... S'il n'y avait

pas eu la prise d'otages et la guerre, peut-être que nous aurions pu réussir, parce que j'avais une méthode du pouvoir. Mais si je n'avais pas les moyens et que Khomeiny était esclave du pouvoir, comment voulez-vous vous qu'il se mette au service du pouvoir et appliquer tout ce qu'il exigeait ? Donc si le peuple se présentait sur la scène, on pouvait le contrôler. D'ailleurs, le peuple, au sein de la société civile, créait spontanément des bureaux de coordination avec le président. Donc imaginez un peuple qui s'organise pour jouer un rôle actif avec un président élu. C'était la première fois en Iran, peut-être dans le monde. Donc, on pouvait obliger les mollah de rester à leur place. Malheureusement, avec la prise d'otages puis la guerre, on ne pouvait pas... On est allés défendre le pays devant l'agresseur. Et, très vite, dans le plupart des pouvoirs c'est toujours comme ça, les mollahs ont saisi l'occasion pour s'emparer de l'appareil.

Je voudrais revenir sur deux choses. Vous avez parlé de l'idée que se faisait la France du Shah dans ses dernières années. Si j'ai bien compris, la France souhaitait maintenir le Shah au pouvoir, même en 1978. Pourtant, de ce que j'ai lu, par exemple un rapport écrit par Michel Poniatowski : il est clairement énoncé que le Shah ne peut pas survivre à long terme...

Ce que je viens de vous dire, c'est ce que Giscard d'Estaing a écrit dans ses mémoires. Il dit que lui et Schmidt étaient contre le départ du Shah. Que le Shah ne puisse pas se maintenir au pouvoir pour longtemps, c'est autre chose. Son départ immédiat, c'est autre chose. Son départ et le remplacement par un autre régime sont donc deux choses différentes. A l'époque, pour Schmidt et Giscard d'Estaing, le départ du Shah signifiait la venue au pouvoir de Khomeiny. Ils n'étaient pas d'accord. Carter leur a expliqué qu'il avait armé et que la solution était de partir : si le Shah ne pouvait se maintenir, c'était le coup d'État. C'est comme ça que ce fut décidé en Guadeloupe. Donc, la solution était d'accepter de partir. Les Israéliens savaient aussi que le Shah était malade et qu'il ne pouvait se maintenir. C'est eux les premiers qui l'ont dit.

D'accord, merci. La deuxième chose sur laquelle je voulais revenir concerne l'arrivée de Khomeiny en France. Pourriez-vous me parler des six mois qu'il a passé en France, développer davantage à propos de votre rôle, hormis les discours ? Aussi, l'attitude de la France : comment le recevait-elle ?

Pour, Khomeiny, en France, il existait deux catégories de travaux. Nos relations étaient avec les Français et les Américains surtout. Moi, j'étais à Berlin pour faire un discours et son fils m'a téléphoné pour annoncer qu'il faut préparer l'arrivée de Khomeiny en France. Donc, je suis venu ici,

en France. J'ai loué un appartement près du mien pour recevoir Khomeiny. Les voisins n'ont pas supporté la venue de Khomeiny et les va-et-vient pour le visiter. On a trouvé une maison à Neuauphle-le-Château. Une fois, un représentant français est venu chez moi pour dire que Khomeiny n'avait pas le droit de vivre ici, il venait du ministère de l'Intérieur. Après, les contacts étaient avec Goltzadeh. Pour Khomeiny, quitter un centre religieux comme Najaf posait un vrai problème. Son frère lui a demandé ce qu'il comptait faire en partant pour Paris. Khomeiny a répondu qu'il irait dans un pays pour trois mois, et ainsi de suite. Donc, le gouvernement français voyait la révolution iranienne comme un phénomène impressionnant. Les intellectuels, les journaux du monde entier... On ne pouvait pas les empêcher de parler de Khomeiny ! Khomeiny n'a pas pu résister au fait de donner des interviews. Il paraît que M. Sarkozy était soldat à l'époque, il faisait son service militaire à Neuauphle-le-Château (*rires*)...

Pour terminer, pourriez-vous revenir sur le coup d'État contre vous : pour quelles raisons exactement ?

Ils ont donné neuf raisons. Je suis partisan de la démocratie, pour une occidentalisation, contre le principe de souveraineté du docte, je suis contre la peine de mort, je suis contre les institutions révolutionnaires... Pour l'essentiel, c'était ça. Il avait raison : j'étais partisan de tout cela. Des partisans de M. Khomeiny sont allés le voir parmi lesquels Khomeini et Rafsandjani. Ils lui ont dit que Banisadr était devenu plus populaire que n'importe qui en Iran : si tous les religieux s'opposent à lui, c'est lui qui l'emporte ; s'il termine la guerre, Khomeiny ne pourrait plus s'opposer à lui ; il faut en finir avec lui le plus tôt possible. À l'époque, l'Irak avait accepté les conditions proposées par le Comité des Non-Alignés, conditions acceptées aussi par nous. Donc, la guerre pouvait prendre fin au printemps 1981. On a fait une réunion avec Khomeiny : il a trouvé que continuer la guerre était dans son intérêt, tout comme ses partisans, qu'elle permettrait de neutraliser l'opposition, c'est le moment de faire le coup d'État . Le comité des Non-Alignés devait venir en Iran en juin 1981 pour mettre fin à la guerre. Le bureau du Premier ministre a pris contact avec le ministre des Affaires étrangères de Cuba, qui présidait ce comité des Non-Alignés, pour lui demander de ne pas venir, car un règlement de comptes se ferait en Iran. Une fois le coup d'État fait, ce comité n'est jamais venu et la guerre a continué pendant huit ans. La ministre de la Défense Thatcher, au tribunal de l'*Irangate* anglais sur la vente illégale d'armes en Iran et en Irak, a dit que la poursuite de la guerre est dans l'intérêt de l'Angleterre et de l'Occident, que cet Occident a tout pour que la guerre commence et continue. Voilà

Et la France avait armé l'Iran, elle armait alors l'Irak...

Voilà. Avant, c'était l'Irak : ils ont tout fait pour l'encourager à attaquer l'Iran. Pour continuer la guerre, ils ont agi du côté iranien.

Et... pour quelles raisons alors ?

L'intérêt de l'Occident dans la continuation de cette guerre ? D'abord que la révolution iranienne reste dans les frontières iraniennes, voire qu'elle fasse peur à tout le monde, qu'elle signifie la violence, etc. Aussi, avec la révolution iranienne, le prix du pétrole a été multiplié par trois. Il fallait retrouver la domination sur le pétrole en continuant la guerre : faire que l'Iran et l'Irak dépensent tout dans le domaine militaire. Ensuite, c'était une occasion de dominer l'Iran pour le clan de Khomeiny, par une répression abominable.

Donc, ensuite, vous êtes partis en exil en France et vous avez continué à écrire des ouvrages. Je pense notamment à « Le complot des ayatollahs ». Vous parliez de l'entente qu'il y aurait eu entre Khomeiny et Reagan pour poursuivre la prise d'otages...

Oui, après j'ai fait trois sortes d'activités. D'abord, une activité quotidienne d'interviews et d'articles. La deuxième, les études et travaux scientifiques. Troisième : les contacts avec l'intérieur de l'Iran, c'est-à-dire préparer l'Iran pour que la révolution continue. C'est pourquoi j'ai eu un programme télévisé, un émission de radio, etc. Je suis content, parce qu'aujourd'hui tout le monde parle de cela en Iran.

Avant que l'on se quitte, vous auriez des recommandations, en anglais ou en français, qui tournent autour de mon sujet ?

Sur la révolution, il y a un numéro spécial de *Peuples méditerranéens* sur l'Iran. J'ai fait aussi un livre avant la révolution : *Quelle révolution pour l'Iran ?*, paru chez Fayard. Un autre : *Politique de l'Asie*, écrit avec Mossadegh. Si vous avez le temps de passer au 21 rue Cujas à Paris, il y a la librairie *Tiers Mythe*. Il vous donnera une bibliographie complète, le libraire lui-même a été dans la révolution.

D'accord, et au niveau des contacts, vous pensez qu'il est possible de rencontrer quelqu'un

comme... Massoud Radjavi, qui a été chef des Moudjahiddines du Peuple ?

Oui, mais on ne sait pas où il se trouve.

Vous aviez été en contact avec lui, à ce que j'ai lu...

Oui, il est parti en Irak, trahissant son pays...

Vous pourriez parler un peu de lui ? Vous avez fait la révolution avec ces Moudjahiddines du Peuple ?

Participé... Je viens de vous expliquer tout. Il faisaient partie des organisations armées, marxistes-léninistes, même stalinistes. La révolution les a dépassé : c'était un mouvement non-violent, auquel tout le monde a participé. Elle a fait vaincre la peur contre le fusil. À l'époque s'était posée la question : comment réagir quand les soldats tirent sur le peuple ? On a proposé que le peuple fraternise avec les soldats et donne une fleur. C'est la fleur qui a vaincu le fusil. Donc, ces groupes armés ne pouvaient pas avoir un rôle dans la révolution. C'est plutôt la révolution qui les a libérés, puisqu'ils étaient dans les prisons du Shah. Après la révolution, on a fait un conseil de la révolution avec trois principes : indépendant, liberté et non-hégémonie. Ils n'ont pas respecté ces principes, sont partis en Irak et sont devenus la monnaie d'échange de Saddam Hussein, qui les utilisaient pour mener la répression des Kurdes et autres. Après, ils ont été obligés de quitter l'Iran... Bon !

C'était ma dernière question.

Merci !

C'est moi qui vous remercie !

FICHES BIOGRAPHIQUES

Georges Pompidou



Source : www.georges-pompidou.org

Né le 5 juillet 1911 à Motboudif, mort le 2 avril 1974 à Paris.

Après des études littéraires, il s'engage en politique. Partagé entre la littérature et les carrières dans la haute fonction publique, il enseigne tout d'abord les lettres à Marseille puis à Paris.

En 1944, il obtint un poste de chargé de mission pour l'Éducation nationale au cabinet du général de Gaulle, alors président du GPRF. Il s'éloigna progressivement des cercles politiques sans pour autant rompre ses bonnes relations avec de Gaulle.

Lors du retour au pouvoir du général de Gaulle, en 1958, il réapparût en tant que directeur de son cabinet. Il est nommé au Conseil constitutionnel en mars 1959, où il exerça jusqu'en 1962. Il participa aux négociations des accords d'Évian sur ordre du général de Gaulle.

Il fut Premier ministre du 14 avril 1962 au 10 juillet 1968.

Fort du ralliement de l'UDR et de l'appel à l'abstention du parti communiste, il remporta le second tour de l'élection présidentielle de juin 1969 avec une majorité de 58,21 % des voix.

Placé sous le double signe la continuité gaullienne et l'ouverture aux centristes et aux modérés, son septennat permet la mise en oeuvre du thème de la « nouvelle société » en réponse aux événements de 1968 : libéralisation de la radio et la télévision, réforme des régions, industrialisation et concentration pour accroître la compétitivité et les exportations, création du SMIC, association des syndicats aux mesures sociales prises par le gouvernement, etc. Cette dynamique fut finalement inversée après la nomination au poste de Premier ministre de Messmer, en juillet 1972. Après la victoire aux élections de mars 1973, le président Georges Pompidou dirige le gouvernement et entend décider de tout. En réalité, cette volonté de reprendre le contrôle des leviers du pouvoir se traduisit surtout par l'inaction, inaction en partie due à sa maladie.

En termes de politique extérieure, son mandat présidentiel fut marqué par une certaine continuité avec l'œuvre de de Gaulle. La seule inflexion qui apparut véritablement concerne la construction européenne (ouverture au Royaume-Uni). Au Proche et au Moyen-Orient, la politique du président Pompidou prolonge celle de son prédécesseur : attentif aux vues arabes, pas de rupture avec Israël. Il met en oeuvre une politique arabe afin d'assurer l'approvisionnement en pétrole et la vente

d'armes. L'idée sous-jacente est aussi que la France peut proposer une alternative à l'alignement sur les deux Grands. Parallèlement aux changements survenus en France, les deux dernières années de son mandat furent celles des incertitudes (ravivement des tensions avec les États-Unis, blocage dans la construction européenne, position résolument pro-arabe lors la guerre du Kippour, etc.).

Valéry Giscard d'Estaing



Source : www.lejdd.fr

Né le 2 février 1926 à Coblenz (Allemagne).

Homme d'État français, il fut président de la République française du 27 mai 1974 au 21 mai 1981.

Issu de la haute bourgeoisie, il fit ses études en France avant de rentrer à l'École polytechnique en 1946 puis à l'École Nationale d'Administration en 1948.

Il commença sa carrière politique à vingt-huit ans, en tant que directeur adjoint du cabinet du président du Conseil Edgar Faure.

Il est nommé secrétaire d'État aux Finances en 1959 dans le gouvernement de Michel Debré. Il devint ministre des Finances en 1962, sous le gouvernement Pompidou.

Il soutint la candidature de Georges Pompidou après le retrait du général de Gaulle, ce qui lui permit de retrouver le ministère de l'Économie et des Finances.

Après la mort du Président Pompidou en avril 1974, Valéry Giscard d'Estaing brigua sa succession. Il fut élu avec 50,81 % des suffrages le 19 mai 1974 et nomma Jacques Chirac au poste de Premier ministre.

Président le plus jeune de la V^e République, il développa une action axée autour des thématiques de sa campagne : changement, modernisation, libéralisation. Sous son mandat furent adoptés les textes de loi portant sur la légalisation de l'avortement, l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, le divorce par consentement mutuel, etc.

Sur le plan de la politique extérieure, le président Giscard d'Estaing s'inscrit dans la continuité de la politique gaullienne. S'il se définit comme centriste, libéral et européen, le président de la République française reprit, pour l'essentiel, les orientations des ses prédécesseurs. Il se tourna vers l'Orient afin de discuter des problèmes soulevés par le choc pétrolier de 1973 et prôna une solution globale au conflit israélo-palestinien, tout en renforçant les liens avec l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Égypte. Cela dit, la diplomatie giscardienne fut fondamentalement européenne. Il mit en oeuvre sa vision intergouvernementale de la construction européenne avec la création du Conseil européen en décembre 1974. L'heure était aussi au réchauffement des relations transatlantiques, notamment quand le président Giscard d'Estaing réaffirma l'importance de l'appartenance de la France à l'OTAN. Ce rapprochement ne l'empêcha pas de rechercher une entente avec l'URSS, comme

l'illustra le Sommet de Rambouillet. Cette politique extérieure restait néanmoins tributaire des rapports Est-Ouest ; avec la fin de la période de « Détente », Valéry Giscard d'Estaing se montra plus gaulliste et moins conciliant avec les États-Unis. Cette réaffirmation ultime du primat de l'indépendance française contrastait avec le multilatéralisme des premiers temps de son mandat.

Après sa défaite électorale face au candidat socialiste François Mitterrand en mai 1981, Valéry Giscard d'Estaing ne se retira pas de la vie politique. Député du Puy-de-Dôme (1984-1989 et 1993-2002) et président de la Commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale (1987-1989 et 1993-1997), il fut en outre président du Conseil régional d'Auvergne (1986- 2004), et président l'U.D.F. de 1988 à 1996. Élu député au Parlement européen en 1989, il revint sur le devant de la scène politique européenne en prenant la présidence de la Convention sur l'avenir de l'Europe en 2002.

Il choisit de partager ses convictions et son expérience du pouvoir dans *Démocratie française* (1976) et *le Pouvoir et la Vie* (1988).

Il devint membre du Conseil constitutionnel en 2004 au titre d'ancien président de la République.

Mohammed Reza Shah Pahlavi :



Source : *www.wikipedia.org*

Né le 26 octobre 1919 à Téhéran et mort le 27 juillet 1980 au Caire.

Deuxième et dernier monarque de la dynastie des Pahlavi, il régna sur l'Iran du 16 septembre 1941 au 11 février 1979. Il succéda à son père après l'invasion anglo-soviétique de l'Iran en septembre 1941. Il abdiqua pendant la période révolutionnaire de 1978-1979.

Il reçut une éducation française et poursuivit ses études en Suisse de 1931 à 1936. Il acheva sa formation à l'École des officiers de Danechkadéyé-Afsari.

Les premières années de son règne sont factices : la domination anglaise et les ingérences soviétiques l'empêchent de diriger un royaume instable, en proie aux indépendantismes. L'occupation du territoire iranien par les troupes anglo-soviétiques était prévue pour une durée maximale de six mois après la fin de la guerre, selon les engagements de la conférence de Téhéran en novembre 1943.

Après la Seconde Guerre mondiale, son autorité, qui était déjà sérieusement entamée par la présence américaine, fut d'emblée contestée. En témoigna l'ascension de Mohammad Mossadegh puis la nationalisation du pétrole en avril 1951. L'intervention des services secrets britanniques et américains, en août 1953, permit de rétablir le Shah au prix d'une dépendance accrue vis-à-vis des États-Unis.

Après l'épisode Mossadegh, Mohammed Reza Pahlavi devint indispensable pour les grandes puissances. Assurant l'approvisionnement en pétrole des Occidentaux et la sécurité du Golfe, le Shah était courtoisé par de nombreux chefs d'États.

Il s'attacha à mettre en valeur la dynastie Pahlavi que son père avait créée. Il se fit sacrer empereur le 26 octobre 1967. Les fêtes de Persépolis de 1971 furent l'occasion de glorifier cette lignée artificielle.

Influencé par Mustapha Kemal, il mit en place un système politique verouillé avec l'aide des États-Unis, dans le but d'occidentaliser la société iranienne. Adeptes des méthodes autoritaires si elles

contribuent au développement de l'Iran, son volontarisme permit une certaine croissance économique et la modernisation du pays. La plus célèbre des réformes fut lancée en 1963 sous le nom de « Révolution blanche ».

Il quitta définitivement l'Iran le 16 janvier 1979, victime d'un processus révolutionnaire enclenché un an plus tôt. S'en suivit une période d'errance pour trouver refuge. Finalement, ce fut le président égyptien Sadade qui l'accueillit le 24 mars 1980. Il y mourut d'un cancer le 27 juillet 1980.

La définition de la personnalité du Shah a fait l'objet de maints débats. Entre la mythologie véhiculée par ses partisans et les inventions de ses détracteurs, les témoignages de quelques personnages éminents (sa femme, Afsahr, Valéry Giscard d'Estaing) laissent voir un homme intransigeant et déterminé, mais ouvert à la discussion, toujours animé par une vision précise de l'Iran.

GLOSSAIRE DES TERMES FRANCAIS ET IRANIENS

Anglo-Iranian Oil Company (AIOC) : Successeur de l'*Anglo-Persian Oil Company* (APOC) après 1935, l'AIOC est une société d'exploitation des réserves pétrolières d'Iran jusqu'en 1954, date à laquelle elle devient la British Petroleum (BP). L'AICO fut au coeur d'un contentieux entre l'Iran et les occidentaux à partir de 1951, quand le Parlement iranien puis le gouvernement de Mossadegh votèrent la nationalisation des compagnies pétrolières iraniennes de l'AIOC.

Ashura : « Dix » (du mois de moharran). Période de commémoration du martyr de l'imam Hossein à Karbala, en 680. Cet événement fut central dans la consitution d'une martyrologie chiite qui se perçoit alors comme un courant luttant contre l'oppression et les injustices. Ce phénomène impregne tous les aspects de la vie des chiites.

Ayatollah : « Signe de Dieu ». Expert de l'islam et dignitaire de haut rang dans la hiérarchie du clergé chiite

Chiisme : « les partisans d'Ali. » Branche de l'islam apparue au moment de la succession du prophète Mahomet en 632. La scission se fit entre les défenseurs entre le compagnon du prophète Abou Bakr et les partisans d'Ali, gendre et neveu de Mahomet. Ce dernier développa alors sa propre interprétation de l'islam. Au-delà des divergences politiques et théologiques, les principales différences entre ces deux tendances relèvent du rapport de la religion à la vie de l'homme, la voie d'accès au sens profond de la religion, les sources de l'islam ainsi que la figure de l'Imâm.

Chiisme duodécimain : courant majoritaire du chiisme qui reconnaît l'existence de douze Imams, y compris Ali et ses deux fils. Le douzième et dernier imam (le *mahdi*) aurait disparu vers 873 : cet imam caché resurgira à la fin des temps pour juger les hommes.

Comité pour la promotion des investissements en Iran : Institué en 1974, ce comité prit notamment des participations dans des banques iraniennes et favorisa l'implantation d'usines automobiles françaises en Iran.

Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) : Créé par ordonnance du 18 octobre 1945, le CEA est un organisme d'État français consacré à l'énergie nucléaire. L'ordonnance définit les domaines d'application du nucléaire français : science, industrie, défense nationale. Acteur majeur de la

recherche, du développement et de l'innovation dans le nucléaire, le CEA collabore avec de nombreux partenaires académiques et industriels.¹ En 1974, l'Iran conclut un partenariat avec le CEA (prêt d'un milliards de dollars) dans le cadre du programme EURODIF, destiné à financer la construction de l'usine Saint-Paul Trois Châteaux.

Conseil de la politique nucléaire extérieure : Créé en 1976, son rôle était d'évaluer les risques liés aux transferts de technologies nucléaires à l'étranger et de mieux contrôler les exportations de matériel dit « sensible ».

Détente : Période de la Guerre froide (dans son acception la plus large) s'étendant de la fin de la crise des missiles de Cuba (1962) à la Conférence d'Helsinki qui en représente l'apogée (1975).

Deuxième choc pétrolier : Crise pétrolière survenue au cours de l'année 1979 et imputable au processus de la révolution en Iran. Elle aggrava les tendances récessionnistes du début des années 1970 qui avaient été amplifiées par le premier choc pétrolier.

Diplomatie : Art de concilier des intérêts différents ; règles et usages des rapports entre États ; représentation des intérêts d'un État chez un autre ; ensemble du corps diplomatique ; politique étrangère d'un pays.

État rentier : Concept forgé en 1970 par Hossein Mahdavy pour qualifier la situation d'un État qui tire l'essentiel de ses revenus de la vente de ses ressources indigènes.

EURODIF : Société spécialisée dans l'enrichissement de l'uranium, créée en 1973 par la France, la Belgique, l'Espagne et l'Italie afin de financer et d'exploiter une usine de production d'uranium enrichi en France, à Saint-Paul-Trois-Châteaux. L'Iran accorda un prêt d'un milliard de francs au CEA pour financer l'usine de Saint-Paul-Trois-Châteaux via la société SOFIDIF, prêt que l'État français s'engagea à rembourser en cas de défection du CEA.

Fatwa : « opinion légale ». Avis légal émis par un expert en religion islamique (mufti) sur une question particulière.

FRAMATEG : Société anonyme dont le capital est essentiellement partagé entre FRAMATOME

et ALSTHOM. FRAMATEG réalise et fournit des centrales nucléaires en association avec d'autres entreprises. La société fut pilote du groupement qui, à partir de 1972, construisait un réacteur à eau pressurisée en Iran, sur la rivière Karoun: ce contrat fut interrompu en 1979.¹

Franco-Américaine de Constructions Atomiques (FRAMATOME) : Compagnie française fondée en 1958, spécialisée dans la construction de réacteurs nucléaires. Elle participa à la mise en oeuvre des accords de coopération nucléaires franco-iraniens signés dans les années 1970. Elle devint AREVA NP en 2006.

Gardes impériaux : Garde personnelle du Shah d'Iran, en exercice de 1942 à 1979.²

Gendarmerie du Golfe : Après le retrait britannique du Koweït en 1961, le Shah, encouragé par les États-Unis, affirma sa vocation à assurer la sécurité de la région du Golfe sur le plan militaire et pétrolier. Cette ambition prit corps avec une politique intense de dépenses militaires, des interventions militaires ponctuelles (Yemen, Oman) et la présence accrue dans la zone du détroit d'Ormuz.

Grand dessein : Programme gaullien de politique internationale fondé sur l'indépendance, la volonté de jouer un rôle mondial, la grandeur et la spécificité française.

Guerre froide : *Stricto sensu*, période de tension entre deux camps (États-Unis, URSS, leurs alliés) pouvant déboucher sur des conflits périphériques de 1947 à 1955 ; *lato sensu*, la période s'étend jusqu'à la disparition de l'URSS en 1991.

Hezb-e Tudeh-ye Iran : « Parti des masses d'Iran ». Parti communiste iranien formé en 1941, luttant contre le Shah puis contre le régime de Khomeiny. Le parti atteint l'apogée sa popularité pendant l'épisode Mossadegh (1951-1953). Cible des répressions, il fut interdit et s'aliéna le soutien des populations. Après avoir pris part à la révolution en 1979, les islamistes de Khomeiny les exclurent du gouvernement.

Marja e-taqlid : « Source d'imitation ». Dans le clergé chiite duodécimain, la plus haute autorité

1 *Guide international de l'énergie nucléaire*, Éditions Technip, p.198, 404 pages, 1987.

2 Wikipedia, « Imperial Guard (Iran) »[en ligne] [https://en.wikipedia.org/wiki/Imperial_Guard_\(Iran\)](https://en.wikipedia.org/wiki/Imperial_Guard_(Iran)) Consulté le 29/02/2016

juridique. Chaque *marja e-taqlid* possède ses fidèles qui se réfèrent à lui pour les questions liées à la religion.

Military Assistance Advisory Group (MAAG) : « Groupe consultatif d'assistance militaire ». Cadre de la collaboration militaire entre les États-Unis et l'Iran. Dans les faits, les conseillers américains et le MAAG tenaient l'armée iranienne en situation de dépendance technique.

Modernisation de l'Iran : Ligne directrice du développement de l'Iran depuis Reza Shah Pahlavi. Elle consiste essentiellement en une occidentalisation de l'Iran (éducation, culture, industrie, etc.) par l'exploitation de la rente pétrolière.

Mollâ : « Titre donné aux prêtres musulmans et à toute personne exerçant des fonctions juridiques et religieuses dans le monde musulman. »¹

Moujahiddines du Peuple : Organisation armée de résistance au régime iranien, créée en 1965 par des intellectuels dissidents sous la houlette de Massoud Radjavi. Si l'organisation fut décimée par la SAVAK dans les années 1970, elle participa au renversement du régime en 1979. Elle s'opposa avec virulence à l'installation de Khomeiny au pouvoir et à la concentration des pouvoirs par le clergé chiite. Leur soutien à l'Irak pendant la Première Guerre du Golfe a conduit à leur mise à l'index par la République islamique. Parfois considérée organisation terroriste par les États occidentaux, l'organisation des *Moudjahiddines du Peuple* siège au *Conseil National de la Résistance Iranienne* et mène des actions ponctuelles de résistance au régime iranien avec le soutien des États-Unis et d'Israël selon certaines sources.

Moyen-Orient (anglais) : Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Territoires palestiniens occupés, Israël, Turquie, Égypte, Arabie Saoudite, Koweït, Émirats Arabes Unis, Qatar, Oman, Yemen, Iran.

National Iranian Oil Company (NIOC) : Fondée en 1948, cette société est chargée de l'exploration, du développement, de la production, de la vente et de la mercatique autour des hydrocarbures issus d'Iran. Elle fut absorbée par le gouvernement iranien en avril 1951 en tant qu'instrument de la politique de nationalisation des ressources de l'Iran. Après l'échec du coup de Mossadegh en 1953, bien que mise à l'écart par les companies étrangères, la NIOC parvint à

1 CNRTL, « Mollah »[en ligne] <http://www.cnrtl.fr/definition/academie8/mollah> (consulté le 5 janvier 2016)

survivre comme une entité indépendante, notamment à travers des joint-ventures.

Nouvelle société : Thématique de programme politique élaborée par Jacques Chaban-Delmas dans le but d'apporter une réponse aux problèmes soulevés par les mouvements de l'année 1968.

Organisation de l'Énergie Atomique d'Iran (OEAI) : Créée en mars 1974, elle est l'administration responsable du contrôle et de l'exploitation des sites producteurs de l'énergie nucléaire en Iran. Elle fut dirigée par Akbar E'temad entre 1974 et 1979.

Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) : Organisation intergouvernementale instituée en 1960 par les pays producteurs de pétrole afin de peser davantage sur les cours du celui-ci. L'Iran en est un des membres fondateurs. Espace de concertation mais aussi de rivalités d'influences, l'OPEP décida l'augmentation brutale des cours du pétrole en 1973, notamment à l'initiative de l'Iran.

Pacte de Bagdad : « Traité de défense commune cherchant à unir la zone du Moyen-Orient, de la Turquie au Pakistan, dans le but de contenir l'influence de l'Union soviétique. »¹ Cet ensemble comprenait la Turquie, l'Irak, l'Iran, le Pakistan et la Grande-Bretagne. L'Iran y adhéra jusqu'à la chute du régime du Shah, en 1979.

Pahlavi : dynastie créée par Reza Khan (ou Reza Shah Pahlavi) en 1925. Elle présida aux destinées de la Perse et de l'Iran jusqu'à son effondrement en février 1979.

Persan : Principale langue parlée en Iran, en Afghanistan et au Tadjikistan. La langue est également utilisée au Bahreïn, en Azerbaïdjan, en Russie, en Ouzbékistan ainsi qu'en Irak.

Premier choc pétrolier : Crise économique internationale due à l'augmentation brutale des cours du baril de pétrole provoquée par la guerre du Kippour, en octobre 1973. Catalyseur des mécanismes de dérèglement économiques présents depuis les années 1960, elle fit entrer les pays industrialisés dans une période de récession, de chômage et d'inflation.

Proche-Orient (français) : Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Territoires palestiniens occupés, Israël,

1 Lisa Roméo, *Les clés du Moyen-Orient*, « PACTE DE BAGDAD » [en ligne] <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Pacte-de-Bagdad.html> (consulté le 5 janvier 2016)

Turquie, Égypte.

Rastâkhiz-e Irân : « Résurrection de l'Iran ». Parti unique du régime du Shah.

Révolution blanche : Ensemble de réformes mises en oeuvre en Iran à partir de 1963 sous l'impulsion de l'administration Kennedy. Elle était bâtie sur six piliers : distribution des terres cultivables, nationalisation des forêts et des pâturages, réforme de la loi électorale ouvrant le droit de vote aux femmes, privatisation des entreprises étatisées, participation des travailleurs aux bénéfices, création d'une « armée du savoir » (conscrits chargés d'alphabétiser villages). Plusieurs autres réformes vinrent s'ajouter ultérieurement : nationalisation des ressources en eau, élimination des bidonvilles, décentralisation, création d'une « armée de l'hygiène », etc

Sazman Ettal'at Va Amniyat-e Keshvar (SAVAK) : « Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale ». Organe de surveillance et de répression, cette police politique secrète du régime impérial iranien fut créée en 1957 avec le soutien des États-Unis et d'Israël.

Shah, Chah, schah : titre porté par les empereurs de Perse. À partir de 1935, le terme désigne le monarque et chef de l'État d'Iran

Société franco-iranienne pour l'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse (SOFIDIF) : société créée en juillet 1975 par le CEA dans le but de permettre la participation légale de l'Iran dans l'usine d'enrichissement d'EURODIF (participation à hauteur de 40 %). SOFIDIF prit participation à 25 % dans EURODIF.

Surprise d'Octobre : Théorie du complot défendue par Abdolhassan Bani Sadr et Gary Sick et selon laquelle le candidat à la présidence américaine Ronald Reagan aurait négocié le prolongement la prise des otages de l'ambassade américaine de Téhéran avec l'ayatollah Khomeiny, en vue de dégrader l'image du président américain et candidat Jimmy Carter. Cet accord aurait été conclu en échange de futures livraisons d'armements à l'Iran.

Traité sur la Non-Prolifération des armes nucléaires (TNP) : Traité international conclu en 1968 et ratifié en 1970 par l'Iran.

Trente glorieuses : Expression forgée par Jean Fourastié pour qualifier la croissance sans inflation ni chômage (accompagnée de changements sociaux importants, notamment la formation d'une société de consommation) qu'a connue la France entre 1945 et 1973.

Ulema : « Savants ». « Docteur de la loi musulmane, interprète du Coran ».¹

Velayat e-faqih : « tutelle du juriconsulte », « gouvernement du docte ». Théorie politique légitimée de façon religieuse, conçue par l'ayatollah Khomeiny et fondée sur la prééminence d'un guide religieux placé au centre du système politique.

Vendredi noir : le 8 septembre 1978, les forces du Shah tirent sur de nombreux manifestants à Téhéran, place Jâle.

SOURCES

¹ CNRTL, « Uléma » [en ligne] <http://www.cnrtl.fr/definition/ul%C3%A9ma> (consulté le 5 janvier 2016)

Archives :

Archives Nationales, CADN, Nantes, fonds Service culturel, séries B1, B3, B6, B9, B13, B14, B15, B18.

Entretien :

Entretien avec Abdolhassan Bani Sadr, 21 novembre 2015, Versailles, 2 heures.

Bibliographie :

Sur les Relations internationales depuis 1945 :

DUROSELLE, Jean-Baptiste et KASPI, André, *Histoire des relations internationales : Tome 2, de 1945 à nos jours*. Paris, Armand Collin, 2009, 717 pages. Coll. « AC. UNIVERSITAIRE ».

MILZA, Pierre, *Les relations internationales de 1945 à 1973*. Paris, Hachette, 1996, 239 pages. Coll. « Carré Histoire ».

Sur l'histoire de l'Iran en général et au XXe siècle :

ANSARI, Ali, *Modern Iran since 1921 : the Pahlavis and after*. Londres, Pearson, 2003, 288 pages.

ARBERRY, Arthur.J, *The legacy of Persia*. Londres, Clarendon Press, 1953, 421 pages.

AXWORTHY, Michael, *A history of Iran : empire of the mind*. New York, Basic Books, 2010, 368 pages.

BAHRIER, Julian, *Economic Development of Iran : 1900 – 1970*. Londres, Oxford University Press, 1971, 314 pages.

BRIANT, Pierre, *Histoire de l'empire perse*. Paris, Fayard, 1996, 1243 pages.

DIGARD, Jean-Pierre, HOURCADE Bernard et RICHARD Yann, *L'Iran au XXe siècle : entre nationalisme, islam et modernisation*. Paris, Fayard, 2007, 498 pages. Coll. "LITT.GENE."

HOURCADE, Bernard, *Géopolitique de l'Iran*. Paris, Armand Collin, 2010, 296 pages. Coll. « Perspectives géopolitiques ».

KELLNER Thierry et DJALILI Mohammed-Reza, *Histoire de l'Iran contemporain*. Paris, La Découverte, 2010, 128 pages. Coll. « Repères ».

NAHAVANDI, Firouzeh, *Iran*. Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2013, 128 pages. Coll. « Monde arabe / Monde musulman ».

NAHAVANDI, Houchang et BOMATI Yves, *Les grandes figures de l'Iran*. Paris, Perrin, 2015, 350 pages.

ROUX, Jean-Paul. *Histoire de l'Iran et des Iraniens : des origines à nos jours*. Paris, Fayard, 2006, 521 pages. Coll. « LITT.GENE. »

Sur la dynastie des Pahlavi :

ANSARI, Iman et GERMAIN, Patrick, *Mon père, mon frère, les Shahs d'Iran : Entretiens avec Son Altesse Impériale le prince Gholam-Reza Pahlavi*. Nantes, Editions Normant, 2004, 335 pages.

AFSHAR Amir Aslan, *Mémoires d'Iran : complots et trahisons*. Paris, Mareuil Editions, 2015, 505 pages. Coll. « HISTOIRE ET POL ».

BAKHTIAR, Chapour, *Ma fidélité*. Paris, Albin Michel, 1982, 257 pages.

CASTELJAC, Bertrand de, *L'Homme qui voulait être Cyrus*. Paris, Albatros, 1997, 195 pages.

FARDOUST, Hussein, *Zohour va Soghout-é Saltanat-é Pahlavi* [La naissance et la chute de la monarchie Pahlavi]. Téhéran, Etalâat, 1990.

FAROUGHY, Ahmad et REVERIER, Jean-Loup, *L'Iran contre le Chah*. Paris, Jean-Claude

Simoen, 1979, 178 pages.

GANJI, Manoutchehr, *Être persan*. Paris, Michel Lafon, 1995, 296 pages. Coll. « Michel Lafon ».

HOVEIDA, Feredioun, *La Chute du Shah*. Paris, Buchet-Chastel, 1980, 242 pages.

KAPUSCINSKI, Ryszard, *Le Shâh ou la démesure du pouvoir*. Paris, Flammarion, 1992, 168 pages. Coll. « Langues étrangères ».

KRAVETZ, Marc, *Irano Nox*. Paris, Grasset, 1982, 276 pages.

PAHLAVI, Farah, *Mémoires*. Paris, J'ai lu, 2004, 432 pages.

Sur le Shah en particulier :

MILANI, Abbas, *The Shah*. New York, Palgrave Macmillan, 2011.

NAHÂVANDI, Houchang et BOMATI Yves, *Mohammad Réza Pahlavi : le dernier Shah / 1919-1980*. Paris, Perrin, 2013, 624 pages.

Sur l'économie de l'Iran sous le règne des Pahlavi :

AMUZEGAR, Jahangir et FEKRAT M. Ali, *Iran : Economic Development under Dualistic Conditions*. Chicago, Chicago University Press, 1971, 177 pages.

BALDWIN, George, *Planning and Development in Iran*. Baltimore, John Hopkins Press, 1967, 212 pages.

ELM, Mostafa, *Oil, Power and Principle : Iran's Oil Nationalization and its Aftermath*. Syracuse, Syracuse University Press, 1994, 438 pages.

FERRIER, Ronald. W, *The history of the British Petroleum Company : Vol. 2 . : The Developing Years, 1901-1932*. Cambridge, Cambridge University Press, 1982, 832 pages.

FESHARAKI, Fereidun, *Development of the Iranian Oil Industry*. Harmondworth, Penguin Books, 1979, 348 pages.

HALLIDAY, Fred, *Iran, Dictatorship and Development*. Harmondworth, Penguin Books, 1980,

Sur la révolution de 1978 – 1979 :

ALAM, Assadollah, *The diaries of Assadollah Alam* (Alinaghi Alikhani, Trad.). Bethesda, IBEX Publishers, 1992, 414 pages.

ALAMOUTI, Mostafa, *Iran dar asr-é Pahlavi* [L'Iran à l'ère des Pahlavi]. Levallois, Parang

BANI SADR, Abdolhassan, *Le complot des ayatollahs*. Paris, La Découverte, 1989, 230 pages. Coll. « Cahiers libres ».

BRIERE, Claire et BLANCHET, Pierre, *Iran : la Révolution au nom de Dieu*. Paris, Seuil, 1979, 240 pages. Coll. « Histoire immédiate ».

FISHER, Michael, *Iran, from religious dispute to Revolution*. Cambridge, Harvard University Press, 1980, 314 pages.

KAPUSCINSKI, Ryszard, *Le Shah*. Paris, Flammarion, 2011, 241 pages. Coll. « Champs Histoire ».

PAHLAVI Pierre et PAHLAVI Christian, *Le marécage des ayatollahs : une histoire de la révolution iranienne*. Paris, Perrin, 2015, 576 pages.

RADJI, Parviz, *In the Service of the Peacock Throne*. Londres, Hamish Hamilton, 1983, 352 pages.

SÂBETI, Parviz, *Dar Dâmâgh-é Hâdésé* [Au piège des événements]. Los Angeles, Sharkat-é Kétâb, 2012.

SHAWCROSS, William, *Le Shah : exil et mort d'un personnage encombrant*. Paris, Stock, 1989, 510 pages. Coll. « Essais Documents ».

Sur la politique étrangère française en général et en Iran :

BERSTEIN, Serge et MILZA, Pierre, *Histoire de la France au XX^e siècle*, t. III : 1958 à nos jours, Paris, Tempus Perrin, 2009, 896 pages. Coll. « Tempus ».

BOZO, Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*. Paris, Flammarion, 2012, 310 pages. Coll. « Champs Histoire ».

COHEN, Samy, *La monarchie nucléaire. Les coulisses de la politique étrangère sous la Ve République*. Paris, Hachette Littérature, 1986, 271 pages.

COHEN, Samy et SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1985, 436 pages. Coll. « Académique ».

DIALLO, Thierno, *La politique étrangère de Georges Pompidou*. Paris, LGDJ, 1992, 271 pages. Coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique ».

HELLOT-BELLIER, Florence, *France-Iran : quatre cents ans de dialogue*. Paris, Association pour l'avancement des études iraniennes, 2008, 832 pages. Coll. « Studia Iranica ».

GISCARD D'ESTAING, Valéry, *Le pouvoir et la vie*. Paris, Librairie Générale Française, 1989, 412 pages. Coll. « Le livre de poche ».

LAVROFF, Dmitri (dir.), *La conduite de la politique étrangère sous la Ve République*. Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 1997, 155 pages. Coll. « Sciences PO Bordeaux ».

Articles :

BARANG, Marcel. « Renaissance d'un empire ». *Le Monde diplomatique*, n°254, mai 1975, p. 19-23.

BRUN, Thierry. « Regain d'agitation populaire en Iran, les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime ». *Le Monde diplomatique*, n° 293, juillet 1978, p. 17-18.

CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène, « L'Iran en quête d'un équilibre ». *Revue française de science politique*, n°2, 1967, p. 213-236.

FAROUGHY, Ahmad. « Derrière le paravent du trône, l'armée iranienne garante de la dépendance ». *Le Monde Diplomatique*, n°295, octobre 1978, p. 1-14.

FAROUGHY, Ahmad. « L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère ». *Le Monde diplomatique*, n°293, juillet 1978, p.18-19.

HOURCADE, Bernard, « Géographie de la révolution iranienne : l'Iran entre l'impérialisme et l'éclatement intérieur », *Hérodote*, n°18, 1980, p. 16-45.

JULLIEN, Claude. « Illusions iraniennes ». *Le Monde diplomatique*, n° 294, septembre 1978, p.1.

KEDDIE, Nikki. « Iran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique ». *Le Monde diplomatique*, n°280, août 1977, p. 11-12.

MONTAZAMI, Behrouz. « L'Iran du refus : la croissance miraculeuse et le bouleversement ». *Le Monde diplomatique*, n°297, décembre 1978, p. 11.

MOZAFARI, Mehdi, « Les nouvelles dimensions de la politique étrangère de l'Iran », *Politique étrangère*, n°2, 1975, p. 141-159.

VAN ENGELAND, Claude. « Puissance et ambiguïtés du mouvement religieux ». *Le Monde diplomatique*, décembre 1978, p. 13.

Filmographie :

Argo, Ben Affleck, 7 novembre 2012, film cinématographique, GK Films, 2012, 120 minutes.

Les 112 jours de Khomeiny en France, Gérard Puechmorel, 15 octobre 2012, enregistrement vidéo, France 3, Et la suite Productions, 2012, 56 minutes.

Persepolis, Marjane Satrapi, 27 juin 2007, film d'animation, TF1, 2007, 95 minutes.

Women without men, Shirin Neshat, 13 avril 2011, film cinématographique, KMBO, 2011, 95 minutes.